



National Library
of Canada

Acquisitions and
Bibliographic Services Branch

395 Wellington Street
Ottawa, Ontario
K1A 0N4

Bibliothèque nationale
du Canada

Direction des acquisitions et
des services bibliographiques

395, rue Wellington
Ottawa (Ontario)
K1A 0N4

Notice - Avis

Notice - Avis

NOTICE

The quality of this microform is heavily dependent upon the quality of the original thesis submitted for microfilming. Every effort has been made to ensure the highest quality of reproduction possible.

If pages are missing, contact the university which granted the degree.

Some pages may have indistinct print especially if the original pages were typed with a poor typewriter ribbon or if the university sent us an inferior photocopy.

Reproduction in full or in part of this microform is governed by the Canadian Copyright Act, R.S.C. 1970, c. C-30, and subsequent amendments.

AVIS

La qualité de cette microforme dépend grandement de la qualité de la thèse soumise au microfilmage. Nous avons tout fait pour assurer une qualité supérieure de reproduction.

S'il manque des pages, veuillez communiquer avec l'université qui a conféré le grade.

La qualité d'impression de certaines pages peut laisser à désirer, surtout si les pages originales ont été dactylographiées à l'aide d'un ruban usé ou si l'université nous a fait parvenir une photocopie de qualité inférieure.

La reproduction, même partielle, de cette microforme est soumise à la Loi canadienne sur le droit d'auteur, SRC 1970, c. C-30, et ses amendements subséquents.

Les derniers modernes
Enquête sur une petite ville d'Occident

MARC LESAGE

THÈSE

PRÉSENTÉE

AU

PROGRAMME DE DOCTORAT EN LETTRES ET SCIENCES HUMAINES

COMME EXIGENCE PARTIELLE AU GRADE DE

PHILOSOPHAE DOCTOR (Ph.D.)

UNIVERSITÉ CONCORDIA

MONTREAL, QUÉBEC, CANADA

Mai 1995

© MARC LESAGE, 1995



National Library
of Canada

Acquisitions and
Bibliographic Services Branch

395 Wellington Street
Ottawa, Ontario
K1A 0N4

Bibliothèque nationale
du Canada

Direction des acquisitions et
des services bibliographiques

395, rue Wellington
Ottawa (Ontario)
K1A 0N4

Your file - Votre référence

Our file - Notre référence

THE AUTHOR HAS GRANTED AN
IRREVOCABLE NON-EXCLUSIVE
LICENCE ALLOWING THE NATIONAL
LIBRARY OF CANADA TO
REPRODUCE, LOAN, DISTRIBUTE OR
SELL COPIES OF HIS/HER THESIS BY
ANY MEANS AND IN ANY FORM OR
FORMAT, MAKING THIS THESIS
AVAILABLE TO INTERESTED
PERSONS.

L'AUTEUR A ACCORDE UNE LICENCE
IRREVOCABLE ET NON EXCLUSIVE
PERMETTANT A LA BIBLIOTHEQUE
NATIONALE DU CANADA DE
REPRODUIRE, PRETER, DISTRIBUER
OU VENDRE DES COPIES DE SA
THESE DE QUELQUE MANIERE ET
SOUS QUELQUE FORME QUE CE SOIT
POUR METTRE DES EXEMPLAIRES DE
CETTE THESE A LA DISPOSITION DES
PERSONNE INTERESSEES

THE AUTHOR RETAINS OWNERSHIP
OF THE COPYRIGHT IN HIS/HER
THESIS. NEITHER THE THESIS NOR
SUBSTANTIAL EXTRACTS FROM IT
MAY BE PRINTED OR OTHERWISE
REPRODUCED WITHOUT HIS/HER
PERMISSION.

L'AUTEUR CONSERVE LA PROPRIETE
DU DROIT D'AUTEUR QUI PROTEGE
SA THESE. NI LA THESE NI DES
EXTRAITS SUBSTANTIELS DE CELLE-
CI NE DOIVENT ETRE IMPRIMES OU
AUTREMENT REPRODUITS SANS SON
AUTORISATION.

ISBN 0-612-05060-2

Canada

Sommaire

Les derniers modernes :

Enquête sur une petite ville d'Occident

MARC LESAGE, Ph.D.

UNIVERSITÉ CONCORDIA, 1995

Cette recherche prend forme en tissant un lien très étroit entre l'individu et la société, le sujet et l'histoire. Une cité, perçue comme microcosme d'une société plus globale, en est son enjeu. Voilà la voie que nous choisissons pour mieux comprendre certaines mutations profondes de notre société, qualifiée tantôt de postindustrielle, tantôt de postmoderne, ou de « modernité avancée ». Microcité, cinquante mille habitants, cent trente mille pour sa région métropolitaine, constitue notre lieu d'enquête. Lieu qui ne prend de signification que dans la mesure où il révèle d'autres lieux où l'on peut retrouver des individus, des institutions, des univers questionnés par des mouvances et des enjeux similaires. Amour, famille, travail et religion sont étudiés. Nous mettons l'accent sur les transformations des significations de ces différents champs. À la manière des chercheurs des études de communauté, nous diversifions les techniques de recherche. Observation participante, entrevue individuelle, récit de vie et entretien collectif sont les plus utilisées. Nous avons rencontré plus de cent personnes au cours de cette enquête. Nous y identifions trois

grandes périodes, ou tranches de vie, à Microcité : l'Ancien régime, des années quarante aux années soixante ; l'Ère des ruptures des années soixante aux années quatre-vingts, et l'Avenir incertain des années quatre-vingts à cette fin de siècle. Notre propos n'est pas tant d'expliquer le passage d'une époque à une autre que de dégager, pour chacune de ces époques, des modèles culturels qui les animent et d'illustrer comment des acteurs sociaux en sanctionnent ou contestent la légitimité. Nos données de recherche, cueillies sur le terrain, nous invitent aussi à suivre l'itinéraire de gens de Microcité. La transformation des rapports amoureux, de la famille, de la vie au travail, de la conscience religieuse nous permet de parler du passage d'une société d'intégration de masse à une société de contestation de masse, d'une société de contestation de masse à une société de marginalisation de masse.

Remerciements

N'eut été la qualité de la présence, des réflexions, des conseils et de la patience d'Hubert Guindon, cet ouvrage n'aurait jamais vu le jour. Il aura été à la fois le maître et l'ami, tout aussi attentif qu'exigeant.

John D. Jackson et Jean-Marc Piotte ont été de fidèles compagnons de route. Le premier fut le confident des premiers pas sur le terrain. Le second fut le complice de lectures et débats sur l'humeur de notre époque.

Yvan Duperré, Jean-Roch Roy et Denise Grenier-Doyle ont aidé à la cueillette des données de recherche. Nathalie Riel a transcrit les récits de vie et les entretiens collectifs. Shelagh Corbett, Tammi Chambers, Anita Milne, Marie-Anne Lee et Ronald Ramier ont effectué la saisie du manuscrit. Nicole Keating et Sylvie-Anne Jeanson en ont fait la relecture.

Louis Maheu m'a conseillé sur le choix du lieu d'enquête. Sylvie-Anne Jeanson en a trouvé le nom fictif. Robert Sévigny et Jacques Rhéaume m'ont rassuré sur les techniques utilisées. Céline Saint-Pierre, Greg Marc Nielsen, Perry Calce, Françoise Boudreau, Stuart Schoenfeld, Nicole Keating, Jos Lennard, Sylvie-Anne Jeanson et Mathieu Lesage m'ont soutenu moralement.

Plus d'une centaine de gens de Microcité, par leur ouverture et leur authenticité, auront rendu cette enquête possible.

Je tiens à exprimer à tous ces amis, professeurs, collaboratrices, collaborateurs de cette recherche, ma plus profonde gratitude.

Pour L lie-Maxime, Mathieu et Sylvie-Anne.

Les derniers modernes

Enquête sur une petite ville d'Occident

Avant-propos	1
---------------------	---

Première Partie

POSITIONS DE DÉPART

Présentation des positions de départ	7
1. Une cité comme reflet de société	8
Le Je et le Moi	12
La société	13
Une cité comme reflet de société	16
Une étude de communauté	19
De la singularité à l'Occidentalité	25
Chercheurs et communautés	28
Les temps et les techniques de l'enquête	32
2. Enchantements et désenchantements des temps modernes	35
De la tradition à la modernité	36
Éloges et critiques de la modernité	40
L'ère des <i>Post</i>	45
3. Les orientations	53
Mouvements sociaux, affectivité et transformation des identités	53
De la conviction à la généralisation du doute	56
De l'intégration de masse aux marginalisations de masse	58

Le contenu symbolique d'une époque	59
Regard sur le passé pour comprendre le présent	62

Deuxième partie

L'ANCIEN RÉGIME

Présentation de l'Ancien régime	65
4. Le grand amour	68
Fébrile jeunesse	75
La persistance d'un modèle	77
5. La reine du foyer	82
Une division du travail	83
La légitimité du pourvoyeur	92
6. Lutttes ouvrières et progrès	96
La prolétarianisation achevée	99
Du côté du Capital	103
Des hommes du progrès	106
7. De la grande présence de l'Église catholique	114
La fonction légitimatrice de l'Église	115
8. De l'intégration de masse	123
La dureté de la misère	126

Troisième partie
L'ÈRE DES RUPTURES

Présentation de l'Ère des ruptures	131
9. De l'indissolubilité du mariage à l'amour libre	135
De la bohème au ministère de la Famille	137
De la mère célibataire à l'éternelle amoureuse	144
Les itinéraires multiples du néo-romantisme	148
10. Les conquérantes	151
De l'institutrice à la commis	153
De la sage-femme à la féministe	157
La cassure d'une convention	161
L'émergence du mouvement social	164
11. L'Effervescence syndicale	167
La radicalisation des travailleurs du papier	171
De la pédagogie progressiste au syndicalisme de combat	175
La version d'un cadre	180
De la lutte des classes	185
12. De la mort de Dieu	189
13. De la contestation de masse	200

Quatrième partie

L'AVENIR INCERTAIN

Présentation de l'Avenir incertain	207
14. Néo-romantisme ou le nouveau modèle amoureux	210
L'union libre	210
Les nouveaux préalables aux projets amoureux	213
Le paradoxe de modèles culturels	221
De la femme libérée à la nécessité de repenser l'homme	222
De la sexualité au néo-romantisme	224
15. Le syndicalisme revu et corrigé	230
La nouvelle légitimité de l'État	232
Le recours au féminisme	235
La qualité des services	238
Défense de l'emploi et pragmatisme syndical	240
16. Le règne de l'entrepreneuriat	248
De la créativité, des risques et des sous	250
La revanche des entrepreneurs	256
La nouvelle figure du patronat	258
L'affirmation d'une conscience fière	261
Le sauve-qui-peut-la-vie des classes moyennes	264
17. De la distance critique envers les dieux	269

Du doute et de l'indifférence	270
18. Des marginalisations de masse	283
La fin des années d'insouciance	283
Une jeunesse en quête d'une place	285
Du côté des jeunes diplômés	288
Les exclus de la croissance	291
La fragilisation du Moi	293
Conclusion : Les derniers modernes	298
NOTES	314
OUVRAGES CITÉS	376
ANNEXE	402

Avant-propos

Être là, un parmi les autres, au cœur de leurs valeurs, de leurs tourments, de leurs ruptures, de leurs défis, au cœur de leur vision du monde. Observer, tout en sachant que l'observateur ne pourra retenir d'autres paroles que celles qui pour lui sont déjà chargées de sens. Écouter, comme pour échapper à l'omniprésence de son propre personnage. Créer tous les scénarios, utiliser tous les outils nécessaires pour assurer au chercheur un regard lucide sur des faits de société. Fuir sa subjectivité tout en étant conscient que l'intelligence, la sensibilité d'une recherche n'existeraient pas sans elle.

Tout chercheur est pris dans le monde. Quelles que soient ses méthodes d'investigation, quelles que soient ses approches tantôt qualitatives ou quantitatives, tantôt dépendantes ou dégagées d'instruments de mesure plus ou moins sophistiqués, son cheminement prend toujours forme dans un milieu, une culture, une époque. N'est-on pas condamné, dans les sciences modernes de l'homme, à n'être qu'un observateur participant ? Interpellé par des questions de société et le plus souvent par sa propre société, le chercheur se penche sur des valeurs, des faits

et des rapports sociaux qui l'ont façonné et continuent à le faire. Non seulement est-il de cette société, mais encore, malgré les distances qu'il cherche à prendre à son égard : il est la société. Celle-ci n'existe pas abstraitement. Elle habite tout autant le chercheur que tout autre individu. Le chercheur aura beau tenter de s'en éloigner, elle le surprendra toujours. Le passé lui échappe ; l'avenir lui demeure imprévisible. Ses propos peuvent être séduisants, convaincants, légers ou rigoureux, jamais ils ne porteront le sceau de la certitude. Tout au plus seront-ils une approximation du monde¹.

Ce n'est pas tant un objet précis d'analyse, une approche théorique, qu'une manière de faire de la recherche qui initie ce projet. Une recherche qui prend forme en opérant tout à la fois sur un lien très étroit, une fusion devrait-on dire, entre l'individu et la société, le sujet et l'histoire. Le souci d'éviter une enquête trop parcellaire, de nous situer dans une perspective obligeant à une réflexion plus large est ici fort présent. Qu'une ville puisse être perçue comme microcosme d'une société globale en devient l'enjeu. Malgré la prudence dont nous devons faire preuve, malgré les caractères propres à tout milieu, ne peut-on pas prétendre qu'une cité puisse, à sa manière bien sûr, être le reflet de récits et pratiques d'une société ? Microcité, ville de langue française du nord de l'Amérique, apparaît comme un lieu pertinent pour ce type de questionnement².

J'ai d'abord vécu, puis séjourné et je suis retourné plusieurs fois à Microcité. Cette ville de cinquante mille habitants, cent trente mille avec sa région métropolitaine, constitue notre lieu d'enquête. Lieu qui ne prend à nos yeux de signification que dans la mesure où il révèle d'autres lieux où l'on peut retrouver des individus, des organisations, des institutions, des univers questionnés par des mouvances et des enjeux similaires. Nous présentons sur Microcité des hypothèses - nommées « orientations » - qui doivent être illustrées par notre enquête, et dont la visée est de nous permettre de mieux comprendre des mutations profondes de cette société, qualifiée tantôt de postindustrielle, tantôt de postmoderne, ou « de modernité avancée ».

C'est au coeur de la vie privée que prend forme notre démarche. Non par mépris de la sphère publique mais parce que nous croyons que mettre l'accent sur les rapports des citoyens à l'État obligerait de nous attarder déceimment sur la question québécoise, la question nationale, c'est-à-dire sur ce qui particularise, sur ce qui différencie notre objet d'étude. Cela risque de nous éloigner de notre perspective de départ : percevoir dans Microcité un lieu pertinent pour entendre des voix de la modernisation du monde. Amour, famille, travail et religion sont étudiés. Ce sont là des thèmes qui recourent, comme par enchantement, les récits de sujets et d'acteurs lorsqu'ils se penchent sur leur propre cheminement, et tentent d'y retrouver un sens. Sur fond de fin de siècle, ces thèmes semblent émerger de toutes

parts comme derniers retranchements de la quête identitaire. La fragilité grandissante des liens amoureux et familiaux, la précarité du travail, l'incertitude sur les grandes questions de l'existence mènent à cette quête.

Nous mettons ainsi l'accent sur les transformations des significations de l'amour, de la famille, du travail et de la religion. Cela non seulement dans une perspective synchronique - comme s'il suffisait, à un moment précis, de faire plusieurs clichés d'une cité - mais également dans une perspective diachronique. Car ce que nous cherchons à élucider ce n'est pas nécessairement ce qui est, mais plutôt comment et pourquoi ce qui est *s'est fait être*. Cela nous incite à porter un regard sur l'histoire récente de Microcité, non pas tant sur les événements que sur l'émergence ou le déclin de conduites individuelles et collectives. La scène politique - ce mot pris dans son sens le plus restreint (partis, discours et luttes pour le contrôle de l'État et de ses appareils) - est presque absente de notre propos. De fait, nous avons choisi de nous concentrer sur la société civile en ce qu'elle a trait à la vie privée et au travail, bien que la question du travail relève tout autant sinon davantage de la vie publique³.

Dans la première partie de notre étude, nous présentons nos repères théoriques et méthodologiques, nous formulons également les orientations de lecture de nos données de recherche. Les trois parties subséquentes portent chacune sur différentes

périodes, ou tranches de vie à Microcité, dont l'Ancien régime, des années quarante aux années soixante, l'Ère des ruptures, des années soixante aux années quatre-vingts et enfin l'Avenir incertain, des années quatre-vingts à cette fin de siècle. Pour chacune de ces périodes, nous mettons l'accent sur des modèles culturels dominants⁴ et les acteurs sociaux qui sanctionnent ou contestent leur légitimité. Nous tentons d'illustrer ce qui caractérise une période donnée. En conclusion, nous revenons sur les grandes orientations de lecture de nos données d'enquête.

Bien que dans notre propos se retrouvent des éléments d'explication qui devraient nous aider à comprendre le passage d'une époque à une autre, ce n'est pas là la portée de notre étude. Ce qu'elle illustre toutefois c'est comment, à l'intérieur d'une époque donnée, des acteurs confrontés à l'émergence de nouvelles conduites sociales s'en font à leur tour partisans, complices ou adversaires. Au cours de notre enquête, tout en braquant les projecteurs sur des mouvements sociaux, nous faisons intervenir des individus de différents sexes, générations et milieux. Cela non seulement afin de percevoir des changements de société, mais de cerner également ce qui à travers ces changements bouleverse et légitime des sujets qui, tout en étant questionnés par eux, en sont aussi les acteurs. Cela aussi afin de tracer, à travers cette enquête et les enjeux qu'elle révèle, un portrait à la fois intime et social d'une société.

Première Partie
POSITIONS DE DÉPART

Présentation des positions de départ

Les positions de départ ! C'est ce qu'il faut au moins se dire avant d'entreprendre l'enquête. Toute recherche véhicule tellement de concepts, d'idées et d'images. Les nommer c'est ouvrir son jeu, c'est permettre au spectateur de se rendre dans les coulisses, d'y faire la connaissance d'un personnage et de circonscrire, avant la levée du rideau, ses horizons et intentions. Les dire c'est aussi dévoiler qu'il y a déjà quelque part, comme partie prenante de la recherche, une forme d'inconscient qui, sans jamais prendre corps trop concrètement, trace néanmoins le cheminement de l'enquête et se retrouve déjà dans ses conclusions.

Les positions de départ sont les premiers conseils, les premiers points de repère, ceux dont il faudra se souvenir tout au long de l'enquête au risque de se perdre, au risque de perdre aussi le sens qu'elle veut bien se donner. Les positions de départ sont les premières confidences ; c'est le « déjà-dire », c'est d'abord et avant tout : prévenir

Une cité comme reflet de société

Nous n'avons choisi ni notre époque, ni notre milieu, ni notre genre ou notre ethnie. Petit à petit, nous sommes devenus un peu tout cela, comme si chacune de nos composantes n'était que la texture biologique, psychique et symbolique de tout ce qui nous a façonnés. Nous apparaissions en ce monde. Nous le reproduisons. Nous le transformons aussi à notre tour. Ce monde imprègne les fondements de notre personnalité. Il stigmatise notre intimité. L'être humain, aussi conscient puisse-t-il être, est toujours piégé par tout ce qui l'a mis en forme. Il révèle des faits sociaux, des récits et des pratiques qui témoignent de sa société¹. C'est ce que souligne C. Wright Mills qui, des premières pages de *L'imagination sociologique*, écrit :

Qu'une société s'industrialise et le paysan devient ouvrier, le seigneur féodal disparaît ou il entre en affaires. Que les cotes montent ou descendent, l'ouvrier est embauché ou mis à pied. Que les placements croissent ou diminuent, quelqu'un reprend goût à la vie ou se retrouve sur le pavé. Une guerre, et le courtier d'assurances échoue derrière un lance-fusées, le vendeur de magasin aux commandes d'un radar ; l'épouse vit seule ; l'enfant

grandit sans connaître son père².

L'être humain porte la société dans ses gênes, ses mémoires, ses trajectoires, ses volontés, ses désirs. Je pense au récit de vie de Josée. Elle a vingt-cinq ans Elle est successivement étudiante, travailleuse, chômeuse, assistée sociale. Elle milite dans un groupe de jeunes, travaille pour une association de défense des consommateurs Amoureuse à quelques reprises, cet état fut, la plupart du temps, précédé ou suivi, parfois concomitant, d'expériences de vie plus que douloureuses. Dans l'angoisse la plus profonde, elle connaît un avortement, se retrouve terriblement seule. Elle aimerait de nouveau aimer, être aimée. Josée cristallise plusieurs sujets de sa génération, de son milieu social, de son époque. De son récit, nous pourrions produire un portrait fidèle de ce qui est vécu par plusieurs milliers de jeunes. C'est là, la valeur d'un cas. « Le cas, soutient Vincent de Gaugelac, est la condensation, à propos d'une personne, de processus découverts petit à petit sur d'autres. [...] Le cas acquiert un caractère universel lorsque sa singularité a été relativisée et qu'il devient représentatif des mécanismes à l'œuvre dans le phénomène étudié³. » Différent, singulier peut-être, l'individu n'en est pas moins toujours prisonnier de son monde et de la subjectivité que celui-ci lui aura léguée, toujours à la merci de sa conscience qui, tout en étant l'effet du regard des autres, n'en est pas moins l'effet de son propre regard, de sa propre pensée. Nous ne semblons nous-mêmes qu'instantanément Et cela nous le contestons. Nous regrettons d'avoir dit ceci, d'avoir fait cela. Nous nous reprochons de penser ceci plutôt que cela. Nos propos, notre imaginaire, notre intimité,

voire notre propre réalité nous échappent. Comme nous le rappelle Hannah Arendt : « Il est fort probable que, pouvant connaître, déterminer, définir la nature de tous les objets qui nous entourent et qui ne sont pas de nous, nous soyons jamais capables d'en faire autant pour nous-mêmes : ce serait sauter par dessus notre ombre⁴. »

Nous sommes nous-mêmes mais devenons perpétuellement autre que nous-mêmes. Le propre de l'être humain n'est-il pas de devenir autre, de se transformer, d'échapper à lui-même, d'être révélé par autrui à un autre lui-même. Ce moi m'envahit, voilà que je l'observe à distance et que, sous le poids de ce regard, il devient autre. Je suis déjà autre et cet autre qui se dessine en moi se dessine aussi à travers le monde. Cet autre prend une forme inusitée et pourtant tellement prévisible et fidèle à tout ce qu'il a été.

Nous ne sommes qu'une probabilité infinitésimale. Et pourtant, dès que nous prenons conscience de notre identité, tout ce que nous sommes nous a déjà précédé. Nous ne sommes pratiquement rien d'autre que tout ce qui nous a faits, que tout ce qui nous a nourris, éduqués, aimés. Nous ne sommes pratiquement qu'un produit de l'ensemble des interventions de tout ce qui nous a construits. Pratiquement ; c'est dire que nous sommes aussi autre chose et que c'est peut-être là que notre mystère commence. Nous sommes tout ce qu'on a mis en nous, mais nous pensons, nous sélectionnons, nous agissons. Nous sommes produits et producteurs de société. Nous sommes issus d'elle et elle n'existerait pas sans nous. Elle nous précède et, suite à notre passage, elle ne sera plus jamais la

même. « L'être humain, rappelle Jean-François Lyotard, est peut-être seulement un nœud très sophistiqué dans l'interaction générale des rayonnements qui constituent l'univers⁵. » Il est un ensemble toujours inachevé de pulsions, de besoins, de facultés, de capacités de créer et d'agir : pulsions sexuelles et pulsions de mort ; besoins de sécurité, de nouveauté, de communication, de gratification⁶ ; facultés d'intuition, de volonté, de raisonnement. L'être humain est un être pensant. C'est ce que soutient Bernard J. F. Lonergan lorsqu'il écrit :

.. l'homme ne se contente pas d'agir ; il lui faut aussi comprendre son action. Il désire aussi découvrir et exprimer la justesse, la signification, l'importance, la valeur et l'utilité de son mode de vie, dans son ensemble et dans ses parties... Tout élément de l'ordre social sera rejeté du moment qu'il sera perçu comme non justifié, vide de sens, sans importance, sans valeur et sans aucune utilité⁷.

Le Je et le Moi

Quelle que soit la force de ses pulsions, de ses besoins, l'être humain se cherche dans le monde. Non seulement réfléchit-il sur ce qu'il est, mais également sur ce qu'il peut devenir. L'être humain est une personne. Cette personne, voire ce « Self », est à la fois sujet et objet. Comme objet, la personne est un Moi façonné par le regard d'autrui. Comme sujet, elle est un Je qui agit sur ce Moi. La personne est à la fois produit pour autrui et productrice d'elle-même. Comme objet, elle est perçue, réfléchie par d'autres. Comme sujet, elle intervient continuellement sur cet objet, confortant ou provoquant ainsi le regard que les autres portent sur elle. La personne peut se propulser autre, se faire l'artisan de son propre devenir⁸.

Le Moi est la figure achevée de l'individu. Celle qu'on observe et celle qu'il peut observer de lui-même à travers le regard des autres sur lui-même. Le Moi est une construction. Il est l'attitude des autres intériorisée. Le Moi ne pense pas. Il est l'ensemble des rôles sociaux et des modèles culturels que l'individu a reproduit et qui le confinent à être ce qu'il est. Le Moi, c'est la part objectivable de l'être humain, c'est le produit de l'ensemble des formes de socialisation qui par la famille, l'école, le marché, la cité, permet son individualité. Il est la partie sociale de la personne. Le Moi c'est le résultat, la mise en forme, la mise en ordre des rôles et des devoirs qui incombent à la personne.

C'est parce que la personne est aussi sujet qu'elle peut se transformer, qu'elle peut se projeter autre qu'elle est pour autrui. Le Je, le sujet, est cette composante « instantanée » de la personne, celle qui la modifie constamment. Le Je pense, il agit sur le Moi. Il le transforme. Il le fortifie ou le combat. Le Je tend à distinguer la personne de ce qu'elle était. Il est une proclamation. Le Je, c'est la personne au moment de l'action. Tout ce qui est verbe (agir, aimer, étudier, travailler, prier...) est le je. Dès que le Je agit, cela fait parti du Moi. Le Je peut être au Moi ce qu'est la critique à la norme, ce qu'est le mouvement à l'institution. Il sera alors appel à la liberté, à l'émancipation. Mais le Je peut aussi renforcer le Moi, donner encore plus de poids à l'image qu'il offre, à l'ensemble des rôles et des modèles qu'il véhicule. Le Je conserve, préserve alors le Moi. Il se défend de la tentation qu'il puisse être autre chose. Comme Je, la personne est acteur. Comme acteur, elle est le sujet à la fois de son propre devenir et de celui, de manière par contre plus ou moins infime, de sa propre société.

La société

Une société est toujours plus riche que l'ensemble des faits, récits et pratiques qui la révèlent, elle est plus vive que l'ensemble des acteurs, tant individuels que collectifs, qui la mettent en œuvre. Des faits, récits, pratiques et acteurs, la société n'est pas leur addition, elle est le lieu de leur constante interaction⁹. Comme faits, la société est fabrication des choses et du monde ; elle est matérialité. Elle est aussi multiplicité

d'institutions, de fonctions, de statuts et de règles ; elle est normes. Comme récits, la société est distance, réflexion sur elle-même. Elle est paroles, écritures, sons et images. Elle est histoires intimes et sociales. Elle est vision de soi, des autres et du monde. Elle est multiplicité de sens ; elle est culture. Comme pratiques, la société est action sur elle-même. Elle est pluralité d'interventions d'acteurs pris tout autant dans le sens individuel que collectif. Elle est transformation du monde, de ses unités les plus petites (les individus dans leur intimité, les rapports entre deux personnes) aux plus grandes (les rapports entre générations, les rapports de classes...).

En l'absence d'acteurs sociaux, les faits, les récits et les pratiques ne sauraient prendre forme. Tout à la fois individus et mouvements, ces acteurs tracent au quotidien les contours d'une multiplicité de champs¹⁰. Il y a autant de champs qu'il y a réciprocity de faits, de récits et de pratiques qui les manifestent et d'acteurs qui les mettent en œuvre : champ des rapports amoureux ; champ des rapports au travail ; champ des rapports à l'éducation ; champ des rapports à la religion ; champ des rapports à la science ; champ des rapports à la littérature...

Dans chacun des champs, les faits, les récits et les pratiques sont chargés de significations. Ils interpellent les acteurs et sont tout autant interpellés par eux. Et lorsqu'ils ne font plus l'affaire de ces derniers, ils disparaissent ! Des ogives nucléaires à la naissance d'un nouveau-né, des audaces vestimentaires aux modes littéraires, d'un

drapeau national aux règles de grammaire, de la performance de la biotique à la protection des eaux, des forêts et de l'air, de l'agressivité des marchés aux exigences de la démocratie, dans la mesure où les acteurs conviennent de faire de ces questions des enjeux de société, aucune d'entre elles ne saurait leur échapper.

Tantôt dominants, tantôt dominés, les acteurs sociaux, continuellement en rapports entre eux, produisent inégalement les faits, les récits et les pratiques des différents champs. Acteurs inégaux, ils produisent et reproduisent inégalement la société. Ils permettent à la société, comme diversité de champs, d'être ce qu'elle devient. Ils collaborent et luttent entre eux pour infléchir les orientations de ce devenir. La société est ainsi la matrice d'une pluralité de champs, lieux privilégiés d'expressions, de rapports, voire d'élaboration des pratiques, récits et faits sociaux. Ces pratiques, récits et faits sont le passage obligé où elle se structure tout en continuant d'agir sans répit sur les modalités même de cette structuration¹¹. Comme faits, la société témoigne des conditions de l'action. Elle subit tout à la fois les effets dé-structurants et re-structurants des pratiques et des récits de ses acteurs. Plus les acteurs sociaux interviennent, plus la société est action, plus, par leurs pratiques, elle est production des récits et faits qui la particularisent. Voilà pourquoi, l'acteur tant individuel que collectif, demeure la donnée de base de notre perspective. Sans lui, il n'y aurait tout simplement pas de société.

Une cité comme reflet de société

Dans une petite ville du Québec, du Nord de l'Amérique, nous pensons saisir des questions et entendre des réponses qui témoignent d'une part de la société québécoise, et d'autre part, avec toute la prudence que cela oblige, de la société nord-américaine, voire aussi de la société dite de la « modernité avancée »¹². Nous pouvons y percevoir un reflet de notre époque, de ses enjeux et pratiques tout autant sur la vie publique que la vie privée et tracer ainsi un portrait de la pensée de notre temps. Par la voix d'acteurs tant individuels que collectifs, nous devons être en mesure d'y découvrir de petits et grands récits de société. Ces récits prennent tantôt la forme de modèles culturels, tantôt celle d'un cheminement personnel, mais sont le plus souvent les deux à la fois. Récits amoureux, récits familiaux, récits de travail, récits religieux... ils sont variés et couvrent de multiples champs. Ils fondent les pratiques individuelles et collectives. Cette affirmation prend son sens dans le partage d'un univers, tant matériel que symbolique, qui nous habite et que nous reproduisons à travers ce que l'anthropologue français Serge Latouche appelle « l'occidentalisation du monde ou la mondialisation sociétale » :

Aujourd'hui, et plus encore demain, le monde est appelé à vivre de façon uniforme. Or demain a déjà commencé. Les satellites de télécommunications sont lancés. Les relais sont assurés pour que les marchés financiers qui se succèdent autour de la planète au gré des fuseaux horaires fonctionnent

comme une place unique ouverte vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les informations, les spectacles, les modes, les ordres et tous leurs contenus circulent instantanément du Nord au Sud et de l'Ouest à l'Est¹³.

Que la mondialisation sociétale soit si forte, si démesurée, ne peut empêcher de voir, ici et là, surgir des lieux de résistance. « Sous le rouleau compresseur de l'occidentalisation, ajoute Serge Latouche, tout semble avoir été déjà détruit, nivelé, écrasé ; et pourtant, dans le même temps, les reliefs ne sont souvent qu'enfoncés, ils résistent parfois et sont prêts à refaire surface¹⁴. » Dans cette petite ville d'Amérique où nous portons les phares, nous sommes sans doute en mesure de percevoir certains de « ces reliefs ». Il ne saurait être question, ici, de les taire.

Microcité, Qué., cinquante mille habitants, cent trente mille avec sa région métropolitaine¹⁵, est un milieu d'expression française qui reproduit plutôt fidèlement et à plusieurs égards les institutions économiques, politiques, sociales et culturelles propres à la société québécoise certes, mais aussi à plusieurs autres sociétés. Grandes, moyennes et petites entreprises y sont bien présentes avec des variations importantes dans la composition de leurs mains-d'œuvre et capitaux. Les États, tant canadien que québécois, par leurs constantes interventions, leurs différents ministères et institutions des secteurs public et parapublic, y occupent une place significative : hôpitaux, écoles, université, médias, investissements dans le secteur privé... Les partis politiques, les associations

patronales, les organisations syndicales et de nombreux regroupements font régulièrement l'évènement et disposent également de moyens pour le faire. Les médias tant écrits qu'audio-visuels y sont très présents¹⁶. L'Église catholique, globalement en retrait comparativement aux années cinquante, y demeure un lieu de rassemblement relativement important par la vie de quelques paroisses¹⁷ et surtout pour les grands moments initiatiques de l'existence (la naissance, le mariage, la mort...). D'autres églises, anciennes et nouvelles, y ont pignon sur rue. Il nous faudrait aussi parler de la diversité des quartiers de Microcité et du grand nombre d'organismes communautaires, culturels et sociaux.

L'une des plus anciennes agglomérations du Québec, Microcité connaît un essor industriel remarquable au début de ce siècle jusqu'à la fin des années cinquante. Puis, après une période de relative stagnation, à compter de 1975 et à l'image de plusieurs villes des pays industrialisés, elle fait face à un certain ralentissement de sa croissance industrielle. Depuis quelques années, la municipalité, à l'instar de ce qui se passe un peu partout en Occident, tente de demeurer un centre industriel concurrentiel à l'échelle continentale et cherche à susciter de nouveaux développements. D'où cet accord mis sur la modernisation des procès de production de sa grande industrie, particulièrement le papier, et la recherche de nouveaux investissements dans des secteurs de pointe. Dès les débuts de notre démarche sur le terrain, une remarque du responsable du développement industriel et commercial de la municipalité permet de prendre conscience d'enjeux qui rappellent les dilemmes des « sociétés de la modernité avancée » : « Faut-il absolument

faire de Microcité une région industriellement aveugle qui ne chercherait à croître que pour croître, ou faut-il être tout autant soucieux de la qualité de vie des gens, de la qualité de notre environnement ? »

Une étude de communauté

En faisant de Microcité un lieu privilégié d'enquête pour questionner une société, c'est à la tradition des études de communauté que notre filiation est la plus grande. Le terme « communauté » peut être utilisé dans de multiples sens. Ce qui n'est pas sans poser quelques problèmes. À cet égard, comme nous le rappelle Larry Lyon, ce concept ne fait guère exception : « In fact, in the social sciences, there seems to be an inverse relationship between the importance of a concept and the precision with which it is defined. »¹⁸ Lyon souligne qu'en sciences humaines, cela est aussi le cas pour un grand nombre d'expressions telles : l'inflation en économie ; la personnalité et l'intelligence en psychologie ; les classes sociales en sociologie. Il relate l'étude de Georges Hillery où ce dernier n'énumère pas moins de quatre-vingt-quatorze définitions de la communauté : communauté religieuse ; communauté scientifique ; communauté artistique , etc. Larry Lyon note que malgré toutes ces définitions, une étude de Sutton et Munson¹⁹ dégage trois grandes caractéristiques regroupant plus des deux tiers d'entre elles : une aire géographique, des liens et une interaction sociale. Ce qui rejoint la définition qu'en donne déjà en 1936 Robert Park, l'un des pères fondateurs de l'École de Chicago. Park inspire

un très grand nombre de recherches sur le terrain. C'est à cette définition que nous référons : « The essential characteristics of a community, so conceived, are those of : a population territorially organized, more or less completely rooted in the soil it occupies, its individual units living in a relationship of mutual interdependence...²⁰ »

Ce qui constitue l'objet de notre propos, c'est une communauté perçue comme lieu et forme de représentation, comme échantillon d'une société plus globale. Colin Bell et Howard Newby rappellent en ce sens que plusieurs sociologues ont effectué des études de communautés « not as objects in their own right, but as samples of cultures : they have used the community study as a method, in the words of Arensberg and Kimball, for « getting the grips with social and psychological facts in the raw » »²¹. C'est là notre perspective. L'accent n'y est pas exclusivement mis sur Microcité, sur les liens et les relations entre ses quartiers, ses organisations, ses milieux sociaux, mais plus particulièrement sur des gens, des institutions et des mouvements perçus comme reflet d'une société. Les études de communauté offrent aussi l'occasion de se risquer à construire, à travers un univers limité quoique socialement complexe, le portrait d'une société globale. La petite ou moyenne taille d'une communauté comme lieu d'investigation favorise une démarche d'enquête. La multiplicité des rapports sociaux qui la traversent permet une connotation de globalité. Directeur de la fameuse étude intitulée *Yankee City*, W. Lloyd Warner défend cette idée : « The research on Yankee City [...] studied a contemporary American community to learn about the nature of its social system, to

understand how the system and its parts operated, and to identify and interpret the collective symbolic life of the city. The immediate interest was in the community itself ; the larger and more important purposes were to use the community as a convenient microcosm for field study, thus to gain new knowledge about the larger American social life²². » Perspective de recherche qui rappelle aussi les propos de Robert E Park

La ville [...] est quelque chose de plus qu'une agglomération d'individus et d'équipement collectifs : rues, immeubles, éclairage électrique, tramways, téléphones, etc. ; c'est également quelque chose de plus qu'une simple constellation d'institutions et d'appareils administratifs : tribunaux, hôpitaux, écoles, postes de police et corps de fonctionnaires de toutes sortes. La ville est plutôt un état d'esprit, un ensemble de coutumes et de traditions, d'attitudes et de sentiments organisés, inhérents à ces coutumes et transmis avec ces traditions. Autrement dit, la ville n'est pas simplement un mécanisme matériel et une construction artificielle. Elle est impliquée dans les processus vitaux des gens qui la composent : c'est un produit de la nature et, particulièrement, de la nature humaine²³.

Les premières recherches sociologiques en terre québécoise furent fréquemment, bien que nous utilisons également le terme « monographie », des études de communauté. Elles se rattachent tantôt à la tradition française, tel *Le Paysan de St-Justin* de Léon Gérin

(1897), tantôt à la tradition américaine, tels *St-Denis : a French-Canadian Parish* d'Horace Miner (1939) et *French Canada in Transition* d'Everett C. Hughes (1934). Nombreuses furent les études de communauté menées au Québec. Outre celles de Miner et Hughes, considérées en quelque sorte comme deux classiques de la sociologie nord-américaine, mentionnons également : *Description de la culture de l'île Verte* (1954) et *Belle-Anse* (1957) de Marcel Rioux ; *L'analyse des structures sociales régionales* de Fernand Dumond et Yves Martin (1963) ; *Fin d'une religion* (1969) et *Douceville en Québec* (1982) de Colette Moreux ; *Saint-Pascal : Changing Leadership and Social Organization in Quebec Town* de Gerald L. Gold. (1975). La série de recherches publiées récemment en collaboration et sous la direction de Jacques Grand'Maison dont *Une génération bouc émissaire : Enquête chez les baby-boomers* (1993) relève également de cette tradition. Enfin, l'ouvrage de Stéphane Dufour, Dominic Fortin et Jacques Hamel (1991), *L'enquête de terrain en sciences sociales*, ne témoigne-t-il pas, par sa réflexion sur l'approche monographique et les études de communautés, d'une nouvelle curiosité intellectuelle pour ce type de recherche, cela même chez une génération de jeunes sociologues.

De nombreuses études de communauté ont aussi été menées au Canada anglais. Elle recourent des approches théoriques et méthodologiques fort diversifiées. Citons d'abord *Crestwood Height* de Seely, Sim et Loosley (1953). L'ouvrage porte sur les croyances, valeurs et comportements de banlieusards de classe moyenne. Familles, écoles et associations de toutes sortes sont analysées. *Minetown, Milltown, Railtown* de Rex A.

Lucas (1971) nous initie à la vie quotidienne de trois villes canadiennes dépendant chacune d'une industrie unique. *Community and Conflict* de John D. Jackson (1975) met l'accent sur les relations entre francophones et anglophones dans une petite municipalité du sud-ouest de l'Ontario. En privilégiant le paradigme du conflit, Jackson étudie les rapports de ces deux communautés linguistiques au travail, à l'école, dans la paroisse, dans les associations bénévoles et les organismes gouvernementaux. Raymond L. Foote (1979), dans *The Case of Port Hawkesbury*, étudie les bouleversements d'une petite communauté du Cape Breton face aux transformations majeures de son type de développement mis en place par des planificateurs du gouvernement fédéral. Enfin, mentionnons *A Small Town in Modern Times* de David M. Rayside (1991). En menant sa recherche sur Alexandria, petite municipalité du comté de Glengarry en Ontario, l'auteur étudie les rapports et inégalités dans le monde du travail, les rapports entre hommes et femmes, les rapports entre différents groupes ethniques ainsi que les rapports entre francophones et anglophones.

Des études de communautés, nous sommes plus près, du moins en ce qui a trait au terrain, de celles consacrées aux villes de taille moyenne, bien que la taille de ces dernières, comme nous le démontre d'ailleurs Theodore Caplow dans son retour sur *Middletown*, ait beaucoup changé depuis le début du siècle²⁴. Une complicité particulière se fait peut-être avec *French Canada in Transition* d'Everett C. Hughes qui, au début des années quarante, se penchait sur la modernisation de Catonville. Tout se passe un peu

comme si, cinquante ans plus tard, nous revenions sur ce lieu d'enquête avec cette question en tête : Mais que sont enfin... ces modernes devenus ?

De la singularité à l'Occidentalité

En 1925, en guise de préface à un roman de type ethnographique, l'abbé Adélard Dugré écrivait :

Il existe actuellement dans l'Amérique du Nord, deux civilisations fort différentes : l'une représentée par cent millions de citoyens d'origine anglaise, l'autre par trois ou quatre millions de Canadiens d'origine française. Ce qui distingue ces deux groupes inégaux, ce n'est pas seulement la langue qu'ils parlent et la foi religieuse de la grande majorité de ceux qui la composent, c'est aussi la diversité dans les manières d'agir, la divergence de vues dans leurs jugements sur la vie, ses jouissances, ses devoirs²⁵

C'est ce type de constat, ici un peu naïf quant à l'homogénéité des citoyens nord-américains de langue anglaise, qui aura sans doute mené à de nombreuses études de genres de vie et de communautés du Canada français. Ces études, tantôt orchestrées par des professionnels de la recherche, tantot par des autodidactes et amateurs, empruntent de manière plus ou moins spontanée, tout autant à la sociologie, l'ethnologie, l'anthropologie, l'histoire qu'à toutes les idéologies prégnantes d'une époque. Riche tradition historiographique composée d'un grand nombre de monographies d'inégale importance mais toutes attachées à illustrer concrètement la singularité de l'ethnie (le peuple, la

nation) canadienne française ou québécoise. Un peu comme à l'image de communautés asiatiques et africaines, cette singularité a nourri une forme d'exotisme. Elle a suscité, et continue toujours à le faire, la curiosité de chercheurs, écrivains ou cinéastes tant d'ici que d'ailleurs. Everett C. Hughes (1968 : 72), appelé à commenter ce qui avait motivé *French Canada in Transition*, l'explicite clairement : « I had had no previous interest in Canadian problems and little knowledge of the country... I decided to study the French Canadians simply because their presence seemed the most interesting fact about Montreal and that region²⁶. »

L'interprétation de cette singularité aura permis aux gens d'Église d'investir les Canadiens français d'une mission apostolique jusqu'à la fin de la première moitié de ce siècle. Elle aura permis aux gens d'idées et de partis de poser la légitimité du pays réel. Elle aura permis aux gens d'affaires de susciter une tradition d'un coopératisme économique plutôt inusité et à ceux du milieu ouvrier de mettre sur pied des organisations syndicales inédites en Amérique du Nord. Mais au-delà de cette singularité émerge, cela peut-être plus particulièrement en ce dernier quart de siècle, la similarité de ce peuple du Nord de l'Amérique. Voilà ce problème de l'espace qui nourrit notre démarche de recherche. Car si le Canada français a séduit par ses différences, posons par hypothèse qu'aujourd'hui le Québec peut tout autant fasciner le sociologue, toujours avide de laboratoires signifiants, comme lieu de convergence pour saisir, illustrer quelques aléas tout autant structurels que symboliques de la modernité, voire de « l'occidentalité »²⁷.

Bref, s'il y a ici une culture particulière, il y a aussi une culture et des genres de vie qui sont des reflets évidents des pays de libre marché et industriellement développés. Pensons au niveau de vie, au travail, à l'argent, à la famille, à l'école, à l'université, à l'entreprise, aux journaux, à la radio, à la télévision, au cinéma, aux trains, aux avions, à l'automobile, à la bicyclette, aux tenues vestimentaires, aux dentifrices, aux chaînes stéréo, aux disques laser, aux films et livres à la mode. Il y a dans tout cela bien des ressemblances avec l'ailleurs. Pensons aussi aux groupes de pressions, aux partis politiques, à la scène municipale, aux associations patronales, ouvrières et étudiantes, aux organismes de femmes, aux regroupements de jeunes et de retraités, aux groupes écologistes, aux troupes de théâtre, aux associations de loisirs, à l'assistance aux démunis, aux églises. Nous pouvons être surpris de constater à quel point nous assistons à une homogénéisation des genres de vie, des types de consommation et des formes d'action collective. La Révolution tranquille, les événements d'octobre soixante-dix, le Front commun soixante-douze, le référendum de quatre-vingts, le mouvement souverainiste peuvent être particuliers à la société québécoise. Les questions de l'emploi, de l'essoufflement et de la reconversion industriels, des changements technologiques, des mutations de la famille, de l'intégration des immigrants, de la mondialisation de l'économie et des produits culturels, de la remise en cause de la gestion et des fonctions de l'État, sont propres à pratiquement tous les pays d'Occident.

Chercheurs et communautés

Les chercheurs qui se consacrent à l'étude de communautés se sentent souvent boudés, voire méprisés, par d'autres qui scruteraient des champs plus sérieux et plus nobles. Cela est clairement exprimé par Vidich, Bensman et Stein dans *Reflections on Community Studies* . « Critics have pointed out the "weaknesses" of the community study method as a scientific mode of investigation. They have noted that the community portrait usually rests on the observations of a single person, that the procedures of observation are not systematized, that there is no guarantee that another investigator would produce similar results...²⁸ » À la défense des études de communautés, ces sociologues attaquent à leur tour la prétention de certaines orientations méthodologiques dominantes propres aux sciences humaines :

The increased specialization of social science under its methodologies has led to a continuous narrowing of the specific problem to which any specific study is addressed. One result of this has been any number of highly specialized, technically perfected studies which, however, are characterized by a paucity of concepts, theories, and interpretations capable of presenting any image of the larger society being studied²⁹.

Enfin, en insistant sur ce que nous pourrions croire l'essentiel, Vidich, Bensman et

Stein poursuivent la polémique : « In spite of the grandiose elaboration of research methodologies and abstract theories, it appears that the ear and the eye are still important instruments for gathering data, and that the brain is not always an ineffecient mechanism for analyzing them. » William F. White commentant l'approche méthodologique qui anima sa célèbre étude *Street Corner Society* ira dans le même sens : « Logic [...] plays an important part. But I am convinced that the actual evolution of research ideas does not take place in accord with the formal statements we read on research methods.³⁰ »

Une étude de communauté se produit au cœur d'un milieu social, dans sa contingence, dans sa singularité. Elle est une présence ; elle est, sur le vif, une pratique de la recherche dans toute sa richesse et sa simplicité. S'ils ne peuvent faire abstraction de structures tant économiques, politiques que sociales, s'ils ne peuvent oublier de situer leur objet de recherche dans un contexte socio-économique plus large tant national qu'international, s'ils ne peuvent échapper à l'esprit de leur époque, les chercheurs qui se consacrent aux études de communautés tentent néanmoins d'illustrer leurs propos, leurs hypothèses, en recourant à des individus, des acteurs sociaux très localisés, en un certain sens aussi très parcellisés.

Le débordement d'une étude de communauté sur les cheminements propres des chercheurs se perçoit dès les toutes premières pages d'un compte-rendu d'une recherche, cela encore davantage lorsque le chercheur, plusieurs années après la publication de son

travail, fait lui-même le bilan de sa démarche. C'est alors le moment des confidences³¹. Il raconte tout ce qu'il a dû imaginer pour réussir d'abord à se faire accepter, puis obtenir de premiers contacts, devenir un familier, un être un peu comme tout le monde au sein du milieu étudié. Les péripéties de William F. White, lorsqu'il nous parle de son introduction dans une famille qui l'accueille en son sein, sont un petit bijou en ce sens³². En racontant tout cela, White, non seulement produit l'analyse de ce quartier, ses *gangs*, ses règles, ses coutumes, mais revient constamment sur lui-même, comme sujet social, comme produit d'un tout autre monde. Son terrain de recherche interpellera ses manières de vivre et de penser, ses peurs, son langage, ses expressions, ses gestes. Le simple fait de s'introduire dans un autre milieu, souvent étranger, et de parvenir à créer des complicités manifeste déjà une disposition particulière, cela tout autant de la part du chercheur que des acteurs de la recherche. Que White puisse s'insérer dans un ghetto, que Doc, le petit caïd, devienne complice de White, voilà des étapes significatives, souvent difficiles à franchir dans le processus même de l'enquête. Nous retrouvons des démarches semblables, bien que relevant de contextes fort différents, dans pratiquement toutes les études de communautés. Pensons à Heleen et Robert Lynd, à Warner, à Vidich et Bensman, pensons à Miner et à Hughes. Les Lynds, lorsqu'ils ont entrepris *Middletown*, n'avaient aucune idée où tout cela devait les mener et n'avaient sans doute pas prévu qu'ils étaient pour y revenir quelque dix ans plus tard. Ils n'avaient surtout pas imaginé à quel point leur étude, minutieuse il faut en convenir, parviendrait à susciter de tels débats au cœur même de la ville étudiée. Vidich et Bensman n'avaient pas imaginé que *Small Town*

in Mass Society, qui à ses débuts n'avait rien d'un tel projet, puisse susciter de telles réactions dans la « communauté » même des sociologues³³.

La magie d'une étude de communauté s'inscrit dans l'interaction sociologiquement significative du cheminement intellectuel d'un chercheur ou d'une équipe de recherche et d'un autre cheminement, celui des acteurs de la recherche. Ces acteurs communiqueront ou refuseront de le faire, ils seront authentiques ou se mentiront à eux-mêmes. Quelle que soit la teneur de leurs récits, ils seront toujours chargés de significations, porteurs ainsi d'images et de portraits de société.

Les temps et les techniques de l'enquête

C. Everett Hughes, réfléchissant sur les propriétés inhérentes au travail d'enquête de terrain, écrivait :

Field work refers [...] to observation of people in situ ; finding them where they are, staying with them in some role which, while acceptable to them, will allow both intimate observation of certain parts of their behaviour, and reporting it in ways useful to social science but not harmful to those observed³⁴.

De l'automne 1986 au printemps 1988, je me rends à Microcité à plus d'une trentaine d'occasions. Ces séjours durent parfois près d'une semaine, parfois seulement une journée, mais le plus souvent de deux à trois jours. L'enquête comme telle, comprend trois grandes étapes qui, sans nécessairement se succéder dans le temps, n'en constituent pas moins des moments bien différenciés. Dans la première étape, je rencontre des professeurs, journalistes, intervenants communautaires afin de dégager un portrait préliminaire de la cité et connaître les noms de personnes et d'organismes qui ne peuvent échapper à mon investigation. Dans la deuxième étape, je tiens des entrevues avec plusieurs personnes qu'on m'a suggérées de rencontrer. Il m'arrive également de mener quelques entretiens collectifs. La troisième et dernière étape est consacrée exclusivement

aux entretiens collectifs et aux récits de vie. La diversité et le type de techniques utilisées au cours de cette enquête la situent sans ambiguïté dans le courant des approches dites qualitatives. De fait, au moment où j'entreprends le travail de terrain, des ouvrages de sociologues d'ici et d'ailleurs rappellent avec vigueur la pertinence et la richesse de ces méthodes et techniques de recherche et légitiment ainsi leur raison d'être. Cela se révèle un incitatif de plus pour me risquer à me rendre sur le terrain³⁵.

À la manière des chercheurs de l'École de Chicago, je diversifie les techniques de recherche. Observation participante, entrevue individuelle, récit de vie et entretien collectif sont les plus utilisées. Le fait de séjourner régulièrement à Microcité, de me promener dans les quartiers, de rencontrer des gens, d'assister à des réunions et assemblées, constitue en soi une observation participante. Les entrevues individuelles portent sur un sujet précis, tel les politiques de la Chambre de commerce, la situation de l'Église catholique, la fermeture de telle entreprise... Les récits de vie sont l'œuvre d'individus que j'ai le plus souvent déjà rencontrés ou interviewés et dont l'itinéraire me semble témoigner de différents milieux et enjeux sociaux.

La majorité des récits de vie et des entretiens collectifs sont filmés. Cela est rendu possible grâce à la collaboration d'une équipe de la Télé-université de l'Université du Québec, sous la direction du réalisateur Yvan Duperré. L'équipe de production m'accompagne à plusieurs reprises sur le lieu même de la recherche. C'est là, la dernière

partie de mon enquête. La très grande majorité des entrevues filmées d'individus, sont des récits de vie. Chacune d'entre elles dure en moyenne deux heures. Ce qui est également le cas pour les entretiens de groupes. Pour ces derniers, il s'agit de réunir une quinzaine de personnes, toutes concernées par un thème commun (ex : la jeunesse, l'entrepreneuriat, l'immigration...) tout en mettant l'accent sur une grande variété de questions. Non seulement faut-il cerner la thématique, préparer les questions, rejoindre les gens, mais encore, au moment de l'entrevue, s'assurer que chacun a pu prendre la parole et développer tout ce qu'il avait à dire. Pour le travail nécessaire à l'organisation matérielle de ces rencontres, je suis assisté par madame Denise Grenier Doyle. Elle-même de Microcité, très intéressée par la recherche, connaissant fort bien bon nombre d'intervenants, elle m'est d'un très précieux apport. Pour les récits de vie et entretiens collectifs filmés, outre la collaboration d'Yvan Duperré, je me dois de mentionner la grande implication de l'intervieweur Jean-Roch Roy. Il mène le jeu tout en se conformant religieusement, et avec beaucoup de bienveillance, à mes quelques directives et conseils. Régulièrement, précédant ces entretiens, Yvan, Jean-Roch et moi, tenons une brève discussion. Je trace les objectifs et les grandes lignes de chacun des entretiens. Pendant le tournage, je demeure aux côtés de Jean-Roch qui, régulièrement, demande de nouvelles consignes³⁶. Plus de cent personnes ont été rencontrées au cours de cette enquête.

Enchantements et désenchantements des temps modernes

Toute recherche sociologique prend son envol sur un fond de scène dessiné tout autant par ce que nous ont légué les maîtres fondateurs des sciences modernes de l'homme que par les analyses, les appréhensions, les sensibilités, voire les récits des penseurs de son temps. Tout au long de mon enquête, le postmodernisme, ce courant de pensée et de sensibilité tant artistique, philosophique que sociologique, domine la scène intellectuelle européenne et nord-américaine. La crise de la modernité est à l'ordre du jour. Non seulement parle-t-on de crise, mais encore de fin de la modernité. Dans la mesure où cette crise touche les grands récits de développement, de progrès, d'émancipation, dans la mesure également où la sociologie elle-même peut être comprise comme issue de la modernité, que ses premiers artisans y furent tous confrontés, je succombe à ma manière à ce questionnement.

De la tradition à la modernité

Comte, Marx, Tönnies, Durkheim, Weber, Simmel..., ont tous été témoins de la décomposition d'un certain type de société, dite tantôt traditionnelle, tantôt pré-capitaliste, tantôt communautaire, et de l'émergence d'un monde nouveau. Chacun aura, à sa manière, tenté de saisir ce passage dans une perspective à la fois globale et souvent bipolaire. Chacun aura aussi cherché à découvrir la ou les clefs explicatives de ces grands chambardements tout en critiquant plusieurs de leurs aspects et, pour la majorité d'entre eux, en souhaitant l'avènement d'une société idéale.

Auguste Comte (1798-1857) explique le passage d'un type de société à un autre par la dominance d'un mode particulier de connaissance. Des sociétés théologique, métaphysique et industrielle, il tente d'élucider différentes formes d'appréhension des rapports à Dieu, aux pouvoirs, au devenir. Il fait du progrès de la connaissance et de ses protagonistes les principaux artisans de l'accession à une humanité nouvelle. Cela doit s'accomplir par l'emprise toujours plus grande de l'esprit positif sur l'ensemble des questions de société.

En référant à l'articulation de différents modes de production et la domination des rapports sociaux propres à un mode sur les autres, Karl Marx (1818-1883) propose aussi une typologie de sociétés et explique le passage de l'une à l'autre. Que cette société soit

dite communale, asiatique, germanique, féodale ou capitaliste, c'est, de façon privilégiée, son type dominant de rapports à la propriété, la forme d'appropriation du sur-travail et les luttes de classes dont elle est l'objet qui permettent de dégager ses particularités. La société capitaliste sera caractérisée par une tendance à l'appropriation de plus en plus privée des moyens de production d'une part et, d'autre part, par la prolétarianisation de plus en plus grande de la force de travail. D'où la notion d'exploitation, en quelque sorte au cœur de l'analyse marxiste du monde moderne, souvent synonyme ici du *monde bourgeois*.

On doit à Ferdinand Tönnies (1858-1936) l'espace incontournable pris par le concept de « communauté » en sociologie. Dans *Gemeinschaft und Gesellschaft* (1887), communément traduit par *Communauté et société*, Tönnies, en recourant à ces termes comme des *idéaux types*, décrit les mutations sociales et culturelles des sociétés modernes. Les concepts communauté et société fondent deux formes fondamentales d'organisation et de relations sociales. La communauté souscrit à des liens étroits et durables. La société réfère à des relations sociales de nature contractuelle, fondée sur l'intérêt. Ferdinand Tönnies décrit cette opposition : « Tout ce qui est confiant, intime, vivant exclusivement ensemble est compris comme la vie en communauté [...]. La société est ce qui est public [...]. On entre dans la société comme en terre étrangère.¹ » Si la famille constitue pour Tönnies la communauté de base, à un niveau plus complexe on retrouve trois grands types de communautés : la parenté ; le voisinage ; l'amitié. L'entreprise, par la multitude de

relations économiques et juridiques qu'elle nécessite, devient le prototype des interactions sociales comprises sous le terme de société. L'avènement de la modernité se traduit ici par la fragilisation des liens communautaires et le développement de rapports sociaux plus impersonnels et concurrentiels.

Émile Durkheim, (1858-1917) en référant aux concepts de solidarité mécanique et de solidarité organique, invite aussi à une approche construite sur la bipolarité. Des rapports restreints, limités, aussi plus fonctionnels, caractérisent la société traditionnelle ; d'où l'expression de solidarité mécanique. Le monde moderne est perçu comme ouvert, voire pluraliste et, d'une certaine manière, tendanciellement anémique. Les individus, plus autonomes, établissent entre eux des rapports de coopération plutôt que de dépendance.

Max Weber (1864-1920) et Georg Simmel (1858-1918) nous mènent sur un autre terrain. Plutôt que de dégager des éléments particuliers à différentes sociétés, ils mettent l'accent sur des processus (Weber) ou des formes (Simmel) de rapports inter-individuels et sociaux propres à l'avènement même de la modernité. Weber stipule le développement constant de la rationalisation dans les multiples manifestations du monde moderne. Il observe une forte bureaucratisation des rapports de pouvoir, des rapports de travail et même religieux. Il fait part d'un certain regret des multiples points de référence qu'offrait la société traditionnelle, reflet d'un *désenchantement* du monde. La pensée de Weber sera ainsi traversée d'un certain pessimisme envers la modernité.

Dans une approche originale et diversifiée, Simmel évite tout à la fois les grands schémas explicatifs, les déterminismes structurels tous azimuts, les visions catastrophiques de l'individu ou du social et les grands projets de libération. Ce qui toutefois ne l'empêche pas de développer des positions d'ordre politique et moral. Il cherche à travers les rapports inter-individuels des formes, *patterns* ou modèles sociétaux. Multiples, ces rapports sont à la fois économiques, politiques et culturels. Ils se cristallisent dans les institutions, se défont et se refont constamment à travers les luttes qui les traversent. La démarche de Simmel n'est ni concentrée sur un objet particulier d'étude tel l'État, le travail, la religion, ni redevable à un déterminisme fort tel l'économique, le politique, le culturel.. Elle tend plutôt à retrouver les formes, les modèles de relations inter-individuelles qui s'incrustent au sein de différents champs et déterminismes sociaux. Ce qui lui permet de sauter d'un objet d'étude à un autre, d'entrevoir tous les déterminismes en échappant à leur détermination. Le passage à la société moderne se traduira chez Simmel d'une part par la distanciation, la libération de l'individu de ses différents lieux d'appartenance et de contrôle (famille, religion, travail...) et, d'autre part, par l'entrée dans une nouvelle forme d'aliénation corollaire à la force des marchés et des symboles (l'argent ..) propres aux sociétés modernes.

À travers ces constats et analyses d'un monde profondément en mutation se développent les premières appréhensions de la modernité et, conséquemment, de la discipline intellectuelle qui en fera son objet privilégié d'études : la sociologie. Les

premiers sociologues qui, quant à eux, ne se perçoivent guère ainsi, voient poindre à l'échelle de pratiquement tout l'Occident, cela d'une manière éclatante et dans un laps de temps plutôt restreint, des bouleversements sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Ils parlent de sécularisation, d'industrialisation, d'urbanisation, de bureaucratisation. Ils voient se constituer, tout en étant interpellés par les différents aléas de la démocratie tant formelle qu'informelle, les États-Nations.

Éloges et critiques de la modernité

La modernité est à la fois globalisation et singularisation du monde. D'une part, elle uniformise le temps, l'espace, les connaissances, les produits, les valeurs, les cultures². D'autre part, par la reconnaissance du droit à l'autodétermination des peuples et des nations, le suffrage universel, la revendication des droits et libertés de la personne, elle singularise :

L'apparition de la « pleine » modernité affaiblit le cadre attributif de la monarchie, de l'aristocratie, des Églises établies et d'une économie réduite par la parentée et le localisme à ne plus exercer d'influence décisive. Des composantes modernes, qui avaient déjà atteint un certain degré de développement au 18^e siècle, devinrent de plus en plus importantes, en particulier un système juridique universaliste et une culture séculière que le

Siècle des Lumières avait diffusés dans la société occidentale Des développements ultérieurs dans les aspects politiques de la communauté sociétale mirent l'accent sur le principe d'association, le nationalisme, la citoyenneté et le gouvernement représentatif. Dans l'économie, des marchés différenciés se développèrent pour les facteurs de production, surtout le travail. Les emplois « professionnels » furent de plus remplis dans des organisations de travail structurellement différenciées par rapport aux ménages. De nouveaux modèles de fonctions spécifiques d'organisation apparurent : en particulier l'Administration, (dont le gouvernement et l'armée étaient le centre), et l'économie nouvelle. La révolution démocratique fut un très grand stimulant pour la première, la révolution industrielle pour la seconde³.

La modernité a ses chantres. Talcott Parsons (1902-1979), l'un des sociologues américains des plus influents de ce siècle, aura été des leurs . « Dans une perspective plus large, et évolutionnaire, écrit-il, les sociétés plus « privilégiées » du 20^e siècle ont réussi à institutionnaliser leurs valeurs plus libérales et progressistes de l'idéologie, et cela à un degré impressionnant, qu'il aurait été difficile de prédire il y a un siècle.⁴ » Chez Parsons, l'éloge de la modernité, de son libre marché, de son ordre juridique « relativement indépendant du gouvernement », de son État-Nation, passe également par sa défense « Contrairement à une opinion répandue chez de nombreux intellectuels, la société

américaine - et la plupart des sociétés modernes qui n'ont pas de régimes dictatoriaux - a institutionnalisé un champ de libertés beaucoup plus étendu qu'aucune autre société antérieure⁵ »

Toutefois, comme cela est déjà fort présent chez les pères fondateurs des sciences modernes de l'homme, la modernité est aussi crainte. Cette crainte est partagée par de nombreux intellectuels tout au long du 20^e siècle. Tantôt on regrette l'écroulement de la tradition ; ce sont là les critiques conservateurs de la modernité. Tantôt on reproche aux sociétés modernes l'exploitation économique, l'aliénation idéologique et la soumission politique dont elles furent l'objet ; ce sont là les critiques modernes, non pas tant de la pensée moderne mais des sociétés modernes. De fait, ces derniers critiques se situent dans le prolongement et l'achèvement des grands courants de pensées issus du Siècle des Lumières, de la Révolution américaine, de la Révolution française, de la révolution industrielle de même que de l'avènement du capitalisme dans la mesure où les contradictions propres à ce mode de production annoncent, selon eux, la nécessité de son dépassement. Plusieurs écoles et courants de pensées, plus ou moins rattachés au marxisme par les lectures différentes qu'ils en ont fait et qu'ils font également du développement des contradictions et tendances du capitalisme moderne, recouvrent ces critiques : le gramscisme, l'École de Francfort, l'économie politique, le structuro-marxisme ..

Comme pour faire contrepoids à Parsons dans son éloge tout autant de la modernité que des sociétés modernes, faisons ici une place particulière à Herbert Marcuse - contemporain de Parsons, citoyen américain tout comme lui mais d'origine allemande, philosophe dont la réflexion porta plus particulièrement sur des questions de société et sans doute l'un des intellectuels occidentaux les plus lus vers la fin des années soixante. Marcuse (1898-1979) symbolise au cœur du capitalisme avancé, voire de ce qu'il est convenu d'appeler également des sociétés modernes, l'un des critiques les plus virulents. En témoigne, cet extrait de la préface à l'édition française de *L'homme unidimensionnel* :

Mieux que jamais auparavant les individus et les classes reproduisent la répression subie. Car le processus d'intégration se déroule, pour l'essentiel, sans terreur ouverte : la démocratie consolide la domination plus fermement que l'absolutisme ; liberté administrée et répression instinctuelle deviennent des sources sans cesse renouvelées de la productivité. Sur un tel fondement la productivité devient destruction, destruction que le système pratique « vers l'extérieur » à l'échelle de la planète. À la destruction démesurée [.] de l'homme et de la nature, de l'habitat et de la nourriture, correspondent le gaspillage à profit des matières premières, des matériaux et forces de travail, l'empoisonnement, également à profit, de l'atmosphère et de l'eau dans la métropole riche du capitalisme. La brutalité du néo-colonisme a son

pendant dans la brutalité métropolitaine : dans la grossièreté sur les autoroutes et sur les stades, dans la violence du mot et de l'image, dans l'impudence de la politique, qui a laissé loin derrière elle le langage orwellien, dans le traitement impuni - et même dans l'assassinat impuni de ceux qui se défendent⁶...

Dans une toute autre perspective que Parsons, Marcuse aura aussi son mot envers les intellectuels et les fabricants de discours : « La société d'abondance est obscène dans les discours, dans les sourires de ses politiciens et orateurs ; dans ses prières, dans son ignorance, dans la fausse sagesse des intellectuels qu'elle entretient. »

Un peu partout en Occident, la vie intellectuelle et artistique d'après-guerre aura été traversée non pas tant par la pensée de Parsons ou de Marcuse, mais par des analyses, des perceptions, des sensibilités, de multiples courants d'idées et de pratiques dont, à titre d'illustration, témoignent ces auteurs. Bien sûr, leurs visions du monde auront été à fois précédées, partagées, nuancées, contestées, dépassées par de nombreuses autres figures intellectuelles. Néanmoins, Parsons et Marcuse illustrent à leur manière toute la distance qui sépare, en grande partie toujours, des appréhensions tout à fait différentes des sociétés modernes et de leur étendard et sens : la modernité.

L'ère des Post

S'il y eut, tout au long des 19^e et 20^e siècles les pourfendeurs, les détracteurs et enfin les critiques de la modernité, nous pouvons entendre, depuis quelques décennies, un nouveau questionnement devenu pratiquement lieu commun aux palmarès des idées incontournables : Assistons-nous à la fin de la modernité ? À la fin de tous les grands récits modernes et plus particulièrement de son plus grand d'entre tous : celui du Progrès ? Sommes-nous déjà de l'ère postmoderne comme nous le serions également de l'ère postindustrielle ? Et enfin, pourquoi, dans notre vocabulaire, tant d'insistance à nous définir par l'ère des *Post* ?

Post... « La pensée de notre époque est pleine de catégories dont la « *differentia specifica* » est garantie par ce préfixe. », écrit Ferenc Feher⁷. Postindustrialisation et Postmodernité sont de ces catégories. Elles traduisent l'émergence de réalités et de sensibilités d'après-guerre, et plus particulièrement peut-être de ce dernier quart de siècle. Concepts tout autant d'analyse que de perspective, ils s'enracinent dans les faits, révèlent des humeurs et proposent un devenir. Deux concepts clés de notre époque, au même préfixe qui, au cœur du présent, indiquent déjà l'ailleurs, l'autrement, l'autretemps.

Chez Daniel Bell, ce sont les transformations dans la structure sociale des sociétés occidentales qui font émerger la société postindustrielle : passage d'une économie de production de biens à une économie de services ; prééminence de la classe des

professionnels et des techniciens ; centralité du savoir théorique générateur d'innovations⁸... Voilà autant d'exemples qui permettent de parler d'une société *au-delà* de la société industrielle. Chez Alain Touraine, dans une perspective toutefois fort différente, ce sera davantage l'observation de la scène sociale, plus particulièrement les formes d'expression de ses conflits, qui permettra de penser le passage de la société industrielle à la société postindustrielle⁹.

La société postindustrielle révèle des transformations de structures socio-économiques, des transformations dans la teneur du grand conflit sociétal : passage du mouvement ouvrier aux nouveaux mouvements sociaux¹⁰. La société postmoderne relève d'une certaine vision du monde, de son développement et de ses finalités. Si on ne référerait qu'à la trajectoire française somme toute assez récente sur ces concepts, nous serions tentés de voir la postmodernité succéder à la société postindustrielle. Le terme même de postmodernité prend son envol en France au début des années quatre-vingts. En Amérique, dès la fin des années cinquante, le constat de désillusion des grands récits qui animent la pensée moderne est déjà exprimé. Dans *The End of Ideology*, Daniel Bell l'explicite clairement :

The nineteenth-century ideologies, by emphasizing inevitability and by infusing passion into followers, could compete with religion. By identifying inevitability with progress, they linked up with the positive values of

science. [...] Today, these ideologies are exhausted. The events behind this important sociological change are complex and varied. Such calamities as the Moscow Trials, the Nazi-Soviet pact, the concentration camps, the suppression of the Hungarian workers...¹¹

Bell illustre ici, sans toutefois recourir à ce terme, les fondements de la pensée postmoderne. Il sera, à peine quelques années plus tard, l'un des artisans du concept de société postindustrielle. La sensibilité postmoderne « est mesurable à la perte de foi dans les valeurs universalistes qui avaient soutenu l'essor de la modernité et orienté systématiquement tous les efforts qui ont fait d'elle "une société en développement" »¹² On retrouve cette idée chez Bell mais peut-être avec encore plus d'intransigeance chez Jean-François Lyotard, Jean Baudrillard, et Ferenc Feher... « En simplifiant à l'extrême, écrit Lyotard, on tient pour "postmoderne" l'incrédulité à l'égard des métarécits » « Les certitudes s'effondrent complètement...¹³ », commente Feher. Enfin, pour illustrer l'ampleur de cette « perte de foi », j'ai recours à Elie Théofikalis dans *Modernes et après / Les immatériaux* :

Notre modernité s'épuise, notre modernité se meurt... Ce que l'Occident avait promis à l'humanité, la maîtrise de son destin, par la Connaissance, l'Émancipation, l'Économie, l'Histoire, n'est plus crédible. Depuis l'Âge des Lumières, la Révolution Française et toutes nos idéologies de salut, le projet

humaniste provoque plus de questions (angoissantes) que de réponses. Perte de matériaux durs sur lesquels s'édifiaient croyances et sensibilités pour donner à notre vie efficacité, plénitude, bonheur - sa finalité même. Travail, Politique, Épargne, Autorité, Couple..., des pôles qui se dématérialisent et qui n'aimaient plus.. [...]. Mélancoliques, nous prenons congé de ce monde de l'échec, de ce présent familier qui appartient déjà au passé de nos rêves. Et il faut avoir l'humour d'incinérer le Carnaval de grandes espérances · modèles de croissance, de plein emploi, de Socialisme, tout fuit¹⁴.

Le doute envers les récits modernes ferait naître le sujet postmoderne. Le doute envers la foi fit naître le sujet moderne. La postmodernité est peut-être à la modernité ce que la modernité fut à la tradition. La question demeure ouverte. À ce titre, à plusieurs égards, les postmodernes font les frais de nombreuses critiques : « Nous ne pouvons exclure d'emblée que, prétendant congédier la modernité, le néo-conservatisme ou l'anarchisme esthétisant ne fassent, une fois de plus, que se révolter contre la modernité. Il se pourrait, en effet, qu'ils se contentent de draper en post-Lumières leur complicité avec une vénérable tradition de la réaction contre les Lumières », commente Jürgen Habermas dans *Le discours philosophique de la modernité*¹⁵. Encore plus explicite est le constat de Bouchindhomme et Rochlitz dans l'avant-propos du même ouvrage :

Que la situation actuelle - jusque dans ce qu'elle a de plus intolérable - soit

un effet de la modernité n'autorise nullement à réduire l'essence de la modernité à cette seule dimension négative, pas plus que cela ne justifie que l'on puisse s'exclure (par décret) de la modernité, une sorte d'abandon à la facilité, une manière d'aller dans le sens de ce qui est le plus aisément recevable par le plus grand nombre, et ce au détriment à la fois d'un examen élémentaire des conditions de possibilité d'une idée telle que celle de post-modernité et d'une solide fondation en raison des exigences qui conduisent à sa formulation¹⁶.

Pour bien démarquer l'enjeu aussi politique de ce débat, je recours à *Sens et politique* de Jean-Marc Piotte : « Une caractéristique commune unirait [...] beaucoup de ces postmodernes : ils auraient soutenu durant les années soixante des projets de société souvent révolutionnaires, quoique parfois opposés, dont ils auraient désenchanté. Dans ce sens, le court mais brillant essai de Lyotard [*La condition postmoderne*] ne serait qu'une simple rationalisation d'un désenchantement¹⁷ ». Piotte, tout en partageant les constats qui conduisent à une certaine morosité, refuse par contre de succomber aux grands désarrois :

Les intellectuels libéraux du XVIII^e siècle critiquent l'ordre établi et opposent la raison à la tradition, à la foi, à l'argument d'autorité. Il faut renouer avec ces intellectuels contre les chantages nostalgiques des communautés perdues et contre les postmodernes qui désespèrent de

l'humanité. Les penseurs socialistes et anarchistes critiquent l'ordre capitaliste et rêvent d'une humanité constituée de sujets libres et égaux. Il faut s'inspirer de cette tradition contre les néo-libéraux qui justifient l'inégalité au nom des lois d'un marché sanctifié.¹⁸

Nombreux sont les auteurs dont Alain Touraine qui, tout en reconnaissant des transformations fondamentales des sociétés modernes, refusent également de recourir systématiquement aux concepts de postmodernité :

Il n'y a [...] pas une crise générale de la modernité, mais une crise limitée, assez profonde toutefois pour indiquer qu'il se passe quelque chose d'important : à savoir la disparition de l'évolutionnisme social, de l'idée qu'il existerait un processus « naturel » de modernisation, commandé par des « lois » de développement historiques capables de rendre compte de tous les aspects de la vie sociale [...]. Nous assistons là au déclin de la pensée sociale matérialiste dominante depuis le XIX siècle...¹⁹ »

Tout cela ne suffit pas à vider la modernité de tout son contenu ; tout cela ne suffit pas non plus à la vider des projets de libertés et d'autonomies qui la traversent, l'alimentent et la bouleversent le plus souvent en son nom plutôt qu'aux dépens d'elle. Peut-être vivons-nous, comme le soutient d'ailleurs Touraine au cœur d'une société hyper-

industrielle ? Et je serais tenté d'ajouter ici : plutôt que postmoderne, peut-être vivons-nous au cœur d'une société hyper-moderne ? Cela rejoint Antony Giddens lorsqu'il affirme :

Rather than entering a period of post-modernity, we are moving into one which the consequences of modernity are becoming more radicalised and universalised than before. Beyond modernity, I shall claim, we can perceive the contours of a new and different order, which is «post-modern» ; but this is quite distinct from what is at the moment called by many "postmodernity"²⁰.

Au moment de l'enquête, un autre questionnement, celui suscité par ce que nous appelons « la fin des trente glorieuses », vient en quelque sorte accentuer cette crise de la modernité. De connotation plus sociale, plus économique, ce questionnement prend forme face à tous les bouleversements du monde du travail : mondialisation des marchés ; restructuration des entreprises ; fragilisation de régions et de secteurs industriels. La fin des années quatre-vingts et les débuts de la dernière décennie de ce siècle auront illustré le prolongement de ces tendances. Toutefois, l'événement socio-politique de cette période, et peut-être de la seconde moitié du XXIème, aura sans doute été la chute et l'éclatement, dans un laps de temps fort bref, de l'empire soviétique. De tels événements changent de fond en comble les données géo-politiques de l'après-guerre et ont sans doute également

un effet catalyseur sur l'humeur de notre époque. Si ces derniers événements peuvent sembler éloignés de notre terrain d'enquête, par contre, la conscience des difficultés économiques propres aux démocraties libérales de l'Occident et des « dégâts » de leur type de développement est très vive.

Les orientations

Parlons d'orientations de lecture de nos données d'enquête plutôt que d'hypothèses. Cette formulation représente plus fidèlement l'esprit de la recherche. Mon intention n'est pas tant de prouver que d'illustrer, en espérant bien sûr que ce que je démontrerai sera en mesure de constituer quelques éléments de preuve.

Mouvements sociaux, affectivité et transformation des identités

Je tiens ma première orientation de lecture de mes données d'enquête du livre *Produire et reproduire* de Jean Rémy, Liliane Voyé et Émile Servais :

... rien n'est vraiment transformé tant que n'est pas transformée l'identité sociale à partir de laquelle chacun organise les investissements affectifs , sans cette transformation en effet, la nouveauté ne peut s'imposer que par un contrôle coercitif et risque dès lors d'être lue en termes répressifs. Ainsi est mise en évidence l'importance des procédures collectives de transformation des identités¹.

Cela nous invite à mettre l'accent sur l'enjeu des investissements affectifs dans la production de nouvelles identités et sur le rôle prédominant des mouvements sociaux au cœur de ce processus. Parler des investissements affectifs implique qu'il sera question des individus, de ce qui les culpabilise, les motive : « ... les mécanismes socialement et culturellement les plus efficaces ne sont pas ceux qui sont davantage perceptibles au plan de la conscience spontanée mais bien ceux qui correspondent aux modèles culturels à partir desquels l'individu construit son identité et définit ses domaines et ses degrés de culpabilité². » L'identité est définie ici en bonne partie comme la manière dont se perçoivent les individus : « L'origine de cette identité n'est pas à chercher uniquement dans les problèmes intimes à la personne ; elle est liée aux modèles culturels dont l'intériorisation s'exprime à travers une mobilisation affective des personnes sur des priorités sociales³.

La particularité de cette approche se trouve « dans l'articulation de la dynamique culturelle et de la dynamique affective », ce que nous pourrions appeler en d'autres termes : l'articulation des récits collectifs, récits des mouvements sociaux et des récits individuels, récits des intimités. Cette orientation de lecture invite à une perspective à la fois génétique et dialectique. Génétique dans ce sens que nous avons à être attentifs aux différentes étapes d'émergence de nouvelles identités ; dialectique dans celui que nous avons à être attentifs aux conflits, voire aux mouvements qui auront permis cette émergence, ce qui, paradoxalement, signifie également le déclin de différentes identités.

Tout près de la perspective de Rémy, Voyé et Servais, nous avons, à partir de nos propres données d'enquête, à comprendre « comment des identités personnelles se transforment et à voir comment ces transformations sont liées à certains processus collectifs⁴ ». Le caractère même de nos données (récits d'individus, récits de mouvements...) semble tout à fait approprié à l'illustration de cette première proposition. Trop souvent, l'analyse des mouvements sociaux, en mettant l'accent sur des acteurs, dans le sens collectif du terme, en arrive pratiquement à gommer que derrière ceux-ci il aura aussi fallu une multitude d'acteurs, au sens individuel du terme qui, convaincus de la pertinence d'une cause, auront été essentiels à l'expression de collectivités d'acteurs, voire de mouvements sociaux.

De la conviction à la généralisation du doute

« Le doute, écrit Antony Giddens, fait [...] partie intégrante de la vie privée . il est devenu un trait existentiel caractéristique de la modernité avancée⁵ ». C'est là notre deuxième orientation de lecture. Le doute n'est plus l'affaire de quelques penseurs, intellectuels ou artistes ; il semble s'inscrire dans l'itinéraire de tout un chacun, devenir l'apanage de la majorité. Jean-Marie Domenach note à ce sujet : « En Occident même, [...] ce sont les individus qui ne se sentant plus encadrés, soutenus par les normes et les communautés traditionnelles, se posent la question : « Qui suis-je ? Où sont mes racines ? Quelle est ma destination ? » La crise d'identité devient crise de sens⁶. » Tout se passe un peu comme si les formes d'identité étaient en perpétuel balotage, comme devant dorénavant se vivre sur le mode de l'hésitation. Cette société couvre de fragilité notre singularité, notre contingence. Elle fait de nous tous des itinérants de sens⁷.

Pour Anthony Giddens, si la tradition permettait d'assurer aux individus « la continuité de l'identité de soi », il ne saurait en être de même dans une société de modernité avancée. Dans une telle société, précise-t-il, « l'identité de soi est constamment à renégocier au cours d'un projet réflexif que chaque personne est presque « obligée » de construire pour en arriver à la sécurité ontologique et à l'autonomie personnelle.⁸ » Et Giddens d'ajouter .

... en situation de modernité avancée, de nombreux aspects de la vie d'une personne, auparavant déterminés par des schémas ou des habitudes préexistantes, résultent de choix qui ne font pas que toucher des aspects « externes » ou marginaux du comportement d'un individu, mais qui définissent ce qu'« est » cet individu. [...] L'individu doit continuellement faire des choix, et cela concerne autant les pauvres et les opprimés que les gens aisés ou en position de domination⁹.

La généralisation du doute est à la modernité avancée ce que fut son émergence au début de la modernité. Mais cela n'a pas à être perçu comme une calamité. Prolongement de la sécularisation de notre monde, la généralisation du doute ne contraint-elle pas l'être humain à se réfléchir davantage, à créer et recréer sans cesse son propre récit. Loin de nous avoir projeté dans un monde sans significations, la sécularisation n'a-t-elle pas élargi notre marge de liberté, le sens de nos responsabilités et permis de nouveaux possibles ? « C'est lorsque le monde perd son sens, écrit Alain Touraine dans *Critique de la modernité*, que peut recommencer le réenchancement du sujet¹⁰ »

La généralisation du doute, prolongement de la sécularisation du monde, ne peut-elle pas aussi permettre, voire favoriser, une certaine forme de réenchancement de l'être humain, cela après une longue période d'éclatement, d'affaïssement des espaces communautaires, de leurs codes et modèles culturels qui offraient aux individus leur style

de vie, cela aussi après une période de scepticisme grandissant ou de perte de la foi dans le progrès, la croissance, l'émancipation, tous ces grands récits de la modernité ?

De l'intégration de masse aux marginalisations de masse

Depuis les débuts des années quatre-vingts, plusieurs auteurs et écoles de pensée soulignent la cassure de l'emploi, le développement de multiples formes de précarité du travail, la transformation du type de rapport salarial dominant depuis l'après-guerre¹¹. On a parlé de la fin de l'ouvrier-masse, de post-fordisme, d'une dualisation de plus en plus accentuée du marché du travail, d'émergence de nouvelles figures prolétaires. Nous assistons aujourd'hui à une multiplication de « phénomènes de marginalisations sociales de masse ». Le constat est de Paul Bouffartique ; j'en fais volontiers la troisième orientation de lecture de mes données d'enquête¹². Il nous faut percevoir, propose Bouffartique, « les processus de marginalisations sociales non comme simple dérivé mais comme condition interne de l'actuelle modernisation économique et sociale. » Il faut tenter, poursuit-il, « de lire les processus de marginalisation comme des miroirs de processus structuraux situés au cœur de la crise et des mutations de notre société. » Cette approche invite à penser en termes de processus plutôt que d'états, elle souligne également « l'hétérogénéité de ces processus et des populations qui en sont l'objet¹³. » Malgré le paradoxe dans les termes, rappelle Bouffartique, ces phénomènes de marginalisation, ne sont aujourd'hui, et cela d'abord numériquement parlant, surtout pas marginaux. Le travail

régulier et permanent devient une denrée rare. La fragilisation du marché du travail, cela parce que le travail demeure malgré tout le lieu central d'identification et de rémunération, a des conséquences importantes sur tous les autres aspects de l'existence. Elle touche de multiples autres formes d'identités¹⁴. Elle frappe de plein fouet la classe ouvrière traditionnelle, les jeunes, prioritairement ceux des milieux populaires mais également ceux des classes moyennes, petites et moyennes bourgeoisies confondues¹⁵. Voilà que devient aussi beaucoup plus incertaine une intégration véritable des femmes comme salariées à part entière, cela d'autant plus qu'elles se retrouvent le plus souvent dans des milieux de travail fort précarisés¹⁶.

Le contenu symbolique d'une époque

Je formule une quatrième orientation de lecture. Je la reprends d'Hubert Guindon : « Ce sont les réponses passionnément divergentes à des questions communes qui définissent le contenu symbolique d'une époque. Une époque se termine lorsque les questions n'ont plus de sens¹⁷. »

L'époque comprise ici n'a pas tant à voir avec la fin de siècle ou de millénaire, le développement des forces productives, la diversification des consommations de masse ou le déploiement de l'univers médiatique. Elle prend davantage sa signification dans les débats et luttes qui traversent la société. Cette proposition nous invite à explorer plus

particulièrement les récits des acteurs sociaux et leurs multiples champs : amour, famille, travail, religion .. Elle nous incite à identifier les enjeux de ces différents champs tout autant que le positionnement des acteurs tant individuels que collectifs. De ces enjeux, il nous faut dégager également ceux qui émergent de ceux qui déclinent.

Chaque époque traduit la convergence symbolique d'une multitude de récits dont certains, les récits dominants, à différents égards, influent tous les autres. Parmi les différents champs que couvrent différents récits, un récit domine d'autres récits. Nous pourrions par exemple convenir que dans les sociétés dites traditionnelle, moderne ou de modernité avancée, un type de récit amoureux domine d'autres récits amoureux, un type de récit du travail domine d'autres récits du travail, un type de récit religieux domine d'autres récits religieux

Cette dernière orientation de lecture oblige à porter un regard global sur des mutations profondes, sur ce qui permet de les percevoir, aussi de les comprendre. Elle nous situe volontiers au niveau de la macro-sociologie et nous convie à réfléchir sur l'histoire récente d'une société, à tout le moins sur un certain nombre de questions et confrontations qu'elle a dû affronter et qui semblent déjà relever du passé. Cette proposition nous invite également à poser un regard sur de nouvelles questions et confrontations qui pourraient annoncer, à leur manière, l'émergence d'une nouvelle ère. *Les derniers modernes*, le titre même de notre étude, favorise ce type d'appréhension. Sans

doute renvoie-t-il, du moins dans un premier temps, aux confrontations qui marquèrent le processus même de modernisation de la société québécoise. Dorénavant, ce débat semble clos¹⁸. Comme si les questions qu'il soulevait ne se posaient plus, qu'elles n'avarent « plus de sens ». Mais *Les derniers modernes* appelle aussi à un tout autre questionnement. Il peut laisser entendre que nous voici à l'aube d'une nouvelle époque où, communément, de nouvelles questions se posent et sont aussi l'enjeu de « réponses passionnément divergentes ».

Les différentes orientations de lecture de nos données d'enquête souscrivent à des thématiques et perspectives communes. La perspective recouvre deux dimensions. La première lie étroitement l'individu et la société, l'itinéraire personnel et les enjeux collectifs. La seconde resitue, pour chaque orientation de lecture, la visée d'un univers plus large. La thématique commune touche la culture. Lorsque nous parlons de doute, de marginalité, d'identités, de questions, de réponses... nous parlons de culture. Cela non pas nécessairement dans toutes ses significations mais dans un sens plus idéologique, si l'on veut bien enlever à ce terme la connotation péjorative qu'on lui attribue. C'est pourquoi nous lui préférons celui de récit. Chacune de nos orientations de lecture nous invite à réfléchir sur le sens que des acteurs sociaux, tant individuellement que collectivement, donnent à leur être et agir. Cette dimension de la culture, que nous dénommons aussi récit, met l'accent sur la manière de se définir et de vivre son rapport à autrui. C'est à la fois l'interaction et la convergence de différents récits qui suscitent l'émergence de

modèles culturels. Ces modèles, ou configuration de récits, permettent de se dire, de se situer, de donner un sens à sa présence et à son action dans le monde :

Sans la culture, l'homme serait immergé dans l'actualité monotone de ses actes, il ne prendrait pas cette distance qui lui permet de se donner un passé et un futur. Il lui faut un monde déjà revêtu d'un sens, une dramatique où la conscience retrouve l'analogie ou la contrepartie de ses jeux . la culture est ce par quoi l'homme est un être historique et ce par quoi son histoire tâche d'avoir un sens¹⁹.

Les récits ce sont ces histoires que tant l'individu que le mouvement nous racontent et où ils tentent « d'avoir un sens ». Nos orientations de lecture témoignent d'une quête de sens. Elles veulent permettre à nos interlocuteurs, nos interlocutrices, de se raconter, de nous faire part de leur cheminement, des valeurs qui les ont animés, de celles qu'ils ont oubliées, des combats qu'ils ont eu à mener.

Regard sur le passé pour comprendre le présent

Les orientations de lecture de nos données de recherche traduisent la volonté de saisir le présent plus que le passé. Néanmoins, si nous désirons nommer ce qui particularise nos conjonctures, nous avons à porter notre regard sur les décennies précédentes. Comment

parler de *transformation des identités*, de *généralisation du doute*, de *marginalisations sociales*, de *fin ou d'émergence d'une nouvelle époque* sans recourir à une analyse tout autant synchronique que diachronique ? C'est-à-dire à une analyse préoccupée à la fois d'isoler des discours, pratiques et phénomènes sociaux propres à une époque, de les comparer à ceux d'une autre époque et, surtout, de tenter d'expliquer ce qui a pu mener à ces mutations profondes. Nous nous proposons de réfléchir sur trois grands moments, ou époques, de la vie à Microcité. Ces moments recoupent, un peu à la manière d'un essai sur l'histoire contemporaine, différentes décennies regroupées en fonction de leurs similitudes, séparées en fonction de leurs contrastes et cela, bien sûr, selon les visées de notre propos.

Me rappelant les nombreux témoignages et analyses des acteurs même de la recherche, je conviens de regrouper et de confronter mes données sur la base des trois périodes suivantes : *l'Ancien régime*, des années quarante aux années soixante , *L'ère des Ruptures*, des années soixante aux années quatre-vingts et enfin *l'Avenir incertain*, des années quatre-vingts à cette fin de siècle.

Deuxième partie
L'ANCIEN RÉGIME

Présentation de l'Ancien régime

L'Ancien régime, Je reprends l'expression des mémoires de l'historien Marcel Trudel. L'auteur retrace des souvenirs de son enfance, de sa vie de collégien à Microcité, de son insertion dans la carrière universitaire, du climat culturel d'une époque L'Ancien régime. c'était assurément avant la Révolution tranquille ! Le terme est employé avec humour d'une part, clin d'œil à la Mère patrie dont nous avons, il y a fort longtemps, connu le Régime avant notre conquête et avant sa propre Révolution ; d'autre part, ironie sur la société québécoise, sur ce qu'on pouvait y vivre, en plein vingtième siècle, avant le tournant décisif des années soixante.

L'expression ne traduit pas tant un système économique, mais davantage un régime politique et peut-être encore plus un certain état de la culture, de la pensée et de l'âme. Tout cela se passe bien sûr à Microcité, il y a à peine quelques décennies, malgré l'importante activité industrielle, la croissance, le progrès dont la cité est l'objet. L'Ancien régime c'est un état de pensée, de manière de concevoir et de dire l'amour, la famille, l'école, le travail et la religion plus que le développement des capacités de production. Bref, tout ce qui touche la culture dans le sens de revêtement de sens, de définition de soi,

de perception de l'autre.

À tout prendre et malgré sa connotation caricaturale, cette expression est peut-être finalement plus appropriée que *la grande noirceur*. À Microcité, des années quarante aux années soixante, tout n'est peut-être pas aussi noir, aussi oppressif. Tout n'est pas interdit. Vie privée et vie publique, certes tout en étant fortement normalisées, ont aussi droit de cité. On marie qui on veut ; on habite et on travaille où on peut. Aucun groupe, parti ou église n'a, de droit, mainmise sur l'ensemble des institutions. La démocratie parlementaire et les libertés d'expression et d'association sont de mise. On y élit ses représentants politiques au niveau fédéral, provincial et municipal. On y a ses leaders syndicaux et des journaux qui se veulent indépendants. Sans doute y-a-t-il, ici et là, des manques, des contournements et des infractions de toutes sortes provenant de certains milieux plutôt que d'autres. Sans doute y-a-t-il également, ici et là, une prolifération certaine d'abus de pouvoir, d'alliances douteuses, de camouflages intéressés. L'Église catholique, l'appareil religieux plus que dominant, n'est pas au-delà de tout soupçon. Elle parle, conseille, influe dans la sphère de l'intimité des intérêts qui sont aussi d'ordre public. C'est son habileté à mener à fond cette relation qui lui assure à ce point puissance et hégémonie. Puissance même sur les questions d'État ; hégémonie, à tout le moins, sur des modèles culturels dominants. Dans la cité, la force de cette hégémonie réside tout autant dans sa capacité de collaboration et de compromis que dans ses ordonnances. Chez les individus, cela réside dans sa capacité de les guider tout en les pardonnant. Car enfin, si les référents

moraux sont coercitifs et les contrôles communautaires efficaces, la conscience demeure du domaine de la vie privée. Et dans la mesure où « les premiers seront les derniers et les derniers les premiers », réside, peut-être là en dernière instance, un espace d'interprétation plutôt souple des mérites et des écarts de chacun.

L'approche que nous initions surprendra. Au départ, plutôt que de mettre l'accent sur les abominations et les tares bien connues de l'Ancien régime, en nous faisant tout simplement un écho de plus à tout ce que nous avons déjà entendu, nous avons choisi de laisser la parole à de simples acteurs de cette époque. Ils n'en sont ni héros ni martyrs. Ils nous racontent plutôt la vie quotidienne, à ce moment, à Microcité. Ces femmes et ces hommes mettent ici l'accent tout autant sur la vie privée que la vie publique. Si cette période a tenu si longtemps, c'est peut-être qu'au-delà des censures et des oppressions dont elle fut l'objet, régnèrent aussi cohésion et légitimité. Et dans un tout autre ordre de pensée, si ces cohésions et légitimités sont apparues si rapidement relever d'un autre monde, c'est aussi parce que, en deçà des luttes plus tapageuses, au cœur de la vie privée, de l'intimité, se préparait déjà, à plusieurs égards, des ruptures avec l'ordre ancien.

Le grand amour

À Microcité, au tout début des années quarante, dans la mesure où le sentiment amoureux est tout aussi légitime que celui du brave guerrier, se marier plutôt que de se précipiter pour aller au front n'a rien de très répréhensible. Jeunes hommes et jeunes femmes se fréquentent librement, se marient généralement par amour et cela pour la vie. Ces fréquentations et mariages en temps de guerre ne sont pas que stratégies pour éviter d'aller au front. Certes il y a la crainte d'y être blessé, estropié, voire de périr sur un champ de bataille. Cette crainte crée des disponibilités, des urgences. Elle est propice au développement du sentiment amoureux. Pourquoi être séparé de la personne qu'on aime ? Pourquoi risquer de ne plus jamais la revoir ? La guerre est loin, ses enjeux souvent mal compris, et l'on perçoit avec quelques difficultés l'indispensabilité qu'on devrait, à tout le moins individuellement, y assurer¹. Si la légitimité « du grand départ pour l'autre côté » n'est pas toujours évidente, celle d'épouser la personne qu'on aime, de chercher à s'établir avec elle, de songer à avoir des enfants l'est beaucoup plus. Les récits amoureux dont on nous fait part sont empreints de romantisme, du désir de l'autre, de la volonté quoiqu'il arrive, d'unir son destin à la flamme de son cœur. Les contraintes du milieu familial, si elles s'illustrent par une certaine homologie des destinées, ne sont pas inapprivoisables.

Lorsqu'elles ont tendance à se manifester trop promptement, les amoureux n'hésitent pas à s'y objecter. À cette époque, on épouse, après une ou deux années de fréquentations, parfois trois, une personne qui nous était, quelques années auparavant, le plus souvent tout à fait inconnue. On la rencontre plus ou moins accidentellement ; c'est un enchantement ! C'est le désir de la revoir qui nous fait la revoir, l'attirance qu'on éprouve envers elle qui nous fait la fréquenter. Ce premier amour est, généralement, le grand amour. Le mariage en sera son couronnement. Tout cela ne se fait pas sans heurts. Il y a la guerre, les familles, les conventions. Mais, ici, la force des sentiments, la passion amoureuse donnent le ton :

J'ai rencontré pour la première fois mon futur mari un dimanche après-midi dans un restaurant. J'étais avec une de mes amies. Nous allions jaser et prendre un café. J'étais une fille méfiante. Je ne voulais pas donner mon nom de famille. Juste mon prénom ! C'était la première fois que je le voyais. Il m'avait remarqué, et moi aussi. Mon père était décédé depuis un an. Maman était sévère, elle tenait les cordons. Si ça n'avait été que d'elle, je crois que je serais encore célibataire. J'allais à bicyclette, faire des commissions pour ma tante... C'était mon prétexte pour aller au centre-ville !

Je l'ai revu plusieurs fois. Je venais sur la rue Notre-Dame. Je savais où il travaillait. J'avais bien des ficelles à mon arc. Je me disais : « Il doit être là,

au magasin .. et, la tête haute, je passais devant. » Il disait : « Psst, psst... Entre ! » Alors j'allais lui parler. Après, il a commencé par me faire signe. L'avant-midi, il passait chez les gens collecter de l'argent pour le magasin. Il passait de porte en porte. Il me disait : « Prépare-toi, je te prends en passant. » Il était fin. Il avait de belles qualités. Je le trouvais de mon goût. J'avais vingt et un ans, comme ma mère me répétait que j'étais trop jeune, je lui ai dit : « Arrange ça comme tu voudras, si tu ne veux pas que je sorte dans le but du mariage, je vais me sauver et le marier. Je l'aime. Je ne sais pas si tu connais ça, l'amour avec un grand A ? » Puis, nous sommes sortis ensemble tout l'été. C'était dans le temps de la Guerre, la Deuxième Grande Guerre. Il avait peur d'y aller. Il avait passé un examen chez le médecin. Pas de problème de santé... mais lui, il se sentait presque mort ! Alors nous avons décidé de nous marier. Dix mois plus tard, bien comptés, j'avais un petit bébé.

Lorsqu'elle nous raconte cet amour naissant, cette dame, veuve depuis plus de vingt ans, vibre encore. Aujourd'hui, elle a plus de soixante-dix ans, six enfants et neuf petits enfants. Il y a un côté moderne à son récit. D'abord la rencontre. Cela ne se fait pas lors d'une fête de famille, de voisinage ou d'une soirée paroissiale. Ils se croisent au restaurant puis.. c'est plutôt elle qui, par ses randonnées en bicyclette au centre-ville, relance « l'affaire ». De son côté il osera l'amener, en plein après-midi, faire la collecte de l'argent

de ses clientes et clients. Ce n'est pas sans inquiétude que la mère de la jeune fille perçoit tous ces déplacements. Sa fille est passionnément amoureuse : « l'amour avec un grand A ». Ce ne sont pas les craintes de sa mère qui arriveront à changer ses idées. Au contraire, si sa mère s'oppose à cette relation, elle quittera la maison avec fracas et se mariera envers et malgré tout. Il ne serait être question, pour quiconque, de tenter de freiner cet élan. Le désir a force de loi. Pour la jeune fille, ce désir est tout à fait légitime et ce ne sont pas quelques conventions saugrenues qui devraient en empêcher sa réalisation. Ce récit n'a rien d'exceptionnel. Il est le reflet de ce qui se passe à Microcité, entre jeunes gens qui s'aiment, en ces temps de la Deuxième Grande Guerre. Par exemple, il y a cet homme que nous rencontrons, maire de Microcité depuis vingt-cinq ans. Jeune adulte au début de la Seconde Guerre, grâce au verdict d'examens médicaux, il est exempté du service militaire. Fils de commerçant, après des études classiques, il devient commerçant à son tour. Chef scout au début des années quarante, il rencontre sa future épouse, cheftaine guide, lors d'une activité commune de leurs troupes respectives. Il a vingt-trois ans. Institutrice, elle en a vingt et un. Elle est la première femme de sa vie, sa première fréquentation. « Vous savez, dans le temps, tout était organisé pour qu'il n'y ait pratiquement pas de rencontres possibles entre garçons et filles. C'était impossible à l'école, au collège... Presque impossible aussi pendant les loisirs »

Nous nous sommes fréquentés un an puis ce fut le mariage. À l'époque, c'était comme ça. Avant de se marier, les gens sortaient un an, deux ans. On

nous faisait part du danger de sortir trop longtemps avec la même fille. Plus l'intimité se développait, plus il pouvait arriver un accident... Imaginez ! On parlait surtout du danger pour la jeune fille, non mariée, de devenir enceinte. Si cela se produisait, c'était vraiment un drame. À toutes les fois qu'on sortait, il fallait raconter où nous allions, à quelle heure on devait revenir. Au bout d'un certain temps, on s'est dit : « On va régler notre problème. On va fonder notre propre foyer. On va pouvoir faire ce qu'on veut, à l'heure qu'on veut, sans que quelqu'un nous pose et se pose des questions » C'est peut-être ça qui nous a aidé à prendre une décision plus rapide. À Pâques, il y a eu les fiançailles. Puis, l'été suivant, en juillet, nous sommes mariés. On a eu un grand mariage, une grande cérémonie. Nous étions en 1943. C'était la guerre.

Règle générale, il n'y a pas d'ordonnance familiale, mais, plus particulièrement dans les milieux aisés, de fermes recommandations. Le climat de guerre aidant, il n'est pas impossible que cela puisse avoir activé non pas tant la permissivité sexuelle - le rigorisme religieux est encore très fort - mais la permissivité romantique, voire la possibilité de vivre jusqu'au bout une passion amoureuse, de la canaliser en projet et de marier ainsi, sans trop attendre, l'élue de son cœur. Ils sont nombreux ces jeunes qui, au début des années quarante, décident d'un commun accord de se fiancer puis de convoler en justes noces. La complicité entre jeunes femmes et jeunes hommes est très grande. On sait que l'amour

permet d'éviter le pire. Comment pourrait-il être plus légitime ? Fréquemment, malgré l'accord plus ou moins tacite des parents, on se marie de manière précipitée. Quelle y est la part du grand amour ? Quelle y est celle de la crainte de la mort ? Ces deux grandes causes, plutôt que de se jouer l'une contre l'autre, sont ici complémentaires, elles s'additionnent, se nourrissent et se camouflent mutuellement. Comme si la crainte de la mort éveillait l'amour ; comme si l'amour cachait la crainte de la mort.

Chimiste retraité, cadre d'une multinationale pendant la plus grande partie de sa vie professionnelle, il se marie au beau milieu de la guerre. En 39, au début du conflit, il cherche à entrer dans l'aviation. Puis, quelques années plus tard, le jour où il est appelé, habité par de nouveaux sentiments, il se ravise :

Je reçois l'appel de l'Armée de l'Air, avec un billet d'aller seulement. Ça commençait à être très sérieux là-bas. Je renvoie le billet. Je leur explique mon cas : « Je travaille et je songe sérieusement à me marier. » Je me marie et après toutes sortes de péripéties je me retrouve finalement dans l'armée, à Ottawa, dans un laboratoire de recherche sur les gaz. C'était aussi ma décision. Ma femme m'a dit : « Où tu iras, faudra que je te suive ». Je lui ai répondu : « Faudrait s'entendre. Si jamais je devais traverser, pas de question que tu me suives... »

Ces jeunes du début des années quarante portent haut et fort la flamme amoureuse. Leurs histoires d'amour ne se vivent pas sans conséquences. Souvent vives et passionnées parce que relevant d'enjeux fatals, elles arrivent à s'imposer aux contraintes de la guerre et, aussi régulièrement, au scepticisme des parents ou du milieu ambiant qui y perçoivent souvent peur, empressement et erreur de jeunesse. Ces jeunes mettent passionnément l'emphase sur l'amour naissant. La retenue du sentiment amoureux pour des raisons de convenances sociales (durée des fréquentations, qualité de l'emploi, milieux sociaux) fonctionnent bien sûr, mais avec une certaine souplesse et permissivité. Filles et garçons de cette époque font du premier amour le grand amour incontournable, celui qui dans des circonstances difficiles, a toute la légitimité de propulser les amants l'un vers l'autre pour la vie entière. Le mariage est le gage pour le préserver, le faire durer et fructifier. Plus que contrainte ou convention, il devient aussi l'expression du mouvement de solidarité d'une génération. Dans cette conjoncture de Deuxième Grande Guerre, le mariage est également une manière d'échapper à la mort, à la séparation d'êtres chers, à la fin tragique et belle d'un grand récit romantique, de celui qui émergeant de l'amour naissant se veut une recherche éperdue de la fusion entre la durée et la passion².

Ces jeunes des années quarante ne seront pas la première génération de l'amour romantique, mais sans doute la première à en faire à ce point une telle revendication, un besoin non négociable, un élan authentique et inattaquable. Les récits amoureux dont on nous fait part sont traversés par des sentiments à la fois de passion, de danger et

d'urgence. Cet amour passion vécu largement, massivement devrait-on dire, par ces jeunes donnera le ton aux amours des générations suivantes. Plutôt que de voir dans les années quarante que normes, règles et conventions, n'est-ce pas déjà là que se fait, massivement, au niveau de l'intimité, la plus grande rupture avec la tradition.

À cette époque, on ne marie plus celle ou celui qui représente le plus fidèlement le bon vouloir de ses parents. On ne se marie pas par obligation, devoir ou pour avoir des enfants. On se marie d'abord et avant tout par amour, par désir, par passion. La légitimité de cet amour, ce désir, cette passion, paradoxalement renforcée par le climat de guerre, fera reculer des conventions. Cette jeunesse des années quarante sera la première à troquer à ce point, à l'égard des rapports amoureux, une vie affective davantage tributaire du devoir pour une vie affective aussi ouverte sur le désir. Ce désir n'est pas qu'expression d'un Je ; il s'incarne aussi à travers des conventions, des modèles religieux et culturels. Il n'y a pas encore ici de rupture entre la force pregnante et grandissante du désir et la légitimité des modèles culturels qui le portent. C'est toutefois dans la mesure où la légitimité de ce désir grandira que celle de ces modèles sera mise en cause.

Fébrile jeunesse

Avec les années cinquante, petit à petit, une certaine jeunesse cherche à se tailler une place bien à elle au cœur de Microcité. Troupes de théâtre, chorales, groupes de folklore

On joue les classiques, parfois même des « boulevards », on chante et on danse sur les rythmes d'autrefois. . Mais cela seulement entre jeunes, voilà bien une différence. Seulement entre jeunes.. tout de même sous surveillance :

Mon père faisait du théâtre amateur. Il était lié à la troupe des Compagnons de Notre-Dame. C'est là que j'ai rencontré mon mari. Je le voyais au beau milieu de tous les gars qu'il y avait là... Et puis un jour, il y a eu des activités, ça prenait un gars et une fille... Nous nous sommes invités mutuellement ! Cela se passait autour de la vingtaine. À cette époque, ce n'était pas facile de rencontrer des garçons. Tant pour l'école que les loisirs, les garçons étaient d'un côté, les filles de l'autre. Il n'y avait pas d'activités. Tout était séparé. Même à la piscine... il y avait une clôture qui séparait les garçons des filles. Les Compagnons de Notre-Dame c'était un peu une exception, du moins à ce moment-là, parce qu'auparavant, hommes et femmes étaient séparés. Mais enfin cela se passait sous la surveillance des pères Franciscains... alors c'était accepté !

J'ai aussi fait partie de l'Ordre du Bon Temps. C'était une troupe de folklore. Il y avait des danses et un peu de chants. De là, nous avons formé Les Ménestrels. Garçons et filles étaient regroupés ensemble. Il a fallu l'accord de Monseigneur. C'était dans les années 55-56. Nous disposions d'une salle

d'école, mais il était entendu que le vicaire de la paroisse devait venir voir ce qui se passait. Il est venu quelquefois. Après ça, il nous a laissé fonctionner seuls. On avait une moralité à toute épreuve. Et c'était vrai !

Groupes et associations de jeunesse apparaissent bien subrepticement. Les jeunes gens se côtoient, et cela pas nécessairement dans le but du mariage. On joue le drame ou la comédie, on chante, on danse, on fait aussi des pèlerinages, on prie ensemble et tout cela entre copains et copines partageant de semblables horizons et une foi commune. À cette époque, à tout le moins à Microcité, les jeunes sont encore rarement laissés vraiment à eux-mêmes. Écoles, collèges et instituts ne sont pas encore mixtes. Pour démarrer un groupe, il faut demander la permission à l'Évêché. Il faut se faire à la surveillance d'un aumônier. Cela touche plus particulièrement certains milieux, ceux où on étudie encore à dix-huit, dix-neuf ans. En fait, ce qu'on voit poindre, c'est le temps de la jeunesse, ce dernier relais entre la fin de l'adolescence et le véritable âge adulte, cet âge où on doit affronter « les responsabilités de la vie »³.

La persistance d'un modèle

Les sujets de cette fébrile jeunesse naissent entre les deux guerres. Enfants pendant la Seconde, ils se marient au milieu ou vers la fin des années cinquante. Sans être argentés, ils sont plus à l'aise économiquement que leurs familles pouvaient l'être dans leur tendre

enfance. Dans un certain sens, exception faite de l'absence du climat de guerre, ce qu'ils vivent se rapproche beaucoup des récits amoureux de leurs aînés d'une quinzaine d'années.

Cet ouvrier passe son enfance et son adolescence dans une petite localité au nord de Microcité. Nous sommes au début des années cinquante :

J'ai rencontré ma femme, enfin celle que allait devenir ma femme, lors des célébrations de la Saint-Jean-Baptiste en 1952. Je l'avais déjà remarquée. Nous nous sommes mariés un an plus tard. Je travaillais dans un moulin à papier. J'ai alors pris un logement pour demeurer avec elle. Le premier enfant est venu un an et demi après. Deux ans plus tard, il y a eu une fille. À trente-deux ans, j'avais quatre enfants. Il n'y en a pas eu d'autres.

Ce récit offre peu de surprise ; il est conforme aux gens de sa génération et de pratiquement tous les milieux sociaux. Tout comme dans les années quarante, les hommes des années cinquante se marient au milieu de la vingtaine. Au milieu de la trentaine, ils ont déjà complété leur famille.

Elle étudie à l'École normale pour devenir institutrice. Elle enseigne puis se marie. Elle le fera bien volontiers religieusement, comme le veut la coutume. En fait, à cette époque, il aurait été impossible de faire autrement. Mariée, elle quittera son travail :

Je me suis mariée à l'église. J'avais vingt-et-un ans. Un grand mariage. À ce moment-là, on invitait tous les oncles, les tantes, les amis... des deux côtés. On invitait tout le monde et on mettait tout ce qu'on pouvait dans l'événement. C'était le 27 décembre 1958. Cette année-là, j'ai continué à enseigner, mais bien entendu, il a fallu que j'arrête au mois de juin. J'étais due pour le 30. Le bébé s'est présenté avant et je n'avais pas fait mention de cela. Une quinzaine d'années plus tard, ma mère m'a dit : « Ça ne faisait pas neuf mois que tu étais enceinte quand tu as eu Louis. » J'ai rétorqué « Mais maman, qu'est-ce que tu me sors là ? » Des tantes avaient compté soigneusement les jours et en avaient fait part à ma mère.

Quittant avec sa famille Québec pour une toute petite localité près de Microcité, cette autre femme se retrouve d'abord plus ou moins isolée. Elle n'a pas encore vingt ans. Elle connaît des peines d'amours : « Comme maman me disait et comme je l'ai répété à mes filles aussi : « Un de perdu, dix de retrouvés ! » » Elle finit par rencontrer celui qui deviendra son mari : « Je l'ai rencontré après une assemblée des Enfants de Marie. Non ! C'était plutôt après une pratique de la chorale. On s'était arrêté chez le marchand général. Finalement, il m'a donné rendez-vous. »

Le dimanche suivant, en début d'après-midi, le jeune homme se présente chez elle. Ils y passeront le reste de la journée, tantôt à la maison en conversant avec la famille,

tantôt dans le jardin, uniquement tous les deux. Il travaille à l'extérieur de la ville ; elle au centre-ville. Ils se reverront surtout les fins de semaine, tomberont « progressivement amoureux » l'un de l'autre. L'hiver, ils vont patiner ; l'été, vont se ballader. « Tout le temps de ces fréquentations, nous sommes demeurés bien sages », confie-t-elle. Ils s'écrivent, vivent quelques difficultés passagères. Font des projets. Cela dure deux ans et demi. Le temps de se ramasser un peu d'argent. Provenant de milieux modestes, chacun avait jusqu'ici donné son salaire à sa famille. Puis... ils se marient. Elle quitte son travail

« À ce moment, lorsque tu travaillais, on te congédiait systématiquement. » Ils auront quatre enfants.

Pour ces jeunes couples des années cinquante, les orientations culturelles du projet amoureux, sa mise en forme à travers le mariage et les engagements que ce dernier sous-tend, tout cela semble la copie conforme de ce qu'ont vécu leurs aînés des années quarante. En fait, et cela se dégage de notre enquête, du début des années quarante à la fin des années soixante, les orientations culturelles du modèle amoureux dominant font plutôt l'objet d'un large consensus. Qu'il y eût oppressions de conduites amoureuses qui pouvaient échapper ou contrecarrer ce modèle, cela est certain. Il était difficile d'échapper à la norme et ceux et celles qui pouvaient y être tentés le faisaient à leurs risques et périls. Normalement, une jeune fille enceinte est cachée et envoyée à l'extérieur de la ville. Un couple séparé est pointé du doigt. Le divorce est illégal et impensable. À toute fin pratique, le mot n'existe pas. On compte très peu d'unions libres, d'ailleurs on parle plutôt

de concubinage. Cela existe exceptionnellement dans les couches les plus marginalisées du prolétariat. Quant à l'homosexualité ou les couples homosexuels, il n'en est tout simplement pas question. On peut facilement imaginer qu'il y eût ici et là des orientations et relations homosexuelles, cela même dans des communautés religieuses, des juvénats, des collèges... mais le tout reste caché, non avoué parce que non avouable, si ce n'est que sous le secret de la grande amitié ou de la confession.

Cette époque est celle où l'amour naissant entre un homme et une femme, célibataires ou veufs, est roi et où, d'une certaine manière, tout autre amour naissant, hanté par le désir, doit être réprimé. Le mariage se greffe à cet amour comme son légitime prolongement. On marie celui ou celle qu'on aime, qu'on choisit librement. Bien sûr le milieu familial intervient ; fortement pour des questions d'ordre moral. Le sentiment amoureux et le désir qui l'anime sont au cœur de la relation entre un jeune homme et une jeune femme. Ce sentiment est aussi le seul véritable gage d'un mariage heureux. Cela se fait avec la bénédiction de l'Église. Elle condamne le divorce et exerce un contrôle sur tout ce qui pourrait relever de la sexualité dans ou hors du mariage. Les jeunes fiancés se touchent à peine, ou du moins s'ils le font, cela fera l'objet d'une grande discrétion. Une fois mariés, une nouvelle division du travail s'installe entre les époux. La jeune femme, si elle travaillait à l'extérieur, quitte presque toujours et instantanément son emploi. Le foyer demeurera son lieu privilégié d'insertion sociale. Pour l'homme, ce sera le travail salarié.

La reine du foyer

S'il fut un temps, durant la Deuxième Guerre, où les femmes même mariées étaient les bienvenues à l'usine, les choses reviennent plutôt « à la normale » dès la fin des hostilités¹. À Microcité, tout au long des années quarante et cinquante, les épouses restent au foyer. Fréquemment salariées avant leur mariage, elles ne le sont pas après. Le marché du travail est un univers d'hommes². C'est celui où ils se donnent corps et âme à leur boulot, celui où ils prennent toutes les occasions, toutes les opportunités que présente la vie professionnelle pour se réaliser, s'accomplir, grandir dans leurs engagements, leur métier, leur profession. « Je n'étais jamais à la maison », confie un journaliste de carrière. Il ajoute : « C'était l'époque où on absorbait toujours plus de travail qu'on pouvait en faire ». D'autres confirment ses dires. Et parmi les nombreux devoirs de ces femmes au foyer, il y a celui, comme nous le rappelle la femme d'un commerçant, de soutenir inconditionnellement le labeur de « son homme ».

Une division du travail

Les femmes aménagent le lieu de repos et de reproduction de la force de travail de leur mari. Elles leur permettent aussi de se donner un sens. Si chacun de ces hommes travaille si fort, n'est-ce pas pour permettre à sa femme, à sa famille, de vivre, sinon richement, à tout le moins décemment. Aimer sa femme, ses enfants, c'est travailler pour bien les faire vivre, c'est être responsable de leur condition d'existence et de leur devenir. Et c'est dans la mesure où, cette légitimité est si forte, qu'il y a si peu de frein ici entre l'intime et le social, qu'il y a complémentarité entre les responsabilités de la vie privée et les responsabilités de la vie professionnelle ; travailler plus longtemps et plus fort, c'est se positionner pour être encore plus apprécié des siens. Tout compte fait, cela devrait permettre à la famille de mener une vie plus confortable. Bien sûr, cela pourra comprendre certaines limites entre, par exemple, être ou pratiquement ne jamais être présent à la maison. Mais l'espace, avant de toucher ces limites, semble très grand. Dans cette logique, la valorisation du temps passé au travail, en autant bien sûr que ceci accroît le bien-être des siens, est presque sans limites. L'homme politique, le médecin, l'entrepreneur, le commerçant, l'avocat, le journaliste, le syndicaliste, l'ouvrier, le routier, donnent le ton. Ce sont des bourreaux de travail. Plus ils sont pris par le temps, peu disponibles pour leurs tout-petits, leurs propres enfants, plus ils sont valorisés socialement. Cela pour le temps seulement, car pour l'esprit c'est tout autre chose. Et d'ailleurs, s'ils ne pouvaient témoigner que ces tout-petits occupent néanmoins grandement leur esprit, la

légitimité de leurs efforts serait touchée. Ils deviendraient alors suspects, sans-cœur, égoïstes. Ils manqueraient à leur devoir.

Cet homme a passé toute sa vie à l'usine. Au moment où nous le rencontrons, il est retraité depuis quelques années. Peu bavard, plutôt timide, il se refuse à toute forme d'entrevue où on pourrait le filmer ou même l'enregistrer. « Ma vie n'est pas aussi importante » dit-il en riant. Il ajoute « Je suis sourd comme un pot ! » Veuf depuis quelques années, remarié sous peu, il parle de sa première femme, de sa forte personnalité, de son caractère enjoué. Ils se sont rencontrés au tout début de la vingtaine. Ils travaillaient dans le textile, dans la même manufacture. Puis ce fût la grande histoire d'amour : les fiançailles, le mariage... et toutes les péripéties pour éviter de se retrouver, en pleine guerre, de l'autre côté, sur les champs de bataille³. Une fois marié, pas question pour lui que sa femme reste à l'usine. Au début, ils demeurent au bord du fleuve, à quelques kilomètres de la ville. Ce sont des « amoureux de la nature » : la pêche, la chasse... Puis, quelques années plus tard, il est employé dans un moulin à papier. C'est un événement. Une véritable promotion, en fait : le passage du petit prolétaire à l'aristocratie ouvrière. Les salaires y sont au moins deux fois ceux du textile. L'emploi est régulier. Les mises-à-pied peu fréquentes. Ils reviennent à la ville, achètent une maison dans un quartier ouvrier tout en se permettant de garder, pour l'été, celle au bord du fleuve. La vie passe. Ils ont six enfants. Le mari travaille au moulin. Sa femme s'occupe des enfants, fait le ménage, la lessive, les repas. .

La division du travail qui s'installe dans la famille de cet ouvrier est le reflet de ce qui se passe dans d'autres milieux. Ici, en matière de division du travail, tout comme pour le modèle amoureux, le modèle culturel dominant, bien qu'il soit vécu de différentes manières, a une portée interclassiste. Il s'impose à tous les milieux sociaux. À plusieurs égards, la vie d'une femme d'ouvrier ressemble à celle de la majorité des femmes de sa génération. Les femmes d'instituteurs, d'entrepreneurs et de cadres partagent un quotidien semblable. Mariées, les rôles, les responsabilités, la division du travail entre la femme et l'homme semblent déjà bien incrustés.

Avant mon mariage, chez moi, je ne faisais absolument rien. On avait une grosse maison, une « bonne », et mon père disait : « Ma fille... elle ne travaille pas ! C'est la « bonne » qui fait l'ouvrage. Quand tu te marieras, tu l'apprendras. » Alors, ma mère est venue me l'apprendre. Elle était un cordon bleu. Je me disais : « Mon mari, je l'aime. Je vais lui faire exactement ce que maman fait. » Il aimait ça... c'était des petits plats. Au début de mon mariage, le magasin commençait. Il fallait que mon mari monte, qu'il ait du pouvoir. Il était souvent absent. Puis, j'ai élevé les enfants. J'avais mes problèmes de la journée. Quand mon mari revenait, je trouvais qu'il avait vu assez de monde comme ça, alors c'était la paix. Je menais la famille. Mais quand il était là, c'est lui qui mettait le holà. Pour la nourriture, les vêtements... il n'y avait pas de limite. Il était généreux, très

généreux. Moi je devais entretenir la maison, avoir soin des enfants, servir mon mari, lui donner de bons repas, mettre une belle nappe propre et être attirante lorsqu'il arrivait. C'était mon but et je trouvais que tout cela avait un sens.

« C'était mon but et je trouvais que tout cela avait un sens » Une phrase, échappée au beau milieu d'un récit de vie, qui illustre la forte légitimité de « la reine du foyer ». Ce rôle n'était, la plupart du temps, ni totale imposition ni totale abnégation. Il était voulu par la majorité des femmes. Les femmes n'étaient pas des « reines du foyer » essentiellement parce qu'elles n'avaient guère le choix de faire autre chose, elles l'étaient aussi, tout simplement, parce qu'elles souhaitaient l'être. Ce qu'elles faisaient avait pour elles beaucoup de portée, de signification. Les hommes, quant à eux, sont les pourvoyeurs. C'est ce qu'on attend d'eux :

Après la guerre, j'ai repris le travail à Microcité et la vie a continué. J'ai assumé de nouvelles responsabilités. À l'emploi d'une grande entreprise, une multinationale, j'avais à assurer le contrôle de la qualité. C'était beaucoup de déplacements. Nous nous sommes achetés une maison. Mon épouse m'attendait. Elle m'a toujours attendu. Moi, j'étais constamment sur le point de partir. Vous allez voir les clients, cerner leurs problèmes, enregistrer leurs plaintes. Il faut faire vite. La machinerie opère jour et nuit. Je

téléphonaïs et je disais : « Madeleine, je dois partir. Je passe tout de suite à la maison prendre le baluchon. Je prends l'avion à Montréal. » C'était tout le temps comme ça.

Au début des années cinquante, cette femme travaille comme commis - vendeuse dans un "5-10-15". Aussitôt mariée, elle quitte son travail. « Si tu te mariais, tu devais quitter. Par la suite, je ne suis jamais retournée travailler. » Elle restera à la maison. Il ira bien sûr travailler, s'impliquera sur la scène municipale et sera élu conseiller. Elle sera de tous ses combats.

La connotation la plus forte du pourvoyeur et de la reine du foyer est très présente dans la frange relativement aisée des classes moyennes. Le revenu de l'époux est suffisant pour répondre aux besoins de la famille. Ce qui était aussi fréquent parmi la frange la plus privilégiée des classes populaires : l'aristocratie ouvrière, principalement les travailleurs du papier. Dans ce modèle, cela plus particulièrement dans les familles de la petite et de la moyenne bourgeoisie, comme le souligne un autre interlocuteur, il est fréquent, pour assister la mère dans ses devoirs au foyer, de recourir à une aide domestique. Ce qui, en fait, n'enlève rien au statut de « reine » et lui donne au contraire plus de grandeur, de légitimité.

Ma femme était institutrice chez les Ursulines. Après notre mariage, elle est

toujours restée à la maison. C'était dans les habitudes du temps. À cette époque, au bout de la première année de mariage, on avait généralement un bébé. Il n'était pas question de garderies, ça n'existait pas. Si on voulait de l'aide à la maison, on engageait une servante ; dans les grandes familles on l'appelait « la bonne ». Nous trouvions une jeune fille de dix-huit, dix-neuf ans. Elle travaillait à la maison et nous la logions.

Ces femmes des classes moyennes, voire de l'aristocratie ouvrière et de la petite et moyenne bourgeoisie, sont des « reines du foyer » dites aimantes et aimées, au service de leurs enfants et de leur mari. Elles n'ont pas à se poser la question d'un revenu substantiel, ce qui est, même à cette époque, le lot d'un grand nombre de femmes provenant de milieux plus modestes. Sans nécessairement travailler à l'extérieur ou être salariées, ces dernières arrivent, en faisant par exemple un travail de couturière ou en logeant des pensionnaires, à assurer un revenu tout à fait essentiel au bien-être des leurs. Cela leur permet aussi parfois de se placer autrement face à la toute puissance du mari, tout en demeurant cependant dans la position de servante. Ainsi, si ces hommes ont en commun d'être pourvoyeurs, ils diffèrent sur la place qu'ils occupent pour remplir cette fonction. Au cœur des rapports sociaux de production, les mieux placés seront des pourvoyeurs dominants ; les plus démunis des pourvoyeurs dominés. Et dans la mesure où les femmes de ces derniers se retrouvent souvent obligées d'effectuer un travail rémunéré, ces hommes se sentent souvent humiliés, déclassés.

Cette femme est de la jeune quarantaine. Elle provient d'un milieu populaire. Ses parents se sont mariés dans les années quarante. Son père, ouvrier de la métallurgie, travaillait également à l'entretien du petit port de bateaux de plaisance de Microcité.

Ma mère gardait de jeunes enfants. Nous étions déjà sept à la maison, alors il fallait tous ces revenus-là. Sept enfants, en plus des enfants qu'elle gardait. Nous avons aussi eu des pensionnaires. Les pensionnaires, nous les enfants, nous ne les avons pas acceptés. Ma mère devait sans doute leur donner certains égards et nous étions un peu jaloux. Comme mon père était beaucoup à l'extérieur, il n'y avait pas tellement de partage des tâches. Sauf le dimanche soir, ma mère prenait congé. Le fardeau des tâches domestiques revenait vraiment à ma mère. Elle était une personne plutôt résignée même si elle semblait vivre une grande révolte intérieure. Sauf que pour nous, il a toujours été évident qu'elle était très intelligente. Elle n'hésitait pas à remettre mon père à sa place. Elle a quand même créé une espèce d'autorité dans la famille. Ce n'était pas du matriarcat, mais on sentait qu'elle prenait sa place, qu'elle n'était pas inférieure à mon père, qu'elle avait son identité. Mon père a mené les destinées économiques de la famille. Ma mère n'aurait certainement pas fait les mêmes choix. Surtout en ce qui concerne l'endettement.

Cette autre femme se marie à la fin des années cinquante. Elle détient un diplôme en pédagogie. Aussitôt mariée, elle quitte l'enseignement. « C'était très strict. Lorsque les femmes étaient mariées, qu'elles avaient une famille, elles ne pouvaient plus travailler. » Son mari, « magasinier principal » d'une institution d'enseignement, jouit d'un revenu plutôt modeste. Petit à petit, d'abord sans réintégrer comme tel le marché du travail, elle parvient à assurer un nouveau revenu à la famille :

Nous avons toujours été à loyer. Un loyer, on paie toute notre vie sans que ça nous rapporte. Alors on s'est retrouvé dans une petite maison, bien à nous. On s'est dit : « Si on veut rester ici, il faut augmenter les revenus. » L'idée nous est venue d'avoir des pensionnaires. Mon mari a organisé, au sous-sol, des chambres pour des étudiants. À la maison, il y avait mes deux premiers, puisque la cadette n'était pas encore née, mon mari et moi, et les quatre pensionnaires. Étudiants, ils étaient là cinq jours par semaine. C'était pleine pension et tout et tout. C'était ma façon de contribuer financièrement à notre ménage.

Que les femmes de familles à revenu modeste participent par une variété de travaux accomplis à l'intérieur de leur foyer au « gagne-pain » des leurs, cela a toujours été une réalité. Dans la mesure où ce fait échappe aux statistiques qui, quant à elles, ne décodent que le marché officiel du travail, il est difficile, pour Microcité, de donner une mesure

rigoureuse de ce phénomène tout au long de ce que nous appelons l'Ancien régime. Ce travail apparaît d'ailleurs, au cœur de la ville, comme le prolongement, sous une autre forme, du travail des femmes des cultivateurs, bûcherons et pêcheurs d'une autre époque. Ces femmes, tout en étant à la maison pour s'occuper des enfants, n'en assuraient pas moins une partie non négligeable des revenus de leur famille. Elles étaient déjà expertes dans le cumul des tâches. Elles ont assumé une multitude de travaux d'étable ou de basse-cour, une multitude de travaux plus ou moins artisanaux et souvent reliés, tout en les faisant à domicile, à l'industrie du cuir, du textile, du vêtement...⁴

La légitimité du pourvoyeur

Aussi longtemps que la fonction de pourvoyeur est comprise comme un devoir, comme une obligation, une preuve d'amour pour les siens, elle conserve une très forte légitimité. Elle la perdra dès le jour où on la percevra comme un privilège. Être pourvoyeur sera ainsi occuper la position du nanti, de celui qui a quelque chose à donner à plus démuné. À l'échelle de la société, des rapports sociaux de production, que le pourvoyeur soit dominé ou dominant, cela n'affecte guère sa position de pouvoir dans l'intimité. C'est à partir du moment où il semble inconcevable qu'un adulte puisse conserver sur un autre une telle prépondérance que cette fonction devient inacceptable. De devoir, elle se fait pouvoir. Et celui qui la détient aux dépens de sa femme, n'a plus rien à voir avec cet homme responsable, dévoué corps et âme pour entretenir « sa douce moitié ». La légitimité de la place qu'il occupe et de la fonction qu'elle lui permet d'exercer n'a alors ni d'assise sociale ni de référence morale.

Les hommes des années quarante et cinquante partagent la très forte légitimité de cette fonction de pourvoyeur. Elle leur permet d'exercer la place qu'ils occupent sur le marché du travail. Jamais dans leurs récits de vie, ils font écho de contestations qu'ils auraient eues de la part de leurs épouses sur cette question. On peut bien sûr présumer que, de temps à autre, des discussions s'engagèrent. Si tel fut le cas, cela fut passager et, plutôt que des ordres, des compromis s'imposèrent. D'autorité ? Pas nécessairement. De

consensus ? Pas davantage. Parlons plutôt de convention, voire de légitimité d'un modèle culturel dominant. Cette convention est tout autant traversée d'idées, de normes, que de coutumes. Tant que la convention est perçue comme légitime, elle sera suivie, respectée. Elle aura force non seulement de devoir mais aussi de loi⁵. Tant qu'être pourvoyeur relèvera de la convention, l'homme et la femme s'y soumettront. Cela sera convenable, accepté parce qu'acceptable. Mises à part quelques situations plutôt marginales, la majorité s'y conformera. Ces situations marginales sont plutôt le lot de familles moins fortunées ou enfin de familles dont les seuls revenus de l'époux ne permettent pas d'assurer le niveau de vie souhaité. Elles sont parfois le lot de femmes qui, pour des raisons fort variées, ont convenu de s'assumer autrement, de faire reculer ainsi les cadres étroits de la convention. Dans chacun de ces cas, la fonction de pourvoyeur est remise en cause. La majorité des pères de famille sous l'Ancien régime n'a pas vécu et n'a probablement guère imaginé pouvoir vivre un tel remue-ménage. Leur quiétude est ici bien illustrée par cet ouvrier du papier, devenu syndicaliste de métier, aujourd'hui tout près de sa retraite :

Ma femme trouve que je suis souvent absent, que je n'arrive pas souvent aux heures régulières pour les repas et que j'en saute même plusieurs... Mais j'essaie de lui donner le plus d'avantages possibles sur un autre plan : véhicule pour se déplacer, commodités de toutes sortes pour lui faciliter la vie. Et quand je le peux, j'essaie de me dispenser de certaines choses pour être à la maison, même si je suis en retard.

Si madame avait été interviewée, nous aurions eu une autre histoire ?

Non, vous auriez eu la même histoire, parce qu'elle compose de la même façon que moi.

Vous êtes un couple uni ?

Oui.

Vous croyez que ça va durer longtemps ?

Oui.

Vous avez hâte de rentrer à la maison ?

J'ai toujours hâte de rentrer à la maison. Malheureusement je n'ai pas toujours la possibilité de rentrer à l'heure que je voudrais, mais j'ai toujours hâte.

Bref, à Microcité, de la guerre à la fin des années soixante, si la scène économique bouge, la vie intime, les rapports amoureux, les rapports conjugaux et familiaux le font peu. Les rôles sociaux, dévolus tout autant à la femme qu'à l'homme, font l'objet de peu d'écarts. Certes y a-t-il quelques voies discordantes, mais celles-ci font peu de bruit, elles sont plutôt culpabilisées que culpabilisantes et doivent le plus souvent s'exiler. Pour aimer et se reproduire, les orientations culturelles dominantes régissant la vie intime sont tellement prégnantes, tellement assurées, qu'il ne vient même pas à la tête des gens - sinon une infime minorité - qu'il pourrait en être autrement. Ces orientations ont force de

valeurs, de normes et de lois. Elles intègrent et on s'y intègre. À certains égards, sans doute sont-elles oppressives, mais encore faut-il pour que cela soit perçu, que face à cette oppression, des acteurs et mouvements se lèvent pour en critiquer les formes, les combattre et tracer de nouveaux horizons.

Luttes ouvrières et progrès

À Microcité, des années quarante aux années soixante, c'est l'ère de la croissance continue, de l'augmentation constante du pouvoir d'achat, du travail salarié pour presque « tout le monde »¹. Les taux de chômage sont très bas ; il y a une forte mobilité ascendante de la main d'œuvre. Lorsqu'on est ouvrier, on commence dans le textile ou dans la forêt, on finit dans le papier. Les salaires y sont beaucoup plus intéressants, les bénéfices marginaux et la sécurité d'emploi également. Lorsqu'on est petit bourgeois, on débute comme commis dans un petit commerce, on en devient propriétaire. Cette période est aussi celle de conflits ouvriers dont les enjeux ne remettent toutefois pas en cause les fondements même de cette société. On revendique et lutte, souvent avec acharnement et éclat, pour l'amélioration de son salaire et de ses conditions de travail². Dans les usines et les manufactures, les syndicats sont généralement neutres et fréquemment d'obédience américaine ; dans les secteurs public et parapublic, ils sont souvent catholiques et d'origine canadienne ou québécoise³. S'il y a les luttes économiques, cette période est néanmoins le reflet d'une grande intégration politique des classes laborieuses. Il n'est guère question de contestation fondamentale de l'économie capitaliste ou de mise en œuvre d'une force politique autonome de la classe ouvrière. S'ils sont souvent des militants syndicaux, il n'en

demeure pas moins qu'en ce qui a trait à l'appartenance politique, les travailleurs et les travailleuses se retrouvent généralement dans les mêmes partis que les autres citoyens. En réalité, cette période de guerre et d'après-guerre est caractérisée ici par une forte collaboration de la classe ouvrière aux formes et rythmes d'accumulation du Capital. On en conteste ses excès et parfois ses origines mais non ses fondements⁴. Par contre, on décrie souvent une trop grande soumission de l'État à ses politiques. On exige qu'il sache prendre une distance plus grande à l'égard des grands intérêts financiers. On revendique la mise en branle de programmes sociaux pour les plus démunis. On demande une démocratisation de l'accès à l'éducation et aux soins médicaux⁵. Dans les milieux syndicaux les plus revendicatifs, on souhaite une modernisation de l'État, voire l'émergence d'un État plus présent dans le sens économique et social du terme. Les gens de Microcité sont conscients de la forte croissance industrielle dont ils sont à la fois objets et sujets, ils se conçoivent bien davantage des élus et des partenaires de cette croissance que des victimes. Au cours de mon enquête, je poursuis les entrevues et récits de vie avec des témoins de cette époque.

Présentons d'abord ce journaliste de carrière, amoureux des lettres et des arts, aujourd'hui retraité depuis déjà quelques années. Je le considère comme à la fois un témoin et un observateur, voire un analyste de ce temps. En 1937, après avoir complété son cours classique au petit séminaire, il entre au quotidien de Microcité. Les quatre premières années, il y fera surtout de la traduction. « Dans ce temps-là, dit-il, toutes les

dépêches de la presse canadienne nous arrivaient en anglais. » Occasionnellement, il écrit également des reportages :

À l'époque, on disait de Microcité que c'était la Capitale mondiale du papier. C'était prétentieux... mais un fait ! Il y avait d'abord des papetières, du textile puis une importante fonderie. Dans le papier, les salaires étaient bons ; ce qui n'était pas le cas dans le textile. Aussi dans le papier, il y avait les syndicats américains. Les syndicats neutres, comme on disait. C'était les États-Unis qui avaient la haute main là-dessus. À leur égard, il y avait surtout de la méfiance de la part du clergé. Il y avait également des syndicats catholiques. C'était catholique ; c'était idéologique.

Notre journaliste passe plus de trente ans au journal de Microcité. Au début de sa carrière, en 1941, il est affecté au bureau de rédaction d'une cité environnante. Il se marie en 42, et comme la coutume le veut, sa femme quitte son emploi. Il se donne entièrement à son travail. Il souhaite devenir un journaliste de carrière. Il se définit comme un serviteur de la communauté, de la localité. Il fait tout cela très sérieusement. Il entretient des relations avec les différents milieux journalistiques. Il veut devenir un journaliste complet. Il assume la direction du bureau de rédaction de cette cité, couvre surtout les activités du Conseil de ville, des commissions scolaires et de la vie sociale. À l'instar de Microcité, la cité où il travaille est aussi fort industrielle. On y retrouve des papetières,

de l'hydro-électricité et une importante industrie chimique. La ville se développe plutôt bien. Il y a quelques journaux locaux dont un hebdomadaire de langue anglaise. Notre journaliste est témoin d'un long et dur conflit ouvrier dans l'industrie chimique : « Ça brassait De grands leaders syndicaux sont apparus sur la scène. » Surgissent de nombreux soulèvements. Le clergé est en bonne partie du côté des ouvriers : « Il y a même des aumôniers dans les syndicats. » Les syndicats font l'événement avec des nouvelles sensationnelles. Les compagnies achètent des pages de publicité dans son journal. Enfin, le journaliste retraité se rappelle qu'un peu partout dans la province, vers la fin des années quarante et le début des années cinquante, il y a d'importantes batailles syndicales. Pensons à la grève d'Asbestos en 49, la grève de Louiseville en 53.

La prolétarianisation achevée

Ce premier récit illustre à quel point la condition ouvrière est présente dans l'actualité et les débats tout au long des années quarante et cinquante. Des conflits ouvriers marquent la scène sociale et interpellent toutes les composantes de la société. Parfois, dans les luttes les plus turbulentes, les détenteurs de grands capitaux sont pointés du doigt. Sur la scène sociale, tout au cours de ces années, c'est l'émergence ou plutôt la consolidation de la figure ouvrière. Tout au long de cet après-guerre, à Microcité et dans son environnement, la prolétarianisation de masse est un processus quasi achevé. Les nombreux enfants des familles d'agriculteurs sont devenus ouvriers. Ce passage à la condition ouvrière se fait

souvent par différentes étapes. On commence par travailler dans les bois, comme pratiquement par extension du travail à la ferme ; on finit comme ouvrier au moulin. Cela n'est pas perçu comme une calamité mais comme une promotion.

L'ouvrier que je rencontre est originaire d'une petite localité au nord de Microcité. Né sur une ferme, durant sa petite enfance, son père travaille déjà à la ville plusieurs mois par année. Encore tout jeune, il se retrouve lui-même travailleur forestier. Cela dure tout l'hiver. Nous sommes en 1950.

Je partais avec mes frères. Je devais avoir dix-sept, dix-huit ans. On résidait dans des camps en bois rond avec un chauffage plus ou moins adéquat et toutes les accomodations qu'il pouvait y avoir dans ce temps-là. Le travail était très rudimentaire : c'était à la hache, à la sciote. Il n'y avait pas d'équipement mécanique. Tout se faisait manuellement

En 54, notre ouvrier commence graduellement à travailler dans une usine de pâtes et papier. Au début, il y travaille l'été, puis retourne en forêt l'automne. L'été suivant, il arrive finalement à trouver un travail permanent. La première année il gagne 1,41 \$ l'heure. C'est le salaire le moins bien payé de l'usine. Comparativement à ce qui se gagne ailleurs, c'est très bon. « L'industrie des pâtes et papier, ajoute-il, a toujours été reconnue comme celle qui rémunérait le mieux les travailleurs »

Lors de notre enquête, nombreux sont les travailleurs qui nous entretiennent sur la condition ouvrière tout au cours de ces deux décennies. Ils parlent d'injustices individuelles et d'exploitation systématique. Ils racontent aussi les quelques privilèges qui étaient normalement accordés aux employés de langue anglaise : « Lorsqu'un Anglais entrait à l'usine, il se retrouvait rapidement mieux payé que les personnes qui lui montraient le travail. Nous les Canadiens, nous devions apprendre sa langue à lui. Nos premières conventions étaient signées en anglais. Le texte anglais était officiel alors que 96% des travailleurs étaient Canadiens français. » On souligne également les luttes qui ont été menées pour la réduction du temps de travail :

Autrefois, la semaine de travail était de quarante-huit heures ; aujourd'hui, elle est de quarante heures. On travaillait le samedi ; aujourd'hui c'est fini. Tout cela ne s'est pas fait du jour au lendemain. Cela s'est fait graduellement : une diminution de deux heures avec pleine compensation salariale, une autre de deux heures, un samedi après-midi puis toute la journée du samedi à tous les quinze jours. Trois ans plus tard, on ne travaillait plus le samedi. Dans le temps, si un gars perdait son épouse ou un enfant, pendant les quelques jours où le défunt était exposé à la maison - à cette époque il n'était pas question de salon funéraire - le travailleur perdait tout son salaire. .

Les conditions du militantisme syndical sont alors plus que difficiles. Cela se fait beaucoup « à la cachette ». Syndiquer les travailleurs demeure une opération cachée et toujours très risquée. « Le code du travail ne protégeait pas les ouvriers », confie l'un d'eux. Des travailleurs racontent qu'ils ont récemment organisé une fête pour les anciens présidents de leur syndicat. Cela remontait aux années cinquante. Ils les ont écoutés puis se sont dit : « Ces gars-là ont fait du syndicalisme au sous-sol, chez eux, c'était quasiment illégal, c'était quasiment des bandits. Maintenant, à l'intérieur de notre usine, nous avons un grand bureau pour le syndicat et quatre personnes y travaillent en permanence »

Du côté du Capital

À Microcité, dans ces décennies des années quarante et cinquante, il n'y a pas de grands capitalistes locaux. Le grand Capital manufacturier vient de l'extérieur. Il est anglais, canadien-anglais et américain. Les grandes entreprises font souvent l'enjeu de luttes entre ces différentes factions⁶. Du côté des Canadiens français, qui constituent en très forte majorité la main d'œuvre ouvrière, règne néanmoins une petite bourgeoisie manufacturière et commerçante. Elle est dans la coupe du bois, le meuble, l'alimentation, la construction et possède de petits ou grands commerces de toutes gammes. Côté élite, c'est encore le règne des professions libérales : avocats, médecins, notaires... Les nouvelles classes moyennes sont peu développées. L'enseignement, les services hospitaliers et sociaux sont toujours assurés, en grande partie, par les communautés religieuses.

En fait, dans la grande industrie, les Canadiens français sont peu présents au sein de la haute direction. Toutefois, les postes intermédiaires, de surintendants et de contremaîtres, sont généralement occupés par eux. Plusieurs sont également cadres. Ils travaillent plutôt en anglais et jouissent de compétences techniques évidentes. Malgré cela, ils se retrouvent généralement sous la direction d'un anglophone dont les mérites académiques et les connaissances des rouages du métier ne sont pas plus imposants que les leurs. C'est le cas notamment de ce Canadien français, ingénieur en électricité qui, tout

au long de sa vie professionnelle dans une multinationale du papier, sera considéré comme dessinateur industriel. De loin « le meilleur concepteur des machines à papier », cet homme des situations délicates, celui qu'on envoie dans une autre usine, une autre ville lorsqu'il y a un grave problème, ne sera jamais porteur du titre d'ingénieur. Cela rappelle également le cas de cet autre ingénieur canadien-français, qui consacre sa vie à l'éducation après s'être rendu compte que les sociétés privées n'étaient pas prêtes à faire une place véritable aux francophones méritants.

Parmi ceux qui arrivent malgré tout à se tailler une certaine place, l'exemple de ce cadre retraité, chimiste de formation, que nous rencontrons pendant de nombreuses heures, nous semble révélateur. Il provient d'une famille « fière » et modeste. Il poursuit ses humanités classiques au petit séminaire. Une fois bachelier, peu fortuné, il se dirige vers le marché du travail. Il complète également, par cours du soir, des études de chimie dans une école de technologie. Pendant quelques années, il quitte Microcité pour s'y retrouver, quelques années plus tard, à l'emploi d'une société de fabrication de feuilles d'aluminium. D'abord de capitaux canadiens, une grande multinationale américaine en deviendra par la suite l'actionnaire majoritaire. « Les Américains ont commencé à s'intéresser à nous, raconte notre chimiste, lorsqu'ils ont eu vent des petites choses qu'on faisait ici. Nous avions déjà des premières à notre crédit. Ils sont venus, ils ont regardé et ont décidé d'acheter cela. »

Selon notre interlocuteur, ce contrôle par les Américains permet à sa société de prendre son envol. S'ils calculent que cela en vaut la peine, les Américains osent prendre des risques. Des échanges réguliers se font entre le personnel des différentes filiales. Des spécialistes viennent de l'extérieur ; on organise des stages à l'étranger. Notre chimiste se fait un point d'honneur de toujours avoir été parmi les cadres. Pas question pour lui d'être membre d'un syndicat, bien qu'il ne soit pas contre le syndicalisme, enfin un certain syndicalisme :

Pour un patron qui sait bien s'en servir, qui sait collaborer, un syndicat peut être utile. D'ailleurs, dans notre société, c'est nous qui avons pris l'initiative de le faire entrer. C'était un syndicat lié à la Fédération des Travailleurs du Québec (FTQ). À l'époque, et peut-être encore aujourd'hui, ils avaient la réputation d'être un syndicat d'affaires, un syndicat moins idéologique. Ils avaient aussi un côté américain qu'ils ont perdu. Ils ont laissé *Big Brother* de côté. Ils sont assez autonomes aujourd'hui. On a eu bien sûr avec eux quelques petits accrochages... Grèves d'une semaine, de quinze jours. Ce n'était pas sérieux. Il y a peu d'entreprises modernes qui n'ont pas à faire face à ça.

En bon cadre d'une multinationale, notre narrateur ne se perçoit guère comme un adversaire des syndicats, et se dit plutôt leur être favorable. Il est contre « leurs

exagérations ». Il a aussi tendance à voir chez certains d'entre eux d'imposantes machines de manipulation. Lorsque les travailleurs conviennent d'adhérer à un syndicat plus combatif, il met en doute le caractère réellement démocratique de ces démarches. Il reproche également le caractère démesuré des revendications. Il y perçoit une démarche animée par des motivations d'ordre politique plutôt que syndical.

Des hommes du progrès

À première vue, du moins, l'écart ne semble pas si grand entre les discours et même les genres de vie de cadres retraités, de contremaîtres, d'anciens ouvriers et de syndicalistes que nous rencontrons. Propriétaires de maisons plus ou moins semblables, ils conduisent des voitures et habitent des quartiers qui, pour l'étranger, affichent souvent plus de similitudes que d'importants contrastes. Partisans de la libre entreprise, ils ne s'opposent pas sur son bien-fondé mais aux conséquences de ses différents types de gestion. Si, au cœur de l'entreprise, les cadres tirent leurs galons d'honneur en permettant de découvrir de nouveaux produits, d'ouvrir de nouveaux marchés, d'innover dans la gestion, les ouvriers, quant à eux, le font en se sachant tout à fait essentiels à la production. Éloignés des lieux de pouvoir et de décision, ils ne sont pas sans ignorer que, sans eux, rien de tout cela ne serait possible. Leur légitimité est aussi forte que celle des cadres ou des propriétaires de l'entreprise. Dans les tensions et conflits qui marquent cette époque, la présence de cette grande légitimité ouvrière est toujours au devant de la scène. Les

ouvriers ne demandent pas la charité ; ils revendiquent leurs droits. Pour eux, une bonne performance de leur entreprise est le meilleur garant d'une amélioration substantielle de leurs conditions de travail et de vie. Ils en sont très conscients. Ici, tout se tient. C'est le nœud de l'ère keynésienne. Et ce nœud ne se dénoue pas. Il est tissé à la fois de collaboration de classe et de luttes de classe. En innovant dans leurs entreprises, propriétaires, gestionnaires et ingénieurs sauront créer des conditions favorables pour faire croître les revenus des travailleurs. Mais cela n'ira jamais de soi. Les travailleurs devront l'exiger. Ils auront à s'organiser pour revendiquer ces dûs. Tant et aussi longtemps qu'il y aura croissance économique, les travailleurs, en se battant pour l'amélioration de leurs revenus et de leurs conditions de travail, exigeront une répartition plus équitable de ses retombées. Ils revendiqueront la justice, non le pouvoir.

Ce monde du travail des années quarante et cinquante est un monde en développement. Dans leur tendre enfance, ces ouvriers, contremaîtres, cadres et commerçants ont connu la frugalité, parfois la misère. Ce sont des hommes dont l'insertion sur le marché du travail se marie avec les années d'expansion d'après-guerre. Ils connaissent tous, une augmentation de leur pouvoir d'achat, une amélioration de leur style de vie. Les conditions dans lesquelles ils ont commencé à travailler leur semblent toujours quelque peu archaïques. Lorsqu'ils parlent du passé, ils en parlent comme de ce temps où la vie était beaucoup plus pénible, beaucoup moins facile.

Pour plusieurs, surtout chez les ouvriers retraités et plus particulièrement parmi ceux qui proviennent de petites localités, l'enfance est vécue dans la pauvreté, la simplicité, mais aussi dans un climat de solidarité familiale. Il y a souvent une forme d'équilibre entre le travail à la ferme et celui à l'extérieur, entre les travaux des plus petits et la contribution économique des plus grands au mieux-être des leurs. Il y a les départs pour les longs séjours en forêt ; enfin il y a la rentrée à l'usine. Lorsqu'on parle de ce temps, on le fait comme s'il s'agissait tout à fait d'un autre monde. La vie était dure, certes y avait-il des moments de bonheur, mais tout cela avait peu à voir avec les facilités d'aujourd'hui. Ces ouvriers se sont battus pour leurs acquis. Ils ont connu les petits salaires et, à travers leurs luttes, les augmentations régulières. Ces hommes aiment nous parler du passé et surtout nous faire percevoir tout le chemin parcouru depuis. Comme si ce parcours devait témoigner, en bonne partie, du sens de leur vie. Lorsqu'ils entrèrent à l'usine, ils gagnaient tant de l'heure ; aujourd'hui « les gars gagnent vingt fois ce salaire ». Il y a bien sûr le coût de la vie, l'inflation, malgré tout ils sont persuadés qu'il y a eu, pour les ouvriers, une amélioration très significative des conditions d'existence. Ils se sentent un peu les artisans de tout cela. Par leur travail d'abord, mais aussi leurs luttes. À Microcité, les syndicats des années quarante et cinquante n'ont rien de révolutionnaire ; ils exigent à tout le moins le respect de l'ouvrier. Ils sont pragmatiques.

À plusieurs égards, sur le plan du travail, de la carrière, le récit de ce cadre canadien-français que nous avons rencontré rappelle malgré tout celui des ouvriers

Dégagé entièrement du travail domestique, grâce à son épouse, il consacre son temps et son talent à l'emploi d'une multinationale. Il y voit progresser l'entreprise par le développement de nouvelles technologies de production, la transformation des méthodes de gestion, la création de nouveaux produits. Il se réjouit des astuces et performances de son entreprise et lorsqu'elle passe entre les mains des Américains, il y perçoit la reconnaissance de leurs qualités et l'occasion de relever de nouveaux défis. Que ce soit lorsqu'il nous entretient de la composition d'un gaz, des matériaux et des particularités de tel produit, des capacités inouïes de telle machinerie, il réussit à transmettre son enthousiasme sur toutes ces questions. Fasciné par le savoir et toutes les astuces qu'il aura fallu pour réussir à créer et mettre sur le marché tel papier d'emballage, conscient des qualités inusitées et surprenantes de ce produit, notre cadre témoigne ainsi de son appartenance à une société toujours à la recherche de nouveaux produits, de nouveaux marchés, de nouvelles efficacités. Il adhère foncièrement aux défis et enjeux de son entreprise, il en est partie prenante, il en est, dans le sens fort du terme, un véritable allié.

Dans sa tendre jeunesse, comme plusieurs ouvriers, bien que dans un contexte différent, ce cadre aura aussi perçu la misère. Son père, un industriel relativement prospère, a un terrible accident de travail. Très mal couvert par les assurances, la famille de sept enfants se retrouve, pendant près d'un an, pratiquement sans aucun revenu :

Je devais avoir seize ans. Cela a été plutôt catastrophique. C'était en 1931.

Le crash de 29 avait eu lieu et, avec un petit décalage, on s'en ressentait encore. D'ailleurs, le premier ouvrage que mon père a effectué une fois complètement rétabli, a été de distribuer des bons pour le bien-être. Ces bons prévoyaient 1 \$ par semaine pour un adulte, et 0,80 \$ pour un enfant ! Nous avons été près de la misère. Les enfants, dès que cela fut possible, nous avons travaillé : camelot ; commissionnaire pour une épicerie, une boucherie... À dix-neuf ans, j'ai décidé de travailler pour de bon. Je suis entré comme caissier chez un marchand d'automobiles - ça me donnait 7 \$ par semaine. La grande majorité était pour la maison. Je gardais peut-être 1 \$.

Provenant d'un milieu urbain, issus d'un contexte de pauvreté relevant davantage de la fatalité, du malheur qui s'abat subitement sur des gens, que de la pauvreté ordinaire, structurelle pourrait-on dire, ses frères et sœurs seront aussi appelés à mettre très tôt la main à la pâte. Il rejoint alors le marché du travail et poursuit dorénavant ses études en cours du soir. Il deviendra chimiste mais ne sera jamais ingénieur. Il deviendra cadre mais ne sera jamais directeur. Néanmoins lorsque, de sa retraite, il rappelle sa vie professionnelle, il y a un cheminement, une carrière qui s'en dégage. Il fait des pas en avant, prend de nouvelles responsabilités, relève les défis. Il améliore sa situation tout en ayant l'impression de travailler également à l'amélioration de la vie des autres. Il croit à ce qu'il a fait. Il ne met jamais en doute l'apport de cette entreprise où il a passé plus de

trente ans de sa vie. Il a aussi l'assurance d'avoir contribué à son rayonnement. Son récit, tout comme celui des ouvriers, se greffe sur cette période de croissance d'après guerre. Il se perçoit aussi comme l'un des ses artisans.

Enfin, dans une mesure certaine, ce journaliste que nous avons aussi rencontré est également un homme de ce temps de croissance, d'expansion économique, de ce temps où l'espace nécessaire à la réalisation possible de ses ambitions professionnelles semblait ouvert. « J'étais décidé à devenir un journaliste de carrière, dit-il. » Il prend les moyens pour arriver à ses fins, n'hésite pas à se retrouver en périphérie, cherche à connaître tous les aspects du métier, occupe différentes fonctions, franchit graduellement tous les échelons. Il réfléchit sur sa vie professionnelle en terme de cheminement. Il grandit à travers elle. Elle lui a ouvert des horizons. Il a eu des défis à relever. C'est là, une carrière. On peut imaginer qu'il y a eu, ici et là, quelques accrocs, mais sur le fond demeure une trajectoire ascendante dont il est toujours possible de formuler un sens.

Le cheminement, la progression, voire la carrière, voilà cette dimension qui, liée à la fonction de pourvoyeur, permet tant de similitudes entre l'itinéraire de tous ces hommes. Bien sûr, on sait fort bien que ces hommes de Microcité, qui devaient avoir près de soixante-dix ans au moment de notre enquête, ne sont pas tous des gens de carrière. Il y a inévitablement des inégalités très vives entre ces personnes. Ces inégalités expliquent d'ailleurs en partie l'ampleur des luttes syndicales qui ont aussi animé la cité

Néanmoins, pour cette époque, et cela pour le milieu ouvrier, à défaut de carrière, ne pouvons-nous pas parler tout simplement de progrès dans l'amélioration des conditions de travail et de vie. Cela fut dû en partie aux luttes syndicales mais aussi, peut-être surtout, à la grande productivité des entreprises et à l'ouverture des marchés. La légitimité de revendications ouvrières était forte. Il y avait aussi une grande mobilité professionnelle. Un ouvrier qui passait d'une usine à l'autre connaissait fréquemment un bond fulgurant dans ses conditions d'existence. Ce fut le cas de cet ouvrier plutôt discret qui refuse de se faire enregistrer, encore moins filmer. Après avoir travaillé plusieurs années dans le textile, il décroche un emploi dans une papetière. Aujourd'hui retraité, il nous parle de cet événement, qui date de janvier 1954, comme si c'était hier. Devenu ouvrier du papier aura changé sa vie, lui aura permis d'accéder à un type de confort et de sécurité qu'il n'avait, auparavant, guère imaginé possible.

Pourvoyeurs dans la vie privée, ces hommes qui connaissent le début de leur vie active au cours des années quarante et cinquante se perçoivent d'emblée comme des bâtisseurs de la société industrielle ; ils en sont ses acteurs. Cette société est leur. Ils en écrivent et jouent le scénario. Ils y assument leurs rôles : ouvriers, contremaîtres, cadres concepteurs ou gestionnaires, enfin propriétaires. Ils sont liés à la production de bien-être et, certains plus que d'autres, à la démocratisation de son accès. Ce cheminement, malgré tant de convergences, est inscrit au cœur du grand conflit des sociétés industrielles. Conflit analysé et commenté de mille et une manières et dont les deux principaux antagonistes

demeurent d'une part les propriétaires et gestionnaires des moyens de production, dits aussi la classe capitaliste et la classe dominante et, d'autre part, les propriétaires de leur seule force physique et intellectuelle de travail, ouvriers et salariés, dits aussi la classe ouvrière, la classe dominée ou les classes populaires.

De la grande présence de l'Église catholique

Les Gérin, Miner, Hughes, Rioux, Guindon, Dumont, Moreux et Gold — bref tous ces sociologues, anthropologues, ethnologues et autres catégories de chercheurs qui se sont risqués à commettre en terre québécoise des études de communautés, n'ont-ils pas été fascinés par la grande prépondérance de l'univers religieux¹. Dans les études portant sur le début du siècle jusqu'aux années soixante, l'Église catholique est partout. Commerces et entreprises mis à part², elle exerce en grande partie son hégémonie sur la société civile. Dans la mesure où elle assure le fonctionnement d'institutions à caractère public, cette Église d'avant la Révolution tranquille est aussi un rouage de l'État³. Elle est présente dans les familles, les écoles, les hôpitaux, les services sociaux, les coopératives, les services d'épargne, les syndicats, les loisirs... Par la multiplicité de ses paroisses, elle occupe le territoire. En plus de centaines de milliers de fidèles, elle jouit d'un nombre tout à fait impressionnant de prêtres, de religieuses et de religieux qui consacrent leur vie à son rayonnement⁴. L'Église questionne et conseille les âmes des plus petits aux plus grands. Elle gère les consciences, structure les personnalités, enveloppe le Moi. Le Microcité, du cœur des années quarante et cinquante, reflète encore tout à fait cette ère. C'est pourquoi nous avons osé parler d'Ancien Régime.

La fonction légitimatrice de l'Église

On sera peut-être étonné que nous ayons accordé si peu d'importance, tout au long de nos premiers chapitres, aux pratiques et convictions religieuses des citoyens de Microcité. C'était peut-être là un détour nécessaire afin d'éviter, au départ, d'être écrasé sous le poids de cette institution et de nous retrouver tout à fait incapable de percevoir dans cette cité d'autres réalités. Après tout, si l'Église catholique modèle les choix de la vie privée et en bonne partie de la vie publique, il n'en demeure pas moins qu'elle doit se confronter et être confrontée à d'autres principes et faits qui interpellent aussi les rapports sociaux. L'Église ne dirige et ne contrôle pas entièrement l'économie, la politique, la culture. Si « Dieu est partout et qu'Il a regard sur tout », l'Église, quant à elle, malgré toutes ses offensives, doit se contenter d'un rôle légèrement plus effacé. En fait, elle n'est peut-être pas partout mais à de nombreux endroits à la fois. À Microcité, ceux qui échappent à son diktat sont pratiquement essentiellement des protestants ou des marginaux. Plus de 97 % des citoyens sont baptisés et catholiques pratiquants⁵. La pratique religieuse, pour la majorité d'entre eux, n'est pas minimale. Elle comprend l'assistance assidue aux célébrations liturgiques, la pratique régulière du sacrement du pardon, les prières, les jeûnes, les pèlerinages.. Nous sommes encore tout près de l'univers de *Saint-Denis : un village québécois* de Miner et tout à fait dans celui du Microcité d'Everett C. Hughes : « En outre des nombreuses messes du dimanche, rappelle ce dernier dans *Rencontre de deux mondes*, des messes spéciales sont dites durant la semaine et aux jours d'obligation

et à des heures spéciales pour accommoder les gens revenant du travail de nuit ou se rendant travailler dans les usines de bonne heure le matin.⁶ »

Le catholicisme se fait ici le référent culturel dominant explicitement et implicitement tous les autres modèles culturels. Il structure la pensée et l'agir. Il permet de trancher entre le bien et le mal. Il marque la société des temps de l'année liturgique ; il ponctue la semaine et la vie quotidienne. À cette époque, il est impensable de ne pas « assister à la messe dominicale ». On s'y rend d'ailleurs régulièrement en semaine. On y communie. On se confesse, généralement, sur une base mensuelle. Le vendredi, on « fait maigre ». La religion influe et règle le désir amoureux, le mariage, la procréation, les devoirs parentaux, les responsabilités de la « reine du foyer », du père « pourvoyeur », enfin aussi les attitudes des enfants à l'égard de leurs parents.

L'Église catholique encadre, organise. Elle jouit d'une pléiade d'organisations et de mouvements pour garçons et filles, adolescents et adolescentes, hommes et femmes, travailleurs et bons bourgeois. Un prêtre nous raconte son enfance. Fils de boulanger, il provient d'une famille très modeste :

Comme tous les petits gars de mon âge, j'ai été servant de messe. Le curé, j'imagine, avait décelé chez moi des capacités de faire des études et, éventuellement, de devenir prêtre. J'avais fait partie des louveteaux, des

scouts, de la Croisade eucharistique, du club des jeunes naturalistes. C'était très répandu, à la petite école, d'être lié à tous ces mouvements. Il y avait des promotions. Religieuses et religieux nous encadraient. C'était le temps où on pouvait retrouver plusieurs vicaires par paroisse. C'est dire qu'il y avait quand même un soutien à la vie de famille.

Dans l'Église, quelle que soit sa provenance sociale, on finit toujours par trouver une place. De la naissance à la mort, elle est là pour tous les grands rites d'initiation et de passage. Elle fournit les repères du passé et du devenir. Elle n'est pas nécessairement rétrograde, passéiste, tout à fait retournée sur la société paysanne et traditionnelle. Elle est traversée de tendances, de débats. Certains catholiques sont plus libéraux que d'autres. Mais de manière générale, surtout à Microcité, les conservateurs tiennent le haut du pavé. De fait, au cours de ces années quarante et cinquante, l'Église évolue, s'adapte. Elle s'installe au cœur de la société industrielle. Elle a ses syndicats. Ceux-ci, issus du début du siècle⁷, deviendront tout au long de cette époque plus tumultueux, plus combatifs. De nouveaux leaders émergent. Ils sont radicaux, modernes et forment les tendances progressistes du mouvement ouvrier, du mouvement coopératif et des mouvements de jeunesse. L'Église de cette époque n'est pas une institution de vieillards mais tout autant, sinon davantage, aussi de jeunes. Elle se renouvelle sans cesse. Des centaines de prêtres, religieux et religieuses sont dans la vingtaine et la jeune trentaine. Dans les séminaires, les collèges et les couvents, on cherche à recruter les meilleurs étudiants et étudiantes, pas

nécessairement les plus dociles, pour les inciter à la vie religieuse. Le prêtre que nous avons déjà rencontré, poursuit son récit :

C'est vers la fin de mon cours classique que l'idée d'entrer au Grand séminaire me traversa sérieusement l'esprit. Au cours de mes études, j'avais poursuivi bien des engagements. Il y avait la J.E.C. (Jeunesse Étudiante Catholique). J'en ai été membre, puis parmi les responsables. Je faisais aussi du théâtre. Je pratiquais certains sports mais n'étais pas tellement impliqué dans les équipes de hockey. J'étais préoccupé par le sort des autres. Dans mon cheminement, j'étais accompagné par un directeur spirituel. Si je n'avais pas choisi d'être prêtre, j'aurais aimé poursuivre des études en droit, devenir avocat. Je me voyais plaider à la Cour. J'ai toujours été très sensible aux questions de justice. Et encore aujourd'hui, quand j'entends dire qu'une injustice flagrante est commise quelque part, ça ne me laisse jamais indifférent.

L'Église catholique de Microcité n'est pas que coercitive et répressive. Et c'est dans la mesure où elle n'est pas que cela qu'elle arrive à sauvegarder, dans ces années de croissance et de modernisation d'après-guerre, une forte légitimité⁸. La multiplication de ses institutions (paroisses, hôpitaux, séminaires, collèges...), de ses mouvements, organisations et groupes de toutes sortes, de ses nombreux organes d'information (revues,

journaux ..), en fait un lieu dont les enjeux sont assez nombreux pour canaliser de multiples regards sur des réalités communes et permettre ainsi l'affirmation de points de vues opposés. Règnent finalement, sous une cohésion morale et sociale très forte, certaines formes de liberté.

Cette société n'est pas totalitaire. Elle est démocratique dans ses fondements politiques. Microcité est au cœur d'un État de droit où les libertés politiques fondamentales, bien que souvent malmenées, sont de mise. Mais cette société est aussi monolithique. Des liens très étroits se tissent entre des légitimations, des valeurs et des normes. La religion noue en bonne partie ces liens. Elle permet d'appuyer « au plan du raisonnable les valeurs et les normes ». Elle devient « une institution-clé pour l'intégration de la société civile » :

Dans cet environnement, la religion, qu'elle le veuille ou non, bénéficie d'un monopole de fait comme base de la cohésion sociale, comme organisatrice des rites et comme système de légitimation. En outre, la propension à une religion unique est très grande dans une telle société qui a besoin pour survivre d'une intégration et d'une homogénéité culturelle très forte...⁹

Microcité apparaît ainsi comme un produit de ce compromis historique qui existe depuis la Confédération. Elle est, comme société civile, une forme d'achèvement de ce

qu'avaient pu, à ce moment, penser aménager les autorités ecclésiastiques. À l'égard des Canadiens français, tout ce qui relève de l'éducation est encore sous le contrôle de l'Église. Cela sans mentionner ses nombreux empiétements dans d'autres domaines. Elle est le maître d'œuvre de la morale. Elle a une force d'intégration sociale fulgurante. On conteste ses actions mais jamais ses fondements, voire sa mission. Cela semble unanime dans toutes les discussions, récits de vie, entrevues que nous menons sur cette époque. Tous nos interlocuteurs et interlocutrices soulignent à quel point le modèle religieux a façonné leur existence, jusqu'aux frontières les plus privées de l'intimité. L'Église est alors l'un des principaux facteurs structurant non seulement la communauté mais également la personnalité canadienne-française. Elle assume le « rôle d'instance légitimatrice », pour reprendre cette expression de Rémy, Voyé et Servais :

Ce rôle d'instance légitimatrice que peut ainsi jouer une Église place dès lors celle-ci dans une position de pouvoir puisque c'est elle qui est chargée d'assurer une condition de base de l'intégration sociale. D'autre part, ce rôle risque souvent aussi de lui faire mettre l'accent sur les signes extérieurs de religiosité plutôt que sur une intériorisation profonde ; parce qu'ils sont observables ces signes sont en effet contrôlables par le corps ecclésiastique qui tend dès lors à les imposer comme des éléments essentiels à lire en termes de valeurs¹⁰.

En fait, lorsqu'on nous raconte les faits et gestes quotidiens du Microcité des années quarante et cinquante, on met souvent l'accent sur ce rigorisme plutôt excessif, sinon obsessionnel, révélé par tous ces signes observables et contrôlables par des religieux, religieuses ou simples « bigotes » qui cherchent parfois à les imposer comme des « éléments essentiels à lire en termes de valeurs ». Dans les paroisses, dans le voisinage, on scrute la présence aux offices religieux, la participation à différents regroupements paroissiaux ou diocésains, les fréquentations des jeunes gens et, bien sûr, les bonnes mœurs des gens mariés. Ces excès ne viennent pas nécessairement mettre en doute la légitimité de l'Église cela dans la mesure où ils sont fréquemment la risée non seulement d'autres catholiques mais également d'autres religieux et religieuses plus ouverts aux signes des temps. Ceux-ci se définissent d'ailleurs eux-mêmes comme étant « plus modernes ». Ce sera parfois le cas de prêtres, religieux et religieuses enseignant les sciences, les arts, la littérature, l'histoire ou d'aumôniers affectés aux réseaux des jeunes étudiantes ou ouvrières, des coopératives et des syndicats.

Bref, tous ces excès ne sont pas nécessairement vécus comme une terrible contrainte venant de l'extérieur. Parlons plutôt d'intégration. Comme si cela était à la limite nécessaire à la vie sociale, comme nous le rappellent d'ailleurs Rémy, Voyé et Servais : « Toute société a ainsi ses zones de contraintes qui, loin d'être perçues comme répressives, apparaissent comme un support promotionnel¹¹. » Dans la mesure où l'Église et la Foi sont pour les gens de Microcité des lieux et formes d'identification, le rigorisme

religieux peut effectivement apparaître comme un « support promotionnel » de l'appartenance à la communauté. « L'Église, incarnation de la nation », je reprends cette formulation d'Hubert Guindon, par sa cohésion et sa légitimation représente encore à cette époque une force d'intégration très forte pour la très grande majorité des citoyens de la cité.

De l'intégration de masse

À Microcité, le triangle travail-famille-religion se fonde comme la pierre angulaire de cette société industrielle. Chacun de ces éléments s'additionne aux autres pour fortifier sa capacité d'intégration. Et bien que nous soyons encore très loin de son apogée, émerge petit à petit, l'univers du consommateur¹. De manière furtive, n'arrivera-t-il pas finalement, comme modèle d'intégration de masse, à se substituer, en partie du moins, à l'univers religieux ?

Si, comme nous l'avons démontré dans un chapitre précédent, la division sociale du travail est stricte entre homme et femme, il faut aussi souligner que l'intégration des deux sexes à ce modèle est très forte. Les hommes de Microcité, dans les années quarante et cinquante, sont massivement intégrés au travail salarié. Les femmes le sont massivement au travail ménager. Il y a des exceptions, mais c'est la règle. Et cette règle, un peu à la manière des pratiques religieuses - elle les recoupe aussi en quelque sorte - n'est pas vécue essentiellement sous l'effet de la contrainte. Au début de la vingtaine, le jeune homme aspire à trouver un bon emploi pour fonder une famille. La jeune femme aspire à être une mère aimante au cœur d'un foyer uni. Tout cela est de l'univers du

possible. Les emplois sont nombreux ; il y a fort peu de chômage. Les hommes arrivent à se placer. Les femmes arrivent à se trouver « des maris capables de les faire vivre » C'est ce qu'on valorise socialement et religieusement, aussi intimement. Il y a peu de conflits ouverts entre le Je et le Moi. Il y a peu de conflits ouverts entre les aspirations individuelles et les valeurs collectives. Cela permet, une intégration de masse derrière les modèles culturels dominants. Ce qui ne signifie pas qu'il n'y a pas quelques ratés, des malaises, des manques, mais que ces conduites différentes émergent sur une scène sociale où la cohésion des orientations culturelles du travail, de la famille et de la religion est forte. Ces conduites apparaissent plutôt comme des manifestations marginales, ce qui, de fait, n'en est pas nécessairement le cas. Voilà pourquoi on les traite aussi de « dysfonctionnelles », considérant comme « fonctionnelles » les conduites dominantes²

La religion, le travail et la famille comme modèles culturels, prolongent, bien que de manières différentes, des formes anciennes d'intégration de masse. Bien sûr, dans cet après-guerre, sommes-nous passés, depuis déjà un bon moment, de la société paysanne à la société industrielle, de la parentèle à la famille nucléaire. Cela représente des modifications considérables par rapport à la vie des communautés traditionnelles. Plus nous avançons dans notre réflexion et plus l'expression d'Ancien régime que nous avons utilisée paraît paradoxale, sans doute même déplacée. Mais, ne serait-ce que pour démarquer cette époque de celle qui suivra, nous la maintenons. Elle a l'avantage de mettre en évidence la très grande place encore prise par l'univers religieux dans la vie

quotidienne de Microcité. Ce en quoi, cet Ancien régime se distingue de l'autre, se fait par l'emprise de plus en plus grande de l'univers de la consommation. Automobiles, cuisinières électriques, réfrigérateurs, postes de radio et téléviseurs se répandent, au cours des années cinquante, comme une traînée de poudre. Ils deviennent des acquis de plus en plus communs au sein des familles ouvrières. L'accès à la propriété familiale devient possible. Désormais, on peut souhaiter avoir un jour « un petit chez-soi »³. On voit poindre de nouvelles paroisses, de nouveaux quartiers. On construit beaucoup. On développe les « coteaux ». La ville s'agrandit. Des banlieues surgissent en proche périphérie. Des villages se voient associés de plus en plus aux emplois, activités et genres de vie des citadins. À la satisfaction des besoins de première nécessité, s'ajoutent de nouveaux besoins. Se procurer ce que l'on aime, ce que l'on désire devient un leitmotiv. La publicité règne déjà dans un monde de plus en plus médiatisé. On s'adresse à tous les milieux, on fait miroiter le bonheur à travers l'acquisition de biens de toutes sortes. Le confort prend, petit à petit, une connotation de masse, il participe aussi, à sa manière, à l'intégration de masse. Et cela semble accessible à toutes les familles qui n'ont pas été frappées par un grand malheur.

La dureté de la misère

Au cœur de cet après-guerre, dans cette société en pleine expansion, on retrouve toutefois toujours des familles confinées à une extrême pauvreté, à une très grande marginalité. Et si pour Microcité, comme processus sociaux marquants de cette époque, nous partons de cohésion et d'intégration de masse, il nous faut aussi reconnaître que les formes d'exclusion y sont vécues très durement. Exclus, on s'enfonce dans une misère économique et culturelle sans rémission possible. On habite des quartiers géographiquement et socialement très démarqués.

Nous sommes venus habiter Notre-Dame de-la-Paix. Le chanoine Moreau en était le curé. Quand nous sommes arrivés là, il n'y avait pas encore de chemins... La petite chapelle était dans le bois. Dans la famille, j'étais le deuxième. Il y avait Georges, l'aîné, infirme depuis qu'il avait été frappé par une automobile ; puis il y avait ma sœur. Après, il y a eu une autre sœur qui est morte à dix-huit mois d'une paralysie cérébrale, à l'époque on appelait ça une paralysie infantile. Ma mère a été malade. Elle a eu des enfants avant terme, ils sont décédés. Elle a eu des jumeaux aussi. Après ça, il y a eu Michel, puis André qui est mort, à dix ans, brûlé vif comme une torche humaine en voulant allumer la fournaise. Deux ans après la naissance d'André, il y a eu Carmen, la dernière. Il y avait aussi une autre fille que ma

mère avait prise parce que ma tante n'en voulait pas. Ma mère a dit à ma tante : « tant qu'à la laisser à n'importe qui, laisse-moi la. »

Dans la maison, chez nous, il n'y avait pas de portes. Des rideaux servaient de séparation pour la chambre des parents. Nous autres les jeunes, on n'avait rien, tout était ouvert. Les lits étaient faits avec des « deux par quatre » et on avait des matelas de plumes que des oncles et des tantes nous avaient donnés parce qu'ils n'en voulaient plus.

Mon père passait pas mal d'une job à l'autre. Les raisons ? On avait des doutes. Il aimait bien prendre un petit verre. Mais est-ce que c'est réellement ça ? Je sais qu'il s'est fait mettre dehors d'un moulin à papier parce qu'il avait un « 40 onces » sur lui. Il a dit qu'il a été le chercher pour un boss. Moi, je ne le sais pas. Je sais qu'il en prenait mais je ne l'ai jamais vu sur la job... parce que je ne le suivais pas.

C'était pas tout le monde qui avait le courant électrique. Moi je me rappelle qu'on avait une grosse batterie... La radio était branchée là-dessus. Et à la radio, à sept heures le soir, c'était *Le chapelet en famille*. C'était obligatoire de se mettre à genoux et de dire le chapelet. Il fallait être à la maison à l'heure précise. S'il y avait du monde, ils faisaient comme nous

autres. C'était à tous les soirs. Et dans le coin, chez la plupart des voisins, c'était la même chose.

Ce témoignage traduit fidèlement les conditions d'existence des familles les plus pauvres de Microcité. Dans cet après-guerre, ce n'est pas tant le manque de travail que la maladie, les accidents, les comportements déviants et une forte progéniture qui conduisent à la misère. Il y a peu d'aide ou de services sociaux. À toute fin pratique, l'Église est encore ici un soutien plus efficace que l'État. Pour ces milieux, l'Église est la base de l'intégration sociale. Elle demeure le référent moral. On aura beau prendre quelques distances envers elle, on y revient toujours. Il y a des prêtres, des religieux et des religieuses au service des pauvres. Certains sont pratiquement considérés comme des saints. Et parmi eux, se retrouvent souvent les critiques les plus acerbes de la société.

Enfin, si cette époque est caractérisée par une forte cohésion et intégration de masse à des orientations culturelles dominantes, il n'en demeure pas moins qu'elle est aussi l'objet de malaises et conflits sociaux. Malaises face à cette grande pauvreté dont sont victimes de nombreuses familles cantonnées dans de véritables bidonvilles, malaises également devant tant d'inégalités sociales : inégalités de revenus bien sûr, mais inégalités également quant à la santé, l'éducation, la culture. Malaises, enfin, face à ce rigorisme religieux tous azimuts qui règne avec tant d'assurance et d'éclat. Vers la fin des années cinquante, un besoin de réformes se fait sentir. L'ascendance de l'Église sur la société

civile et l'État fait l'objet de critiques sévères dont les plus corrosives proviennent souvent de l'intérieur de ses propres murs. La collusion politique entre hommes d'Église et hommes d'État est dénoncée. Les systèmes d'éducation, de santé et de services sociaux, plus ou moins sous la tutelle de l'Église, sont considérés comme rétrogrades et inadéquats. On scrute davantage ce qui se fait à l'extérieur du Canada français. S'installe un climat de remise en question de certains fondements de l'Ancien régime. Cela se passe surtout dans la région de Montréal, mais affecte toutes les régions du Québec. Même Microcité, chef-lieu du conservatisme, n'échappe pas à ce vent de « modernisme ».

Troisième partie
L'ÈRE DES RUPTURES

Présentation de l'Ère des ruptures

On a tellement écrit sur la société québécoise des années soixante et soixante-dix que nous voilà, au tout début de cette troisième partie, L'Ère des ruptures, habité par un terrible vertige. Car enfin, que peut-on ajouter à tous ces propos et analyses de chercheurs et essayistes qui ont scruté avec acharnement et minutie tant de mutations : développement d'un État moderne et affirmation d'un nouveau nationalisme , emprise des classes moyennes ; déclin de l'Église ; conflits de valeurs et de générations ; radicalisation des luttes populaires et émergence de nouveaux mouvements sociaux. Les sciences sociales québécoises prennent leur élan véritable avec la Révolution tranquille et ses années de réalisations et de tumultes. Économistes, politologues, sociologues en sont non seulement analystes mais aussi acteurs. Ils sont de tous ses combats. C'est à eux que revient la tâche d'explicitier les raisons et orientations de ces chambardements. Ils sont porteurs de sens. Cela, bien sûr, ne se fait pas du jour au lendemain. Déjà, vers la fin de l'Ancien régime, ils se positionnent en critiques virulents de l'ordre établi. Les mouvements d'opposition sont nourris de leurs pensées¹. Professeurs, chercheurs et cadres, comme spécialistes des sciences sociales, s'imposent en *designers* d'une urgente modernité, de cette modernité dont la perte de légitimité de l'ordre ancien est devenue nécessaire à son propre

développement. Démocratie, progrès, laïcisation, nationalisation, plus tardivement, contestation deviennent les mots clés de cette époque. Mais si elle se particularise par la teneur de ses débats et l'urgence de ses réformes, la société québécoise suit toutefois les grandes tendances qui se dessinent dans plusieurs pays d'Occident : progression continue et contenue de l'État-providence². Les années soixante seront celles du développement et de la démocratisation de l'éducation, des services de santé et des services sociaux ; elles manifesteront également une volonté plus grande de l'État de s'imposer comme agent économique de premier plan. Les années soixante-dix prolongeront ces tendances ; elles seront cependant traversées de conflits plus aigus sur leur rythme et sens et sur le rôle que devraient y jouer de grands acteurs sociaux. Les nationalistes font du Québec le lieu d'affirmation de l'État-nation ; les syndicalistes font de la classe laborieuse la pierre angulaire d'un nouveau projet de société ; la jeunesse fait du « peace and love » le garant d'une nouvelle époque. Les femmes revendiquent leur droit au travail salarié et un nouveau partage des responsabilités familiales. Le patronat demeure tenace mais aussi discret. Les temps sont plutôt à l'anti-impérialisme, à l'anti-capitalisme. Nous sommes encore loin de l'encensement tous azimuts de l'entrepreneurship. L'Église, quant à elle, critiquée pour ses nombreux excès et son pouvoir démesuré sur les institutions et la culture, se retourne vers la vie privée et recouvre « sa fonction première, sa véritable mission ». Sans doute la sensibilité œcuménique qui accompagne ces temps nouveaux aura-t-elle facilité cette initiative³.

L'Ère des ruptures, l'expression ne s'impose pas tant par son originalité, voire même sa rigueur, que par la signification qui s'en dégage. En fait, si ces décennies furent l'objet de transformations profondes, elles s'inscrivent également dans une certaine continuité. Les fondements de l'économie capitaliste, la configuration politique du Canada, le développement de la société de consommation sont des réalités qui marquent tout autant les années soixante et soixante-dix que les décennies précédentes. Ce qui change, ce sont les appréhensions qu'on se fait d'elles. Cette époque ouvre sur de grands questionnements. Il y a mise en doute puis ruptures avec nombre de consensus, de conventions, de légitimités. Certes, cela se passe un peu partout en Occident, en Amérique, mais l'ampleur et la rapidité de ces remises en question affectent de manière singulière la société québécoise.

À l'image du Québec, Microcité est transformée par la Révolution tranquille. La modernisation de l'État entraîne une forte croissance du secteur tertiaire au point où, à la fin des années soixante-dix, la majorité de la main-d'œuvre s'y retrouve⁴. La construction de polyvalentes et la mise sur pied du Cégep et de l'Université ont des conséquences significatives sur les types d'emplois et les genres de vie. Commerces, institutions financières, services sociaux et services personnalisés de toutes sortes prennent une rapide expansion. Les femmes investissent plus massivement le marché du travail. Les filles et garçons des classes moyennes et des milieux populaires ont davantage accès aux études post-secondaires⁵.

Des valeurs, des besoins et des modes d'existence sont bouleversés. Là où la portée de tous ces changements devient la plus significative, c'est dans la remise en question de modèles culturels dominants. À Microcité, les espaces de la vie privée tout autant que ceux de la vie publique sont touchés. Amour, famille, travail et religion, ces quatre thèmes que nous avons privilégiés au cours de notre enquête, sont frappés de front. Conflits, perte de sens ou émergence de nouvelles légitimités n'épargnent personne. Voilà pourquoi nous parlons de l'Ère des ruptures. Ruptures très répandues et touchant pratiquement tous les milieux sociaux, les institutions, les individus. Ruptures avec des modèles culturels dominants, c'est-à-dire des ensembles « de contenus, plus ou moins explicites, à partir desquels se repère ce qui est bien, ce qui vaut la peine, ce qui revêt un certain poids de normalité »⁶.

Dans l'Ère des ruptures, nous mettons plus particulièrement l'accent sur les brisures, les remises en question de modèles culturels qui ont tant et si bien façonné la grande conformité qui régnait encore sur Microcité à la fin des années cinquante. En pointant les discours et pratiques d'acteurs tant individuels que collectifs qui ont vécu cette époque, nous serons mieux en mesure de percevoir comment et pourquoi ces modèles culturels, ces « images guides » qui permettaient de lire les réalités et d'indiquer les voies à suivre pour « faire comme tout le monde », ont pu être ébranlés à ce point.

De l'indissolubilité du mariage à l'amour libre

Nous l'avons déjà abondamment illustré : tout au cours des années quarante et cinquante, l'amour romantique, entre un homme et une femme célibataires ou veufs, jouit d'une légitimité de masse. Tout mariage, qui n'est pas « le fruit d'un grand amour », mérite suspicion. Le désir de l'autre et sa réciprocité deviennent la forme générale de régulation de l'amour naissant. Tout se joue encore sous la gouverne de l'Église. Mais voilà que, tout au long des années soixante et soixante-dix, le désir amoureux transcende les préceptes religieux, sa légitimité est plus forte que leurs consignes. Les récits amoureux annoncent une ère où l'expression du sentiment amoureux est plus que jamais l'affirmation du désir et de la liberté. Une ère où la beauté et la splendeur de ce sentiment perdent leur signification dès que ce désir, cette liberté s'essouffent, s'égarent dans les méandres de l'ennui, de l'indifférence et du mensonge. Mieux vaut se distancer ou rompre, vivre seul que d'hiverner avec celui ou celle qu'on n'aime plus, qui ne vous aime plus. L'exigence d'authenticité supplante ici celle du devoir. Non pas tant qu'on refuse le toujours et craint l'engagement, mais parce qu'on croit que sans la vivacité et la présence du désir et du libre cheminement dont il est la quête, ce toujours et cet engagement ne sont plus que renoncement ou pis encore : lâcheté et hypocrisie. Petit à petit s'incruste, au cœur même

de Microcité, une nouvelle légitimité amoureuse. Elle est fort minoritaire, par contre subversive. Chez les jeunes adultes, elle sera explosive, irréversible et touchera finalement tous les milieux sociaux. Cette éthique n'a plus tant à se soumettre aux regards de Dieu, de l'Église, des parents, du voisinage mais à l'audace et à la capacité de vivre avec transparence et ardeur ses propres sentiments. Ces sentiments prennent forme davantage dans des valeurs et des projets singuliers, subjectivisés à l'extrême. L'amour n'a plus seulement à voir avec le mariage ; non pas tellement parce qu'on ne croit plus à la jonction des deux, mais parce qu'on a déjà perçu de grands amours sans mariage et qu'on a trop connu des gens mariés sans amour pour que le vieil adage tienne toujours. Bien sûr, pour ceux qui s'aiment, le mariage, dans la mesure où il témoigne d'un engagement réciproque et d'une volonté de durée, garde une grande signification. Dans ce sens, rien d'étonnant à ce qu'on se marie toujours. Le nouveau romantisme ne méprise pas cette symbolique ; il y adhère, y perçoit une manifestation éclatante du vœu de vivre ensemble « à jamais et pour toujours ». Ce qu'il refuse, c'est la contrainte qu'il contient lorsqu'il semble se jouer sur un plateau sans amour. Il devient alors plus honnête de le « casser » que de tenter de le sauver en porte-à-faux. Un tel mariage est vécu comme une contrainte, une formalité insoutenable.

De la bohème au ministère de la Famille

Ex-bohème, ex-prof de philo, ex-député, ex-ministre de la Famille devenu sur le tard père de famille, cet homme fait le récit de ses études, ses amours, son travail.. Il a repris depuis quelques années son poste d'administrateur à l'Université et consacre, pour le moment, le plus clair de son temps libre « à sa petite famille ». Enfant de la guerre, il n'a pas encore cinquante ans au moment de l'entrevue. Il tient un discours amoureux, religieux et même laborieux fort différent de celles et ceux qui l'ont précédé. Son récit de vie en témoigne, surtout à partir de ses vingt ans, de cet âge où s'amorcent de grandes ruptures avec une certaine vision du monde, avec les modèles culturels dominants et tenaces qui l'ont vu naître et grandir. Au cœur de notre enquête, il fait poindre cette nouvelle ère. Il en est de ses initiateurs. De la manière d'aimer et de se reproduire, il aura été, à Microcité, parmi les précurseurs de nouveaux discours, de nouvelles pratiques.

Juste avant la toute fin de son cours classique, il est remercié par les autorités du petit séminaire de Microcité, pour des raisons idéologiques. Il part pour Montréal étudier la philosophie. À peine bachelier, il enseigne au moment où se forme au Québec le réseau des Cégeps. Une année à Vaudreuil, une autre à Baie-Comeau. Il se marie à Vaudreuil ; après Baie-Comeau, il est déjà séparé. « Un peu à la manière de tous les gens de ma génération », confie-t-il en souriant. À Baie-Comeau, il tombe amoureux d'une jeune Française. Elle enseigne dans un autre collège. Puis il prend une année sabbatique, « une

sabbatique avant le temps, une sabbatique que nous nous donnions nous-mêmes ». Il part pour les États-Unis. Quelques mois plus tard, sa nouvelle amie vient le rejoindre :

C'était la bohème. Ce l'était d'autant plus qu'on ne ressentait pas la pression du travail ou d'autres responsabilités. En décembre, je suis revenu vers Montréal. Et là... je me suis mis à étudier la mécanique automobile. C'est vrai. J'aimais la mécanique ! À l'automne 70, ma nouvelle amie et moi, nous nous installions à Microcité. Il y avait déjà huit ans que j'avais quitté la ville. Elle faisait des études de doctorat. J'ai entrepris des études de maîtrise que j'ai laissé rapidement tomber. L'année suivante, je me suis présenté à un poste d'administrateur à l'Université. Je l'ai obtenu.

Cet amour a duré six ans. C'était une vie de couple, une vie d'amoureux. Nous sommes déménagés dans une campagne environnante. J'avais retapé quelque peu une vieille maison abandonnée depuis une quinzaine d'années. Puis, pour toutes sortes de raisons, nous nous sommes finalement quittés de bonne entente.

Au beau milieu des années soixante-dix, lui qui n'avait jamais songé à la politique active, décide de militer dans un parti. Il travaille dans sa circonscription, agit à tous les niveaux. À peine impliqué, il rencontre une autre femme qui deviendra sa nouvelle

compagne. Un peu plus d'un an après avoir fait connaissance, ils ont un premier enfant. Et 364 jours après ce garçon, ils ont une petite fille ! Il y a à peine quelques décennies il eût été tout à fait impensable, du moins à Microcité et ses environs, qu'un individu, au passé amoureux officiellement si chargé, puisse se retrouver un jour député, encore moins ministre de la Famille. C'est pourtant ce qui arrive, ultérieurement, à notre interlocuteur. Cela illustre à quel point les décennies soixante et soixante-dix modifieront en profondeur des mentalités. Elles auront réussi à faire considérer comme tout à fait normal, ce qui, il y a peu de temps encore, eût été véritablement scandaleux¹. Comment put s'effectuer un tel changement de mentalités ? Par l'effondrement de la légitimité de points de repères moraux et leur substitution par de nouveaux points de repères, finalement, tout aussi moraux. Mais comment expliquer cet effondrement et cette substitution ?

Au cours de son récit, notre interlocuteur s'étend très peu sur les raisons qui ont pu mener à l'échec de telle ou telle relation. D'ailleurs, sans doute envoûtés par autant de simplicité, nous ne fouillons pas la question. Tout se passe comme si cela allait de soi. Un homme et une femme se rencontrent, éprouvent le besoin de se revoir, se fréquentent, se désirent, s'aiment, projettent de vivre ensemble, le font un bon nombre d'années puis, « pour toutes sortes de raisons », finissent plus ou moins tristement, parfois tragiquement, par se quitter. Presque simultanément, ou quelques années plus tard, le plus souvent avec une toute autre personne, le cycle se refait reprenant des étapes quasi similaires. Le scénario qui s'installe se reproduira à moult exemplaires. Au point où il parviendra à être,

à la fin des années soixante-dix, sinon le modèle, du moins le type d'itinéraire presque dominant du modèle. De fait, le modèle culturel est sensiblement le même qu'au cours des décennies précédentes ; par contre son itinéraire varie considérablement. Ce qui émerge c'est le droit, la légitimité de la séparation, du divorce, tous deux corollaires du droit, de la légitimité de tout recommencer². Recommencer pour faire mieux, aller plus loin, se dépasser. Malgré la ressemblance des scénarios, la conviction de pouvoir de nouveau vivre une toute autre relation, un amour enfin véritable, devient très vive. Conviction d'être fidèle à ses propres sentiments ; conviction que ceux-ci ne peuvent être animés que par un souci d'authenticité. Le nouveau cheminement amoureux y prend sa force. Cela représente le côté positif, aussi probable, d'une séparation. Si malaise et culpabilité il y a, c'est plutôt au niveau de celle-ci. Elle est toujours vécue comme un échec. Cet échec sera d'autant plus grand, d'autant plus dramatique qu'on aura tout donné, tout misé dans la relation. C'est là, le côté pathétique de ces nouveaux horizons.

À ses propres yeux, aux yeux de l'autre et des autres, dorénavant, l'échec apparaît comme une éventualité. Autrefois on le cachait, le considérait comme une calamité, le niait et se niait à travers lui pour le surmonter. Cela était plutôt le lot des femmes. Les hommes, eux, fuyaient. On prétextait le travail à l'extérieur. Subterfuge pour camoufler l'échec, pour éviter qu'il soit repéré, que la famille puisse être pointée du doigt. Subterfuge efficace à l'exception des cas désespérés. Là où la séparation devient inévitable, les maux sont lourds : alcoolisme ; violence ; cruauté mentale. Même encore dans ces contextes,

dans les années quarante et cinquante, mis à part les milieux marginaux et fort pauvres, de telles situations parviennent à être tues. L'opprobre social est tellement dévastateur. Mieux vaut feindre une union difficile et malheureuse que reconnaître l'échec et recourir à la séparation, encore moins au divorce. Le mot est synonyme de damnation. Briser les liens sacrés du mariage c'est être exclu à tout jamais de l'Église et, concurremment, de ses liens d'appartenance à la communauté. Cela sous réserve que ces liens se tissent autrement ou qu'émergent, au delà des paroisses, de nouveaux lieux communautaires.

À Microcité, dans les années soixante et soixante-dix, le développement d'un vaste réseau d'études post-secondaires par la mise sur pied du Cégep et de l'Université crée des conditions propices à la formation de nouvelles ressemblances et complicités. Les professeurs, les cadres intermédiaires et les cadres supérieurs se multiplient. Ils sont parfois européens ou proviennent d'autres continents. D'autres sont originaires de différentes régions du Québec et du Canada, souvent de Montréal, métropole déjà beaucoup plus ouverte et pluraliste. Il y a enfin ceux qui, tout en étant natifs de Microcité, ont été formés en partie à l'étranger ou du moins initiés à une culture universitaire de mise en doute et de questionnement. Tous ces gens jouissent d'une grande légitimité intellectuelle, également d'un certain pouvoir moral. Ils se disent souvent existentialistes, agnostiques, même athées. Ils annoncent la mort de Dieu ou tout au moins, la probabilité qu'il y ait d'autres principes organisateurs du monde et de son devenir. Leur vie privée échappe aux tentacules ecclésiales et paroissiales. Ils vivent des situations matrimoniales

et des relations amoureuses passablement différentes des modèles culturels qui ont pu, jusqu'ici, dominer leur voisinage. Instruits, à l'aise économiquement, ils acquièrent un statut privilégié. Nouvelle petite bourgeoisie intellectuelle, ils composent d'abord avec l'ancienne, partagent ses zones de pouvoir et d'influence avant de la détrôner ou, plutôt, qu'elle se détrône d'elle-même³. Penseurs, ils règnent en maîtres et, pour leurs étudiantes et étudiants, professent d'autres manières de vivre. Ils sont garants d'une nouvelle modernité. Non pas tant de celle qui accompagne le développement industriel et l'économie de marché, mais de celle qui témoigne, au cœur de la vie privée, de la sécularisation du monde. Nombreux sont les enseignants qui, membres de communautés religieuses, décident de « quitter leur ordre⁴ ». Cela ne se fait pas par opportunisme mais, plus simplement, parce qu'ils n'arrivent peut-être plus à justifier, à leurs propres yeux, le pourquoi de tant de renoncement. Les fondements de ce renoncement sont ébranlés. Je peux être persuadé de l'existence de Dieu mais je dois reconnaître, autour de moi, que nombreux sont les collègues, les amis, les parents qui mettent cette assurance en doute tout en étant, à bien des égards, tout autant présents, charitables et moraux que moi. S'il fut un temps où la voie religieuse pouvait être celle qui devait permettre, avec le plus de quiétude, l'épanouissement de la vie intellectuelle, cela ne fait plus de sens⁵. Dorénavant, il n'est plus nécessaire de renoncer à ce point à l'œuvre de l'esprit. Les deux peuvent fort bien aller de pair. Quitter la vie religieuse n'a rien de déshonorant, c'est plutôt une forme d'épanouissement. Le « défroqué » n'est guère suspect, c'est celui qui reste qui le devient.

Se crée un véritable climat d'affranchissement, de libération. Des conduites autrefois bannies, condamnées, ont le vent dans les voiles. Ce qui a un effet magique sur les rapports amoureux. Dieu étant mort, l'amour humain devient un lieu d'accomplissement de ce qui reste de son royaume. Cet amour mérite qu'on le réféchisse, qu'on le repense. Les points de repères d'hier apparaissent comme des ornières. Si l'existence de Dieu et tout ce qui l'accompagne ne sont plus des valeurs sûres, ce qui le devient est ce que je ressens du plus profond de « mon être ». Et voilà que cette nouvelle petite bourgeoisie qui aura, avec plus d'élégance que de colère, porté un dur coup au credo de celle qui la précédait, sera conquise par l'affirmation d'un nouveau Je. Un Je dégagé de la lourdeur d'un Moi devenu trop oppresseur. Un Je qui remet beaucoup en cause. Il pose un nouveau regard sur son intimité, son affectivité, sa sexualité. Il est disposé à repenser le monde et son propre monde, à repenser les autres, les rapports sociaux qui les nourrissent et les animent, à repenser les sentiments et les pulsions qui le font vivre. Et ce sont tous ces Je à la recherche de nouveaux Moi qui, tous les soirs dans les cafés et les bars, repartent à la conquête « de leur monde ». Car au cœur de Microcité, à la fin des années soixante et au début des années soixante-dix, cette fraction de classe, qui a conquis une position quasi hégémonique au sein des appareils d'État, a su trouver parmi ces milliers de jeunes ses meilleurs alliés.

De la mère célibataire à l'éternelle amoureuse

Fille d'ouvrier, elle a grandi dans un quartier populaire mais fréquente le Collège des Ursulines, l'institution des jeunes filles de bonnes familles de Micro-Québec. Enfant d'après-guerre, née au début des années cinquante, elle termine ses études secondaires au moment où bon nombre de ces orientations culturelles et morales, qui semblaient jusqu'ici intouchables, sont mises à l'épreuve. Des pans entiers de valeurs et de normes sont interpellés, contestés, contournés, transgressés. Avec elle, si les élans de l'amour romantique sont en quelque sorte le prolongement des états d'âme qui ont aussi habité les femmes des générations précédentes, leur mise en forme connaîtra toutefois de profonds écarts. Au départ, dans la tendre adolescence de cette jeune fille plutôt sentimentale - qui le restera d'ailleurs toujours - et rangée, rien n'annonce ces temps nouveaux qui pourtant émergent petit à petit tout au long de son récit :

Au collège, une institution privée pour filles, c'était nécessaire de montrer qu'on était avancé côté sexualité. Et je semblais être la moins, ou enfin une des moins dégoûtées. C'était évident. Les filles me regardaient comme en se disant : « Elle est nounoune, elle est sainte nitouche ». Effectivement, j'avais une petite vie très rangée : main dans la main, petits baisers. Je les ai scandalisées un peu plus tard quand elles ont su que j'étais enceinte. C'était pas beaucoup plus tard... à 19 ans. À ce moment-là, j'étais au Cégep

J'ai terminé le Cégep enceinte de trois mois. Et ce n'était pas avec un cégepien !

Il fallait avoir 21 ans pour entrer dans un bar. Sauf, c'est évident, qu'à 17, 18 ans les gens y allaient. Il y avait un bar très « in », très coté... Il y avait un peu de tout, même des existentialistes ! J'ai décidé d'y aller avec la carte d'une de mes amies. Elle avait 22 ans. Malgré mes 18 ans, je devais en avoir l'air de 14, mais avec la carte... je passais !

Dans ce fameux bar, il y a un monsieur que l'on appelle « le tombeur de ces dames » Elle se dit : « Ce type a besoin d'une leçon ». Quelques mois plus tard, elle se retrouve enceinte. « Pour la leçon, concluera-t-elle, c'est plutôt moi qui l'ai reçue ! » Elle affirme qu'elle était amoureuse mais ne croit pas qu'il en était de même pour lui. Voilà qu'à Microcité, on discute de la mort de Dieu, de la liberté et de l'angoisse dans un bar et que, dorénavant, l'amour courtois se fond dans l'amour libre. On peut imaginer, notre interlocutrice « tombée enceinte », que cela soit une grande surprise pour « le tombeur de ces dames ». Car là n'est pas la coutume. On parle beaucoup de contraception. La pillule anticonceptionnelle s'impose. Et lorsqu'on se retrouve enceinte, certaines questions commencent à se poser plus ouvertement :

Il m'avait dit : « Si tu veux le garder, ça va. » Cela ne voulait pas dire

grand chose, d'autant plus qu'il avait ajouté : « Si tu veux te faire avorter, je vais trouver des contacts. J'ai répondu : « Je le garde si tu t'impliques » Il devait prendre ses vacances en juillet, aller passer un mois en Europe Avant de partir, il m'a déposée à Montréal devant le bureau d'un médecin qui faisait des avortements. J'ai expliqué mon cas au médecin. Il a commencé à me culpabiliser, à me faire faire un examen de conscience « Je suis prêt à faire cette intervention mais je ne veux pas que tu reviennes l'année prochaine dans le même état. » J'ai rétorqué que c'était loin d'être mon objectif. Je demandais une intervention médicale, pas de morale La discussion a continué sur ce ton. Conclusion : Je suis sortie du bureau, j'ai appelé un taxi et je suis rentrée à Microcité. Quand mon copain est revenu de vacances, il m'a dit : « T'as fait un choix merveilleux. Je t'admire Je t'aime. » Cela a duré vingt-quatre heures !

Qu'une jeune fille célibataire puisse se retrouver accidentellement enceinte, ce n'est pas particulier à cette époque. Cela se passait tout autant du temps de l'Ancien régime, et bien avant. Comme nous le rappelle le maire de Microcité, sexagénaire, dans sa jeunesse, lorsque ça se présentait, c'était vraiment un drame. Les parents ne l'acceptaient pas et « les jeunes filles étaient envoyées on ne sait où ». Dans le récit que nous venons de présenter, la dimension dramatique y est aussi présente. Tout ne se vit pas comme par enchantement Hésitations et déchirements sont de la partie. La jeune femme décide d'interrompre ses

études, part pour Québec, puis convient, suite aux pressions familiales, de revenir à la maison. À ce moment-là, les « filles mères », comme on les appelait, accouchent dans une aile spéciale d'un hôpital. Elle refuse ce cloisonnement, exige d'être logée à l'étage de la maternité et obtient gain de cause. Pendant cette période plus que tourmentée de l'attente et de la naissance de l'enfant, ses parents choisissent de la soutenir plutôt que de la condamner, de la faire vivre plutôt que de la répudier. Cela malgré les cancans de la rue, du quartier et les mauvaises langues des bons milieux. Là où ils innovent, c'est en décidant de faire, publiquement, front commun avec elle. Elle ne sera pas cachée mais hébergée ; l'enfant ne sera pas abandonné pour l'adoption mais gardé à la maison. La convention voulant qu'une « fille mère » quitte son foyer pour aller accoucher, ni vue ni connue, dans une contrée éloignée tout en y laissant le nouveau-né, et ce pour préserver l'honneur de la demoiselle et celui de la famille, sera transgressée. Remise de ses émotions, la jeune femme reprend goût à la vie :

Revenue un peu dans la circulation, je suis tombée amoureuse d'un gars qui avait été mêlé au terrorisme de la première génération. Les années 63... Il a été mon amoureux pendant quelques années... Quel romantique ! Révolutionnaire ! Mais enfin... Cela a été très important d'autant plus que je sortais d'une période difficile, où je n'avais pas été très heureuse. Cette personne-là, que j'ai pourtant perdue de vue par la suite, m'a apporté énormément d'oxygène. J'ai eu l'impression d'être inondée d'affection. Je

m'ouvrais aussi à nouveaux horizons. Ce que j'ai toujours apprécié chez les gens. Au moment où nous nous sommes rencontrés, il n'était plus vraiment militant. Mais à travers nos conversations, j'apprenais, j'avais le goût d'aller plus loin. Notre relation n'était pas d'éducation politique. Je pense que c'était un rapport affectif.

Les itinéraires multiples du néo-romantisme

Ce récit n'est peut-être pas commun à l'ensemble des jeunes de Microcité. Plus spécifiquement, bien sûr, en ce qui a trait à l'attente et la naissance de l'enfant. Mais tout comme celui de notre ex-prof devenu ministre de la Famille, il témoigne néanmoins, en regard des rapports amoureux, du climat de cette époque : une fulgurante remise en question de valeurs et points de repères moraux qui semblaient jusqu'ici, et cela peut-être encore plus particulièrement dans cette cité, absolument intouchables. La jeune femme reprendra finalement la vie d'un bon nombre de gens de son âge, de son niveau de formation : cohabitation avec des pairs, études universitaires, travail plutôt précaire, amours et unions libres. Elle se dira très sentimentale, prête à aller jusqu'au bout d'une relation, prête, éventuellement, à recommencer : « Il y a toujours une personne qui nous attire davantage. » La remarque n'est pas anodine. Elle rappelle le vieux dicton « Un de perdu, dix de retrouvés » ; on l'emploie depuis toujours pour remonter le moral d'une jeune femme ou d'un jeune homme abandonnés par sa bien-aimée ou son bien-aimé. Mais

voilà la différence : cela se disait avant l'établissement d'une relation stable ; jamais après. C'est à partir du moment où le mariage perd son caractère indissoluble que l'idée refait surface pour s'étendre, cette fois, vers de toutes autres clientèles. Il n'est plus question d'âge ni de statut amoureux. Époux, conjoints, et « chums » ; épouses, conjointes et « blondes » : tous peuvent être quittés, remplacés et chacun le sait. Un jeune couple, dont chacun des partenaires avait eu précédemment une relation stable pendant quelques années, se forme sur ce pacte :

Nous nous sommes retrouvés, par un hasard quelconque, sur le bord du fleuve, dans une petite maison qu'un ami nous avait prêtée. Histoire de se rencontrer, de se connaître un peu. De cet événement, il y a une union qui a toujours duré. Nous nous sommes dit : « Les portes sont ouvertes pour entrer. Elles le demeurent pour sortir. » On s'engageait aussi à ce qu'elle demeurent ouvertes si jamais l'autre sortait et avait envie de revenir. Ç'a été notre seul engagement. Nous le mettions entre nos vies ; il y est toujours demeuré.

Ils vivent ensemble quelques années, ont deux enfants, finissent par se marier. Ils en auront un troisième. Au moment où nous les rencontrons, ils sont toujours ensemble. Leur témoignage démontre une multitude de voies possibles et qui semblent souvent tout aussi légitimes les unes que les autres. Émerge comme un pluralisme des parcours

amoureux. Un couple peut se marier en grande pompe, entouré de notables au cœur de la Cathédrale, et ne durer que quelques années. Un autre peut, tout à fait isolément, s'engager l'un envers l'autre et tenir toute la vie. Il y a toujours un modèle amoureux dominant⁶, mais des cheminements variés pour y parvenir. Il y a une rupture entre le modèle et la norme. Le modèle cesse d'être réglementé à outrance. Il est aspiration ; il est ouverture. Il y a place à la réflexion, place à la permissivité, place à la créativité.

La libération de la sexualité, extrêmement vive au début des années soixante-dix, touchera finalement pratiquement tous les milieux sociaux. Jeunes universitaires, jeunes ouvriers, jeunes employées, seront de la partie. Jeunes, mais aussi moins jeunes. Et si, chez les jeunes des classes moyennes, on théorise beaucoup autour d'elle, tentant de la couvrir d'une certaine légitimité, dans les milieux populaires on passe plus simplement à l'action. Bien au-delà de cette libération, les récits amoureux de la fin des années soixante et du début des années soixante-dix, annoncent le passage d'un univers amoureux certes réel quoique fort réglementé, normalisé et mieux assuré à un univers amoureux plus subjectif, plus fragile et imprévisible. Cet amour qui, dorénavant, échappe davantage à une très forte cohésion religieuse et sociale, n'en est pas moins la manifestation symbolique d'un souci d'unir durée et passion. Plus que jamais cet amour se veut le cheminement de deux individus. Il est l'espace imaginaire du désir et du don. Plus que réalisation, ce néo-romantisme est projet. Plus qu'institution, il est mouvement. Il panse les blessures, enchante, réenchante même les mal aimés, les éclopés.

Les conquérantes

S'il est un fait de société qui, dans les années soixante et soixante-dix, aura bousculé des modèles culturels dominants relevant tout autant de la sphère de la vie privée que publique, c'est bien l'insertion fulgurante des femmes sur le marché du travail¹. De fait, c'est davantage l'élaboration d'une stratégie d'insertion sur ce marché que le cheminement d'une carrière, l'augmentation du salaire et l'amélioration des conditions de travail qui aura d'abord été le lot d'un grand nombre d'entre elles. Au cours de ces décennies, combien de femmes tentent d'abord de greffer une activité rémunératrice au travail ménager ? Combien d'entre elles, quel que soit leur niveau de scolarité, décident de retourner aux études ? Combien donnent bénévolement de leur temps avant d'avoir droit à une maigre pitance ? Et enfin, combien d'organismes communautaires et sociaux font de l'insertion des femmes sur le marché du travail leur champ privilégié d'intervention ?

Se pose, massivement, une toute nouvelle question : « Devrais-je travailler à l'extérieur ou rester à la maison ? » Celle-ci posée, c'est une nouvelle ère qui s'annonce. Toutes les dimensions des rapports entre hommes et femmes auront à être revues, critiquées, corrigées, révolutionnées par cette question. Ce sont les femmes qui, dans leur

for intérieur, doivent y répondre. Certaines d'entre elles, de peur d'alarmer, d'insécuriser leur conjoint, leur famille, leur voisinage n'osent guère l'affronter. D'autres l'ouvoient, elles y répondent tantôt plutôt positivement, tantôt plutôt négativement. Ces femmes n'arrivent pas à se positionner. Très hésitantes parce que peut-être plus sensibles à la portée de différents arguments, aux conséquences de différents choix, parce que peut-être mal préparées pour affronter le marché du travail ou trop enclines à se dévaloriser, elles y répondent différemment selon les événements de leur vie de famille : le mariage, la naissance du premier enfant ; la rentrée du plus jeune à la maternelle ou à l'université ! Il y a aussi le décès du conjoint, la séparation, le divorce. Enfin, il y a celles qui y répondent clairement, positivement et définitivement. Chaque année, elles seront plus nombreuses.

À Microcité, dans ces décennies des années soixante et soixante-dix, au moment où une mère de famille décide de gagner ou de regagner² le marché du travail, toute une aventure commence. C'est un événement. Elle doit réfléchir sur les conséquences effectives et affectives de tout ce remue-ménage. Il faut d'abord convaincre le mari, les enfants, les grands-parents... Ce qui est plus facile lorsqu'il y a urgence financière. Dans les familles où une telle urgence est absente, le simple souhait exprimé par une femme mariée de travailler à l'extérieur de la maison semble relever le plus souvent de la fantaisie, de l'hérésie, parfois même de la « folie » !

De l'institutrice à la commis

Elle détient un diplôme en pédagogie. Aussitôt mariée, elle quitte l'enseignement :
« C'était très strict. Lorsque les femmes étaient mariées, qu'elle avaient une famille, elles ne pouvaient plus travailler. » Puis petit à petit, d'abord sans réintégrer comme tel le marché du travail, elle cherche à assurer un nouveau revenu à la famille :

Nous avons toujours été à loyer. Un loyer, on paie toute notre vie sans que ça nous rapporte. Pour la vie familiale, une maison ça représente quelque chose. Alors on s'est retrouvé dans une petite maison, bien à nous. On s'est dit : « Si on veut rester ici, il faut augmenter les revenus. » L'idée nous est venue d'avoir des pensionnaires. Mon mari a organisé, au sous-sol, des chambres pour des étudiants.

À la maison, il y avait mes deux premiers, mon mari et moi, et les quatre pensionnaires. Étudiants, ils étaient là cinq jours par semaine. C'était pleine pension et tout et tout. C'était ma façon de contribuer financièrement à notre ménage. À un moment donné, c'en était assez des pensionnaires... Comme les enfants grandissaient, je me suis dit : « Je vais faire autre chose. Comme dans un magasin... pourquoi pas ? » J'ai finalement travaillé quelques années dans des magasins.

Diplômée, lorsqu'elle cherche de nouveau à s'assurer un revenu, elle le fait par le biais du déploiement du travail ménager plutôt que de la pédagogie. Elle loge et nourrit des étudiants, mais laisse à d'autres le soin de les former. Elle manque de confiance dans ses capacités de le faire, de le refaire :

Lorsqu'on veut reprendre sa place sur le marché du travail, on manque beaucoup de confiance en soi. On sait faire un paquet d'affaires mais on a l'impression de ne rien savoir faire. Je me suis retrouvée dans un 5-10-15, chez Zeller's. J'ai y fait une année. Il y a eu l'ouverture d'un nouveau centre commercial. J'ai travaillé un an chez Miracle Mart. Puis je me suis dit « Il est temps de retourner à l'enseignement. » En février 1972, j'y retournais. Cela a duré deux ans et demi. N'ayant pas de poste régulier, j'ai fait de la suppléance. Ce qui signifie de s'attendre à ce que le téléphone sonne tous les matins... tant qu'il ne le fait pas ! Dans la classe, comme vous n'exercez pas une véritable fonction pédagogique auprès des élèves, ils vous essaient tout le temps, ils tentent de vous mettre à bout. Vous devez subir toutes les folies qu'une classe peut imaginer. Après treize ans d'absence de l'enseignement, je devais me refaire la main. C'était très difficile.

Elle se retrouve finalement secrétaire de direction, en quelque sorte aussi « la tantine », de la chorale des Petits chanteurs de Microcité. La musique, le chant. sa

deuxième vocation ! Ce n'est pas là un travail à plein temps, avec un bon salaire et une multitude d'avantages sociaux. Mais elle l'apprécie. Elle aime le chant, se dit heureuse de voyager, d'accompagner le groupe. En fait, malgré sa formation, sa réintégration sur le marché du travail n'aura pas été simple. On peut d'ailleurs se demander si elle y est vraiment parvenue. Le marché n'ouvre pas grandes ses portes pour la recevoir. Elle offre d'abord chambre et pension, se fait vendeuse puis suppléante, enfin elle accepte d'exécuter un travail qui, à défaut de conditions monétaires alléchantes, n'en représente pas moins un temps et un lieu de réalisation et d'épanouissement. Si au départ elle cherche à assurer un revenu supplémentaire à sa famille, elle se retrouve finalement plus ou moins secrétaire pour un chœur de chant, non pas tellement pour faire des sous mais pour s'accomplir. Elle fait ce travail parce qu'elle l'apprécie. Elle aime la musique, les enfants qui s'y consacrent, les voyages que cela permet. Elle aime aussi être de plusieurs causes. Elle éprouve de la difficulté à s'arrêter, à se retenir.

L'intégration ou la réintégration du marché du travail par les épouses s'appuie souvent sur des motifs d'ordre financier. D'ailleurs, dans ce cas, à plusieurs égards, la mouvance se fait plus facilement. Non pas tellement à l'égard du milieu du travail, mais, à tout le moins, à l'égard de la famille. Le chantage affectif, la culpabilité sont moins grands. On conçoit qu'on n'a guère le choix. Cela se fait dans les milieux populaires, bien sûr, mais également dans ce que nous pourrions appeler « les couches inférieures des classes moyennes ». Par contre, cela se fait beaucoup moins dans ce que nous avons déjà

nommé « l'aristocratie ouvrière », plus particulièrement à Microcité : les travailleurs des pâtes et papier. Les salaires y sont pensés et négociés comme familiaux, ce qui consacre, paradoxalement, le statut de la « reine du foyer ». Dans un tel contexte, qu'une femme puisse souhaiter travailler à l'extérieur, peut sembler suspect.

Bien que nous parlions de revenus, il s'agit ici plutôt de besoins. Lorsque notre institutrice décide d'offrir chambre et pension, c'est pour faciliter l'accès à une propriété familiale. Elle juge cela essentiel pour le bien-être des siens. Ils jugent cela essentiel... car ici la complicité du conjoint est nécessaire. Cette complicité justifie la recherche d'un second revenu. D'une certaine manière, abstraction faite du revenu, plus les besoins sont grands, plus il devient acceptable qu'une épouse ait à travailler à l'extérieur. Cette question des besoins est très souple ; ils sont exponentiels. Cela peut toucher tout aussi bien des besoins dits élémentaires que d'autres besoins, à première vue, moins évidents : les études dans les institutions privées ; les colonies de vacances, la résidence secondaire. Tous les milieux sont touchés par l'emprise des besoins. Toutefois, aussi forte soit-elle, cette emprise ne pourra canaliser toute la légitimité propre à l'intégration ou la réintégration des épouses sur le marché du travail. Surgira, de la part de plusieurs d'entre elles, un besoin d'une toute autre nature : se réaliser comme être humain à part entière. Ce besoin « d'être » s'installe, subrepticement, et subvertit la manière de se percevoir et de se dire. Si au départ, l'épouse va travailler à l'extérieur de la maison pour subvenir aux besoins des siens, elle peut fort bien se rendre compte qu'elle le fait tout autant pour elle,

parce qu'elle y éprouve une satisfaction certaine. On connaît toute l'ambiguïté des rapports au travail. Si le travail est vécu tantôt de manière pénible, humiliante, angoissante, il n'en demeure pas moins qu'il demeure aussi une forme de réalisation de soi³. Du travail se crée une identité, et le marché du travail, tout aussi bloqué puisse-t-il être, ouvre sur de nouveaux horizons. Le travail permet de se projeter dans le monde ; il permet de se découvrir comme sujet social, puis acteur à part entière au cœur des rapports sociaux. D'une femme singulière, croyant vivre isolément son entrée sur le marché du travail, nous verrons surgir un acteur social. Nous verrons surgir tantôt une cadre ou une entrepreneure, tantôt une syndicaliste et le plus souvent, à la fois au-delà et en deça de tout cela, de manière plus ou moins affirmée, une féministe.

De la sage-femme à la féministe

C'est parce que l'intégration des femmes sur le marché du travail est difficile que plusieurs d'entre elles se consacrent à cette cause mais aussi à d'autres qui lui sont plus ou moins liées. Elle est de celles-ci. Lorsque nous la rencontrons, la voilà, dans la ferme quarantaine, responsable depuis déjà six ans du Conseil du statut de la Femme de la région. Ce qui fut longtemps pour elle une vie militante, devient une manière de gagner honorablement sa vie.

Arrivée à Microcité au tout début des années soixante-dix, venue de France, plus particulièrement de la région de Grenoble, elle accompagne son mari. Il participe à un échange de scientifiques. Elle est sage-femme et jouit d'une formation universitaire. En France, elle exerce quelque temps sa profession. Mais à Microcité, celle-ci n'existe pas ou enfin, n'est pas légalement reconnue. À l'Immigration on l'assure qu'elle pourra être infirmière. Arrivée sur les lieux, cela apparaît beaucoup moins probable. Elle se retrouve sans emploi, sans même la reconnaissance de sa formation, de sa profession.

J'ai fait comme toutes les femmes traditionnelles : j'ai suivi mon mari. C'était comme ça. C'était la vie. Je crois m'être rendu compte alors, jusqu'à quel point le mariage pouvait signifier la dépendance. Je garde un souvenir très amer de cette période. Je restais à la maison. Mon réseau d'amis était du milieu universitaire, du milieu de travail de mon chum. Économiquement, socialement, je dépendais entièrement de lui. Ce qui m'est très vite devenu insupportable. En fait, dans la mesure où à cette époque, bien des jeunes femmes vivaient une situation semblable à la mienne, je ne me sentais pas vraiment marginalisée. Mais je n'étais pas plus à l'aise pour autant. Que c'était là le lot de bien des femmes, cela ne me préoccupait guère. Ce qui me préoccupait, c'était ce que je vivais. Je sentais que ça ne pouvait durer trop longtemps, que ça allait craquer. Je me disais souvent : « Le jour où tu vas mourir, que vas-tu faire comme bilan de ta vie, sinon que tu as été

l'épouse de... » Plus tard, j'ai été mère de famille et encore là, je me suis posée des questions semblables.

Dès l'instant où elle se dit qu'il faut qu'elle réagisse, elle arrive à le faire. Elle commence par donner des cours d'alphabétisation à des adultes handicapés. Elle reçoit un salaire purement symbolique. « C'était plus que du bénévolat », reconnaît-elle. Pour elle, ce tout petit salaire prend une grande signification. Même si elle partage un compte commun avec son mari, elle accepte très mal la dépendance économique. Dorénavant, elle peut gérer ses propres sous. Elle cherche un autre emploi, plus près de ses champs d'intérêts, plus près de sa formation. Son premier emploi lui permet de rentrer en relation avec différents milieux. Tranquillement, elle s'implique dans le planning familial : « C'était encore l'époque où en dehors des gynécologues, il n'y avait point de salut. L'époque de la grande noirceur pour l'avortement et même tout simplement pour l'information sur les méthodes contraceptives. Mon militantisme s'est développé, dès l'instant où j'ai mis les pieds dans l'association de planning familial. »

Cela dure trois ans. Elle y prend également des responsabilités au niveau provincial. La question de l'avortement devient très vive. Des femmes se font avorter par des « charlatans ». En contact avec des militantes féministes, cela accentue chez elle une prise de conscience encore plus profonde : « Tout était peut-être là, mais la synthèse n'était pas encore faite. » Et tout cela, c'est encore du bénévolat. Il n'y a que les frais de gardiennes

qui sont remboursés ! Tout en poursuivant son action sur le planning familial, elle se retrouve finalement à l'emploi d'un centre d'accueil pour femmes victimes d'actes de violence et de viol. « C'était mon premier vrai salaire. La première reconnaissance de mes activités bénévoles. C'était surtout un premier moment d'autonomie financière. »

La cassure d'une convention

Comme idéal, voire comme mode de valeurs et de comportements qui produit une forme de consensus, un modèle culturel est une convention. Celle-ci est d'autant plus forte qu'elle est vécue avec sérénité. Dès le moment où cette sérénité est sérieusement atteinte, la convention se trouve en perte de légitimité. Si elle devient insupportable, elle risque de disparaître. On la perçoit comme une obligation, une oppression. À Microcité on aura vu, tout au long des années soixante et soixante-dix, s'écrouler la convention voulant que l'épouse soit consacrée essentiellement « reine du foyer ». Pourquoi apparaît-elle alors illégitime ? Les récits de l'institutrice et de la sage-femme nous aident à dégager des éléments de réponse. Ils nous aident aussi à comprendre comment peut prendre forme, à travers des itinéraires vécus pourtant isolément, un vaste mouvement social.

L'institutrice évoque d'abord le manque à gagner qui, face au souhait d'être propriétaire, la pousse à offrir chambre et pension à des étudiants. Elle recherche une rémunération, tout en fortifiant d'abord la convention. Puis fatiguée, épuisée, et n'osant pas retourner à l'enseignement, elle se retrouve vendeuse. Enfin, auprès des Petits chanteurs de Microcité, elle prendra tellement goût à travailler à l'extérieur, au point que la question de la rémunération devient secondaire. Tout au long de son récit, l'institutrice ne fait jamais référence au discours féministe.

La sage-femme, lorsqu'elle « atterrit » à Microcité, se sent isolée, inutile, tout à fait dépendante. Elle a l'impression qu'elle va craquer, elle se dit qu'elle doit faire quelque chose. Elle veut s'assumer, se réaliser. La recherche de l'autonomie est le terme qu'elle utilise. Comme elle le dit elle-même, à ce moment là, elle ne se sent pas solidaire des autres femmes. Cette question ne lui vient pas à l'esprit. Elle veut s'en sortir personnellement. Ce n'est qu'ultérieurement que ce fera chez elle une référence explicite au discours féministe.

Lorsque l'institutrice et la sage-femme rompent avec « l'approche traditionnelle du rôle de la femme », ni l'une ni l'autre ne recourent à un discours féministe. Toutes deux, toutefois, ressentent à un moment précis, le besoin de briser cette convention. Ce besoin ne s'exprime pas à travers la parole d'un groupe, d'un mouvement, mais il est là, elles le vivent profondément. Bien que, tant chez l'une que chez l'autre, cette rupture, d'une manière différente toutefois, se fera par étapes, vient un temps où leur démarche devient irréversible. Peut-être étaient-elles féministes bien avant l'heure, du moins bien avant la conscience de l'être ? Sans doute n'étaient-elles pas à l'abri de commentaires d'autres femmes, de propos véhiculés par les média... La sage-femme, à l'université de Grenoble, a vécu mai 68 ; l'institutrice a toujours perçu ses sœurs cadettes différentes, plus contestataires, plus revendicatrices, comme d'une autre génération. En fait, tant chez la sage-femme que chez l'institutrice, le refus de cette convention semble d'abord se tracer parallèlement au mouvement des femmes. Elles sont un peu, à son égard, ce que peut être

un créateur à l'égard d'un mouvement artistique : « À notre point de vue, à travers des motivations très personnelles et la création d'œuvres originales, se dégage un mouvement collectif auquel personne n'était supposément consciemment collaborer.⁴ »

C'est un impérieux besoin d'être, de s'affirmer comme sujet à part entière, qui prend forme au cœur de l'affectivité même de ces deux femmes. La sage-femme, plus que l'autre, ne peut supporter ce qu'elle est socialement devenue. Elle éprouve l'urgente nécessité d'en finir avec ce qu'on a fait d'elle. Puis, ultérieurement, s'installera chez elle une référence explicite au discours féministe. Surviendront alors la rupture définitive avec une image traditionnelle d'elle même, la conversion, le passage du sujet qu'elle devient à l'acteur qu'elle sera, l'enfantement de la féministe.

L'émergence du mouvement social

Un mouvement social, comme expression d'une parole et d'un vouloir collectif, ne peut prendre forme que dans la mesure où il traduit des malaises et un besoin de changement vécus aussi de manière fort intime. Il dégage, graduellement, une nouvelle lecture de rapports sociaux qui cherche à se nourrir de la vie et du vouloir des individus et des groupes dont il se réclame :

Au cours de l'histoire de toute société, on voit surgir, à un moment donné, des petits groupes qui s'organisent autour d'une lecture négative de la société dominante et d'une volonté de s'y opposer sinon de constituer un contre-système. Cette attitude est normalement à la base du mouvement social. Celui-ci suppose qu'il y ait dans des couches plus ou moins larges de la population des formes d'insatisfaction, laissant des disponibilités relativement larges d'identification³.

Le mouvement social transforme en acteur des individus et des groupes qui vivent des malaises et éprouvent un besoin de se repenser, de se dire et d'agir autrement. Le mouvement révèle un rapport de domination et d'oppression. Il déculpabilise le sujet dominé ; il le légitime. Il culpabilise le sujet dominant. D'une conscience coupable, honteuse, il fait une conscience fière. D'une conscience assurée, fière, il fait une

conscience honteuse. Un mouvement social dévoile des règles et des conventions. Du normal, il dégage l'anormalité. Il est à la fois l'effet et la cause de l'affirmation d'une nouvelle conscience. Il trace une identité, ou plutôt, il permet à une identité souvent étouffée, bafouée, d'apparaître. Il cherche à culpabiliser ceux qui l'ont empêchée de naître.

La convention, qui semble plus près de la coutume que du compromis, n'est jamais en deçà des rapports sociaux. Elle est constitutive des habitus qui les accompagnent. Bien installée dans ce qui semble relever de l'ordinaire, du quotidien, il suffit de la mettre en cause pour que soit dévoilé, parfois avec éclat, le rapport de domination qui parvenait jusqu'ici à la contenir. Ce qui semblait banal, comme aller de soi, devient subitement pénible, très lourd à supporter. N'est-ce pas ce qui se passe lorsque telle épouse, isolée à la maison, a l'impression qu'elle « va finir par craquer » ? Et dans le cas de cette convention où elle « n'a pas à travailler à l'extérieur de la maison », il aura suffi parfois que l'époux se refuse à ce que cela soit revu et corrigé pour entraîner l'éclatement du foyer. De banale qu'elle soit, la remise en question d'une convention, permet de dévoiler les subtils méandres d'une oppression.

Un mouvement social est d'autant plus fort qu'il réussit à mettre en cause, au sein de la vie privée, des habitus que l'on croyait à mille lieux des bouleversements sociaux. Le mouvement rappelle ainsi jusqu'à quel point la société n'est pas en dehors des individus. Il interroge ce qu'ils conçoivent comme étant « naturel » de faire ou de ne pas

faire. L'impact le plus important du mouvement des femmes aura d'abord été de parvenir à rendre inadmissible leur isolement au sein du foyer et de faire, du droit à leur autonomie financière et du droit à leur contribution à part entière au développement économique, social et culturel de la Cité, des revendications incontournables.

L'Effervescence syndicale

On ne naît pas militant syndical, on le devient. La plupart du temps, cela prend forme d'abord et avant tout à travers une expérience concrète de travail, plus précisément à travers un événement particulier aussi révélateur de « l'arbitraire patronal ». Cet événement demeurerait à toute fin pratique sans grande conséquence sans une parole, une lecture qui lui donne un sens. Depuis toujours, les syndicalistes sont des mordus de la justice¹. Elle est à l'origine de leur prise de conscience, elle est la visée de leur combat. Et c'est parce qu'ils se sentent victimes d'une injustice ou, qu'autour d'eux, des camarades de travail le sont, qu'ils empruntent, parfois lentement, parfois avec éclat, la voie du combat. Ils le font tout autant pour les autres que pour eux-mêmes. Il n'y a pas de raison de mettre cela en doute. Après tout, l'altruisme est une vertu sociale, voire aussi socialisée, apprise dès le bas âge.

Dans un entretien que nous menons avec des syndicalistes, le souci de la justice ressort clairement. Je reprends ici différents témoignages :

- Je fais du syndicalisme depuis une trentaine d'années. Ma motivation

remonte au temps où j'ai commencé à travailler dans le textile. Injustices individuelles mais aussi une exploitation systématique de l'ensemble des travailleurs. Je croyais que la meilleure façon de corriger une bonne partie de tout cela, la meilleure façon d'empêcher de nouvelles injustices, c'était d'avoir de bons syndicats, très vivaces.

- Je travail dans une usine de fabrication de papier. Un jour, dans mon département, ils ont remercié un gars en coupant son poste. Je trouvais ça injuste. C'est à ce moment que j'ai commencé à brasser un peu le milieu. Les gars m'ont invité au syndicat. J'ai appris les procédures... j'ai appris comment ça fonctionnait.

- Dans un premier temps, je dirais que ce sont les conditions de travail, celles que nous vivons, celles que nous voyons vivre autour de nous, qui nous incitent au syndicalisme. C'est le milieu de travail qui mène à s'intéresser à améliorer son vécu quotidien, qui mène à la revendication d'une convention collective.

- Le syndicalisme répond à un besoin de s'impliquer, à une réaction face à certaines injustices. C'est un besoin de s'engager pour faire avancer les choses. C'est sûr que c'est une ouverture envers les autres.

Concevoir le militantisme comme une manière détournée de mieux se servir soi-même relève tout autant de la fiction que d'imaginer l'esprit d'entreprise animé essentiellement par l'appât du gain. Comme si tout engagement n'était que l'aboutissement d'un savant calcul, individualisé à l'extrême, entre des coûts et des bénéfices. Qu'il y ait une forme certaine de gratification à la militance, c'est un constat. Que celle-ci soit à l'origine du fait même de militer, cela ne tient pas².

À Microcité, le syndicalisme des années soixante et soixante-dix, c'est d'abord un sujet qui se lève et propose une nouvelle parole, une nouvelle lecture des rapports sociaux. S'il est toujours aussi épris de justice, il offre d'autres horizons à cette notion. Ce n'est plus essentiellement le patron qui n'est guère équitable mais tout le système des relations de travail. Ce qui plus est, l'État qui aura été perçu au début des années soixante comme un des alliés des syndicats en sera devenu, à la fin des années soixante-dix, un de ses pires ennemis. Ce ne sont plus seulement les injustices commises à son égard ou à l'égard des autres que décrie le syndicalisme mais, plus fondamentalement, la société qui produit ces injustices. L'ère est à concevoir l'État comme « un rouage de l'exploitation » et « l'école au service de la classe dominante »³. À peine affranchis de la tutelle de l'Église, de nombreux travailleurs et travailleuses en arrivent à concevoir le pouvoir le plus légitime comme étant leur propre pouvoir. « Ne comptons que sur nos propres moyens », devient le leitmotiv, débattu certes, mais néanmoins partie composante d'une nouvelle conscience syndicale, d'un nouveau radicalisme du monde du travail.

Fin des années soixante, début des années soixante-dix, des ripostes s'organisent. Le Capital et l'État sont frappés de front⁴. Des travailleurs et travailleuses de différentes allégeances syndicales construisent des formes inédites de solidarité. Le temps est aux fronts communs, aux activités inter-centrales de toutes sortes. Ce qui n'empêche pas des moments de grande tension entre différentes familles syndicales ou à l'intérieur de certaines d'entre elles. Aux formes inédites de solidarité contrastent d'houleuses divergences, des ruptures, des scissions. La mouvance syndicale est fort vive. Sa force réside dans sa capacité de s'indigner d'une part, dans celle de convaincre le plus grand nombre du bien-fondé de son indignation d'autre part. C'est là une partie du fondement de son action. L'autre partie réside, paradoxalement, dans ses compétences techniques, voire son habileté à se démêler avec la multitude des formes de réglementation des relations de travail : négociation, interprétation d'une convention collective ; arbitrage de griefs ; code du travail... C'est là une forme de technocratisation du syndicalisme. Au bout du compte, le professionnel des relations de travail du côté syndical ressemblera, parfois à s'y méprendre, au professionnel des relations de travail du côté patronal. Ressemblera parfois, mais s'inscrira néanmoins dans une autre démarche.

De tout temps, les syndicalistes s'indignent. Indignation devant de bas salaires, des congédiements injustifiés, des mises à pied qui auraient pu être évitées ; indignation devant l'insalubrité d'un milieu de travail, l'arbitraire de l'encadrement, le harcèlement. Les motifs changent mais l'indignation demeure. Chaque fois, elle est la raison d'être d'une

nouvelle revendication, d'un nouveau combat. L'indignation est le mouvement initial d'une prise de conscience , elle crée la légitimité d'une revendication. Lorsque des syndicalistes se racontent, ils recourent toujours à elle. Ils rappellent les circonstances, le moment où elle fait surface. L'indignation relève de la dignité Elle est altérité. Elle est morale. Elle est questionnement, refus de l'ordre ou du désordre des choses. Dans la foulée des années soixante et soixante-dix, l'indignation prend de nouvelles dimensions, de nouveaux fondements. Elle incite à un autre vocabulaire. Ce sont, à Microcité, mis à part quelques mouvements de jeunesse, des groupes ou partis politiques plus ou moins marginaux, les syndicats qui initient à ces concepts. Pour la première fois, plusieurs d'entre eux condamnent systématiquement l'exploitation capitaliste, la société et l'État qui la soutiennent. Ils entendent lier leurs luttes et revendications au renversement d'un certain type de société. Cette démarche est fort présente chez les salariés de l'enseignement, du secteur hospitalier et des services sociaux. Elle l'est également dans plusieurs syndicats ouvriers. Toutefois, dans l'ensemble de ces syndicats si, au cours de ces décennies, on peut parler d'une radicalisation évidente des revendications et des luttes, nous sommes encore bien loin d'orientations et de pratiques révolutionnaires⁵.

La radicalisation des travailleurs du papier

De 1968 à 1976, il est président du syndicat de son usine, un syndicat international dont le siège social est aux États-Unis. Vers le milieu des années soixante-dix, la section

canadienne se sépare de ce syndicat international. Un siège social est érigé à Montréal. Les Américains refusent de remettre au nouveau syndicat la proportion du fonds de grève qui devait normalement lui revenir. Cela représente des millions de dollars.

Tout cela était peut-être dû en partie au nationalisme qui se développait surtout au Québec mais aussi à travers le Canada. Il y avait également autre chose. En 1973, des syndicats canadiens, liés à une compagnie internationale du papier avaient refusé ce qui venait de se négocier aux États-Unis. Le refus portait sur les salaires, et particulièrement sur tout ce qui regardait le fonds de pension. La compagnie voulait imposer le pattern américain. Les syndicats d'ici ont décidé de faire la grève. Ils ont dit : « Nous autres, le pattern américain, on ne l'accepte pas. » Les syndicats américains ont annoncé que le fonds de grève ne pourrait pas être utilisé par des syndicats qui chercheraient à dépasser leur entente. Tout cela s'est réglé en cours de négociation. Reste que les travailleurs canadiens se sont dit : « On ne pourra pas toujours se faire imposer ce que les autres veulent. Il faut tenir compte de notre situation. Il faut tenir compte de notre région, de notre mode de vie. » Il s'est finalement tenu un référendum national canadien. Les membres canadiens ont accepté leur séparation d'avec les Américains et la mise sur pied d'un syndicat strictement canadien dans une proportion de 78 %. J'ai l'impression que nous avons été un des premiers

syndicats canadiens liés aux syndicats internationaux à prendre cette distance.

Ce qui devait arriver arriva. Les employeurs, sachant que nous n'avions plus de fonds de grève, se sont dit : « Ce syndicat-là est nouveau. C'est le temps de lui montrer de quel bois on se chauffe. » En 1975, nous nous sommes retrouvés 30 000 travailleurs canadiens de l'industrie des pâtes et papier en grève, et cela sans aucun fonds de grève. À certains endroits, la grève a duré de quatre à huit mois. »

À ce moment-là, il est toujours président de son syndicat. Ils font la grève d'octobre à février. Les grévistes se retrouvent sans aucun revenu. Par contre, la solidarité est très forte. Les travailleurs trouvent tout à fait indécent de la part des employeurs de profiter de la vulnérabilité financière du syndicat pour tenter de le casser. Après la grève, il quitte la présidence et revient comme électricien sur le plancher de l'usine. Cela est volontaire. Lorsqu'il accepte d'être responsable syndical, il se dit : « Pas plus de cinq ans. Parce qu'au delà, le pouvoir peut finir par vous corrompre ! »

C'est tout autant la radicalisation des revendications syndicales que la montée des nationalismes canadien et québécois qui conduisent les travailleurs des pâtes et papier à se distancer du syndicat américain. Des cheminements semblables se produiront dans de

nombreux secteurs industriels⁶. En Amérique, du côté de la classe ouvrière, cette rupture représente un fait majeur. Elle symbolise une distance explicite à l'égard de la visée hégémonique de la classe ouvrière étatsunienne sur l'ensemble du continent. Elle n'aurait pu prendre forme sans ce climat de tension vécu par les États-Unis d'Amérique dû à de la guerre au Viet-nam et au effets du choc pétrolier de 1973. L'effervescence des nationalismes canadiens et québécois se fonde en partie sur la perte de légitimité de la « pax americana ». Dans ce contexte, que le grand syndicat américain des pâtes et papier puisse menacer les travailleurs canadiens et québécois de couper leur fonds de grève, devient tout à fait inacceptable. Ce qui pouvait être, à la rigueur, l'expression d'une solidarité continentale apparaît de fait comme un contrôle, une forme « d'impérialisme » d'un groupe de travailleurs sur un autre. La portée symbolique d'une telle rupture est très forte. La ligne syndicale de collaboration qui domine dans les syndicats étatsuniens est dénoncée. Tout en poursuivant un syndicalisme plutôt « affairiste », les syndicats canadiens et québécois des pâtes et papier seront plus alertes et plus revendicatifs. Ils seront, à leur manière, traversés aussi par ce qui fut appelé, plus particulièrement au cours de la décennie des années soixante-dix, le syndicalisme de combat⁷. Ce type de syndicalisme prend forme tout autant dans les secteurs privé que public et parapublic. Nous le retrouvons dans toutes les grandes centrales syndicales. Des analyses se ressemblent, des actions convergent. Dans chacune des grandes centrales il y a, bien sûr, des syndicats et des individus plus radicaux que d'autres. Ce sont souvent eux qui, petit à petit, arrivent à dominer, cela même à Microcité, non seulement les débats mais aussi

les actions du syndicat.

De la pédagogie progressiste au syndicalisme de combat

Lorsqu'elle termine sa pédagogie à l'École normale de Microcité au printemps 1965, elle se retrouve, dès septembre, enseignante au niveau du primaire. L'école est située dans un quartier de classe moyenne. Le personnel y est jeune et prêt à « virer le monde à l'envers ». Les institutrices et instituteurs sont remplis d'idéal et pleins d'entrain. On pratique de nouvelles interventions pédagogiques, on s'interroge sur le rapport enseignant/enseigné, on s'intéresse à la dynamique de groupe.

En fait, depuis qu'elle travaille, elle a toujours été déléguée syndicale. En 1966, elle connaît sa première grève. Elle est alors « responsable du socio-culturel au local de grève ». Dans les années 73, 74, 75, elle siège au comité exécutif de son syndicat. Le président est un radical. Malgré des assemblées syndicales plutôt tièdes à l'égard de ce qu'elle nomme « le socio-politique », ils en font beaucoup. Les débats sont plus tendus, mais ils arrivent toujours, comme syndicat, à tenir des positions progressistes :

Nous sommes solidaires de toutes les manifestations syndicales : le 1^{er} mai, la fête internationale des travailleurs ; le 8 mars, la journée internationale des femmes ; les différentes manifestations pour la paix dans le monde...

Nous cherchons toujours à travailler avec les autres syndicats de la région et cela quelle que soit leur affiliation. Nous renseignons régulièrement nos membres sur les conflits qui se mènent ailleurs. Cela peut en irriter quelques-uns, mais nous le faisons quand même. Pendant plusieurs années, c'était plutôt nous, les enseignants, qui arrivions à mettre ensemble différents groupes syndicaux. Cela était plus facile parce que nous étions moins concernés par les histoires de maraudage et toute la concurrence syndicale que ça entraîne.

En 71, 72, elle tente de faire avancer les questions liées aux femmes. Elle doit reculer. Il y a bien quelques moments ici ou là, où elle prend quelque distance à l'égard de son syndicat, où elle n'est pas nécessairement sur la ligne de feu, mais elle y revient toujours. Au cours de ces années, elle aura été de tous les combats.

Il est difficile d'imaginer à quel point le monde de l'enseignement aura été bousculé au cours des décennies des années soixante et soixante-dix. Que ce soit au niveau de leurs effectifs, de leurs réseaux, de leurs pratiques professionnelles, les enseignants et enseignantes des niveaux primaire, secondaire et collégial auront vécu des mutations majeures. Les écoles primaires et secondaires ont connu d'importantes réformes. Les études secondaires ont été l'enjeu d'une volonté de démocratisation. À Microcité, on aura vu presque simultanément se restructurer l'enseignement post-secondaire et collégial et

naître l'Université. Ce sont des transformations de portée semblable qui auront également affecté les institutions hospitalières et les services sociaux. On a trop écrit sur ce déploiement vertigineux de l'État québécois pour être tenté ici de revenir sur ce sujet. La question qui toutefois nous préoccupe pourrait être de cet ordre : « Comment expliquer, quelques années à peine après l'effondrement de l'Ancien régime, que les salariés de l'État québécois aient connu une radicalisation aussi fulgurante de leur conscience syndicale ? » La tentation serait d'y répondre en référant aux conditions d'existence de ces salariés avant la Révolution tranquille, au développement rapide des secteurs public et parapublic, à la hantise du rattrapage face aux salaires de travailleurs syndiqués de plusieurs secteurs industriels, face également aux conditions de travail des salariés des secteurs public et parapublic de différentes provinces du Canada. Nous pourrions également évoquer l'intransigeance de l'État québécois qui, après avoir accepté plus ou moins de bon gré la syndicalisation massive de ses propres salariés, devait clamer haut et fort que « la Reine n'entendait pas négocier avec ses sujets ». Mais nous voulons souligner d'autres éléments de réponse. Ils nous semblent trouver un certain fondement dans la formulation même du discours syndical. Tout discours n'est pas essentiellement la conséquence d'un fait social, mais il influe également sur lui. Ce qui fait dire à Anthony Giddens qu'en étudiant les transformations des rapports sociaux, nous devons tenir également compte de l'effet du discours des sciences modernes de l'homme sur ces transformations⁸. Cette perspective d'analyse peut être judicieuse à l'égard de la rapide et étonnante radicalisation du syndicalisme québécois. Radicalisation si spectaculaire qu'en l'espace de quelques années

à peine, ce syndicalisme, qui avait été plutôt perçu comme étant de collaboration, devient l'un des plus combatifs, sinon le plus combatif, en Amérique du Nord. Pourquoi cela à ce point au Québec, aussi à Microcité puisque nous y observons également bel et bien le phénomène ? Risquons une réponse. À la fin des années soixante et au début des années soixante-dix se répand dans les grands syndicats québécois, cela à une vitesse vertigineuse, une nouvelle appréhension des rapports sociaux où l'on perçoit l'expression des luttes syndicales comme la manifestation économique de la lutte des classes. Dans chacune des grandes centrales syndicales, les « intellectuels organiques », qui s'affairent au développement des discours et des analyses, ont souvent reçu une formation universitaire plutôt radicale prise le plus souvent au sein d'une université française ou québécoise, là où ces apports théoriques sont très prisés tant par des éléments du corps professoral qu'une partie imposante de la jeune gent intellectuelle. Ces nouveaux discours et analyses procurent une forte légitimité aux militantes et militants syndicaux. Cela leur donne un sens, les situe dans l'histoire, inscrit leurs revendications vers des lendemains meilleurs. Toute lutte syndicale, si singulière puisse-t-elle être, prend ainsi place au cœur d'un mouvement plus large, plus universel, un mouvement de libération et d'émancipation de la « classe ouvrière et des classes populaires ».

Au cours de notre enquête, lorsque l'institutrice raconte que son syndicat participe aux nombreuses manifestations ouvrières et qu'il invite fréquemment des grévistes de différents milieux à prendre la parole à ses assemblées, c'est de ce mouvement qu'il s'agit.

Parlant du type de syndicalisme qui aura animé cette époque, elle évoque le « syndicalisme de lutte et de combat ». Cette expression ne réfère pas seulement à un syndicalisme vigoureux, nerveux, mais également au grand combat historique du mouvement ouvrier. À Microcité même, des défilés du 1^{er} mai, fête internationale des travailleurs, le démontrent clairement. On y parle de l'exploitation et de l'oppression des travailleurs et des travailleuses, de l'arrogance des multinationales, de la soumission de l'État aux intérêts du patronat, du soutien aux luttes ouvrières et on souhaite l'avènement d'une nouvelle société. Si le terme socialisme est utilisé plutôt dans les milieux restreints⁹, les expressions comme « il faut casser le système » sont très répandues. Les termes sont adaptés au contexte d'une société nord-américaine où l'histoire du mouvement ouvrier n'aura pas été traversée à ce point par une grande tradition révolutionnaire, mais plutôt par la censure et la répression à l'égard, à tout le moins, du mouvement communiste.

Ces nouvelles analyses et ce langage qui prennent forme vers la fin des années soixante et tout au long des années soixante-dix, tout en favorisant la légitimité des revendications et luttes du monde du travail, portent un dur coup à l'ordre existant du Capital et de l'État. Ils permettent l'affirmation d'un leadership traduisant, en quelque sorte, une alliance entre des figures du mouvement syndical déjà reconnues pour leur combativité¹⁰ et une nouvelle génération de travailleurs et de travailleuses, plutôt issue des classes moyennes, cantonnée davantage dans les secteurs public et parapublic, sensible aux empiètements de l'impérialisme américain, complice d'un néo-nationalisme québécois et

ouverte sur des perspectives de transformations profondes de la société. C'est de cette alliance qu'émerge le syndicalisme de combat. Il est le produit à la fois du durcissement des luttes ouvrières menées dans les usines, d'une syndicalisation massive des salariés des secteurs public et parapublic et de l'arrivée sur le marché du travail d'une nouvelle génération qui est à la fois critique envers les groupes, classes et pays dominants et demeure attentive aux possibilités de transformations fondamentales des rapports sociaux. Cela se fait sur un fond de scène où, effectivement, pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, l'ordre capitaliste international et l'hégémonie américaine dont il est l'objet sont contestés de toutes parts.

La version d'un cadre

Il a connu plusieurs conflits ouvriers dont le plus important éclate à la toute fin des années soixante-dix. Un nouveau syndicat entre dans l'usine. L'entreprise est une succursale d'une multinationale américaine :

Les malaises se faisaient sentir, les griefs s'accumulaient. Il y avait de notre part, sans doute, un peu d'inertie. Reste qu'il y avait aussi l'attitude syndicale envers la direction. Attitude souvent très bien entretenue par les permanents syndicaux qui voyaient dans le patron le grand ennemi à abattre. Cela surtout dans les syndicats très militants. Qu'on ne se compte pas d'histoires,

il y avait des syndicats infiltrés par des communistes. Je ne dis pas ça pour effaroucher les gens ; c'était la réalité. On ne s'en cachait pas. Maintenant, les communistes ont commencé par cesser de croire à leurs affaires. Même les communistes français se font donner la leçon par les Russes qui les invitent à oublier Lénine et être de leur temps.

Pour les cadres, un conflit c'est extrêmement traumatisant. Nous, nous n'avons pas le choix d'entrer ou de ne pas entrer au travail. Nous devons voir à la protection de l'entreprise. Pour ceux qui sont à l'extérieur, nous sommes perçus comme des scabs, des briseurs de grève. « Cadres scabs ! » Je l'ai tellement entendu sur les lignes de piquetage. Pour nous, ça se vit mal. D'abord les gens n'ont jamais les véritables versions des faits. Un journal rapporte ceci. Un autre rapporte cela. Hésitants, les gens se disent finalement : « Ça doit être la faute de la compagnie ». Il est très rare que la compagnie n'est pas mise à tort. Nous avons des gars bien entraînés dans les relations de travail. Vous savez, ce qui est malheureux, c'est qu'on est porté à ne croire que les syndicats.

Les luttes syndicales sont contrôlées presque physiquement par le permanent syndical. Il fait un gros salaire et est appuyé par une série de spécialistes, d'avocats... Les gars ici ont marché pour ce type-là. Le

président, le vice-président et le secrétaire du syndicat ont tous marché pour le permanent et la centrale qu'il y avait derrière.

La grève dure treize mois. Tous les conflits qu'il a vécus antérieurement sont de la « petite bière » ! Il a connu des grèves d'une semaine, de deux semaines. Il y a eu de petits accrochages, beaucoup de fracas, même du bris de matériel, mais pour lui cela n'était pas très sérieux : « Il y a peu d'entreprises modernes qui n'ont pas à faire face à ça » Rien de comparable avec ce qu'il vivra dans la grève de 79 et 80 :

Le nouveau syndicat exigeait des augmentations ; il y avait aussi des distinctions d'une subtilité incroyable. Ils nous ont présenté un cahier de revendications d'une soixantaine de pages. Il avaient ramassé à peu près tout ce qu'ils avaient pu trouver de meilleur dans les entreprises. À certains moments, ça ressemblait aux conditions exigées dans les hôpitaux. Dans le fond, c'était un peu ridicule. Il y a des syndicats qui sont militants à mort. J'imagine que c'est leur raison d'être. Ils avaient quelque chose à prouver. Après treize mois de grève, le plus étrange c'est qu'ils sont finalement entrés avec ce qu'on leur avait offert au début. La compagnie n'a pas reculé. Reste que cela l'a beaucoup affectée, qu'elle est demeurée dans le rouge pendant cinq ans. La compagnie a dû repenser des façons de produire, changer d'équipements, couper des périodes de travail. Deux cents employés n'ont

jamais retrouvé leur emploi

Au delà du caractère souvent émotif de ce récit, se dégage l'esprit qui anime bien des employeurs et cadres de cette époque. Les syndicats sont trop forts, leurs revendications exagérées, leurs luttes trop dures, leur appareil trop puissant, leur influence pernicieuse, leur discipline dangereuse. On leur reproche de manquer tout à fait de réalisme, de manipuler leurs membres, de tromper la population, d'être à la solde d'idéologies révolutionnaires conçues à l'étranger. On y perçoit des machines extrêmement puissantes, on met en doute leur fonctionnement démocratique, on questionne leur intégrité. Bref, ils sont trop puissants. Il faut les casser. Terminer un long conflit, en restructurant l'entreprise et en laissant deux cents employés sans travail, voilà une façon efficace de le faire.

Ce qui dérange le patronat, plus particulièrement au cours des années soixante-dix, ce ne sont pas tant les conflits de travail que la vitalité, l'ampleur et l'intransigeance qu'ils dégagent. On sait bien que les salariés ont des droits et, à la limite, on considère que cela favorise une gestion plus saine de l'entreprise. Ce qu'on conteste, c'est la manière dont les syndicats les exercent. Ils semblent outrepasser leur mandat. Ils cherchent à en changer la finalité. En fait, ce qui irrite le plus ces classes dominantes, c'est que bon nombre de syndicats tout en jouant le jeu du système, cette forme de « bargaining power » inhérente à la régulation des conflits sociaux, ne se gênent guère pour le mettre en cause. Ils en

contestent ouvertement et souvent avec éclat sa légitimité. Bien loin d'être considérés comme des entrepreneurs, des développeurs, les patrons sont perçus comme des « exploiters » à la merci du Capital tant national qu'international, essentiellement préoccupés par leur marge de profits et peu soucieux des revendications « légitimes » des travailleurs. Un simple coup d'œil sur la presse syndicale de cette époque traduit ce climat. Et dans la mesure où, certaines dimensions du néo-nationalisme québécois sont fortement teintées d'anti-impérialisme et d'anti-capitalisme, cela accentue la crédibilité des luttes ouvrières et désavoue encore davantage celle du patronat. Les cadres des multinationales se sentent perçus comme des « traîtres à la nation » ; les entrepreneurs locaux comme *personae non gratae*.

De la lutte des classes

Les années soixante et soixante-dix, tout en prolongeant cette ère d'intensification des luttes ouvrières déjà très vives au cours de l'Ancien régime, voient poindre une ère de contestation à l'égard des fondements économiques et sociaux de la société. On conteste la mainmise du grand Capital sur les ressources naturelles, la main-d'œuvre, l'école, l'information, l'État. On met en doute les finalités même de cette forme de domination la société de consommation. Microcité s'inscrit dans ce paysage. Plusieurs entreprises, des écoles, des hôpitaux connaîtront des affrontements majeurs. Des conflits sont très longs, des travailleuses et travailleurs n'hésitent pas à mettre en péril, souvent pendant plusieurs mois, leur propre sécurité économique et se donnent à part entière dans leur lutte en impliquant les membres de leur propre famille.

Parlons ici d'une période intense de conflits de classes où, dans ces longs cycles qui opposent le Travail au Capital, le Travail aura pris l'initiative des luttes. Cela se passe à une grande échelle, traverse pratiquement toutes les fractions de la classe ouvrière, y compris « l'aristocratie ouvrière », et la nouvelle petite-bourgeoisie. Nombreux sont les salariés des secteurs public et parapublic qui s'identifient au mouvement ouvrier, nombreux sont les intellectuels qui en adoptent les paradigmes. Les jeunes diplômés de lettres et de sciences humaines qui furent, tout au long des années quarante et cinquante, des adeptes de la modernité, verront leurs successeurs des années soixante et soixante-dix

s'inspirer de courants de pensée et de sensibilités révolutionnaires. Les premiers qui avaient tant souhaité un État moderne entendront critiquer et mettre en doute son objectivité par les seconds. Cet État qu'on aura développé avec tant d'insistance pour permettre aux classes moyennes de peser davantage sur les enjeux sociaux, voilà qu'il est à son tour mis au banc des accusés et considéré comme un « rouage de l'exploitation des travailleurs ».

La période des années soixante et soixante-dix porte encore plus loin les formes de régulation de l'ère keynésienne issues de la crise des années trente. L'État intervient comme jamais dans l'économie. Il se fait simultanément le grand argentier, l'entrepreneur, le planificateur au service du Capital et l'assistant des plus démunis. Il devient le grand agent régulateur des conflits sociaux. Cette fonction sera durement mise à l'épreuve. Et dans la mesure où la multiplication de ses missions fait de lui un puissant employeur, l'État n'arrive plus toujours, dans le cadre de conflits aigus, à rassurer les citoyens de son impartialité. D'où les critiques et protestations acerbes à son égard. C'est là un tournant majeur. L'État n'est plus au-dessus de tout soupçon. Dans cette crise de confiance dont il est l'objet, ce sont les formes mêmes de la démocratie qui sont mises en péril. Plutôt que de voir en lui l'expression d'un pouvoir dont la légitimité repose sur le suffrage universel, le voilà décrié comme « un instrument aux mains des classes dominantes ». Certes, y a-t-il là bien des nuances selon les milieux sociaux, mais comme tous les deux, trois ans, l'État doit faire face à de périlleuses périodes de négociations avec ses salariés, cela

accentue cette image. Il apparaît alors « un patron comme les autres » et, à ce titre, ne mérite guère de respect.

À Microcité, au cours des années soixante et soixante-dix, à tous les deux, trois ans, ce sont des milliers d'enseignantes, de travailleurs sociaux, de préposés aux malades, d'infirmières, de fonctionnaires qui menacent de faire grève. Ils annoncent qu'ils le feront, fort probablement, tous ensemble. Ils interpellent ouvertement et fortement l'opinion publique. Ils le font à grand coût de propagande et de publicité payée dans les média tant écrits qu'électroniques. Et lorsqu'ils s'attaquent à leurs employeurs, ce n'est pas du président de telle institution scolaire ou centre hospitalier dont il est question, mais du député, d'un ministre et le plus souvent : du Premier ministre. Il n'y a pas ici de parti de masse révolutionnaire ou même véritablement social-démocrate mais il y a, particulièrement durant ces périodes d'affrontements des travailleuses et des travailleurs de l'État face à leur employeur, la persistance d'un climat de lutte des classes. Le langage qu'on emploie ressemble à celui des grands partis socialistes ou communistes des pays européens ou latino-américains. À défaut de partis, ce sont les syndicats qui assument ici ce rôle. Lors de rassemblements et manifestations, ils arrivent à lier à leur cause plusieurs groupes, associations, organismes communautaires et sociaux qui se retrouvent dans leurs constats et revendications. Fréquemment les syndicats les aident, leur donnent un petit « coup de pouce », leur facilitent l'accès à leurs locaux, leur permettent d'utiliser leurs services d'imprimerie. À cette époque, il se passe peu de jours sans que les bureaux

régionaux des grandes centrales syndicales ne soient sollicitées pour une cause quelconque. On s'adresse à eux parce qu'on les sent combatifs, ouverts. On présume que les syndicats ont davantage les moyens d'être généreux. On les perçoit forts. Il n'y a de fait aucune commune mesure entre les dimensions, les moyens et la force des syndicats et ceux de la multitude d'organismes communautaires qui les entourent : les regroupements de locataires ; les associations de chômeurs et d'assistés sociaux ; les groupes de femmes ; les comités de quartiers ; les collectifs de défense des consommateurs ; les associations étudiantes... Et cela sans parler de tous les groupes, partis ou mouvements politiques qui se réclament liés objectivement aux intérêts de la classe ouvrière. Dans les années soixante et soixante-dix, les syndicats représentent de fait, à Microcité, les organisations de défense de beaucoup les plus puissantes, les plus tenaces et les plus combatives. C'est à partir du moment où le Capital reprendra, au début des années quatre-vingt, l'offensive des luttes contre le Travail, que nous verrons s'effondrer leur combativité, cela d'autant plus significativement que la classe ouvrière et les classes populaires seront fragilisées et menacées dans leur existence même.

De la mort de Dieu

Des années soixante et soixante-dix on nous reprochera peut-être d'avoir mis l'accent plutôt sur la dernière décennie que la première. Dans la mesure où nous avons vingt ans dans les années soixante-dix, que nous eûmes pour la première fois à nous confronter sérieusement au marché du travail et à la vie maritale, il n'est pas impossible que nous ayons, tout au long de l'enquête, été davantage sensible aux récits de cette décennie aux dépens de ceux de la précédente. Et cela surtout sur les questions du travail. Le chercheur n'est-il pas aussi ici, comme nous le soulignons dans l'avant-propos de cet ouvrage, « un observateur qui ne pourra retenir, sélectionner d'autres paroles que celles qui pour lui sont déjà chargées de sens ». Mais une autre raison explique ce trop d'égard. Nous avons choisi, dès les premiers temps de notre enquête, de secondariser les dimensions proprement politiques de notre champ d'étude. Il est donc logique, contrairement à la plupart des essais et études sur cette époque, que nous ayons quelque peu délaissé les débuts des années soixante qui furent, de fait, tant marqués par le changement de « régime » politique et les réformes qui le suivirent.

De ces années soixante et soixante-dix, ce qui, du moins à première vue, apparaît le plus étonnant pour le chercheur à l'écoute de récits de vie des bonnes gens de Microcité, n'est-ce pas la transformation tous azimuts et rapide de cet univers religieux qui semblait, il y a peu de temps encore, inébranlable ? Tous azimuts ! L'expression pourrait sembler déplacée pour celle ou celui qui se contenterait de dénombrer les individus faisant profession de foi catholique tout en négligeant d'interroger ce que peut bien cacher ce vocable sacré. De fait, à Microcité, la présence des catholiques est tout aussi impressionnante, en nombre tout au moins, à la fin des années soixante-dix qu'au tout début des années soixante¹. Ce qui a toutefois radicalement changé c'est la manière de l'être, c'est aussi la présence de l'Église au cœur de la cité.

Le catholique devient protestant². Sa foi repose moins sur un certain nombre de préceptes et de dogmes que sur une démarche personnelle, intériorisée, singularisée. La toute puissance de la sainte Église gêne plutôt qu'elle ne rassure. Nombre de fidèles se font plus distants. Le clergé n'est plus à l'abri des critiques les plus acerbes, voire d'un mépris certain. Certes la période pré-conciliaire et conciliaire aura-t-elle permis un certain répit mais, après elle, la désaffectation se poursuit de plus belle. Les églises se retrouvent délaissées par les jeunes mais aussi par de nombreux adultes au mi-temps de leur vie. Le chantage religieux et ses effets de coercition s'écroulent comme un château de cartes. À Microcité, le grand séminaire et les noviciats se vident ; des centaines de prêtres, religieuses et religieux quittent le clergé ou leurs communautés. Ces départs massifs, plus

que les critiques émises envers le clergé, portent le plus dur coup au statut du religieux. Le prêtre n'est plus un personnage ; le voilà une simple personne. Les nombreux égards dont il fut longtemps l'objet, se transforment en railleries. Et s'il fut un temps où porter la soutane était un grand honneur, cela devient plutôt honteux. Sous les habits de la laïcité, le religieux se cache. Non pas nécessairement par esprit d'ouverture, par œcuménisme, mais aussi par crainte d'être porté au ridicule. D'être vénéré, dorénavant, il sera vulnérable. On se moque de lui ; on le prend en pitié. On ne le comprend plus très bien. Sur son passage, on éprouve même une certaine compassion. Un prêtre raconte

À cette époque là, j'étais prêtre dans le milieu étudiant. Les gens étaient très agressifs. Au moins ils réagissaient... mais pas de façon très agréable ! C'était peut-être bien que ça éclate. Comme prêtre, on avait l'impression d'un certain rejet de la part des gens. Il ne voulaient plus rien savoir. Tu étais quasiment rejeté de la société. J'ai des amis qui ont laissé le sacerdoce. C'était souvent pour des raisons qu'on ne pouvait pas imaginer. C'était le sentiment d'absolue inutilité. Tu as trente-cinq ans. Tu décides de faire du sacerdoce le sens de ta vie. Tu as été formé pour administrer les sacrements... C'était notre type de formation dans les années soixante-dix. Puis, ton église se vide. Tu vas au confessionnal, il n'y a plus un chat. Alors tu te poses la question : Moi qui a vraiment le goût de faire quelque chose de ma vie, mais qu'est-ce que je fous ici ?

De l'intérieur de la communauté ou de l'Église, on regrettera bien sûr ces départs mais, suite au Concile, il ne saurait être question de les condamner. L'État, quant à lui, offre fréquemment une place de choix. Il réforme de fond en comble l'éducation, les services hospitaliers et sociaux, secteurs traditionnellement sous l'emprise de l'Église. Nombreuses sont les personnes qui, quittant la vie religieuse, se retrouvent finalement comme enseignants, administrateurs ou employés dans le secteur parapublic. Jouissant des acquis récents des luttes syndicales, elles connaissent des salaires et des conditions de travail qu'elle n'auraient, il y a quelques années à peine, jamais imaginés. Quitter les ordres peut ainsi représenter de beaux risques : économiquement, cela risque de vous enrichir ; socialement, cela ouvre la voie vers une nouvelle vie affective, une vie de famille et, paradoxalement, il n'y a plus aucun risque, religieusement parlant, de se permettre toutes ces avenues. Bref, les raisons pour délaisser la vie religieuse semblent tout à fait du domaine du raisonnable. Persister relève strictement du domaine de la foi, de l'attachement à la vie religieuse ou de la crainte, pour une raison ou une autre, de l'état séculier. Dans une société où le mystère même de la foi est mis en doute, comment est-il possible, pour celles et ceux qui les symbolisent, de ne pas être touchés ? Nombreux sont les enseignants qui, membres de communautés religieuses, décident de « quitter leur ordre ». Cela ne se fait pas par opportunisme mais, plus simplement, parce qu'ils n'arrivent peut-être plus à justifier, à leurs propres yeux, le pourquoi de tant de renoncement. Les fondements de ce renoncement sont ébranlés. Je peux être persuadé de l'existence de Dieu mais je dois reconnaître, autour de moi, que nombreux sont les collègues, les amis, les

parents qui mettent cette assurance en doute tout en étant, à bien des égards, tout autant présents, charitables et moraux que moi. S'il fut un temps où la voie religieuse pouvait être celle qui devait permettre, avec le plus de quiétude, l'épanouissement de la vie intellectuelle, cela ne fait plus de sens. Dorénavant, il n'est plus nécessaire de renoncer à ce point pour se consacrer à l'œuvre de l'esprit. Quitter la vie religieuse n'a rien de déshonorant, c'est plutôt une forme d'épanouissement. Le « défroqué » n'est plus suspect, c'est celui qui reste qui le devient. Et voilà pourquoi, de tous les statuts sociaux, celui de religieux, tout au cours de ces deux décennies, sera celui qui aura été le plus sérieusement mis à l'épreuve.

N'évitons pas le sujet : il s'agit de la mort de Dieu. Non que personne ne croit pas en lui, mais qu'une minorité n'y croit plus, qu'une autre n'y croit guère et, enfin, qu'une proportion croissante de gens y croit tout en faisant un certain tri entre ce qu'on en dit et ce qu'on en pense vraiment. En fait, on ne sait plus très bien ce qu'il est et dans la mesure où votre fils ou votre fille, votre mari ou votre épouse, votre frère ou votre sœur exprime des réserves envers ce grand récit, l'affection que vous éprouvez à son égard vous interdit de le condamner. Une femme parle de cette époque :

Dans les années soixante-dix, j'étais au début de l'âge adulte. Comme beaucoup de gens de mon époque, j'ai foutu par dessus bord tout ce qui s'appelait religion, église, curé... tout ce qui avait cette connotation. J'ai

réalisé que je ne pratiquais pas une religion, je pratiquais une religion que d'autres voulaient que je fasse. J'ai donc décidé que, pour moi, tout cela n'avait pas d'allure, qu'il n'y avait rien qui se vivait là et qui m'attirait vraiment. Je suis partie. Je suis carrément partie, et je n'ai pas remplacé cela par autre chose.

Si la foi est contagieuse, sa mise à l'épreuve l'est tout autant. Point besoin ici de mouvement organisé pour combattre vos convictions. Le doute d'une personne que vous aimez peut arriver à les contrarier. Non que vos convictions ne soient point profondes, mais qu'elles ne peuvent plus être fondées sur la certitude. Dieu existe peut-être, mais il y a tant de gens qui m'entourent, que je respecte, qui n'y croient pas, qui n'y croient plus. Leur être présent, c'est aussi écouter leurs soupçons, c'est aussi tenter de les comprendre. Tant que la critique des dogmes de la foi, de l'Église, de la morale catholique, de l'existence même de Dieu est étrangère, qu'elle est à mille lieux de ma maison, il est aisé de lui demeurer indifférent, de ne jamais l'entendre, de la baillonner, de la mettre à l'Index. Mais dès qu'elle entre dans ma maison, dès qu'elle est portée par un ami, un parent, elle devient partie prenante de mon univers. Condamner cette critique, c'est risquer de se couper de ceux qui s'en réclament, de faire des étrangers de ses proches. Voilà pourquoi la mort de Dieu ne parvient pas à briser les familles, les regroupements, les institutions de Microcité. Le Dieu qui se meurt ne se doit-il pas de le faire ? N'est-il pas lui-même l'archaïque visage d'une autre époque, le Dieu du tourment, du châtement, le

Dieu d'une véritable idôlatrie ? Il n'y a pas seulement celles et ceux qui le mettent en doute, mais il y a aussi celles et ceux qui croient en lui tout en se refusant à reproduire béatement l'image qu'on en a fait. Croyants, ils sont parfois beaucoup plus distants d'autres croyants que d'incroyants. Ils se sentent à l'étroit, un peu piégés même par un passé trop lourd, une Église longtemps arrogante, un Dieu oppresseur. Ils proposent une autre lecture des évangiles, une autre prière, une autre foi. Ils partent à la conquête d'un Dieu différent de celui qui a dominé la cité. Ils demeurent fidèles, malgré moult critiques à son égard, à cette Église dont ils contestent toutefois l'omniprésence, les abus, le pouvoir. Ils sont imprégnés de la sensibilité conciliaire, souhaitent l'ouverture, le renouveau. C'est de ces croyants critiques, des mal-croyants et d'une grande variété d'incroyants qu'émerge, petit à petit, l'hypothèse de la mort de Dieu. Cette hypothèse est d'autant plus forte qu'elle s'attaque à toute idée préconçue de Dieu, à tout modèle qui s'approprierait son image, à toute église qui en imposerait sa présence. Dieu est mort, cela ne saurait assurer qu'il n'existe pas mais qu'il est devenu inacceptable, pour imposer son bon vouloir à autrui, de se réclamer de lui. Dieu est mort, cela signifie également qu'y consacrer sa vie, en faire son point de repère, s'y dévouer, le prier demeurent une hypothèse parmi d'autres hypothèses. Cela signifie, enfin, que l'incroyant ou le mal-croyant ont tout autant droit de cité que le croyant, que jamais plus ils ne sauraient être victimes de discrimination eu égard à leur absence ou manque de foi.

Au cours de notre enquête, tout en discutant avec des laïcs, des agents de pastorale, des religieuses, des religieux, il est fréquent de constater à quel point il furent, tout au long des années soixante et soixante-dix, sujets à des sentiments de honte, de culpabilité. Attachés à une foi d'amour et de détachement, ils éprouvent un profond malaise envers leur Église dont les contradictions demeurent si grandes, dont les nombreux abus de pouvoir, d'un passé encore récent, semblent malgré tout encore si présents. Une femme, agent de pastorale au Cégep de Microcité, nous raconte comment, dans les années soixante-dix, elle se sent presque ridicule d'être catholique :

Dans les années soixante-dix, si on osait se présenter comme animatrice de pastorale, c'était un énorme handicap. Si on osait sortir le mot Dieu, on était éclaboussé presque automatiquement. Il y avait des adultes dans le milieu qui nous en voulaient d'être catholiques, qui nous en voulaient de faire de la pastorale.

L'expression catholique a une forte connotation péjorative. En pastorale, on préfère parler de chrétiens plutôt que de catholiques, de Jésus plutôt que de l'Église, des évangiles plutôt que des commandements. S'il y a à peine une décennie les étudiantes et étudiants de niveau similaire étaient régulièrement contraints d'assister aux offices religieux sous peine de sérieuses réprimandes et de congédiements, celles et ceux qui y assistent au milieu des années soixante-dix apparaissent tout à fait marginaux. Ils représentent une

infime partie des étudiantes, des étudiants et des professeurs ; on les perçoit comme membres d'une petite communauté de base, voire d'un groupuscule. D'ailleurs, ces catholiques qui préfèrent se dire chrétiens partagent l'impression que leur présence sur le campus est tolérée plutôt que souhaitée, que, du côté du corps professoral, on se méfie d'eux, qu'on les considère plutôt comme des vestiges protégés de l'Ancien régime que les porteurs d'une Bonne Nouvelle.

Si au milieu des années soixante, assidûment, plus de 30% des finissants du cours classique choisissent la vie religieuse, cela tombe à moins de 1%, une décennie plus tard, pour les finissants des études collégiales. La vocation religieuse n'existe plus, à toute fin pratique, comme alternative à la fin des études post-secondaires et, dorénavant, celles et ceux qui envisagent d'y consacrer leur vie, le font en empruntant de multiples sentiers. Ce seront plutôt de jeunes adultes plus avancés en âge qui auront déjà été confrontés au monde du travail ou engagés sur des questions sociales dans des groupes ou organismes communautaires. Si elle n'est pas dénuée de tout prestige, la vocation religieuse n'a plus guère à voir avec ce qu'elle pouvait représenter il y a à peine quelques années. Également, voit-on poindre, au beau milieu des années soixante-dix, le déclin de la paroisse. La fréquentation de la messe dominicale tombe en flèche, l'administration des sacrements également. Les rentrées d'argent diminuent. Les fidèles vieillissent. Les activités paroissiales se font plus discrètes.

Bref, à Microcité, au cours de ces années, nous assistons à un véritable déclin de l'Église catholique. Elle n'y occupera plus jamais la place qui était sienne. Elle demeure un acteur social de premier ordre, mais un acteur qui doit partager la scène avec d'autres tout aussi puissants qui, d'ailleurs, en contestent fréquemment les orientations, les pratiques, voire même la légitimité. Personnalités du monde des sciences, intellectuels, politiciens et hauts fonctionnaires, journalistes, syndicalistes, féministes, adeptes de différentes causes et mouvements sociaux... tous peuvent être confrontés, à un moment ou un autre, non plus à la toute puissance mais à un certain pouvoir, plutôt symbolique, que représente toujours cette Église. Ce sera entre autres le cas pour des questions d'ordre moral, telles : la planification des naissances et la contraception ; les relations sexuelles des jeunes avant le mariage, l'indissolubilité du mariage ; la place des femmes dans la hiérarchie catholique... Dès cette époque, sur de tels enjeux, les déclarations de l'Église sont fréquemment mises à l'épreuve et apparaissent comme relevant davantage du rigorisme de la vieille curie romaine que des hésitations et des sensibilités du clergé local. À la limite, c'est avec bonne conscience, même une certaine condescendance envers une vieille institution dépassée par les exigences de la vie moderne, que bon nombre de fidèles transgressent les préceptes de leur Église. On l'écoute, on s'y réfère toujours, mais elle a définitivement cessé d'avoir le monopole de la vérité. Se distancer de ses prérogatives n'a plus grand chose à voir avec la faute, le péché, mais démontre des capacités de réflexion et d'autonomisation perçues plutôt positivement. Dans un monde où un grand principe de référence s'écroule, c'est au sujet de trouver en lui et hors de lui de nouvelles sources

d'inspiration pour le soutenir. Les questions de morale se posent toujours, mais dans un tout nouveau contexte. Il n'y a plus d'individus, il n'y a plus d'institutions dont on peut être assuré qu'ils puissent jouir de tout le savoir, de toute la sagesse, voire de toute la légitimité nécessaire à formuler des solutions. Il n'y a plus de certitudes ; tout au plus des hypothèses, des suggestions.

De la contestation de masse

Église, école, famille, travail, consommation... tout cela, au cours des décennies des années soixante et soixante-dix, est l'objet de critiques acerbes et de profondes mutations. Un remue-ménage qui se fait un peu partout en Occident et dont Microcité n'est pas à l'abri. Ici, tout se passe comme si l'incertitude sur l'existence de Dieu faisait place à de nouvelles incertitudes. Celles-ci ne se posent pas d'elles-mêmes. Nombreux sont les individus, les groupes, les mouvements qui les font apparaître. Questions de générations, mais questions aussi de sexes et de classes. Questions d'époque, enfin, qui transcendent en quelque sorte tous les milieux sociaux. On verra s'écrouler l'Ancien régime. Cela ne se fera pas passivement. Microcité ne serait être qu'un pâle reflet de ce qui se vit ailleurs. Elle est aussi de cet ailleurs. Surgiront, de ses propres murs, les acteurs du changement. Elle entendra leurs voix, partagera leurs récriminations, laissera se commettre de nouveaux possibles. Ces acteurs sont jeunes, ils ne sont pas que jeunes ; ils sont femmes, ils ne sont pas que femmes ; ils sont aussi plus informés, plus instruits ; ils sont étudiantes et étudiants, travailleuses et travailleurs, artistes, intellectuels. C'est là où prend forme l'Ère des ruptures. Ce sont eux qui ouvriront la brèche, allumeront l'étincelle. Puisque tout s'écroule... tout devient possible !

« Tout s'écroule » ! L'expression, trop forte, traduit l'air du temps. Ce que la mort de Dieu entraîne n'est pas que la mise en cause de modèles culturels, c'est aussi la mise en cause d'un Moi comme partie de ces modèles. C'est, enfin, l'émergence d'un nouveau sujet, affranchi de fausses certitudes, prêt à combattre toutes les formes d'aliénation, d'exploitation et d'oppression. Ce sujet révèle une autre parole. Il parle de liberté et d'engagement. Il parle aussi d'émancipation et de désir. On le retrouve à l'université, au collège mais également dans différents milieux de travail et de vie. Ce sujet se lève, il proteste énergiquement contre toutes les formes de pouvoirs et de silences de l'Ancien régime. Il prend conscience à quel point il est lui-même une entité sociale, à quel point il est un acteur social. Il le devient d'autant plus qu'il sait que la société sera aussi le produit de son action. C'est pourquoi il se bat sur tous les fronts. L'Ère des ruptures c'est d'abord l'affirmation de ce sujet devenant acteur et conscient de la portée de son action. Ce sujet est la lutte contre le Moi ; c'est le rejet de toutes les concessions qu'il a faites à l'ordre et la convention. Ce sujet est un nouveau JE dans le Moi. Il habite pratiquement tous les individus, il les questionne sur leur Moi devenu. Et c'est, précisément, la force de sa propulsion qui fera tant d'éclats. Tous les milieux, tous les groupes, voire tous les individus en seront bouleversés. L'Ère des ruptures ce n'est pas seulement la cassure de modèles culturels, c'est aussi la cassure de la structuration même des formes de personnalités qui leur étaient liées¹.

Je suis un être humain ; je suis femme ; je suis travailleuse. L'Ère des ruptures, c'est l'affirmation de nouveaux Je, la production de nouvelles identités. Si singulières qu'elles soient au cœur de la personne, de son intimité, ces identités sont aussi sociales. Elles animent la quête des mouvements sociaux.

Je suis un être humain. Notion complexe et délicate qui bouge à Microcité. Cela ne signifie plus être nécessairement une créature de Dieu. La rupture est brutale. Elle engage les fondements même de l'existence et le sens de la vie. Qui suis-je ? Pourquoi être ici ? Où vais-je ? Sur ces questions, les décennies des années soixante et soixante-dix voient poindre des affrontements. Les grands récits catholique, chrétien, déiste font face au scepticisme. Derrière tout cela, c'est l'identité même que l'on se donne, comme habitant de cette planète, qui est mise en cause. Le débat est ouvert sur les origines et les fins de la personne. Il l'est également sur tout ce qui la constitue : langage, inconscient, sexualité... À Microcité, non seulement se mettra-t-on à douter de l'existence de Dieu, mais de la possibilité pour l'être humain de se connaître vraiment, de saisir, sans mensonges, les réalités qui le fondent. S'installe une grande quête de sens. Les discours, jugés autrefois les plus scandaleux, auront droit de cité. Ce seront ceux qui interpellent tous les autres².

Je suis femme. On ne peut plus être femme à la fin des années soixante-dix comme on le fut dans les décennies précédentes. Il y a conflit sur la définition. Il y a émergence

d'un nouveau sujet féminin. Cela se vit tous les jours à Microcité. Une femme se présente : « J'ai trente ans, je travaille, je suis mariée, j'ai deux enfants » La manière de se présenter à autrui ne relève pas du hasard. Les termes et leur succession sont minutieusement choisis. On se dit avec des mots qu'on prend parmi des milliers de mots et on tisse, parmi des milliers de combinaisons possibles, leur agencement. En agissant ainsi, on façonne notre identité pour autrui, mais aussi pour soi³. Le travail rémunéré surgit comme une composante de la nouvelle identité femme. C'est un Je qui s'affirme. Toutes les femmes auront à se situer, à se définir par rapport à lui. Ce Je laborieux est annoncé par le mouvement des femmes. Sa mission sera de le rendre incontournable. Il ne sera pas seul. D'autres Je, soutenus aussi par ce mouvement, viendront se greffer à lui. Je suis corps, je suis sexualité : maîtrise de son propre corps, planification des naissances, contraception mais aussi découverte, reconnaissance, affirmation de sa sexualité. Si, au cours de ces décennies, on parle tant de sexualité, c'est que la femme réclame son droit à la jouissance. Le plaisir, si longtemps banni de la « féminité », devient partie composante de son identité. Le mouvement des femmes illustre ainsi à quel point l'intime est infiniment social et à quel point, le social est infiniment intime.

Je suis travailleur ; je suis travailleuse. Le vocable s'étend de façon fulgurante à une multitude de nouvelles catégories d'emplois et, tout en soulignant une insertion aux fondements économiques de la société, il signifie également comment je suis victime de ceux qui en maîtrisent ses types d'accumulation et de développement. Au cours des années

soixante et soixante-dix l'État, qui semblait jusqu'ici échapper au chapitre de ces maîtres et dominants, sera considéré des leurs. Le « je suis travailleur » devient massivement « je suis enseignant, je suis infirmière, je suis fonctionnaire, voire : je suis aussi exploité » ! Le mouvement ouvrier fait, du nouveau sujet qu'il révèle, un prolétaire à part entière. Le travailleur et la travailleuse des secteurs public et parapublic qui, selon une certaine convention, semblaient davantage issus de la nouvelle petite bourgeoisie, apparaissent soudainement fusionnés, du moins au niveau du discours et des revendications, à la classe ouvrière. Leurs patrons sont pour eux, comme tous ceux du secteur privé, arrogants, aléatoires et illégitimes. L'État qu'ils représentent est, à la limite, plus coupable que les entreprises puisqu'il justifie et protège leur action, c'est-à-dire : l'extraction de la plus-value qu'elles réalisent aux dépens de leurs employés.

Je suis jeune, c'est donc dire que je n'ai plus à me soumettre aux discours et aux règles que vous m'imposez et au contraire, je résiste contre l'aliénation qu'ils entraînent et la violence qui les soutient. Je suis jeune et je combats cette société qui est la vôtre, traçant ainsi la voie pour proposer la mienne. La fin des années soixante et le début des années soixante-dix, c'est l'affirmation fulgurante du sujet jeune. Il apparaît comme la figure sociale dominante. Lorsqu'on écrit sur les *sixties*, c'est le plus souvent de lui dont on parle. Il annonce avec le plus d'éclat l'Ère des ruptures. Toutes les valeurs et les institutions sociales feront l'objet de sa critique.

L'Ère des ruptures est ainsi celle des mouvements sociaux. Ils animent tous les nouveaux Je qui s'affirment sur différents fronts et entendent mettre ainsi en péril des formes d'identités tout en proposant de nouvelles. Les mouvements sociaux donnent le ton à cette époque. Ils contestent l'ordre social. S'ils sont portés davantage par des jeunes, des femmes, des intellectuels, ils interpellent néanmoins toutes les catégories d'âge, traversent tous les milieux sociaux. Dans les familles, les écoles, les milieux de travail, les églises, sur la scène politique et sociale, tout est remis en question, tout peut faire l'objet de nouveaux débats. Il y a peu de familles, peu d'institutions qui échappent à ces rebondissements.

L'Ère des ruptures est l'ère des contestations. Celle où on remet en cause les formes si fortes d'intégration qui avaient marqué les premières décennies d'après-guerre. Le triangle travail, famille et religion est sérieusement ébranlé, il se fragilise de toutes parts. Les individus, dans leur singularité, sont touchés. Pour des milliers d'entre eux, et cela même à Microcité, les grands points d'ancrage, les principes d'identité, même le sens de la vie, désormais, ne seront plus jamais les mêmes.

Quatrième partie

L'AVENIR INCERTAIN

Présentation de l'Avenir incertain

Peu de gens avaient prévu que l'Amérique et l'Europe devaient entrer dans le troisième millénaire avec autant d'incertitudes. Il y a quelques décennies à peine, on imaginait volontiers leur devenir comme rempli de promesses. À la société industrielle et laborieuse, devait succéder une société d'opulence et de loisir. Et ce qui légitimait tous les sacrifices des générations précédentes était l'assurance de jours meilleurs pour leur progéniture. Les décennies qui émergent devant nous étonnent plus qu'elles ne rassurent. Voilà qu'elles excluent encore plus qu'elles intègrent, qu'elles incitent à l'abondance tout autant qu'elles génèrent la misère, qu'elles glorifient les connaissances tout en fomentant l'ignorance. Époque des paradoxes où, sur fond de crise des temps modernes, le relativisme tend à devenir la nouvelle forme d'idéologie dominante. C'est pourquoi nous parlons de l'Avenir incertain. Parce qu'il ne semble plus possible de prévoir des lendemains meilleurs avec autant de certitude. Il y a comme une brisure, comme une perte de confiance, comme un manque profond d'assurance envers des idées, des valeurs, des modèles culturels qui ont pourtant réussi à enchanter, avec beaucoup de vigueur, d'autres temps. Amour, famille, travail et religion sont ici submergés dans une mer profonde où on arrive mal, ou on n'arrive plus, à cerner certains comportements, où ceux-ci semblent parfois s'annihiler les

uns les autres. Il n'y a ici ni intégration ni contestation massives des modèles culturels dominants mais plutôt distanciation, écarts de conduite, cynisme ou indifférence envers ce qu'ils représentent. Plutôt que de cheminement, il nous faut parler de perplexité, peut-être encore plus d'égarement.

Au moment de l'enquête, Microcité vient de connaître d'importantes fermetures d'entreprises dans le textile et la métallurgie. Son industrie la plus importante, le papier, doit faire face à de profondes restructurations sous peine de ne plus être concurrentielle à l'échelle continentale. La conscience de cette fragilité, de la nécessité d'agir, de briser les habitudes, est aussi partagée par les travailleurs de ces entreprises dont les dirigeants syndicaux. Puis, déferle aussi sur la ville, une grande vague d'esprit d'entreprise axée sur le développement des petites et moyennes entreprises. Les jeunes entrepreneurs sont enthousiastes et très nombreux¹. La volonté de la municipalité d'encourager cette énergie est patente et les expertises du secteur public et de différents organismes offertes aux futurs hommes et femmes d'affaires fort variées.

Malgré tous les efforts faits pour démarrer des projets, consolider des réalisations, attirer de nouveaux investissements, le taux de chômage demeure élevé, la tendance à la précarité de l'emploi persistante, la marginalisation d'une partie de la jeunesse et de travailleuses et travailleurs pré-retraités grandissante, les inégalités sociales et la pauvreté de plus en plus manifestes. Organisations de chômeurs et d'assistés sociaux passent à

l'action. Des groupes populaires se concertent, partagent des revendications, établissent des stratégies communes. L'approche est plutôt défensive bien qu'on voit poindre, surtout chez les syndiqués du secteur privé, le souci de dépasser les mots d'ordre habituels, de cesser de jouer aux victimes, de s'impliquer autrement, d'accepter de se compromettre, de proposer de nouvelles analyses et avenues.

Le journal de Microcité met l'accent sur les industriels locaux, leur originalité, leur audace, leur performance. Aux côtés de ces informations, l'action d'organismes populaires et de groupes de jeunes fait souvent la manchette. Le pressentiment que les années de « vaches grasses » sont plutôt derrière que devant, semble très répandu. Les questions liées au faible taux de natalité, au départ des jeunes vers les grands centres et à la faiblesse des structures d'accueil pour les nouveaux arrivants font l'objet de nombreux commentaires. Cela sans parler du danger ressenti de disparaître ! S'ils sont préoccupés de la grande vulnérabilité de la base industrielle de Microcité, les leaders d'opinion le sont également du vieillissement de sa population et du déclin déjà engagé de son poids démographique².

Néo-romantisme ou le nouveau modèle amoureux

Ils sont une quinzaine, entre dix-huit et trente ans, réunis selon notre bon vouloir dans un petit bistro de la rue Saint-Georges. La majorité fut sélectionnée par deux responsables, d'un regroupement de jeunes. À leur liste, afin de permettre une meilleure représentation de certains milieux, je propose d'ajouter d'autres étudiantes et étudiants. La réflexion s'engage sur de nombreux thèmes. Ne pointe guère d'unanimité sur de nouvelles voies à suivre, mais il se dégage toutefois, plutôt spontanément, des formes de consensus sur de nombreux constats. Réunir des jeunes, favoriser entre eux la discussion, c'est une manière de cerner tout à la fois les aléas d'une présente conjoncture et d'imaginer, en autant que faire se peut, les chemins du futur.

L'union libre

Les propos s'ouvrent d'abord sur l'amour, le couple, le mariage... Ils traduisent déjà, par les ruptures de sens qu'ils annoncent, l'entrée dans une nouvelle ère

Le mariage pour moi c'est passé de mode. Disons que le mariage c'est pas

ce qui coûte le plus cher. C'est quand tu arrives après, le divorce et tout ..
là, ça coûte énormément cher ! Tant que je n'aurai pas d'argent, je ne me
marierai pas parce que je n'aurai pas les moyens de divorcer. Mon petit
copain, mon ami, mon amant... moi ça fait six ans que je tiens avec lui. Je
ne vois pas ce qu'un papier viendrait faire là-dedans. C'est peut-être ce qui
briserait les six ans de bonheur que nous avons pu vivre jusqu'ici

Elle a vingt-six ans et provient d'un milieu populaire. Bien que ses propos ne
fassent guère d'éclats, tous ne partagent pas nécessairement son point de vue. Pour elle,
le mariage n'est surtout pas un garant de l'amour. Le risque de rupture, par ailleurs très
coûteux, lui est pratiquement immanent. La durée d'une relation amoureuse semble tout
aussi, sinon mieux assurée, dans une union libre. Le mariage n'est pas nécessairement
quelque chose qu'il faut combattre, éviter à tout prix. Il demeure une éventualité, souvent
valorisée, mais n'est plus la condition sine qua non pour vivre ensemble. Un jeune
homme, qui partage sa vie avec une compagne ayant deux enfants d'une relation
précédente, s'explique : « Ça va bien comme ça. Présentement, je ne me sens pas prêt à
m'embarquer, à signer des papiers. Ça dure depuis deux ans... Personne ne court après le
mariage. Parfois, dans une conversation, ça se glisse. On ne rejette pas cette éventualité »
En fait, le mariage paraît une procédure qui semble compliquer la vie. Il y a quelques
décennies à peine, on se mariait surtout pour « simplifier les choses »¹. Ce que nous
racontent ces jeunes gens, est tout le contraire. Il est plus simple, ce qui signifie aussi tout

aussi satisfaisant, de vivre en couple tout en demeurant célibataire. La jeune femme de vingt-six ans revient à la charge :

Je ne dis pas qu'une relation est nécessairement brisée par le mariage, mais que cela peut arriver. Pour le moment, je n'ai pas d'obligation. Si ça n'allait pas, je dirais à mon ami : « Prends tes bébelles et prends la porte » Si j'étais mariée, je ne pourrais pas le faire. Il y aurait la question du fameux papier de divorce, tous les niaisages pendant des mois, la question de la garde des enfants...

Ces propos sont d'autant plus révélateurs d'un changement de société qu'au moment de la naissance de celle qui les tient, il était impossible de divorcer légalement à Microcité. Vivre en union libre était sujet à une forte réprobation et touchait presque essentiellement des milieux marginaux et défavorisés. Aujourd'hui l'union libre a non seulement droit de cité, mais elle est souvent même souhaitée tout autant par les jeunes que par leurs parents qui y voient une sorte d'étape préparatoire au mariage.

Les nouveaux préalables aux projets amoureux

Si le mariage n'est plus une garantie de durée d'une relation amoureuse, il n'apparaît pas non plus comme étant nécessairement le grand point de réalisation de sa vie future

Je suis en dernière année du niveau collégial. Je veux également poursuivre mes études à l'université et plus tard faire une maîtrise en sciences pures. J'entends devenir ingénieure en aérospatial. Conception et construction d'engins spatiaux. C'est hors du commun. Devenir professionnelle, sans entraver mes relations avec les autres. Être professionnelle, mariée, et avoir des enfants. Je vais essayer de concilier tout ça. Je n'ai pas tout planifié, ce n'est pas très précis. Si une relation s'offre à moi, je vais la prendre. Si cela ne se présente pas, je ne vais pas chercher à fonder un foyer.

Et vous, vous avez l'intention de vous marier ?

Non. J'ai l'intention de faire carrière. Je veux aller en droit, être avocate et poursuivre une maîtrise en fiscalité. Je voudrais être fiscaliste. Après, continuer au doctorat... aussi en droit. Si la conjoncture économique n'est pas favorable lorsque je terminerai mes études, je continuerai à faire de la recherche.

Et la recherche n'est pas conciliable avec le mariage ?

Non.

Elles n'ont pas encore vingt ans. En se positionnant ainsi par rapport au mariage, elles annoncent sans ambages la priorité de leurs projets scolaires et professionnels. Si cette attitude pouvait être prévisible chez les jeunes hommes, la fermeté des positions de ces jeunes femmes étonne. Sont-elles le reflet de leur groupe d'âge ? Cela n'a guère d'importance. Elles sont toutefois perçues comme des modèles. Lorsque je me suis adressé à leurs collègues respectifs pour avoir la participation d'étudiantes à notre discussion, ce sont elles que l'on a choisies. Elles ne sont pas sans signification sociologique. Au contraire. C'est, pour un groupe social, fréquemment à partir de ce type de modèles, que se tracent, petit à petit, de nouvelles manières de se définir, de se situer dans le monde. Ces collégiennes ne minimisent pas nécessairement l'importance du mariage. Elles refusent cependant de s'ouvrir, pour le moment du moins, à cette éventualité. Le risque de ne pas se réaliser professionnellement serait trop grand : « Je ne veux pas faire du mariage un de mes buts ultimes. La carrière, c'est l'accomplissement d'une personne. Lorsqu'on prévoit être aux études cinq, six, sept ans, la relation stable peut venir après. »

Qu'il y ait encore des jeunes filles de dix-huit, dix-neuf ans qui, pour différentes raisons, souhaiteraient mener une vie « d'épouse au foyer », cela est certain. Ce modèle,

malgré de multiples nuances, persiste. Au moment de notre enquête à Microcité, bon nombre de femmes mariées demeurent à la maison, ou, à tout le moins, sont absentes du marché du travail. Parmi celles qui travaillent, plus de la moitié occupent un emploi temporaire ou à temps partiel². Bien sûr, cela recouvre de nombreuses réalités, telles la conjoncture économique, les emplois disponibles pour les femmes, etc. Néanmoins, on peut aussi penser que tout nouveau modèle culturel, toute nouvelle forme d'identité, en privilégiant certains idéaux, produit des motivations mais aussi des contraintes. Le nouveau modèle culturel de la femme comprend ses valeurs et ses normes. Il pose ses exigences.

Certes y a-t-il parmi les jeunes femmes, des exceptions, des courants et contre-courants de pensées. Une étudiante nous confie que, tout compte fait, elle aimerait bien mener une vie semblable à ses grands-mères : « Avoir quatre, cinq enfants... et rester à la maison pour s'en occuper vraiment. » Pour elle, l'affirmation d'une nouvelle identité féminine qui doit passer par l'accomplissement sur le marché du travail, apparaît à plusieurs égards comme une contrainte plutôt qu'une libération. Néanmoins, elle se dit aussi consciente que ses propos ne sont guère en vogue et, qu'en fait, elle ne sait plus très bien ce qu'il faut penser de tout cela³. Le nouveau modèle culturel valorisé par le mouvement des femmes n'est pas celui de la facilité. Il oblige, même pour de toutes jeunes femmes, tout autant dans la sphère de la vie dite privée que dans la vie publique, à se situer autrement que cela avait été prévu au départ, à se penser et à se repenser

continuellement. Il ne saurait être question, pour plusieurs d'entre elles, de renoncer à une carrière pour une vie passée auprès d'une douce moitié. Le bonheur ne pourrait se réduire à cette perspective. Transformation d'un certain modèle d'amour romantique ? Sans aucun doute : « Je ne crois pas au prince charmant. Je ne crois pas que la fille ait à attendre chez elle... un peu à la Cendrillon. Ce temps-là est révolu ! Je ne serais pas prête maintenant et même plus tard à mettre tout de côté pour vivre une relation amoureuse. Je trouve que cela n'en vaut pas la peine. »

Au sein du groupe de jeunes que nous rencontrons, certains proviennent de milieux plus aisés. Cela se voit ; cela s'entend. L'allure et le langage sont de la partie. Bien vêtus, ils s'expriment clairement et se positionnent avec beaucoup d'assurance. De toute évidence, peu marqués par l'échec, ils n'ont eu guère besoin, jusqu'ici du moins, de réajuster le tir : d'abord les études, ensuite, éventuellement, le mariage, en autant bien sûr que cela ne saurait hypothéquer leur cheminement professionnel. Personne ne s'objecte à leur logique implacable. Au contraire, les témoignages des uns et des autres, les fortifient dans ce sens :

Avoir des enfants tout en étudiant, sans avoir vraiment l'argent pour rejoindre les deux bouts, c'est pas facile à vivre. Moi, je souhaitais avoir des enfants jeune. Avant d'avoir des enfants, j'imaginais ça un peu différemment la vie familiale... J'ai été élevée dans une grande famille, très unie, où tout

cela était très valorisé. Mais quand on en sort, qu'on se retrouve vraiment trempée dans la société, on se rend compte que ce n'est pas la majorité des gens qui valorisent ça. Si on mentionne qu'on demeure à la maison avec ses enfants, on s'aperçoit vite que les gens ne s'intéressent pas vraiment à ce genre de vie-là. Pour eux, rester à la maison avec ses enfants, ce n'est rien. Nos enfants sont déjà à la garderie. Présentement je recherche du travail.. C'est d'abord le manque de valorisation du fait de rester à la maison qui motive en moi la volonté de travailler. Puis, le besoin d'argent. C'est très difficile de se sentir valorisée dans le rôle de mère de deux enfants. Il y a très peu de gens qui valorisent ça. Il faut vraiment que cela soit un choix personnel. Un choix très fort. J'ai réussi à le faire pendant quatre ans. Maintenant, pour moi, ce n'est plus possible.

Cette femme souffre, elle se retrouve dévalorisée comme mère. Ces quatre ans où elle a choisi la voie de la maternité aux dépens du marché du travail, elle estime les payer très cher. Durant toute la discussion, ses propos sont remplis d'amertume. Enfants versus emploi ; le dilemme est constant. Difficile de choisir l'un aux dépens de l'autre. Difficile surtout, si l'on a des enfants, de percevoir là une erreur de parcours. Car enfin, le désir d'enfant ne peut-il pas être tout aussi grand, tout aussi fort, que le besoin de travailler⁴ ?

Si pour plusieurs le mariage est relégué facilement dans un futur lointain, pour d'autres, particulièrement les plus âgés, cette éventualité, bien qu'elle appelle à des réponses semblables, se pose dans un contexte différent. Cela permet d'entrevoir comment les préoccupations financières, l'insécurité du travail, les échecs scolaires et amoureux viennent hypothéquer la possibilité d'un « beau mariage ». Ce n'est pas tant l'affirmation d'un projet fort que la crainte de se compliquer la vie, de s'enliser davantage dans la misère, qui repousse cette éventualité :

J'aimerais aussi avoir une famille. Il faudrait que la situation soit favorable. Ça prend un peu d'argent. Comme je suis sur l'aide sociale, déjà là, c'est pas avantageux. J'ai vingt-huit ans. Je reste toujours chez mes parents. J'ai été étudier à l'extérieur, puis je suis revenu. C'est la conjoncture qui a voulu ça. Le mariage quand tu restes encore chez maman, c'est un gros saut à faire. Donc, en attendant d'avoir ce qu'on veut, notre vie est déséquilibrée. Résultat : pas marié, pas d'enfants. Ce que j'aimerais pourtant. Ce n'est pas un rêve. Peut-être ? Parfois je regarde les enfants des autres et je me dis : Je pourrais en avoir un, je pourrais en avoir trois, quatre. Seulement un ça ne vaut pas la peine, c'est comme acheter un « teddy bear » !

Et vous, vous rêvez aussi d'une famille ?

Je suis sur le marché du travail depuis un bon bout de temps Une expérience pertinente dans la restauration. Ça me satisfait. C'est important aujourd'hui de faire ce qu'on aime. J'ai délaissé ce métier un an pour me diriger vers autre chose. Appelez-ça « burn-out », appelez-ça ce que vous voulez. Puis, je suis revenu à la restauration et cela me fait du bien Pour l'instant, la famille, je n'y tiens pas plus que ça. Ce n'est pas mon but principal. Si ça se présente, ça arrivera... Même à vingt-huit ans !

Ces jeunes frisent la trentaine, dans le groupe de discussion, ils ont près de dix ans de plus que plusieurs étudiantes et étudiants. Un peu à la manière de ces derniers, il y a aussi chez eux, la nécessité de se consolider une place sur le marché du travail avant de penser sérieusement à autre chose. Toutefois, contrairement aux étudiants qui vivent cette attente comme une étape nécessaire à la réalisation de leurs aspirations les plus profondes, pour eux, la crainte et l'amertume semblent davantage habiter cette période Ils apparaissent comme des êtres brisés. L'un d'eux s'exprimera très peu au cours de la discussion. Je perçois à travers le regard, la voix, les propos d'un autre, constamment mitigés de « peut-être », plus que de l'incertitude, un certain désarroi. D'ailleurs, si l'éventualité d'une véritable relation amoureuse s'offrait réellement, il est évident qu'il y succomberait volontiers :

Je suis un peu romantique. Si je trouvais une femme qui pourrait bien

s'entendre avec moi un mois, deux mois... c'est évident que je penserais peut-être plus loin. Mais c'est difficile, aujourd'hui, il y a bien des manières de penser et les jeunes ont aussi des pensées différentes. Tu rencontres des personnes, mais ce n'est pas tout le temps les mêmes opinions qui se fondent. Auparavant, une femme, c'était le mariage tout simplement. Aujourd'hui la femme ne pense plus au mariage, et moi d'une certaine façon, je n'y pense plus non plus. Aujourd'hui, trouver une personne et vivre deux ans avec elle, il faut vraiment que ça marche bien. C'est déjà exceptionnel !

Des propos d'une jeune étudiante qui, à dix-neuf ans, aspire à devenir ingénieure en aérospacial à ceux d'un jeune exclu qui, à vingt-huit ans, se retrouve sur l'assistance sociale, se dégage une donnée commune : la réalisation de soi sur le marché du travail, ou enfin l'assurance que cela sera possible, apparaissent des exigences dans la conception même du projet amoureux. Si c'était, depuis longtemps déjà, la situation pour les jeunes hommes, cela le devient maintenant pour les jeunes femmes. Bien sûr, elles ne sont pas toutes également prises par cette question, plusieurs y échappent, surtout les plus démunies d'entre elles, celles pour qui le travail ne peut représenter un achèvement personnel. Cette exigence fait toutefois son bout de chemin, semble devenir incontournable et s'impose, petit à petit, comme approche dominante. Qu'elle s'impose différemment selon les milieux sociaux, la scolarisation, la volonté des jeunes femmes d'investir le monde du travail, de toute manière, cette exigence gagne du terrain. Nous

voilà bien loin de l'époque où la jeune fille devait d'abord être familiarisée aux rudiments des travaux ménagers avant de prendre époux. L'autonomie tant professionnelle que financière de la femme, la priorité qu'on lui accorde non pas tant aux dépens d'un projet amoureux que comme condition préalable à ce projet, voilà la démarche qui tend à s'affirmer. La question n'est plus de servir le futur conjoint mais, tout comme lui, de travailler à l'extérieur et dès le retour à la maison, mutuellement, de se faire servir et de servir⁵.

Le paradoxe de modèles culturels

Les jeunes femmes talentueuses, ambitieuses, qui voient s'ouvrir devant elles des portes jusqu'ici plutôt fermées à la condition féminine, représentent le côté fort et conquérant du nouveau modèle féminin. Les jeunes hommes au passé scolaire chaotique, aux projets louables mais imprécis, se retrouvant chez leurs parents à près de trente ans, représentent le côté faible du modèle masculin. Pour ces derniers, le modèle masculin relève du devoir, de la reproduction. Pour les premières, le nouveau modèle féminin relève du possible, de la création⁶. Ces garçons, provenant de milieux populaires ou de classes moyennes, n'arriveront probablement pas à reproduire le milieu social de leurs propres pères. Ces filles, quant à elles, réussiront à faire ce que leurs mères, à tout le moins leurs grands-mères, n'auraient guère imaginé possible.

Les uns battent de l'aile ; les autres ont le vent dans les voiles. Les uns symbolisent le déclin d'un modèle ; les autres, la montée d'un autre. Si la chute des uns est tout autant causée par leurs ratés scolaires et professionnels, par l'essoufflement du type de croissance économique dominant depuis l'après-guerre que par la remise en question du rôle et de la place de la condition masculine, l'ascension des autres l'est tout autant par leur manière de se définir, leur volonté, leurs performances que par les avenues ouvertes grâce aux combats du mouvement des femmes. Elles sont portées par ce mouvement qui, tout à la fois, les précède et les suit. Elles auront beau affirmer : « la question de la femme, l'Année internationale de la femme... je trouve cela bidon tous ces trucs-là », reste qu'il demeure difficile de prétendre, en tenant compte également de leurs projets, qu'elles n'ont pas hérité des percées de ce mouvement. Leurs propos, leurs valeurs, leurs pensées en témoignent sans grande ambiguïté. Quant aux jeunes hommes fragilisés économiquement et socialement, ils ont aussi, au risque de s'aigrir et de se perdre, à réapprendre à se dire, à se définir autrement.

De la femme libérée à la nécessité de repenser l'homme

Que la femme revendique être égale à l'homme, personne dans le groupe ne remet cela en doute. Que cette revendication pousse l'homme à se repenser lui-même, tous acquiescent également à ce constat. L'émancipation de l'une devrait conduire à l'émancipation de l'autre. Il ne faut pas parler « seulement de l'émancipation de la femme,

mais aussi de l'émancipation de l'homme », affirme-t-on avec assurance. On ajoute : « On percevait l'homme véritable comme devant être viril, musclé, poilu... L'homme et la femme doivent s'affranchir de cette image » Sur cette question, les propos des jeunes hommes rejoignent ceux des jeunes femmes. Mais que cela puisse être différent dans la vie de tous les jours, est fort probable. D'où le désenchantement de certaines. Et malgré les points de vue plus optimistes, on peut facilement imaginer, si nous avions à faire le tour des milliers de foyers et même des jeunes foyers de Microcité, que le partage des tâches ménagères ressemblerait bien davantage aux constats des pessimistes. Cela est certain. Ce qui est d'ailleurs confirmé par bon nombre d'études sur la question. Néanmoins, dans cette petite ville d'Occident, le fait qu'une quinzaine de jeunes, choisis plus ou moins au hasard, tiennent des propos semblables sur la légitimité des revendications féminines, sur la nécessité de repenser la masculinité, est chargé de sens. Cela d'autant plus, qu'à travers le questionnement de ces jeunes, on voit apparaître, au cœur même de la vie intime, de nouveaux types de rapports entre les sexes. Lorsqu'un jeune handicapé invite une jeune femme à être encore plus ferme auprès de son conjoint, il ne cherche pas à se gagner des appuis ou à jouer à « l'homme rose ». Il affirme avec force ce qui pour lui relève dorénavant du non-négociable. Une telle réaction n'est pas fortuite. Plutôt à l'horizon qu'au devant de la scène, elle annonce, à sa manière, un renversement de valeurs. L'image de la femme accolée aux travaux ménagers est devenue insoutenable. Tout homme qui refuse de partager équitablement ces tâches serait un profiteuse, un mécréant. Cela non seulement du point de vue des femmes, mais aussi de

celui des hommes. Et ceux qui, pour une raison ou une autre, volontairement ou pas, chercheront à échapper à ce partage, seront confinés à la solitude ou aux relations passagères. À moins, bien sûr, qu'ils ne soient assez à l'aise financièrement pour arriver à se libérer de ce labeur, non pas tant aux dépens de leurs épouses qui se feront ici complices, mais de femmes peu fortunées et venues fréquemment d'ailleurs, d'autres quartiers, d'autres contrées. Ce qui, somme toute, est une pratique courante au cœur des petite, moyenne et grande bourgeoisies, tant anciennes que nouvelles, et cela tout aussi bien dans les beaux quartiers de Microcité que ceux d'un grand nombre de villes du monde entier !

De la sexualité au néo-romantisme

Les jeunes auront beau prendre une distance par rapport au mariage, faire de leur réalisation professionnelle une condition préalable au projet amoureux, ils auront beau se persuader qu'il faut tout autant repenser la masculinité que la féminité, reste qu'en attendant, ils ne peuvent échapper à l'attrait, au désir, au besoin d'affection. Quant à nous, nous nous refusons de provoquer la discussion sur ces questions. D'autres, et cela souvent avec beaucoup d'éclat, s'en préoccupent bien assez comme ça. Nous entretenions à cet égard une certaine pudeur, un certain attentisme, nous disant : « Laissons-les aller. Si ces questions sont incontournables, elles se poseront bien d'elles-mêmes. » Ce n'est que petit à petit que les uns et les autres s'avanceront sur ce terrain, tout en y laissant toutefois

beaucoup de place pour l'un d'entre eux qui, il est vrai, a eu le mérite d'initier cette réflexion. Je reprends ici quelques passages de cette discussion :

Tout ce qu'on voit dans les journaux, dans les magazines, c'est : « Il y en a tant qui sont morts de telle maladie. Il y en a tant qui vont attraper telle maladie et puis les autres... « regardez-vous bien ! »

- Il y a aussi l'instabilité du couple dans la société. Sexuellement, tu te retrouves continuellement célibataire. Les couples se font et se défont C'est la mode.

- Tu te retrouves seul. Beaucoup d'échanges se font. Le danger s'accroît tout le temps. Les condoms, la publicité. Il faut vraiment impliquer des valeurs aux jeunes là-dessus. Même si on est libéré, les gars ne traînent pas plus les condoms avec eux. Et même-là, est-ce vraiment sécuritaire un condom ?

- Ce qui nous distingue primordialement des animaux, c'est que notre sexualité est associée à une certaine expression des sentiments. Ce n'est pas seulement un instinct. Elle a une signification. C'est un épanouissement

- Le couple est toujours un idéal. L'idéal dans la vie c'est d'être heureux

avec quelqu'un, d'avoir des enfants. L'idéal c'est de pouvoir continuer à t'épanouir personnellement à travers la relation de couple.

À quoi rêvez-vous, à la vie de couple ? À l'aventure amoureuse ?

- Un seul homme. Une stabilité. Des enfants ? Je ne le sais pas. À vrai dire... je ne le penserais pas. C'est peut-être une éventualité. Disons que je ne miserais pas là-dessus.

- Je ne dirais pas nécessairement une seule femme, mais je dirais... une seule à la fois ! Quand on parlait tout à l'heure de sexualité, je ne vois pas cela essentiellement du point de vue animal. On va tomber amoureux d'une femme pour ce qu'elle est, ce qu'elle représente, ce qu'elle pense, ce qu'elle fait. On va donc tomber amoureux bien davantage que pour ce qu'elle est uniquement physiquement, soit celle qui porte les enfants, soit celle qu'on passe dans le lit une fois par nuit.

Et la sexualité, c'est important dans votre vie ?

- Oui, mais ce n'est pas prioritaire. La fidélité, l'exclusivité sont les valeurs que je préconise. Premièrement, pour contrer le fléau des maladies de toutes

sortes. L'important c'est de s'accomplir dans une relation. Le travail, l'amour... Pour moi bien vivre c'est la paix intérieure. Être capable de communiquer comme il faut et s'épanouir.

- C'est aussi une question de sentiments. L'amour n'est pas un acte posé à la volée pour satisfaire un besoin. Il y a plus que l'échange de deux fantaisies, le contact de deux épidermes : « Merci, bonsoir, je prends ton nom. On se rappelle un de ces jours ! » Et puis tu rappelles Jacqueline ou Micheline, une nuit où tu n'a pas « pogné », à 4 heures du matin « Bonjour ! Je m'ennuie ! » Là, ça devient un besoin physique Je suis passé par ce stade où « on change de fille comme on change de souliers » Aujourd'hui le romantisme se libère, se met à jour On a besoin d'un lien plus durable. C'est possible, bien sûr, de faire l'amour avec quelqu'un une fois ou deux, mais il se dégage quelque chose, ce n'est pas seulement un attrait physique. Il y a plus que ça. Ça peut être de longue ou de courte durée, mais le respect entre aussi en ligne de compte. Le respect c'est de ne pas se servir de l'autre comme d'un objet.

Bien sûr il y a, chez les jeunes, une certaine libération de la sexualité Cela en théorie, dans la mesure où personne ne s'offusque qu'on puisse avoir, sans être marié ou vivre en couple, des relations sexuelles entre gens « qui s'aiment ». Cela aussi en pratique,

dans la mesure où, à Microcité comme un peu partout ailleurs, dès l'âge de dix-huit ans, la majorité des jeunes ont déjà eu de premiers rapports intimes. Ce qui ne signifie pas que leur vie soit la cible permanente de ce type de rapports. Non seulement ceux-ci se font plutôt rares mais encore, à bien des égards, on les craint tout autant qu'on peut les désirer. Les raisons de les craindre sont variées, elles couvrent à la fois la nécessité de se préserver pour un grand amour et la peur d'être contaminés par un quelconque virus, voire d'en mourir. Ces jeunes, que nous avons rencontrés, ne semblent pas tant soucieux de l'affirmation de leur liberté sexuelle que de préserver, cela malgré les élans et les manques de leur vie affective, un idéal amoureux très fort. On sent, dans leur propos, non seulement la crainte mais aussi un certain désenchantement face à une sexualité trop permissive. On souligne les dangers des maladies transmises sexuellement, la fragilité du couple, l'isolement. On valorise les relations affectives qui ne vont pas nécessairement « jusqu'à un rapport sexuel ». On lie la sexualité à l'expression des sentiments. On juge l'instabilité du couple comme étant plutôt « superficielle ». Et même si on a vécu des échecs et des égarements, on affirme avec force que « l'idéal c'est d'être heureux avec quelqu'un et d'avoir des enfants. ». Bref, on privilégie la stabilité d'une relation, on tente, dans un monde où tout invite au scepticisme, dans ce monde de l'Avenir incertain, de s'accrocher à une forme de néo-romantisme, un projet amoureux encore très fort⁷ au sein duquel, toutefois, la place des hommes et des femmes doit être repensée de fond en comble. Ce « on » dont je parle est bien sûr pluriel. Composé de propos et d'attentes fort différents, il demeure très attaché à la vie de couple, à la vie de famille. En cela, le « on »

diffus de la jeunesse rejoint fréquemment, malgré ses oppositions et nuances, celui entendu dans les décennies précédentes. Les décors changent, les rôles sont profondément bouleversés, mais l'objet de la tragie-comédie demeure le même : l'amour romantique, c'est-à-dire, ce projet amoureux où le désir et l'engagement, l'instant et la durée, tendent à se fondre. Projet né, en quelque sorte, à l'aube de l'ère moderne et qui, avec toutes les mutations qui le tourmentent, refait continuellement surface.

Autre signe des temps, et cela ressort aussi clairement de la discussion : une tolérance envers les différentes orientations sexuelles. Dans le néo-romantisme ce qui importe ce n'est pas tant la normalisation que le mouvement, l'authenticité et la qualité d'une relation amoureuse. Cela prend forme à travers une grande complicité de deux êtres qui, quels que soient leurs sexes et leurs orientations sexuelles, conviennent de cheminer ensemble, de se laisser transporter, de s'engager et, si cela est possible, de se reproduire

Le syndicalisme revu et corrigé

Histoire de porter un regard sur l'état présent, mais aussi futur du monde du travail, nous réunissons des travailleuses et travailleurs syndiqués de différents milieux. Mon intention, en organisant ces rencontres, qui d'ailleurs sont précédées d'entrevues individualisées, est de tenter de saisir sur le vif les motivations, les analyses et les stratégies des principaux acteurs du mouvement ouvrier, du moins ici à Microcité. Mon enquête me mène à entendre plus particulièrement des travailleuses et travailleurs des pâtes et papier, du textile, de l'enseignement et de la santé. Des responsables syndicaux, élus et salariés, qui font du syndicalisme une activité à plein temps, sont le plus souvent au devant de la scène. Ils proviennent des quatre grandes centrales syndicales présentes à Microcité¹.

Tout au long de ces rencontres, se dégage ici et là, l'expression d'un certain désarroi. Les travailleuses et travailleurs des secteurs public et parapublic semblent en être affectés davantage. Ils ont eu, au cours des dernières décennies, à se frotter de près à l'État². Ils demeurent amers, éprouvent une certaine difficulté à redéfinir positivement le sens de leur action. Ils insistent sur la défense de la qualité des soins et services auprès de la population, mais se sentent plutôt incompris et isolés. Dans les discussions, ce sont

les plus aigris. Ce sont aussi les moins innovateurs. Leur discours reproduit fidèlement celui de l'Ère des ruptures. L'État-employeur est toujours perçu comme un méchant patron qui, par l'intermédiaire d'administrateurs locaux, ne cherche qu'à les écraser, à les humilier, à les faire reculer, à gruger leurs acquis. Leurs salaires ne bougent guère ; ils connaissent une détérioration de leurs conditions de travail ; ils se sentent menacés dans leur emploi. Ils vivent surtout très mal cette impression qu'on les considère, encore et malgré tout, comme des privilégiés. Ils éprouvent le sentiment d'être incompris et qu'il y aurait à leur égard, malgré toutes les humiliations qu'ils doivent affronter, très peu de sollicitude. Dans leurs propos, il y a fort peu d'audace. Ils demeurent sur la défensive. Une conseillère syndicale dans les affaires sociales fait le point :

Dans les secteurs public et parapublic, les grandes batailles sont surtout au niveau des salaires, des statuts précaires, des temps-partiels-réguliers, au niveau aussi de toute la question de la disponibilité. Si tu es précaire, tu es pratiquement contrainte de te faire disponible. Le boss veut te faire rentrer le jour, le soir, n'importe quand. La question des salaires est aussi un point très chaud. Comme tout le monde le sait, notre salaire a été coupé de 20% il y a quelques années. Un échelon de salaires a été gelé... et on ne l'a jamais repris ! Nous avons connue une convention réouverte unilatéralement par le gouvernement... ce que je ne prends pas. Nous, nous sommes pris avec le gouvernement comme boss. C'est très particulier comme situation.

Le gouvernement essaie d'économiser. Chaque fois qu'il a quelque chose à couper, il le fait d'abord dans les affaires sociales, l'éducation, la fonction publique. Notre bataille se situe encore là . tenter que les choses ne nous soient pas imposées. C'est plutôt difficile.

La nouvelle légitimité de l'État

Pour les travailleuses et travailleurs des secteurs public et parapublic, les belles années, les grandes luttes semblent derrière plutôt que devant. Pourtant, les motifs de se battre sont encore plus nombreux. S'ils ont raison de s'indigner, ils éprouvent bien de la difficulté à convaincre. Convaincre non seulement la population, mais aussi leurs propres membres. On reconnaît une certaine démobilisation. Ces travailleuses et travailleurs sont en colère et semblent paradoxalement désabusés. Ils savent que leur opposant est plus que de taille. S'il fut un temps où l'État pouvait être intimidé par leurs argumentations, cela n'est plus le cas. L'État sent qu'il a une légitimité beaucoup plus forte que les syndicats. Cette légitimité repose, d'abord et avant tout, sur le principe du suffrage universel. Hier encore, les syndicats arrivaient à définir l'État comme étant essentiellement au service du patronat. Aujourd'hui, c'est plutôt l'État qui les accuse, plus particulièrement ceux des secteurs public et parapublic, de manque de solidarité et de corporatisme face au problème généralisé de l'emploi, face à la question de son endettement pour les générations futures. L'État assure jouer cartes sur table. Il peut, pour justifier son intransigeance, évoquer la

pression des grandes institutions financières, la fragilité de l'économie et des marchés, la croissance de la pauvreté et son émergence parmi de nouvelles couches sociales, le sous-développement de différents quartiers, de différentes régions.

Les syndicats n'ont plus le monopole du discours social. L'État peut aussi se l'approprier, l'utiliser à sa guise, cela surtout dans ces moments particuliers où il a à négocier avec ses propres salariés. S'il fut un temps où les employés de l'État s'évertuaient à démontrer que leurs gains avaient un effet d'entraînement sur les conditions de travail des autres salariés, ce type d'argumentation semble révolu ou plutôt s'être, inopinément, retourné contre eux. Aujourd'hui, ce ne sont plus les syndicats mais l'État qui s'évertue à démontrer que toute concession faite à ses salariés, c'est hypothéquer les conditions de vie des populations les plus démunies, c'est endetter davantage la nation, c'est s'empêcher d'investir dans les secteurs qui pourraient relancer l'économie. Avec assurance, l'État rappelle à ses salariés qu'ils cessent de se plaindre parce que, tout compte fait, et comparativement à ce qui se passe ailleurs, dans les autres catégories de la population, dans d'autres provinces ou pays du monde, ils sont privilégiés. Si cela ne se démontre pas nécessairement par les salaires, c'est toutefois le cas pour les avantages sociaux. L'État rappelle, à grand renfort d'arguments, que ses salariés jouissent d'une sécurité d'emploi, d'assurances collectives, de congés sociaux, de vacances, de protection contre toutes les formes de discriminations, bref d'une série de mesures parfois fort sophistiquées, qu'on retrouve peu en dehors de ces secteurs somme toute, pour le commun des mortels, plutôt

protégés.

L'indignation, c'est ce que ressentent depuis déjà plus d'une décennie ces salariés. Leur aigreur, leur amertume proviennent du fait qu'ils n'arrivent plus à convaincre le plus grand nombre du bien-fondé de ces ressentiments. Voilà ce que nous fait part une infirmière auxiliaire :

Avoir le gouvernement comme grand patron, c'est pas un cadeau. Notre boss immédiat, mon directeur, nous fait continuellement des coups croches : coupures de postes, non remplacement de personnel.... Quand je vais le voir, il fait comme Ponce Pilate et dit : « Le gouvernement ne nous donne que cela. » Un beau matin, si nous, syndiqués, nous osons dire « deux ou trois employés ne sont pas remplacés, nous irons laver nos patients lorsque tout le monde y sera », alors là, la population nous regardera avec de gros yeux en nous reprochant d'être capricieux.

On leur dira : « Vous avez beau vous plaindre, vous avez sans doute raison, mais cela n'a rien à voir avec ce que nous vivons dans notre usine, avec le chômage, avec l'assistance sociale, avec le peu d'avenir pour nos propres enfants. » S'ils ont été, à Microcité, durant les décennies précédentes, les porte-étendards d'un syndicalisme radical, novateur dans l'élargissement des revendications, dans le type de luttes qu'ils ont menées,

les solidarités qu'ils ont su développer, dans les projets de société qu'ils ont avancés, les syndicats des secteurs public et parapublic se retrouvent toutefois, à l'aube d'une nouvelle ère, perçus comme les enfants gâtés du monde du travail. Ceux dont, conséquemment, le discours risque d'être le plus pauvre, le plus conventionnel, le plus lourd, aussi le plus muselant envers une bonne partie de ses propres membres³.

Le recours au féminisme

Ce manque d'audace et d'imagination des syndicats des travailleuses et travailleurs des secteurs public et parapublic est camouflé, protégé, soustrait en quelque sorte à l'oppobre public par l'importance grandissante prise par les revendications et la place des femmes au sein de ces organisations. En proposant de faire de l'équité en emploi, de la parité salariale, de la valorisation et de la réévaluation des tâches exécutées normalement par des femmes des revendications prioritaires, ces syndicats continuent de s'inscrire dans une démarche progressiste, permettant de nouvelles réflexions et de nouvelles avancées. En faisant de la question des femmes le thème révélateur de nouvelles revendications, ils protègent leur légitimité. Tout simplement parce que la légitimité la plus forte des luttes sociales aura été liée, au cours des deux dernières décennies, au mouvement des femmes. N'arrivant plus à emprunter à la rhétorique classique du mouvement ouvrier dont la crédibilité du grand récit émancipateur est en chute libre, recourir au féminisme permet d'éviter un discours essentiellement défensif sur les acquis. Cela permet aussi d'impliquer

concrètement les travailleuses, de faire de nouvelles ouvertures, de nouveaux gains, d'élargir la base des revendications. Habile stratégie certes, qui ne relève toutefois pas d'un machiavélisme quelconque, mais de la présence et de la volonté des femmes dans le paysage des actions syndicales⁴. N'eut été de cette heureuse percée, les travailleuses et travailleurs des secteurs public et parapublic seraient en bien plus mauvaise posture. Ce n'est pas un hasard si, parmi les syndicats de ces secteurs, les infirmières et les infirmiers sont, au début des années quatre-vingt-dix, à la fois les plus combatifs et les plus respectés de la population. Cela n'a rien à voir avec leur capacité de résistance qui à la limite, comme tout arrêt de travail dans le secteur hospitalier, est plutôt perçu comme menaçante, mais à la très forte légitimité de leurs revendications. Ces infirmières diplômées ne symbolisent-elles pas, par leurs conditions de travail, par leur rémunération, la grande injustice faite aux labeurs normalement exécutés par des femmes ?

Aussi heureuse que soit cette initiative de suppléer au déclin d'un certain discours syndical par la forte légitimité des revendications féministes, on peut présager que cette stratégie connaîtra à son tour un essoufflement. Non pas nécessairement dans les syndicats où un tel recours est le plus justifié, mais là où il pourrait apparaître comme de la surenchère. Son principal obstacle viendra de l'extérieur, voire des femmes elles-mêmes qui, souvent solidaires du discours syndical, n'en sont pas pour autant prisonnières. Le mouvement des femmes transcende une pluralité de tendances et d'organisations. Il se déplace au gré des conjonctures, au gré des causes qu'il pourfend et des approches et

stratégies qu'il élabore Luttant sur plusieurs fronts à la fois (couple, famille, école, entreprise, église, cité, État) ses approches et stratégies sont tantôt plus économiques, tantôt plus idéologiques, tantôt plus politiques⁵ Tant et aussi longtemps que la situation de l'écrasante majorité des femmes demeure dominée, il n'y a guère de division majeure À partir du moment où, à différents paliers de pouvoir, de nombreuses femmes auront à assurer des fonctions de direction, on peut imaginer que leurs discours seront non seulement pluriels mais, à bien des égards, contradictoires Si des syndicalistes femmes, issues de la mouvance féministe, portent avec une forte légitimité de telles revendications, d'autres femmes, occupant des fonctions de direction au sein des gouvernements, d'institutions des secteurs public et parapublic, issues en quelque sorte de la même mouvance, pourront s'y opposer. Non pas tellement parce qu'elles seront contre en soi, mais parce que, souscrire à telle ou telle revendication, pourrait être jugé irresponsable et hypothéquer les capacités financières de l'État Or dira d'elles qu'elles ne représentent plus les intérêts de l'ensemble des femmes, reste qu'elles n'occuperaient fort probablement pas ces fonctions n'eut été des multiples retombées de leur mouvement Enfin, la légitimité des syndicalistes féministes ne pourrait-elle pas être aussi mise en cause par d'autres femmes qui, sensibles aux revendications écologistes ou à l'écart grandissant entre travailleuses et exclues, pourraient voir dans le syndicalisme une force d'intégration à un certain type d'économie toujours dominée par les hommes, plutôt qu'une véritable force de contestation, porteuse de nouveaux projets de société Les syndicalistes n'ont pas le monopole du discours féministe. Si au cours des années soixante-dix et quatre-vingts, le

mouvement syndical aura su profiter de la forte légitimité de ce discours, il ne va pas de soi que cela se fera dorénavant sans anicroches.

Les perspectives d'emploi de plus en plus étroites, tant pour les jeunes hommes que pour les jeunes femmes, et l'absence de propositions et de luttes concrètes pour pallier à cette question, pour en être, au delà des bonnes intentions, véritablement solidaires, pourrait entamer encore beaucoup la crédibilité du mouvement syndical, et plus particulièrement celle des travailleuses et travailleurs des secteurs public et parapublic. Si de nombreux gains restent à faire sur le rapport des femmes à l'emploi, elles continuent toutefois, cela malgré les difficultés actuelles de l'économie, à investir le marché du travail au moment où des milliers d'hommes, particulièrement des ouvriers, en sont marginalisés. C'est déjà la situation à Microcité, au cours de notre enquête. Par la suite, elle ne fera que s'accroître par la fermeture d'autres usines et cela au cœur même de son château fort : le papier.

La qualité des services

Toujours au niveau des travailleuses et des travailleurs des secteurs public et parapublic, face à l'essoufflement du discours syndical traditionnel, on a beaucoup cherché au cours de ces dernières années à mettre l'accent sur la qualité des différents services offerts à leurs clientèles respectives. C'était là une manière de témoigner d'une certaine sensibilité

à l'égard de toute cette mouvance alternative sur les questions de l'éducation et de la santé. Des groupes d'enseignants, de travailleuses et travailleurs de la santé, se sont réunis, le plus souvent soutenus par leurs fédérations syndicales, dans le but de proposer des modifications de l'organisation et de la finalité de leur travail. Au cours de notre discussion, une enseignante et une infirmière auxiliaire, rappellent ce type de démarche :

- Au début, on se réunissait pour améliorer les conditions de la profession, améliorer les services à la clientèle. Cela est encore présent au coeur de nos réflexions et de notre action mais, aujourd'hui, nos préoccupations sont plus larges. Lorsque nous parlons d'éducation, nous parlons nécessairement de choix de société. Nous formons des jeunes qui seront encore là dans l'an 2000. Notre travail est de les préparer. Ça prend beaucoup d'ouverture sur le monde.

- Nos luttes, on ne les fait pas uniquement pour nous, mais également pour le bien des bénéficiaires. Moi, comme infirmière auxiliaire, j'ai le goût d'ajouter : nous menons des batailles que nos boss devraient eux-mêmes mener face au gouvernement. Cela n'est pas perçu par la population. Nous avons des gens, des comités qui travaillent sur la santé publique. Les travailleurs discutent ensemble et décident, par exemple, d'une politique de

la santé pour le Québec.

Dans les faits, si ce type d'approche est fréquemment souligné par les leaders, et animé à la base avec beaucoup de clairvoyance et d'imagination par de petits groupes de militantes et militants, il ne semble pas qu'il ait jusqu'ici soulevé massivement l'enthousiasme des membres. Cela sans doute pour une raison fort simple : il n'est peut-être pas évident qu'ils auraient beaucoup à gagner à de tels chambardements. Ce qui d'ailleurs rappelle l'attitude des travailleurs de l'industrie face aux questions écologiques. S'ils peuvent être sensibles à cet ordre de préoccupation, il ne va pas de soi qu'ils soient en mesure de prendre tous les moyens possibles pour en faire une priorité. À moins qu'il soit démontré que le taux de pollution d'une entreprise pourrait affecter gravement leur santé. Et même dans ce cas, cela est loin d'être une évidence.

Défense de l'emploi et pragmatisme syndical

Au cours de cette discussion que nous avons eue avec des travailleuses et travailleurs de Microcité ce sont, de fait, surtout les ouvriers du secteur privé qui ont manifesté la plus grande ouverture face à la nécessité de repenser les pratiques syndicales. Au point, parfois, de choquer les employés des secteurs public et parapublic. Cela s'explique simplement : les travailleuses et travailleurs du privé, particulièrement les ouvrières et ouvriers, se sentent beaucoup plus menacés par la question de l'emploi. Il ont vu fermer

des usines, des entrepôts, de grands magasins. Ils savent qu'un lieu de travail dans le secteur privé demeure, particulièrement dans des moments de récession ou de restructuration, toujours vulnérable. Ils n'hésitent pas, ils n'hésitent plus à prendre au sérieux les menaces de fermetures ou de licenciements collectifs. Ces travailleuses et travailleurs ne sont pas sans ignorer également que dans un contexte où la concurrence, tant nationale qu'internationale, est toujours plus vive, il ne faut pas boudier la transformation de ses attitudes et comportements. On les sent, tout au long de la discussion, beaucoup plus concernés par les difficultés passagères ou permanentes de leurs entreprises que les employés des secteurs publics et parapublics. Ces derniers critiquent leurs employeurs, les méprisent, les considèrent comme les petits pions d'un gouvernement qui, de toute façon, leur ment. Cette attitude, au moment de notre enquête, nous ne l'avons guère rencontrée chez les travailleuses et travailleurs du secteur privé⁶

- Dans le secteur du papier, c'est évident que nous avons fait face, depuis quelques années, à de nouveaux enjeux. Tout le monde a entendu parler de ce vaste programme de subventions gouvernementales pour la modernisation des usines. Ça leur permet de demeurer concurrentiels et d'assurer ainsi, à long terme, le maintien des emplois. Toute cette démarche s'est finalement faite dans un esprit de collaboration plutôt que d'affrontement. Dans le cadre des changements technologiques, les coupures de personnel se font généralement par attrition. Les travailleurs plus âgés, avec une pension

décente, ont eu la chance de partir ; les plus jeunes ont conservé leur emploi. Il n'y a pas vraiment eu de congédiements.

- Nous avons à penser à un syndicalisme de société. Je donne un exemple : En 1986, à notre usine, le temps supplémentaire effectué par les hommes de métier représentait, pour un an, l'équivalent de trente-sept emplois à plein temps. Trente-sept emplois, cela représente quelque chose pour trente-sept familles, peut-être sur le chômage ou le bien-être social... On a donc négocié avec l'employeur pour qu'il embauche de nouveaux travailleurs. C'est cela un militantisme de société. Ça n'enrichit pas nos propres membres... sauf que ça permet à un bon nombre de familles de vivre du revenu d'un travail. Nous tentons de développer également une nouvelle attitude face à la fermeture d'une machine à papier. Cela toucherait soixante-quinze familles. Nous cherchons à voir venir les choses, à prévenir. Nous avons été rencontrer les grands patrons, non pour les menacer, mais pour discuter affaires avec eux. Nous avons dit : « Cette machine là, nous sommes capables d'en assurer les rentabilités et pour le faire, nous aurons la collaboration de tous les travailleurs de l'usine. » Nous étions même prêts à leur annoncer que nous irons jusqu'à la financer. Nous nous sommes entendus avec eux. Elle devait fermer il y a deux ans et nous venons, par négociation de garantir son maintien pour une période de trois ans. Nous

entendons la moderniser. Ça, c'est du travail de société !

Si leur employeur prétend éprouver des difficultés, les travailleuses et travailleurs du secteur privé exigent d'être véritablement informés, demandent de voir les chiffres, organisent des rencontres pour étudier les états financiers. Et s'ils deviennent convaincus que leur employeur ne cherche pas à les berner, ils n'hésiteront pas à scruter avec lui différentes hypothèses pour remédier à la situation :

Nous autres à l'usine, nous sommes à peu près milles travailleurs. Ça faisait six ans que la compagnie n'avait pas engagé de gars. Les patrons, sentant la concurrence devenir de plus en plus forte, ont décidé de faire de grands chambardements. Ils envisageaient construire une usine thermo-mécanique, ce qui représentait beaucoup de nouveaux procédés, moins de pollution etc. Mais cela menaçait bien des emplois. En fait notre service était en jeu. Nous avons un certain droit de véto par notre convention. On a dit : « Tu peux faire de chambardements, mais si tu congédies un gars, il va s'en aller par ancienneté avec une bonne retraite. Il va s'en aller par en haut en non par en bas. Un, dix, cent, ça va être pareil. Pas question de remercier un gars de vingt, vingt-deux, ou vingt-six ans. Un gars qui va avoir des enfants, un gars qui devra s'acheter des meubles, une automobile... Ce gars là fait fonctionner l'économie. Il fait vivre la ville. Ce n'est pas lui que tu vas

renvoyer. C'est l'autre... celui d'en haut ! » Nous sommes venus à un cheveu de perdre un investissement de soixante-cinq millions. Nous avons ajouté : « Si tu coupes des postes, tu le fais à nos conditions. C'est notre usine, notre ville, tu es chez nous. Toi dans trois, quatre, cinq ans tu vas être parti. » Ils ont finalement accepté nos conditions. Aujourd'hui la nouvelle usine de pâtes thermo-mécaniques fait ses premiers pas. Ce qui a pour effet d'employer au-delà de cent personnes. Et l'on sent qu'un gars qui travaille dans l'industrie ça génère trois ou quatre emplois dans d'autres secteurs, le commerce etc.

On pourra alors parler d'assouplissement de certaines clauses de la convention collective, de gel des salaires, de travail partagé, de mises à pied temporaires. On pourra aussi parler de plan de redressement de l'entreprise, de mesures incitatives à la qualité du travail, de formation professionnelle⁷. Dans certains cas, on ira même jusqu'à partir à la recherche de nouveaux investisseurs, à demander à l'État d'intervenir ou encore, à se proposer soi-même comme d'éventuels partenaires. En cas de fermeture, ou de la perception chez l'employeur d'une volonté de vendre, les syndiqués seront souvent les premiers à se proposer comme acheteurs intéressés. Ils se pencheront, aidés en cela de conseillers financiers plus ou moins au service de leur centrale syndicale, sur la faisabilité de ce rachat. Et pour celles et ceux qui se scandaliseraient de ce syndicalisme, beaucoup plus complice qu'adversaire du patronat, ces travailleurs invoqueront qu'ils cherchent à

protéger leur emploi, et même l'avenir industriel de leur région, qu'ils élargissent ainsi les possibilités d'interventions des salariés sur de nouvelles dimensions de leur vie au travail, et plus globalement sur la vie économique et sociale de leur société.

Dans ce contexte tantôt de récession, tantôt de restructuration, tantôt de nouvelle croissance plutôt réductrice d'emplois, le syndicalisme du secteur privé met toutes ses énergies à protéger l'emploi, défendre le pouvoir d'achat et les conditions de travail de ses membres. Pour atteindre ces buts, il sera prêt à emprunter des avenues nouvelles, tout à fait inusitées. Très peu dogmatique, il souscrira en quelque sorte aux contraintes même du Capital, cherchera à identifier les ficelles qui sauront lui permettre, compte tenu des circonstances, d'en tirer le meilleur parti. Ce syndicalisme est décentralisé. Ses orientations peuvent s'élaborer à l'échelle sectorielle, mais les enjeux de la négociation sont aussi très locaux. On sait que les stratégies prises localement sont déterminantes. On se sent concerné. On a son entreprise à cœur :

Nous, lors des dernières négociations, nous avons demandé à l'employeur de former un comité sur la qualité du produit, sensiblement sur le même principe qu'un comité de la santé-sécurité au travail. La première réaction de l'employeur a été de dire : « Quoi ? le produit mais... c'est mon affaire ! » Finalement, nous avons réussi à le convaincre. L'idée est fort simple : nous sommes dans un milieu où la concurrence est très forte

Lorsque la qualité du papier n'est plus là, nous en vivons les conséquences. A moyen terme, ça signifie que l'entreprise perdra des clients et lorsque cela arrive, ça signifie aussi que nous perdons des emplois. Ce qui peut entraîner la fermeture d'une machine à papier pour un, deux, trois mois. Par expérience, nous avons donc réalisé que souvent des contremaîtres ou des surintendants appliquaient mal certaines politiques et que, finalement, on incitait pratiquement nos gens à faire ou à laisser sortir des produits de mauvaise qualité. À long terme, ce sont nos membres qui sont pénalisés. Enfin, la compagnie a accepté la formation d'un tel comité. Nous allons nous retrouver avec des gens de la gérance, des surintendants, des travailleurs de différents départements. Chacun devra s'exprimer et donner sa perception, dégager comment nous devrions faire pour assurer un produit de qualité, pour assurer également l'attention de tous à la production. Finalement, ce sont nos membres qui en profitent. C'est aussi une manière de protéger nos emplois.

Voilà un syndicalisme bien différent de celui de l'Ère des ruptures⁸. Ici, il n'y a pas véritablement d'ennemis mais des concurrents et des complices. Les concurrents se sont les entreprises similaires qui œuvrent à l'étranger, les ouvriers qui y travaillent, les capitaux qui les alimentent. Les complices se sont ses propres employeurs, du moins la partie d'entre eux qui semble avoir les mêmes visées, ceux dont les intérêts sont aussi de

travailler dans la localité. Ce sont généralement les cadres intermédiaires des grandes sociétés, les dirigeants et propriétaires des petites et moyennes entreprises. Et plutôt que de lutte des classes, il faut parler ici de collaboration, de solidarité interclassiste locale, régionale, nationale. Au langage radical des années soixante et soixante-dix, succèdent des expressions qui, sous divers vocables, adaptés aux susceptibilités idéologiques de chacune des grandes centrales, invitent, face aux destinées de l'entreprise, à une forme de responsabilisation des travailleurs⁹.

Des conflits surgissent encore, mais plus que jamais l'entreprise, et non plus seulement sa production, est tout autant perçue comme le produit des labours des travailleuses et travailleurs. En cette fin de siècle, à Microcité, valorisée, protégée, l'entreprise apparaît comme la grande gagnante de ce nouveau contexte des rapports entre le Travail et la Capital. On la sent convoitée de toute part. On craint qu'il suffise d'un léger contretemps, d'un simple malentendu, pour qu'elle décide de s'installer ailleurs. On sait aussi, que sans elle, on peut être réduit à la misère.

Le règne de l'entrepreneariat

Au moment de mon enquête, un engouement surprenant pour l'entrepreneariat déferle sur Microcité. Universitaires, journalistes, fonctionnaires et hommes politiques nous en parlent avec conviction. Les entrepreneurs ont le vent dans les voiles. À l'université on les invite à rencontrer les étudiants, dans les média ce sont les personnalités de la semaine ou du mois, à la municipalité on en fait des lauréats. Dans un contexte où le grand Capital semble louvoyer de plus en plus vers des contrées parfois plus récemment industrialisées, parfois moins réglementées, parfois plus avancées à l'égard de la haute technologie, l'entrepreneur local, résolu à faire ses affaires sur place, se voit investi d'une importante mission. Tous les paliers de pouvoir s'intéressent à lui. Les gouvernements lui proposent des allègements fiscaux, lui fournissent les avis de ses spécialistes, le subventionnent parfois très grassement. Une partie de la jeunesse, la plus scolarisée, lui porte une sorte de culte. Elle se coiffe comme lui, s'habille comme lui, recherche ses griffes, réiue son style de vie. À l'université, les départements qui proposent l'accès à la gestion et à la direction des entreprises, sont les plus courtisés. Ils ont évincé, en popularité, ceux des lettres et des sciences humaines. Les futurs entrepreneurs sont aussi des femmes. Elles ont tous les âges. Des groupes communautaires, œuvrant à la réinsertion des femmes sur le

marché du travail, initient à l'entrepreneuriat.

Après avoir été regardé de haut par les prêtres, les avocats et les médecins de l'Ancien régime, après avoir été condamné par les syndicalistes, les associations étudiantes et les organismes populaires de l'Ère des ruptures, voilà que l'entrepreneur recouvre, comme par enchantement, droit de cité. Il est le héros du jour. On le cite, l'imité et le fête. Tout se passe comme si on proclamait sa légitimité. Celle-ci est tellement forte qu'elle oblige, finalement, tous les acteurs sociaux à se repositionner¹.

Dans une jolie demeure du centre-ville qui leur est réservée et qui comprend un restaurant chic plutôt très privé, des salles de réunion, de petits salons, nous regroupons une quinzaine d'entrepreneurs. Quelques-uns ont été interviewés préalablement à cette rencontre. Nous cherchons, à l'image de ce que nous avons déjà fait avec les syndicalistes, à connaître les motivations présentes, scruter les perceptions, entrevoir les stratégies

De la créativité, des risques et des sous

Les entrepreneurs se perçoivent comme des créateurs. Ils ont un projet, y tiennent, parviennent à en faire une réalité. Ils symbolisent la réalisation de soi. Ces femmes et ces hommes revendiquent la liberté. Pour eux, être libres, c'est de pouvoir mettre en œuvre leurs idées. Une société qui rend cela difficile, sera bureaucratique, taxée rapidement de socialiste. Ils incarnent leurs besoins. Ce qui s'y oppose est perçu comme contrainte. Lorsque nous leur demandons pourquoi ils sont devenus ce qu'ils sont, cela se résume, pratiquement toujours, au désir de se réaliser, de s'accomplir.

- Je suis devenu entrepreneur par besoin. J'en avais tout simplement assez de mon travail. Alors, j'ai décidé de changer... et me voilà entrepreneur ! Il y a déjà quinze ans de cela. Je ne le regrette pas. Les énergies que j'ai dépensées pour une autre compagnie, je ne les ai pas prises pour moi. À bien y penser, il faut aussi dire que j'y ai acquis de l'expérience. Dans ce sens-là, cela m'a aussi aidé à devenir ce que je suis maintenant.

- Je travaillais pour une firme comptable à Montréal. En analysant les erreurs des autres, on finit par se dire : « Nous aussi on peut faire quelque chose et on peut faire mieux ! » En fait, il y a longtemps que je pensais partir une entreprise. Après avoir reçu mon diplôme de l'université, je suis

allé prendre de l'expérience ailleurs. Un beau jour, je me suis dit « C'est le temps ! » Au début, j'ai travaillé sur le projet pendant six mois à temps partiel. Il y a maintenant six mois que j'y travaille à temps plein. Nous projettons de nous lancer dans le mobilier résidentiel en stratifié.

- Pour moi, l'entrepreneurship, c'est une question de réalisation de soi. Lorsque j'étais plus jeune, je lisais les revues sur les affaires. Ce monde me fascinait. J'ai travaillé cinq ans dans l'entreprise privée. Je m'y appliquais comme si c'était la mienne. J'ai réalisé que je n'avais pas vraiment tout le contrôle pour atteindre mes objectifs. J'ai décidé de laisser cette entreprise et d'aller me spécialiser. C'est très important de bien connaître sa matière, de bien connaître son domaine. Puis, on a ouvert un centre capillaire. Il y a déjà deux ans de cela. Nous avons aussi un bureau à Ste-Foy, près de Québec. Nous avons développé un concept que nous appelons les bureaux satellites. Présentement nous en avons cinq en province. Ce qui implique en tout une vingtaine de personnes.

Du moins, au départ, cela ne semble pas une question d'argent. Trop y insister, c'est les insulter. Leurs intérêts reposeraient sur des motifs plus nobles. Ils revendiquent presque le statut d'artiste. Ne sont-ils pas, eux aussi, des concepteurs ? Ne risquent-ils pas tout pour leur imaginaire ? Ne se révèlent-ils pas des passionnés ? Des passionnés qui,

tout en vivant leur passion, se rendent aussi utiles socialement. Ils créent des emplois, permettent à des localités de se développer. S'ils n'étaient pas là, il n'y aurait pas de travail. Leur efficacité repose sur un paradoxe : ils ne font que chercher, individuellement, à s'accomplir, tout en se retrouvant, inconsciemment, investis d'une forte légitimité. On les considère comme de grands artisans de l'économie. Sans eux, une ville, une région, un pays se dirigeraient vers des gouffres financiers :

Un artiste doit travailler énormément, que cela soit une pièce musicale ou un tableau. On dit qu'il se réalise, qu'il éprouve la satisfaction d'avoir à créer quelque chose. L'entrepreneur, c'est la même chose. Bien sûr, cela est plus réjoratif parce qu'il a à brasser de l'argent, parce qu'il brasse des affaires. Mais dans le fond, c'est exactement le même phénomène. Nous créons des choses, nous imaginons des affaires, des solutions face à des problèmes concrets. Nous vivons avec ça tout comme un artiste vit avec sa création. Même si on travaille beaucoup lorsqu'on contrôle son entreprise, on éprouve un plaisir énorme. Et malgré que j'ai eu, personnellement, à certains moments bien des difficultés financières, j'ai toujours dit aux jeunes désireux de partir en affaires : « N'hésitez jamais. Vous pourrez perdre votre argent, votre mari, vous pourrez perdre n'importe quoi... la seule chose qu'on ne saura jamais vous enlever, c'est tout le plaisir que vous aurez eu à bâtir cette entreprise, à relever de multiples défis. » C'est tellement vrai que, la

plupart des entreprises que je connais, cherchent continuellement à relever de nouveaux défis. Lorsqu'ils en ont réalisé un... alors ça prend autre chose

Le charme des entrepreneurs repose sur un autre paradoxe tout aussi distants puissent-ils être de l'argent, il leur suffit d'en manquer pour disparaître. Bref, si l'argent n'est pas l'essentiel de leur motivation, il demeure la mesure de leur succès. C'est pourquoi, petit à petit, l'argent prendra autant de place. Il sera l'enjeu de leurs angoisses, de leurs espoirs. On peut se lancer en affaires sans chercher à être un richard, on peut difficilement y demeurer sans faire des sous une priorité. Si l'argent sert d'étalon de mesure pour évaluer la valeur de la force de travail de tout un chacun, l'entrepreneur sera le premier soumis à ces critères. Pour lui, il n'y a guère de moyens d'y échapper. S'il fait faillite, ce sera l'échec. On dira de lui qu'il n'avait pas les qualités ou l'expérience requises, qu'il a fait preuve de manque de jugement, qu'il fut victime de ses ambitions. Par contre, de l'ouvrier mort endetté, on dira qu'il fut exploité ; de l'artiste qu'il fut ignoré, de l'intellectuel qu'il fut méprisé ou que, de toute manière, il était tout à fait indifférent à l'emprise tous azimuts de la matérialité. L'endettement, l'absence de fortune personnelle, leur seront pardonnés, excusés et à la limite, les élèveront aux regards des autres.

L'entrepreneur a à gérer le travail d'hommes et de femmes, à acheminer une production, à voir à son écoulement. Il a à assurer une rentabilité. L'argent est au cœur de ses obligations. Il achète, paie, vend. De toutes ces transactions, il doit retirer un profit

C'est une exigence, non seulement pour pouvoir vivre et se reproduire, mais aussi pour continuer l'entreprise. Sans la possibilité d'y investir, la voilà condamnée à mourir. Il se dit sur le qui-vive. Il a une vie remplie d'émotions :

- Une entreprise existe par ses employés. Si nous étions tout à fait automatisés, sans aucun employé pour activer tout cela, ça ne fonctionnerait tout simplement pas. Ça ne vaudrait rien. Si la personne, qui doit faire fonctionner tout cela, fait mal son travail, ça ne vaut encore rien. La personne c'est l'entreprise.

- L'employé doit se sentir à part entière dans l'entreprise. Il doit entrer en sifflant le matin parce qu'il est heureux de venir travailler. Je dois, depuis quelques temps, m'absenter régulièrement de l'ouvrage. Lorsque cela se produit, je peux être assuré qu'ils vont en faire plus que ce que je leur demandais. Et j'irais même jusqu'à dire que les employés s'ennuient de moi lorsque je ne suis pas là. Oui, oui... ils s'ennuient de moi et d'ailleurs... ils vont même jusqu'à m'en le dire ! Quand je reviens, je les motive, on fait des blagues et... c'est reparti ! C'est drôle de le reconnaître, mais le dernier soucis pour moi, c'est de faire de l'argent ! C'est vraiment la dernière chose à laquelle je pense. Mais... c'est évident que nous faisons des profits. Si nous n'en faisons pas, nous ne serions pas là.

- Moi je fais confiance à mon personnel ; et cela est réciproque. Je leur dis toujours : « Si je n'étais pas ici... qu'est-ce que vous pourriez faire ? Vous ne seriez même pas capables de fonctionner. Et moi, sans vous, je ne fonctionnerais pas non plus. Nous sommes une équipe. Si vous faites des vêtements qui ne sont pas vendables, tout le monde en souffrira. » Je veux toujours avoir de la très bonne qualité, de la première qualité. Je ne veux rien d'autre.

- Il faut informer les employés. Je leur ai dit : « J'ai une commande pour la Belgique de tel montant d'argent. Il faut que tout cela parte par bateau, de Montréal, à telle date. » Les commandes c'est toujours pour hier. T'as pas grand temps pour les faire. Eh bien, je les ai fait travailler trois soirs dans la semaine et le samedi après-midi jusqu'à 4 heures ! J'ai eu la coopération de tout le monde. Personne n'a critiqué. Quand la commande était prête ils étaient tous heureux !

Chaque décision peut se métamorphoser en pertes ou en gains. Et chaque année, le point sur les bonnes et mauvaises décisions prend la forme d'un bilan financier. Impossible de s'y soustraire. L'étalon de mesure de ses succès et échecs est mathématique ; il prend la forme de dollars et de chiffres. Bien sûr, y a-t-il les bonnes et les mauvaises conjonctures. Centré sur son entreprise, le gestionnaire ne contrôle pas toutes les données

d'une économie. Des mauvaises conjonctures, il peut faire de bonnes affaires . des bonnes conjonctures, de mauvaises. C'est dire que pour évaluer ses performances. on recourra toujours à ses états financiers. Tant et aussi longtemps qu'il persiste à se définir comme entrepreneur, il ne peut les banaliser. Dans les périodes de récession ou de restructuration, où les risques de l'entrepreneuriat sont connus, celle ou celui qui s'y adonne avec succès est d'autant plus glorifié. C'est en bonne partie ce qui se passe chez ces gens que nous avons rencontrés. Plusieurs, au cours des dernières années, ont vu leurs efforts gratifiés. À Microcité, il ne se passe guère de semaine ou de mois sans qu'on ne les invite soit dans une association locale, un collège, à l'université, soit dans les journaux, à la radio, à la télévision, pour se raconter, faire part de leur itinéraire personnel, de l'histoire de leur entreprise

La revanche des entrepreneurs

Dans une société où les gens du milieu des affaires semblent avoir été plutôt méprisés, et l'argent plutôt suspect, c'est là une transformation significative. Aujourd'hui, à Microcité, plusieurs centaines d'étudiantes et d'étudiants des collèges et de l'université se retrouvent en administration. Il y a à peine trente ans, du moins chez les étudiants qui devaient constituer l'élite de demain, cela était presque malvenu. Un entrepreneur nous initie à ce contexte .

Au cours des années soixante, nous nous sommes engagés dans beaucoup d'organismes dont plusieurs étaient sous la supervision de l'Église JEC, scoutisme, chantiers étudiants et bien d'autres. Au séminaire [...], où j'ai fait mon cours classique de 1958 à 1966, le clergé de l'époque parrainait ces mouvements avec l'objectif noble de contribuer à former l'élite de demain. Ce qui signifiait, évidemment, former de futurs prêtres, médecins, avocats et, à la limite, ingénieurs [...]. Sur quatre-vingt-un finissants de la promotion de 1966 à notre collège, vingt-deux choisirent le sacerdoce (du nombre, un seul est toujours prêtre). Je n'étais pas du nombre. J'avais choisi les mathématiques et l'administration. Ce fut ma première rupture avec les valeurs traditionnelles, rupture avec l'Église et surtout rupture avec plusieurs de ses représentants torturés par leurs doutes, leurs désillusions²

Les choses changeront rapidement par la suite. Reste qu'elles demeurèrent longtemps ainsi et que, tout compte fait, à Microcité, entre l'Ancien régime et le début de l'Ère des ruptures, ni l'enseignement ni les choix professionnels des étudiants n'avaient vraiment bougé. Au Petit séminaire, des années quarante à la fin des années soixante, à la prise des rubans des finissants, près du tiers, et parfois même la moitié des étudiants se dirigent vers le sacerdoce. Des hommes d'affaires, de futurs entrepreneurs, très peu. C'est plutôt le lieu de ceux qui n'ont pas tout à fait terminé leurs cours classiques ou qui ont fait des études secondaires socialement moins valorisées. Devenir prêtre, avocat,

médecin, voire aussi ingénieur, exigeait d'avoir complété son cours classique. Devenir entrepreneur ou commerçant ne demandait, à la limite, aucune étude particulière : être fils d'entrepreneur ou de commerçant ou, plus simplement, avoir le sens et le goût des affaires. On reconnaissait des habiletés et un talent certain aux gens d'affaires, mais ils n'étaient pas véritablement partie prenante de l'élite locale. Bien argentés, bien sûr ces gens pouvaient-ils jouir de notoriété. Celle-ci était toutefois hypothéquée. Ils avaient beau, dans les paroisses, occuper le poste de marguillier, reste qu'ils n'avaient pas été, au collège, confrères de monsieur le Curé. Ils pouvaient lui parler de chiffres, mais fort peu d'humanités, de philosophie et, encore moins, en latin !

La nouvelle figure du patronat

Fils d'un entrepreneur fort modeste, aîné d'une famille de neuf enfants, il fait ses études primaires au Jardin de l'enfance, une institution privée, ses études classiques au Petit séminaire : « À l'époque, mes parents n'avaient pas beaucoup d'argent. Sur le plan de la société, c'était très apprécié que l'aîné, ou enfin l'aîné des garçons, puisse faire son classique. Mon père n'avait qu'une septième année. Au moment d'entreprendre ses études secondaires, il avait dû les abandonner pour aller travailler. Il s'était alors bien juré que ses enfants seraient instruits. »

En fait, il a accès au Jardin de l'enfance, par l'intermédiaire de son oncle qui est alors surintendant de l'instruction publique pour l'ensemble du Québec et « nommé à vie par Duplessis ». Au Petit séminaire, il est rapidement identifié comme un étudiant bien intentionné et fort brillant. Par la suite et jusqu'à la fin, il se fait presque un devoir de garder cette « image de l'élève studieux et religieux, profondément catholique, chef de troupe scout, responsable de tous les mouvements possibles et imaginables. » Tôt, on l'incite à réfléchir sérieusement au sacerdoce.

À la fin de ses études classiques, au grand regret des prêtres qui avaient beaucoup investi en lui, il choisit les mathématiques. Il enseigne quelque temps et poursuit, par la suite, une maîtrise en administration. Puis, il se dirige vers le monde des affaires. Après avoir occupé une fonction de responsabilité dans une grande société privée, il décide de voler de ses propres ailes, de diriger sa propre entreprise. Il se lance dans un grand projet, éprouve de très sérieuses difficultés, se reprend avec plus de modestie, arrive à atteindre un bon rythme de croisière. Lorsqu'il commente la trajectoire de l'entrepreneurship québécois, il rappelle, en termes à peine voilés, son propre itinéraire :

Les années 1980 à 1982 furent pénibles et salutaires à la fois. Pénibles à cause des faillites d'entreprises. Beaucoup de PME et de grandes entreprises rendirent l'âme. [...] Un entrepreneur à succès se retrouve à la rue sans emploi et, comme beaucoup de travailleurs salariés, incapable de s'en

trouver un autre. Faillite personnelle, sur le plan monétaire, mais surtout sur le plan émotif. [...] [Puis] de nouveaux modèles d'entreprises apparaissent. L'entrepreneur québécois s'associe, achète à l'extérieur du Québec, il s'ouvre sur le monde. Il le fait avec ses valeurs de base, une gestion plus participative, une relation presque amicale avec les syndicats, un souci d'égalité³.

Il est fort probable qu'en soi, l'entrepreneur de Microcité, peu importe son type d'entreprise, ne soit guère différent de l'entrepreneur de Kingston (Ontario), de Liège (Belgique) ou de Portland (Maine). Mais ce qui se trace à travers le discours de notre entrepreneur, c'est une nouvelle figure de l'entrepreneurship, une figure qui prendra d'ailleurs rapidement beaucoup d'ampleur tout au long des années quatre-vingts jusqu'à aujourd'hui.

Les nouveaux entrepreneurs de Microcité sont des femmes ou des hommes audacieux, à la fois déterminés et souples, formés aux attitudes et techniques modernes de gestion, ouverts sur le monde tout en s'affirmant, avec fierté, comme francophones d'Amérique⁴. Cet entrepreneur a su rompre avec une lourde tradition qui, sans nécessairement le condamner, semblait le mépriser. En moins de trente ans, d'une figure présente mais sans grands éclat, comme plutôt marginalisée des véritables élites de la société, l'entrepreneur est devenu la figure de proue du développement et du progrès :

Traditionnellement, la société québécoise considérait l'entrepreneur comme un mal nécessaire. Elle le percevait souvent comme malhonnête, faisant de l'argent sur le dos des autres. Investir à la Bourse, cela n'existait pas . on « jouait » à la Bourse. [...] Les PME québécoises ont créé plus d'emplois durant les dix dernières années que les grandes entreprises et le gouvernement. Les profits et le capital de risque lui ont permis de croître, d'arrêter de se regarder le nombril et de réclamer des subventions gouvernementales. [...] Même si son entreprise déborde le Québec, [l'entrepreneur] ne renie pas ses origines. [...] En affaires, il parle français, « not only English ». L'entrepreneur québécois prend conscience de l'environnement, de sa famille, des problèmes sociaux. Il devient plus équilibré. Regardez autour de vous, non seulement plusieurs entreprises s'impliquent socialement, culturellement, mais leurs propriétaires aussi [..] L'entreprise, les syndicats, les gouvernements [...] devront travailler ensemble à régler des problèmes sérieux d'environnement, d'intégration et de formation des jeunes et des immigrants, de libre-échange, d'accès à une véritable égalité salariale entre l'homme et la femme⁵.

L'affirmation d'une conscience fière

Un acteur social est d'autant plus fort qu'il est en mesure de proposer une analyse des

changements, d'avancer des avenues pour le futur et, surtout, de s'y donner un rôle que ne pourront éluder les autres acteurs. Tout au long de cette enquête sur Microcité, les entrepreneurs sont animés par une conscience fière. Ils aiment leur travail, en sont passionnés, le sentent socialement utile et nécessaire. Ils se refusent à le réduire à la seule recherche du profit, se situent fréquemment dans une perspective beaucoup plus large, n'hésitent plus à tenir un discours à caractère social. Les questions de l'environnement, de l'intégration des immigrants, des jeunes, de l'égalité entre les hommes et les femmes, peuvent être aussi des leurs. Dès que des entrepreneurs cessent d'apparaître comme stimulés essentiellement par l'appât du gain, qu'ils se définissent comme bâtisseurs plutôt que profiteurs, qu'ils démontrent autant de souci pour les questions d'éthique sociale, de l'avenir de la nation et de meilleures relations entre les peuples, voilà qu'ils obligent les différents intervenants sociaux à se repenser. Cela d'autant plus que plusieurs d'entre eux, à tout le moins les syndicats, pouvaient avoir tendance à se considérer comme des interlocuteurs privilégiés sur ces questions.

L'entrepreneur, habité par cette affirmation d'une conscience fière, tient un discours qui a son passé, son histoire, mais qui prend aussi un nouvel élan, qui tend à devenir la force d'attraction d'un véritable mouvement. « Les Québécois en tant que peuple commencent à se découvrir une âme d'entrepreneur », affirme le président de la Jeune chambre de commerce de Microcité. Des centaines et des centaines de jeunes adhèrent à son organisme, du jamais vu dans le passé. Témoin de tout cela, ce qui se passe est pour

lui exceptionnel : « Tous les jeunes qui travaillent dans un commerce rêvent d'avoir leur propre commerce. Tous les jeunes qui travaillent dans une usine rêvent d'avoir leur propre usine. Les gens ne veulent plus rester employés, ils veulent être entrepreneurs »

Il y a un discours certes, et celui-ci suscite une grande force d'attraction. Ce discours se greffe sur ce qui le rend le plus légitime, sur ce qui le nourrit le plus et, paradoxalement, ce qu'à son tour il nourrit aussi le plus : le nationalisme québécois

Personnellement, je suis fier d'être Québécois. Le Québec a réussi en trente ans ce que plusieurs pays ont mis des siècles à réaliser, ce que d'autres espèrent encore réaliser. Notre héritage, nos valeurs pacifiques, notre dynamisme, notre tenacité et les valeurs évangéliques transmises par l'Église nous ont permis d'atteindre sans trop de heurts l'âge adulte⁶.

S'il fut un temps, cela plus particulièrement dans l'Ère des ruptures, où le nationalisme québécois fut traversé davantage par l'esprit des mouvements de contestation, d'émancipation, de libération, l'esprit des mouvements de lutte contre l'impérialisme américain, contre la mainmise du Capital sur le Travail et l'État, la fin des années quatre-vingts voit poindre un nouveau nationalisme, plus pragmatique et, à certains égards, peut-être plus près de ce qui a inspiré la Révolution tranquille. Tout comme les débuts des années soixante, il s'agit ici d'agir concrètement, de se prendre en main, de s'imposer

comme des intervenants économiques de première ligne. Similitude au niveau du discours, mais similitude également au niveau des artisans.

Le sauve-qui-peut-la-vie des classes moyennes

Si les classes moyennes ont souvent été perçues comme les acteurs de la Révolution Tranquille, voilà qu'elles reviennent avec une approche plus ajustée au nouveau contexte économique. Au cours de l'Ère des ruptures, elles investissaient massivement les rouages de l'État. Aujourd'hui, ce sont les rouages de l'État qui investissent massivement en elles. À l'époque, les enfants des petits entrepreneurs et des commerçants devenaient fonctionnaires. Aujourd'hui, ce sont les enfants des fonctionnaires qui deviennent des petits entrepreneurs et commerçants. Les classes moyennes continuent à se reproduire, mais leurs lieux de reproduction varient en fonction des conjonctures. Il n'y a pratiquement pas de nouveaux emplois réguliers et permanents qui ont été créés, dans les secteurs public et parapublic, depuis plus d'une décennie. L'État québécois, qui doit aux classes moyennes ce développement et cette assurance qu'il a acquis depuis la Révolution tranquille, ne saurait se permettre de les laisser tomber. Il cherche, tous les partis politiques confondus, à en faire encore ses principaux alliés. Il a besoin d'elles, mais autrement. Il leur dit : « Je ne peux plus vous garantir d'emplois réguliers et permanents comme je l'ai fait un bon bout de temps. Me voilà beaucoup trop endetté et soumis aux pressions des grands organismes financiers. Par contre, si vous avez l'audace de vous

lancer en affaires, je forgerai toutes les façons possibles et imaginables pour vous soutenir » C'est ce que dit, au cours de notre enquête, une agente de recherche pour la fonction publique . « Nous essayons de favoriser le développement de l'entreprise en tentant de démontrer aux gens qu'il est possible de partir une entreprise, chose, que cela n'est pas aussi difficile, qu'il y a des gens, des jeunes et des moins jeunes, qui y réussissent très bien »

Les entrepreneurs témoignent de ce virage. « L'État nous appuie beaucoup plus qu'auparavant, rappelle l'un d'entre eux C'est ce qui fait d'ailleurs que l'entrepreneurship croît sans cesse » Les jeunes entrepreneurs, à tout le moins, parlent tous dans le même sens L'un reconnaît que si ce n'était de l'État, il n'en serait fort probablement pas là « Il y a beaucoup d'appuis, ajoute-t-il, de la part des ministères Une fois que les portes sont ouvertes, la collaboration devient de plus en plus facile » Cette recherche d'une nouvelle alliance avec les classes moyennes est d'autant plus manifeste que l'État ne se contente plus ici de former la main d'œuvre, de permettre des économies sur les coûts d'énergies ou de développer davantage ses infrastructures comme il l'a toujours fait et continue à le faire envers le grand Capital, mais bien de fournir, et souvent en bonne partie, un capital de départ. Un jeune comptable qui cherche à démarrer, avec deux collaborateurs, une entreprise, incarne cette alliance « Aujourd'hui l'État incite à l'entrepreneurship, il aide beaucoup les jeunes à se lancer en affaires Moi, mon père n'est pas un entrepreneur, il est électricien Dans notre cas, nous avons besoin de l'appui de l'État, nous avons besoin

de fonds en conséquence »

Bref l'État, économiquement fragilisé, à défaut de faire des enfants des classes moyennes ses propres salariés, s'efforce de les aider à devenir de petits, moyens et éventuellement, de grands capitalistes. Et comme la formule s'avère socialement rentable, on peut imaginer qu'elle pourrait être étendue aux classes populaires, également aux précarisés du marché du travail, aux chômeurs et assistés sociaux. Dans plusieurs régions du Québec, l'État canadien dit déjà : « Dorénavant, vous pourrez profiter de votre période de chômage pour devenir entrepreneur. Si vous présentez un projet, nous vous aiderons dans ce sens » Et voilà que dans nos sociétés de consommation de masse, l'entrepreneurship tend aussi à devenir un phénomène de masse. L'État, tout comme il l'aura fait pour l'éducation, cherche à en démocratiser l'accès. Cette opération s'accompagne, peut-être tout à fait inconsciemment et sans que cela puisse avoir été prémédité, d'une opération idéologique de grande envergure. Elle a le mérite de tenter de convaincre des dizaines de milliers d'individus qu'ils peuvent, s'ils en font véritablement l'effort, partir leur propre entreprise, devenir leur propre patron. À l'instar des diplômés, dorénavant, tous les individus pourront avoir accès au Capital. Et parce que cela devient possible, malgré tout un processus de sélection, cette visée acquiert une forte légitimité. À l'image de celles et ceux qui ne connaissent que des déboires scolaires, celles et ceux qui seront exclus de l'entrepreneurship, n'auront qu'à s'en reporter à eux-mêmes, à leurs carences personnelles. Dans une société où on prétend offrir aux individus des moyens

concrets pour échapper à l'ignorance et à la pauvreté, l'exclusion est vécue avec d'autant plus de culpabilité. Cela, parce qu'il devient difficile de s'en remettre à un autre que soi-même pour justifier ses manques.

Au moment de notre enquête à Microcité, que l'entrepreneurship soit devenu à ce point une valeur dominante peut surprendre. Il se produit comme une profonde mutation symbolique de la place et du rôle de l'entrepreneur dans la société. Cette mutation, toujours en œuvre, il n'y a pas de raison pour qu'elle ne se poursuive pas encore davantage. Après avoir été regardé plutôt de haut par les élites traditionnelles, traité d'exploiteur par le mouvement ouvrier, voilà que l'entrepreneur refait surface au point de s'imposer comme un modèle, une référence, un personnage inévitable. Dans une société où le grand Capital se fait encore plus volage et entend agir plus que jamais sur la scène internationale, où l'État se retrouve dans des difficultés financières qui restreignent ses capacités d'interventions comme grand argentier du progrès, l'entrepreneur local se voit investi d'une importante mission : il devient la clef de la souveraineté économique. C'est par lui que devra passer l'affirmation municipale, régionale, nationale. Et tout se fait, comme si de toutes parts, on lui concédait ce rôle. Tant les milieux gouvernemental, académique que médiatique le reconnaissent. À Microcité, des gens de ces différents milieux entendent, autour de plusieurs organismes, stimuler l'économie de la localité et de la région. Ils se rencontrent régulièrement, font des plans, des bilans. Ils ont une préoccupation commune : créer toutes les conditions possibles et imaginables pour attirer

de nouveaux entrepreneurs, pour aider celles et ceux qui sont en place à se consolider et prendre de l'expansion, pour inciter les jeunes à se lancer dans le monde des affaires. Campagnes, rencontres d'information, sessions de formation se tiennent dans ce sens. Tout en appelant à l'entrepreneuriat, on incite ainsi, non seulement les jeunes, mais aussi bien d'autres catégories à se créer soi-même une place dans la société, ou enfin sur le marché du travail, tout en se solidarisant à une cité, une région, un pays. On les invite à devenir quelqu'un, à se prendre en main, à se responsabiliser. Voilà pourquoi dans ces temps d'insécurité économique et de mondialisation des marchés, l'entrepreneuriat dégage autant de fascination et opère comme une forme de réenchantement.

De la distance critique envers les dieux

Si l'emprise tous azimuts de l'Église catholique tant sur la vie communautaire que la vie intime est bel et bien devenue, à Microcité, une histoire du passé, si les nombreux débats et émois sur l'existence ou la mort de Dieu n'arrivent plus à perturber ou insécuriser, ce n'est certainement pas parce que la religion et la foi ont définitivement quitté la cité ou qu'elles n'arrivent plus à interpeller personne. Bien sûr, lorsqu'on rencontre les gens de Microcité, on perçoit rapidement à quel point l'univers religieux de l'Ancien régime semble relever d'un tout autre monde, d'un monde que les plus jeunes éprouvent même de la difficulté à s'imaginer. Lorsqu'on parle de cette époque, on tombe facilement dans la caricature. Pourtant, à plusieurs égards, les valeurs, les modèles de comportement, même l'idée qu'on se fait de la dimension spirituelle rappellent le passage et l'héritage de la « Sainte Église ». Mais, contrairement aux années soixante et soixante-dix, on ne sent plus ces profonds malaises, cette frustration, on n'entend plus ces critiques acerbes, on ne voit plus ces gestes d'éclats envers cette grande institution qu'on juge, désormais, comme étant plutôt moribonde et sans grande conséquence.

Du doute et de l'indifférence

Les gens de Microcité ne se sentent plus interpellés massivement par l'Église catholique, par ses prêtres, par son Dieu. Plutôt que des critiques à leur égard, pointe l'indifférence. Pourquoi s'enliser éternellement dans tous ces débats ? N'y a-t-il pas d'autres églises, d'autres prêtres, d'autres dieux, différents certes, mais tous aussi valables que les nôtres ? Cela ne signifie pas, nécessairement, qu'il faut bannir les nôtres mais, à tout le moins, demeurer aux aguets, refuser de leur accorder une trop grande importance, les garder à vue plutôt que de soumettre ses choix de vie et ses modes de comportement à leurs horizons. Finies les grandes soumissions ou les grandes déchirures, nous entrons dans l'ère du relativisme où l'indifférence affective et la curiosité intellectuelle sont de bon ton à l'égard de tous les grands récits méta-sociaux qui ont alimenté, jusqu'ici, la quête de sens. Pourquoi notre Dieu, notre Église, nos prêtres seraient-ils plus grands, plus sages, plus saints que d'autres ? Comment prétendre que la vérité qui nous est offerte puisse à ce point devoir s'imposer à d'autres¹ ? Comment oser imaginer, dans cet univers infini où notre propre planète n'est qu'un petit grain de sable au sein d'un cosmos infini, que le Jésus de Nazareth qui nous fut révélé - tout autant par les empires qui en ont fait leur Dieu que les saints qui lui ont consacré leur vie - puisse être le fils de Dieu et que notre Dieu soit le vrai Dieu, l'unique Dieu dont nous aspirons à ce que la « volonté soit faite sur la terre comme au ciel » ? Des jeunes racontent :

- Je suis à un point où je me pose beaucoup de questions sur la religion. Jusqu'où on nous a menti ? Je fais beaucoup de recherche là-dessus. On nous a toujours dit que Jésus-Christ était né le 25 décembre. C'est pas ce jour-là, c'est au mois de mai ! On nous a poussé pas mal de choses qui m'amène aujourd'hui à rechercher par moi-même et à mettre la religion catholique en peu de côté.

- Nos parents, nos grands-parents ont été dogmatisés. On leur a enfoncé une religion dans le crâne : « Vous croyez en Dieu, Jésus, ses disciples, c'est tout. » Puis l'Église vous dit : « Donnez-nous de l'argent parce que notre toit coule. » Le curé fait sa visite paroissiale pour quêter un petit peu, pour nourrir les bouches affamées.... Je trouve révoltant qu'aujourd'hui le Vatican soit une de plus grosses entreprises commerciales au monde. C'est un empire ! Il y a beaucoup de gens qui le savent mais ils ne font rien. Aujourd'hui il ne faut pas mélanger spiritualité et religion. La religion c'est une croyance en un objet. Tu crois en l'Église... Alors que c'est bien écrit dans la bible : « Les temples, tu n'en construiras point ! » Moi, c'est la foi. Qu'on la représente sous la forme de Dieu, de Boudha, de Khrisna, du pichet à eau. . L'important c'est de croire qu'il y a vraiment une force qui nous est supérieure. Aujourd'hui, on se trouve très évolué alors qu'en réalité on est en bas de la chaîne... Les jeunes sont à se demander : « C'est quoi notre

avenir sur la planète terre ? »

Dans un monde si complexe, au passé tant chargé de récits et de mystères tous aussi grandioses les uns que les autres, dans un monde où nous prenons de plus en plus conscience du caractère infiniment partiel et arbitraire de tout ce qui a pu nous tisser socialement, culturellement, voilà que surgit comme modèle spirituel non pas tant le refus du référent religieux que le doute à son égard et que ce doute fait aussi, paradoxalement, l'objet d'un nouveau doute. Il ne s'agit plus seulement de porter un regard sur celui qui croit mais de l'étendre également à celui qui doute. Ce qui fonde le doute sur la foi devient tout aussi douteux que ce qui fonde la foi. Le doute s'étend plutôt sur celui qui prétend détenir la vérité que sur l'objet même de cette vérité. C'est l'assurance de celui qui croit ou de celui qui refuse de croire qui déconcerte plutôt que les motifs sous-jacents à leurs positions respectives. C'est ainsi que, à Microcité, naît une ère d'insouciance, cela d'autant plus qu'il n'y a plus de véritables enjeux sociaux posés par la foi. Un prêtre réfléchit avec nous : « Aujourd'hui, les gens ne sont plus tellement agressifs envers nous, ils sont indifférents. Dis n'importe quoi, présente n'importe quoi, ils s'en foutent. Si ce que tu dis ne fais pas leur affaire, ça finit là. Les gens vont t'ignorer. Tu représentes des valeurs, mais ça ne les intéresse pas. Ils vont passer à côté de ça. »

Croire ou ne pas croire suscitent peu d'éclats en autant, bien sûr, que celles et ceux qui partagent ces positions ne se font guère bruyants. On les verra alors comme des

originaux, des marginaux, voire des extrémistes plutôt que des citoyens de bon aloi. Généralement parlant, mis à part celles et ceux des petites églises ou des sectes religieuses, les croyants sont discrets, évitent de s'afficher trop publiquement, font de leur foi « une affaire strictement personnelle ». Un professeur et une religieuse, très impliquée dans sa paroisse, s'expriment sur ce sujet :

- Être catholique, c'est d'abord, être marginal. Il s'agit d'aller le dimanche dans une église pour s'en rendre compte. Dans le milieu de travail, c'est la même chose. Je ne me promène pas avec une croix dans le cou. Il m'arrive parfois d'afficher la prière de Saint François d'Assise sur la porte de mon bureau. Les jeunes regardent, ils trouvent le texte beau, mais ils n'ont jamais entendu parler de ça. Pour moi, être catholique, c'est aussi appartenir à l'Église. Parfois ça fait mal. Je me demande si certaines positions de l'Église sont vraiment évangéliques. Tout ce pouvoir qui est concentré dans les mains des hommes. Je me dis : les femmes ne sont-elles pas aussi des filles de Dieu ? Il y a aussi toute l'attitude de l'Église envers la sexualité, envers le corps. J'ai été jusqu'à me demander si le corps était vraiment un instrument de Salut. L'Église n'enseigne-t-elle pas la résurrection des corps ?

- Dans ma paroisse, il y a deux sortes de catholiques : les religieux et les croyants. Ce qui me fait dire que les croyants ne sont peut-être pas là où on

pense, c'est-à-dire dans l'Église. Il y a beaucoup de gens qui ne viennent pas à la messe mais qui se disent croyant.

Nous voilà bien loin de la condamnation des impies, de l'assistance obligatoire à la messe du dimanche, du regard réprobateur sur tout ce qui pourrait échapper aux préceptes moraux de la Sainte Église. Car enfin, souvent les premiers qui échappent à ces préceptes, et cela parfois avec virulence, ce sont les croyants eux-mêmes. Rares sont, parmi les catholiques, celles et ceux qui se présentent devant l'autel, le jour de leur mariage, sans avoir déjà une bonne connaissance de « certains plaisirs de la chair ». Rares sont aussi les couples, qui se soumettent, béatement, aux recommandations de l'Église en ce qui a trait à la contraception. Rares sont enfin les fidèles qui songent à l'infaillibilité du Très Saint Père sans un brin de scepticisme ou qui, surtout parmi les femmes, acceptent d'emblée la division sexuelle des fonctions et des rôles religieux au sein de l'Église. Le pluralisme religieux ne vient pas tant, à Microcité, de la multiplicité des églises, des sectes et des dieux mais de la distance critique dont témoignent les catholiques envers leur Église, de la curiosité et de l'intérêt qu'ils affichent pour d'autres visions du monde et, bien sûr, du nombre sans cesse grandissant d'individus qui s'identifient à différentes confessions religieuses ou qui, tout simplement, ne recourent plus à aucune d'entre elles. Je reprends ici les propos d'une jeune femme de vingt-quatre ans :

Quand on est jeune, on se dit : « Moi, j'ai soixante-dix ans à vivre, j'ai

dépassé le cap de l'an 2000. » Qu'est-ce qui va se passer d'ici ce temps-là ? Il y a eu bien des hypothèses de faites là-dessus. On a entendu parler de Nostradamus... Les faits sont là : l'environnement se détruit. C'est évident que pour nous c'est une question importante. Qu'est-ce qui va se passer avec la terre ? Les guerres ? La spiritualité est aussi très importante. Je la vois un tout petit peu comme une sécurité. Quand tu ne peux pas être sécurisé sur le plan du travail, sur n'importe quoi, sur l'environnement etc., alors tu as besoin d'une sécurité quelque part. Je travaillais dans le milieu des jeunes. J'ai vu des gens très insécurisés, sur l'aide sociale depuis fort longtemps. Ils ont une spiritualité très développée et toutes sortes de connaissances là-dessus. Ils savent toutes sortes de trucs. Ils sont intéressés et ils y croient vraiment. Moi, personnellement, j'y crois aussi beaucoup. J'aime avoir la foi. J'aime avoir des croyances. J'en discute souvent avec des amis. Vu qu'on ne s'appuie pas sur une religion qui est déjà toute faite, on se demande : « Toi, tu crois en quoi ? » On croit en quelque chose de positif... Pour moi, la Création, ce n'est pas nécessairement quand Adam et Ève ont été créés, mais c'est plutôt la création au jour le jour quand toi tu crées quelque chose.

Il n'y a pas d'animosité envers le fait religieux et plus particulièrement envers les catholiques qui demeurent, à Microcité, les fidèles de l'Église encore de beaucoup la plus

présente, la plus importante, la plus puissante. S'il y a un déclin évident de cette Église, elle n'en reste pas moins un acteur privilégié auprès des plus jeunes par la présence qu'elle continue à assurer dans le réseau scolaire, également auprès des plus âgés qui demeurent plutôt fidèles à leurs paroisses en se faisant un devoir d'assister, en bon nombre, aux différentes activités du calendrier liturgique². L'Église semble bel et bien là pour rester, mais guère pour influencer sur les grands enjeux de la cité. Elle a toujours charge d'âmes, se contente d'assurer une présence envers celles qui comptent sur elle et se fait plus que discrète sur ses perspectives d'avenir. Elle n'est pas sans ignorer qu'elle se meurt, un peu plus, tous les jours. Les quelques centaines de prêtres, religieux et religieuses qui lui sont restés fidèles malgré l'Ère des ruptures sont, pour la plupart, déjà retraités et ne seront jamais remplacés.

L'ouverture post-conciliaire tant promise envers les laïcs n'aura été, somme toute, que timide. Plusieurs femmes ont été désignées à de nouvelles responsabilités mais demeurent, malgré tout, des exécutantes. Au chapitre de l'égalité entre les sexes, l'Église catholique paraît à Microcité une institution réactionnaire, tout à fait en deçà de ce qui est désormais exigé dans les conventions sur les droits et libertés, en deçà également de ce qui se fait dans les entreprises, la municipalité et l'État³. Au cours de notre enquête, cet état des femmes dans l'Église fait beaucoup de bruit. Une animatrice de pastorale développe son point de vue :

Mon travail est vraiment avec les gens, à la base. Mais je trouve cela insatisfaisant lorsque, finalement, la parole d'une femmes, ou de plusieurs personnes, n'a pas autant d'importance que celle des hommes, c'est-à-dire des prêtres. J'ai du mal à accepter que, rendu à un certain niveau, je ne suis plus là et que l'ensemble des femmes y soient aussi absentes. Il y a des décisions qui sont prises pour nous, en notre nom, sans que nous y soyons. C'est un mal pour ma foi. Cela me semble majeur, non seulement pour les femmes, mais pour le rayonnement de l'Église.

Cela semble tout à fait inacceptable. Plus les femmes sont engagées religieusement, plus elles dénoncent ce fait avec vigueur⁴. Et pour celles et ceux qui affichent une certaine distance envers l'Église, cela justifie davantage leur positionnement. L'attitude de l'Église ne semble pas seulement d'une autre époque, mais est perçue comme un manque profond d'équité, voire un mépris envers les femmes ce qui, tout compte fait, apparaît immoral. L'Église n'a surtout pas ici de leçon à donner à personne et c'est dorénavant cette question, beaucoup plus que la contraception, l'avortement ou le célibat des prêtres, qui constitue son véritable talon d'Achille. On peut être divisé sur ces dernières questions, mais on ne l'est pas sur la place - plutôt l'absence de place - concédée aux femmes à l'intérieur de la grande hiérarchie catholique. À Microcité, lorsque nous abordons cette question avec des membres du clergé, ils éprouvent un profond malaise. Plusieurs reconnaissent cela comme inconcevable. Il se sentent couverts de ridicule. Cela d'autant plus, qu'à tout le moins sur

cette question, face à la grande curie romaine, ils se perçoivent plutôt impuissants. Ils ne voient pas très bien quand et comment l'Église devrait bouger. Ils ne sont pas sans ignorer que si elle ne le fait pas, les conséquences pourraient être ravageuses pour une minorité de fidèles fort précieuse parce que très active et très innovatrice. Ils attendent se contentant de répéter que l'Église a de lourdes traditions, que les mœurs et coutumes qu'elle anime à travers les continents sont fort variées et enfin... qu'il faut savoir attendre !

Mais au-delà de ses positions et débats qui créent au sein de l'Église des tensions et accentuent des malaises, c'est bien davantage l'esprit du temps, cette forme de distance critique envers toutes les grandes options de vie, qui explique le grand désenchantement généralisé non seulement envers le discours catholique, mais encore envers tout discours religieux, voire tout discours humaniste et idéaliste qui incite à un engagement profond de la personne, au don d'elle-même, à son dépassement. L'ère n'est plus au « Dieu tout puissant, Créateur du ciel et de la terre », ni aux grandes causes qui devraient chambarder le monde et permettre « l'émergence de l'homme nouveau ». Regards critiques, scepticismes, questionnements multiples, voilà passés les jours des périlleux affrontements, des flagrants délits, des provocations arrogantes. À l'Ère des ruptures, fait place l'Avenir incertain, celui du repli sur soi, de la stratégie du sauve-qui-peut-la-vie. Et si l'avenir semble à ce point incertain, ce n'est pas tant qu'on se sente menacé, mais qu'il n'y a plus d'options religieuses ou plus simplement idéologiques assez fortes, assez légitimes pour le transcender, le garantir. C'est ainsi que prend forme le relativisme de masse. Ce ne sont

plus seulement quelques intellectuels qui enseignent à l'Université de Microcité qui entretiennent une distance critique envers « des vérités révélées » ; ce sont des gens de tous les âges⁵, de tous les niveaux de scolarité, de tous les milieux sociaux. Du professeur à l'étudiante, de la patronne à l'ouvrier, du député au fonctionnaire, voilà autant de gens qui affichent maintenant un scepticisme tantôt sérieux, tantôt joyeux, tantôt cynique sur les grandes options de la vie. L'humour à Microcité prend une place de premier choix. Dans la vie courante, à peu près tout, même les sujets perçus comme très sérieux, deviennent la cible du ridicule. Rire des autres et de soi, des mœurs et des coutumes, des valeurs, des lois et des professions de foi est devenu une véritable convention⁶. Comme si plus rien ne méritait d'être vraiment pris au sérieux. Rien qui ne dépasse en quelque sorte l'univers de l'intimité, de ses relations amoureuses, de ses enfants et de son plan de carrière. Si les grands discours sont devenus l'objet de la risée publique, mieux vaut prendre quelques distances à leur égard. Voilà pourquoi l'Église est à ce point délaissée. Cela a peu à voir avec un débat sur l'existence de Dieu. Encore moins sur la divinité de Jésus-Christ. Dans son for intérieur, la majorité des gens de Microcité croit à tout cela, bien qu'elle préfère demeurer silencieuse. On croit toujours, mais on se sent ridicule de le manifester avec éclat. Alors on fait les actes de foi à la pièce et on pratique à la carte⁷. On croit en Dieu mais on ne croit plus à « l'Immaculée Conception » ; on croit en l'Église catholique mais on ne croit plus à l'infaillibilité du Pape ; on croit à la rémission des péchés mais on ne croit plus à la damnation éternelle. On assiste, plutôt sporadiquement, aux offices religieux ; on ne va plus se confesser vraiment ; on communie peut-être une

fois l'an. Enfin, outre les grands moments d'initiation ou les rites de passage, on se fait plus que discret.

Pour l'Église catholique de Microcité, le relativisme de masse a aussi ses bons côtés. Il assure à son égard une grande tolérance. Il atténue le caractère acerbe des critiques. Il permet d'éviter un climat de guerre des religions. Si tous les dieux se ressemblent, pourquoi ne pas garder le nôtre ? Après tout, il se défend bien. Son Église n'est-elle pas encore la plus imposante et la mieux organisée du monde ? Pourquoi chercher à s'en distancer à ce point ? N'avons-nous pas tous besoin, à certains moments de notre vie, d'un dieu pour nous aider, pour nous soutenir ? Que deviendraient nos mourants sans lui ? Et pourquoi priver nos enfants d'un récit si accompli ? Dieu n'existe peut-être pas et l'Église catholique semble probablement une des plus grandes supercheries de l'histoire, mais que gagnerions-nous vraiment à les faire disparaître ? Et d'ailleurs, que sont devenues ces sociétés qui cherchèrent à ce point à les mettre de côté ? Ne sont-elles pas aussi contraintes à leur donner, de nouveau, droit de cité ? Voilà les questions que se posent tous ces gens épris de ce nouvel esprit du temps. Chez eux, le relativisme culturel fait acte de modèle culturel. Cela, comme ce fut déjà démontré plusieurs fois, est particulièrement le cas des jeunes. Au cours de notre enquête, plusieurs témoignent dans ce sens. Pour eux, la grande question n'est pas tant de croire ou de ne pas croire en Dieu. C'est plutôt en partie d'y croire tout en sachant qu'il est fort possible qu'il n'existe pas, et en partie de ne pas y croire tout en sachant qu'il est fort possible qu'il existe. Sur ces

questions, il n'y a plus guère d'assurances, d'opinions bien tranchées, de condamnations irréversibles. C'est de cette fin de l'emprise des grands récits méta-sociaux et du prolongement, déjà annoncé par l'Ère des ruptures, d'une quête effrénée de soi, d'une quête effrénée de sens, que prend forme l'Avenir incertain.

Les églises et les sectes que l'on voit poindre, ici et là, à Microcité, ne profitent-elles pas d'un sentiment de panique dont peut être victime l'individu, le sujet, face à l'effondrement de grands récits méta-sociaux ? Au cours de l'enquête, je suis étonné de constater jusqu'à quel point des hommes et des femmes, de milieux sociaux fort variés, et souvent de fortes personnalités, peuvent avoir recours à ces univers et leur donner une force d'encadrement aussi grande sur l'ensemble de leur existence. Deux jeunes femmes entrepreneures nous racontent tout ce qu'elles doivent à leur église dans l'énergie qu'elle trouvent pour la prise en charge de l'ensemble de leurs responsabilités. L'une d'entre elles est divorcée. Son cheminement traduit aussi les effets de la rigueur de l'Église catholique sur ses fidèles. Le « pêcheur » se sent exclu, et s'il est toujours animé par les paroles de l'Évangile, il cherchera à se lier à une église qui l'accueillera les bras ouverts, à part entière. Il lui apparaît inacceptable d'être considéré, dans sa quête de Dieu, et cela déjà sur terre, comme un croyant de seconde zone.

Il ne faut pas voir, à Microcité, dans cette présence, plutôt effacée tout de même, de plusieurs « autres églises » et sectes, l'émergence d'un phénomène de masse, d'un

nouveau modèle culturel dominant. Ce qui émerge massivement c'est la critique souvent forte et virulente envers toutes les églises, y compris bien sûr l'Église catholique, et toutes les sectes. Non seulement préfère-t-on demeurer à distance des sectes, mais on s'en méfie vraiment, on y voit des lieux obscurs où de « braves gens se font manipuler ». Cela apparaît de manière très limpide, particulièrement chez les jeunes que nous rencontrons. Leur distance envers les institutions et les groupes religieux, plus qu'envers les discours religieux ou encore la question de l'existence même de Dieu, est manifeste. Encore là, ce n'est pas tant du propos dont on se méfie, mais de l'Église ou de la secte qui prétend maîtriser cette matière. D'où ce relativisme qui s'impose ici comme modèle culturel dominant, où l'on demeure curieux et très ouvert sur les contenus, perçus plutôt comme des propositions, et, simultanément, très critique envers ceux, institutions ou individus, qui prétendent détenir la vérité. Cette méfiance à l'égard des détenteurs de la vérité dépasse de beaucoup la question religieuse. Elle s'étend, comme cela fut souligné par de nombreux auteurs un peu partout en Occident, aux grands récits de croissance et de progrès. Cela, nous le constatons à Microcité. Ici comme ailleurs, la perte de légitimité de ces récits de la modernité est d'autant plus ressentie que nous assistons à une grande fragilisation de l'économie et à une importante remise en question de valeurs et de rôles sociaux.

Des marginalisations de masse

Cassure de la classe ouvrière, déclin des classes moyennes, questionnement des modes traditionnels de régulation sociale, développement des inégalités et de nouvelles formes de pauvreté dans des cités, où il n'y a pas si longtemps encore, on avait la prétention d'être parmi les plus riches du monde : c'est ainsi que prend forme l'Avenir incertain.

La fin des années d'insouciance

À Microcité, milieux ouvriers et classes moyennes sont bel et bien conscients que voilà terminées les années d'insouciance. Hier encore, se considérant comme des privilégiés de la « Capitale mondiale du papier », ils ne sont pas sans ignorer que ce titre est dorénavant éphémère, qu'ils peuvent se retrouver, du jour au lendemain, parmi les plus exclus des exclus d'une cité qui pourrait devenir la « Capitale nationale du chômage »¹. On produit du papier en plus grande quantité, d'aussi bonne qualité et à bien meilleurs coûts sur pratiquement tous les continents et dans de nombreuses villes des Amériques du Nord et du Sud. Bref, milieux ouvriers et classes moyennes perçoivent maintenant ce que les travailleuses et travailleurs du textile, du vêtement, de la chaussure et du bois savaient

déjà depuis quelques décennies. Dans les économies de libre marché, rien n'est jamais assuré. Les vainqueurs d'hier peuvent être les perdants de demain, et vice-versa. Tout cela, d'autant plus qu'il n'y a pratiquement pas de frontières à la libre circulation des capitaux et des marchandises, va de plus en plus vite.

Comme incrustée quelque part au fin fond de leur inconscient collectif, il y a peut-être chez les gens de Microcité, une autre donnée pour comprendre leur désarroi. Il ne semble pas y avoir de solutions crédibles aux difficultés rencontrées. Tout se passe comme si croissance et progrès, qui ont alimenté la période d'expansion d'après-guerre, avaient mordu la poussière, ou pis encore, s'étaient métamorphosés en leur contraire. Chez les syndicalistes, on ne parle pas, on ne parle plus, comme ce fut souvent le cas dans l'Ère des ruptures, de « casser le système », de socialisme, voire de social-démocratie. On n' imagine guère possible, même guère souhaitable, une société radicalement différente. Ce n'est pas qu'on soit nécessairement du côté de l'ordre, du côté du pouvoir. En fait, on est plutôt contre. On est pour des améliorations, des réformes mais, mis à part des milieux très minoritaires, on ne parle plus de transformation radicale de la société.

Une jeunesse en quête d'une place

Si depuis trois décennies, les femmes de Microcité arrivent à intégrer, de manière toutefois souvent plus ou moins précaire, en grand nombre le marché du travail, les jeunes, et peut-être davantage les jeunes hommes, semblent paradoxalement s'en sentir de plus en plus exclus. Pour eux, les places disponibles sont sous la mainmise des enfants d'après-guerre. Ces jeunes que nous avons rencontrés auront beau avoir des projets plein la tête, ils n'en demeurent pas moins perplexes. Et parmi eux, les plus âgés et les moins scolarisés seront les plus inquiets, les plus moroses :

Regardons l'héritage de nos aînés. Que nous laissent-ils ? Si on regarde vers demain, ce ne sont pas eux qui vont assurer notre avenir. Je me demande ce qu'ils attendent pour mettre pleins feux sur la jeunesse. La jeunesse veut s'en sortir ; elle a besoin d'outils. Ces outils-là, c'est pas nous-autres qui les ont inventés... qu'on nous les prête ! C'est un peu comme le bonhomme qui a commencé à travailler à dix-huit ans et qui va travailler jusqu'à soixante-cinq ans dans la même usine. Pourquoi il ne « sacre » pas son camp à cinquante ans ? Il aurait de l'argent pour vivre.

On achète nos votes avec de belles promesses électorales toutes garnies. Nous votons, mais nous ne recevons pas les dividendes. Je regarde

les plus jeunes... Ils ont dix-huit, dix-neuf ans .. ils sont aux études à plein temps En réalité, est-ce que leur avenir est aussi brillant qu'ils le prévoient ? On ne donne pas aux jeunes ce qui leur revient de droit Les jeunes veulent travailler mais on ne leur donne pas la chance de le faire De symposiums en fins de semaine de la jeunesse, de l'année de la jeunesse à tout le reste, tout ce que nous récoltons à la fin, ce sont de belles promesses.

À certains égards, leurs propos sont tellement noirs, qu'on y perçoit une forme de haine. À Microcité, ce sont des centaines de jeunes qui sont sur le chômage ou l'assistance sociale². Le côté le plus obscur, ce sont bien sûr les assistés sociaux. Comme si déjà à vingt, vingt-cinq ans, il n'y avait plus d'espoir, que tous les jeux étaient faits, que les stigmates étaient indélébiles :

L'aide sociale, c'est comme une spirale. Quand tu tombes dedans, tu descends nécessairement. Tu as tant par mois. Si tu te portes « jeune volontaire », tu en reçois tant. Tu es trois fois en bas du seuil de pauvreté. Si tu contractes des dettes ou si tu vis le moindrement à crédit ou quoique ce soit, il faut que tu t'en sortes. Pour t'en sortir, qu'est-ce que tu as comme solution ? Tu peux travailler au noir, tu peux aller faire du trottoir à Montréal, ou encore faire du vol à l'étalage ou tomber dans la vraie criminalité.

Microcité, traversée par le déclin de certaines formes d'accumulation, par tous les soubresauts de plus en plus fréquents de l'économie, semble aujourd'hui exclure du marché du travail beaucoup plus qu'elle n'intègre. S'il y a vingt-cinq ans, sa jeunesse y dénonçait la force de ses modèles d'intégration, aujourd'hui, c'est leur absence ou plutôt leur inaccessibilité qui inquiète. La jeunesse de l'Ère des ruptures a contesté la lourdeur et la rigidité des modèles culturels dominants ; celle de l'Avenir incertain, en est exclue. Seule une minorité peut envisager, avec une certaine assurance, avoir accès un jour à un travail régulier, permanent, répondant à ses qualifications et aspirations. Le *no future* dont parle cette jeunesse est plutôt marqué par la difficulté de s'imaginer, de se prévoir, de se voir être socialement, que par l'éventualité de la destruction de la planète. Sur le plan de l'emploi, elle est dans un *no man's land*. Son problème n'est pas la lourdeur des modèles mais l'absence de place qui s'offre à elle. Cette jeunesse revendique cette place. Elle n'en conteste guère les contours. Pour contester les orientations ou les modèles culturels d'une société, encore faut-il, à tout le moins, pouvoir en être partie prenante³.

Du côté des jeunes diplômés

Mis à part celles et ceux qui ont des projets bien déterminés, qui arrivent à suivre leur trajectoire sans trop d'anicroches et qui sont aussi aidés, bien conseillés, bien entourés, nos discussions auprès des jeunes de Microcité révèlent à quel point ils font face au désarroi, à quel point il leur faut du courage, une force intérieure et j'oserais presque écrire une spiritualité, comme le dirait Jacques Grand' Maison⁴, pour affronter leur situation. Toutes les recherches sur l'emploi, sur la place qu'il occupe pour tout individu apte au travail, démontrent comment travailler constitue une pierre angulaire de la personnalité. Être précarisé ou exclu du marché du travail, c'est être diminué non seulement aux regards des autres mais aussi à l'égard de son propre regard. Enfin, il faut le reconnaître, les jeunes diplômés universitaires sont loin d'être à l'abri de ce phénomène :

Maintenant je suis chômeur. Je travaillais dans une compagnie pour un salaire qui n'était pas avantageux. Je pouvais faire du temps supplémentaire sans être payé. D'ailleurs, je travaille toujours pour cette compagnie, mais en-dessous de la table. Je pense retourner aux études l'an prochain. Le baccalauréat que j'ai terminé n'offre pas de débouchés. Je pourrais étudier de nouveau pour trouver une job dans un autre domaine.

Harvey Krahn et Graham S. Lowe, après avoir mené une enquête auprès de plus de deux mille jeunes diplômés soulignent que le passage de l'école au marché du travail est maintenant beaucoup plus long et rempli de détours⁵. Les jeunes incapables de se trouver du travail à temps plein, retardent continuellement l'éventualité du mariage, la possibilité d'avoir des enfants, l'achat d'une maison. Bref, sans insertion dans la vie publique, voire sur le marché du travail, il devient bien difficile de se projeter dans la vie privée. Le vide social suscite un vide existentiel. Le resserrement des possibilités d'emplois pour les futurs jeunes diplômés a comme conséquence, tout autant à leurs yeux qu'à ceux de leur entourage, de dévaloriser leurs études, de ridiculiser leurs efforts :

J'envisage de faire des études universitaires bien que je crois de moins en moins en leur nécessité. Elles sont peut-être nécessaires mais dans le fond, elles n'ont pas de valeur. Je ne crois pas vraiment aux études même si je ne vois pas d'autres moyens pour percer... Je vais plutôt opter pour le diplôme le plus général possible, entre autres le droit. Cela me permettra au moins d'attirer l'attention des employeurs jusqu'au moment où je déciderai d'être moi-même employeur.

Tout n'est peut-être pas aussi noir. On sait que plus on étudie, plus les chances de se trouver un emploi sont grandes. Des études statistiques démontrent que les nouveaux emplois, bien que de plus en plus précaires, s'adressent d'abord aux diplômés⁶. Ils ne sont

pas nécessairement dépourvus d'intérêt, du moins au plan du contenu. Certes, certains types de formation sont-ils plus prometteurs que d'autres. C'est le cas notamment pour les sciences informatiques, le génie industriel, les sciences de la santé. Pour les diplômés des sciences humaines et sociales, aussi des sciences dites pures, le chômage est parfois très fort. La transition est plus longue mais, par contre, l'aboutissement souvent intéressant. On semble valoriser de plus en plus une formation de base en sciences humaines et sociales pour les futurs administrateurs. Traditionnellement happés par la fonction publique ou l'enseignement, ces diplômés sont maintenant invités à des carrières très diversifiées, lorsque carrière il y a... bien entendu ! Il y a enfin, chez les jeunes de Microcité, cet immense attrait pour l'entrepreneurship. Une majorité des jeunes rencontrés avait dans la tête, un jour ou l'autre, de devenir « son propre patron ». C'est d'ailleurs ce constat, pensé sur le vif de mon enquête qui me faisait écrire à l'automne 1989, dans l'avant-propos de la deuxième édition des *Vagabonds du rêve*, ce qui suit :

La précarité de l'emploi semble un contexte incitatif pour pousser les gens vers le petit entrepreneurship. Celui où l'on désire, dans un domaine le plus souvent inusité, innover, tenter sa chance, créer son propre emploi [...]
« Devenir son propre patron, mener sa petite affaire quitte à travailler plus longtemps et plus fort. » Cette affirmation peut-être dite tout autant par un jeune diplômé d'administration ou de philosophie que par un jeune chômeur entreprenant de sérieuses démarches « pour se partir un petit commerce de

glaces ou de meubles d'occasion⁷ »

Les exclus de la croissance

Au delà d'une simple question de générations, comme si tout ce qui se passait n'était que l'effet pervers d'une trop grande place prise par les *baby-boomers*⁸, il faut rappeler ici avec force que nous assistons à la cassure de la classe ouvrière traditionnelle et, en partie également, des classes moyennes. Ces milieux sociaux et leurs enfants paient très lourdement les coûts de la « modernisation économique et sociale »⁹. Ces coûts sont économiques bien sûr, mais ils sont aussi sociaux et culturels dans la mesure où ils déstabilisent les familles, brisent la vie des quartiers, détruisent des réseaux sociaux.

À Microcité, la fermeture de plusieurs usines, le blocage de l'emploi régulier et permanent dans les secteurs public et parapublic, le taux élevé de chômage, la croissance de l'emploi précaire, voilà un ensemble de réalités qui illustrent à quel point, dans cette petite ville du nord de l'Amérique, nous assistons à des formes multiples de marginalisation et d'exclusion qui préfigurent en quelque sorte ce que seront pour les années qui viennent les nouveaux contours du prolétariat¹⁰. Le processus de marginalisation se poursuit. Il est comme inhérent aux exigences même de la continentalisation et de la mondialisation des marchés et des capitaux. Il affecte toutes les dimensions de la vie. À moins d'un revirement radical de la situation, tout indique que

cela n'ira qu'en s'accroissant, précisément parce que ce processus est nécessaire à la modernisation même de l'activité de production. En ce sens, plutôt que de parler de dualisation du marché du travail, l'expression « les marginalisations sociales de masse » semble plus appropriée. Constamment, ces marginalisations gagnent du terrain, pénètrent finalement de nouveaux milieux ou catégories d'emplois qu'on pouvait croire, jusqu'ici, au-dessus de la mêlée. « L'image du peloton qui s'étire, note Paul Bouffartique, entre une fraction protégée en contraction et une « queue de peloton » à la dérive est sans doute plus juste que celle du « fossé qui s'approfondit » entre une « énorme masse moyenne » et une petite minorité d'exclus¹¹ ».

Ce ne sont pas uniquement les jeunes qui sont ici touchés mais également des gens plus âgés, travailleuses et travailleurs d'usine, de petits ateliers, d'entrepôts, de commerces et aussi, bien que pour le moment du moins, de manière moins spectaculaire, de différents organismes et services publics et parapublics. À la limite, comme cela est signalé ici et là, ce sont les exigences même de la croissance économique qui créent ces marginalités

Derrière ces marginalités sociales, ce à quoi nous assistons, c'est à la victoire du Capital sur le Travail. Si l'Ère des ruptures fut animée par les revendications de la classe ouvrière et de la nouvelle petite bourgeoisie, l'Avenir incertain l'est par les volontés du patronat. Concurrence, réorganisation, restructuration sont les mots clefs. Et ces mots jouissent, tout autant dans le monde du travail que celui des affaires, d'une très forte

légitimité Dorénavant, on les prend très au sérieux. On y voit les seuls points de repère pour assurer, au mieux, le maintien d'un « certain » style de vie. Sans eux, on a la conviction qu'on se dirige vers le sous-développement et de nouvelles formes de pauvreté.

La fragilisation du Moi

Contrairement à l'Ère des ruptures, nous n'assistons pas ici à l'émergence de nouveaux Je dans le Moi, mais à la fragilisation du Moi. Les images qu'on projette ou qu'on a de soi se détruisent. Des Moi, sièges des identifications, s'effondrent. L'Avenir incertain, cette ère de relativisme et de scepticisme comme modèles culturels dominants, cette ère de marginalisation sociale de masse comme effets des dernières exigences de la modernisation économique, est une ère d'effritement du Moi. En ce sens, percevoir chez un jeune diplômé, un travailleur précarisé et éventuellement un chômeur, un Moi qui se brise, une forme d'identité qui s'affaisse, c'est tout simplement tracer le cheminement tortueux d'une intimité. Et c'est aussi, à partir d'elle, essayer de comprendre ce qui peut bien se passer chez des milliers de jeunes qui doivent affronter des situations similaires.

Je pense particulièrement ici à ces propos d'un jeune homme qui doit bien avoir trente ans. Il se retrouve tantôt au chômage, tantôt au travail au noir. Il envisage de faire de nouvelles études dans un domaine bien différent de celui qu'il avait déjà fréquenté. Il a l'impression que tout le temps qu'il a consacré à son propre diplôme est pratiquement

perdu, que cela fut plutôt une perte d'énergie. Au moment où il nous raconte cette histoire, son épouse démontre l'immense désarroi qui la tenaille face aux responsabilités familiales qui les accablent - ils ont deux enfants -, son goût de travailler à l'extérieur de la maison, l'incapacité de son mari, malgré sa bonne volonté, d'assumer à part égale les tâches ménagères. Puis la jeune femme raconte qu'après quelques années de vie commune, après avoir fait ensemble une démarche spirituelle, ils ont convenu de se marier religieusement. Mais déjà cette démarche s'est, à leurs yeux, beaucoup relativisée. Ils commentent cette période plus religieuse de leur vie de couple avec beaucoup de distance, comme s'ils s'étaient fait berné puisque, de toute façon, la religion serait truffée de mensonges. Au cours de la discussion, ce couple apparaît extrêmement fragile. Ces époux se sentent trompés par les images qu'ils ont projetées d'eux-mêmes. Cela se passe comme si tout ce qui a contribué à la construction de leurs Moi respectifs s'écroulait comme un château de cartes, comme si ces Moi n'arrivaient plus à assurer les références nécessaires à maintenir ou produire de nouvelles identités.

Nous pourrions ici bien sûr multiplier les exemples, nous rendre ainsi dans la famille d'un ouvrier d'âge mûr, victime d'un licenciement collectif. Dans un premier temps ce travailleur garde une identité fière et cherche, par l'entremise de son syndicat, à retrouver son emploi. Puis le temps passe et petit à petit l'ouvrier réalise que cela ne sera guère possible. Sa femme peut travailler ou décider de le faire pour suppléer aux besoins de la famille. Et lui, subrepticement, se retrouve habité par un terrible sentiment de honte.

Il évitera le voisinage, la parenté et deviendra même mal à l'aise devant les amis de sa petite famille, voire aussi devant ses propres enfants. Cet homme qui s'était toujours perçu comme un bon travailleur, comme un père de famille en mesure de prendre ses responsabilités financières, n'est désormais ni l'un ni l'autre. Et il ne conçoit plus très bien comment il pourrait les redevenir.

Allons dans un tout autre milieu. Rencontrons une femme de carrière, vers la fin de la trentaine. Elle connaît une carrière intéressante mais n'arrive pas à rencontrer l'homme avec lequel elle pourrait envisager une véritable vie de famille. Avoir un, deux enfants aura toujours été partie composante de son identité de femme. Mais les choses ne se présentent pas ainsi et compte tenu de ce qu'elle a pu vivre comme vie amoureuse, compte tenu également « de l'état des statistiques », elle est plutôt sceptique sur les possibilités réelles de rencontrer le partenaire. Elle éprouve une terrible blessure à devoir se percevoir autrement de ce qu'elle a toujours imaginé.

L'Avenir incertain est l'ère de la fragilisation du Moi. Les idées que l'on se fait de soi s'effondrent, les moyens de protection de notre propre image sont pris au dépourvu, les formes même d'identification se brisent. Ce que je suis tombe en lambeaux sous les coups de la cassure de l'emploi, de la guerre des sexes, de l'éclatement des liens familiaux, de la fin des grands idéaux. Des Moi se perdent et tout se passe comme s'il n'y avait pas de nouveaux Je, de nouveaux sujets pour recoller les morceaux, pour donner un souffle

nouveau aux identités blessées. Tout se passe comme si n'était plus possible l'affirmation d'un nouveau sujet émancipateur, libérateur du Moi. Voilà pourquoi les Je se penchent tant sur leurs propres blessures, soignent à ce point leurs corps et leur intimité et font de « l'ego psychologie » une pratique très répandue.

Les grands mouvements sociaux qui permirent, tout au long des années soixante et soixante-dix, l'envolée de nouveaux Je ont perdu leur assurance et ne provoquent plus personne. Ils n'ont pas disparus mais se sont institutionnalisés et se sont tus. C'est dire qu'ils sont devenus, en partie du moins, une composante même du pouvoir¹². Et l'autre partie d'eux-mêmes, la plus novatrice, s'est candidement repliée dans les méandres, apparemment plus protégés, de la vie privée. La brisure du Moi est la matrice de ces nouvelles formes d'idéologies dominantes que sont le relativisme, le scepticisme, voire le cynisme : toutes les causes se valent, tout discours peut être retourné en son contraire et se cacherait toujours, derrière l'âme du libérateur, l'instinct du tortionnaire. D'où, à défaut de causes plus universelles, la persistance des corporatismes, l'exacerbation des différences ; la résurgence sous tous azimuts des régionalismes. Comme si à la mondialisation des marchés et des idéologies qui les sous-tendent, les paroles et les lieux de résistance ne pouvaient être que parcellaires, fragmentés, divisés. Comme s'il n'y avait plus de place pour d'autres visions du monde et que nous devions dorénavant soumettre notre imaginaire au contours parcellaires de notre sexe, de notre génération, de notre profession, de notre langue, de notre ethnie.

Conclusion

Les derniers modernes

« L'existence de l'individu et l'histoire de la société ne se comprennent qu'ensemble.¹ » Tout ce que nous avons écrit depuis nos positions de départ, tout ce que nous avons cherché à illustrer au cours de notre enquête, se situent dans le prolongement de cette pensée. Les fondements d'une société ne sauraient être perceptibles sans les individus qui les intègrent, qui les mettent en forme. Les transformations d'une société ne sauraient apparaître sans les sujets qui les créent, qui les mettent en oeuvre. Rôles, normes, valeurs, modèles culturels se retrouvent au coeur de l'individualité, au coeur de la personne, dans ce qu'elle est, dans ce qu'elle représente pour autrui. Résistances, luttes, émancipations, mouvements sociaux se retrouvent au coeur de la subjectivité, au coeur de la personne, dans ce qu'elle tend à devenir, dans ce qu'elle veut projeter. Voilà pourquoi nous avons tant tenu, tout au long de notre propos, à faire émerger le social du singulier. Voilà pourquoi récits de vie et entretiens auront été à ce point des instruments privilégiés dans la collecte de nos données. Si l'être humain est être social, les rapports sociaux sont partie prenante de sa réalité, de sa nature. Tenter de comprendre l'être humain, c'est scruter la dynamique de ces rapports dans ce qui le façonne, dans ce

qu'il témoigne, dans ce qui lui semble le plus près de lui-même.

L'Ancien régime, l'Ère des ruptures et l'Avenir incertain sont trois époques qui dégagent, chacune à leur manière, des modèles culturels, des questionnements et des pratiques qui leur sont propres. Ces modèles, questionnements et pratiques, reflets de luttes et rapports sociaux, traversent tout autant les institutions, les mouvements que les personnes. Pour chaque époque se tracent ainsi, entre la société et l'être humain, des tendances, des convergences étroites, intimes. C'est cela, plus que ce qui devrait expliquer le passage d'une époque à une autre, que nous avons voulu illustrer. Masses et personnes se confrontent aux mêmes faits ; elles en deviennent les héritières. D'où, pour l'Ancien régime, notre constat d'intégration de masse et de règne du Moi. D'où pour l'Ère des ruptures, notre constat de contestation de masse et de révolte du Je contre le Moi. D'où enfin, pour l'Avenir incertain, notre constat de marginalisation de masse et de fragilité du Moi.

« Ce sont les réponses passionnément divergentes à des questions communes qui définissent le contenu symbolique d'une époque. Une époque se termine lorsque les questions n'ont plus de sens.² » Comment des questions, qui alimentent à ce point une époque, perdent-elles leur sens, c'est-à-dire une signification pertinente dans les enjeux sociaux ? Pour tenter ici de comprendre demeurons fidèle à Microcité, à nos approches tant théorique que méthodologique où la personne,

comprise à la fois comme individu et sujet, tout autant que l'événement, la tendance structurelle, le mouvement social demeurent des facteurs clés de mutations. Dans cette optique, il ne saurait y avoir un changement d'époque sans qu'il y ait fusion de ces multiples facteurs, sans qu'il y ait, à l'échelle des individus, des sujets, acceptation explicite ou tacite de ce changement. De notre enquête, il suffit de réentendre des récits de vie pour se rendre compte, à quel point les gens eux-mêmes, lorsqu'ils se réfèrent à telle ou telle époque, entendent par cette expression non seulement le passé, mais un passé dont les valeurs, les manières de penser et de vivre semblent « d'un autre monde ». D'ailleurs, souvent un narrateur, lorsqu'il relate cette époque, le fait avec humour et n'hésite parfois pas à se moquer de lui-même. Ce qui illustre à quel point ce temps semble lointain, que ses conventions n'ont plus guère d'emprise. Lorsque nos interlocuteurs et interlocutrices racontent le Microcité des années quarante, lorsqu'ils commentent la toute puissance de la Sainte Église catholique, on ne voit point poindre chez eux nostalgie et regret, guère plus vengeance et aigreur, mais bien davantage blagues et railleries. Nous n'avons jamais rencontré, tout au long de notre enquête, une seule personne qui ait escompté le retour de l'Ancien régime. Et si parfois on s'inquiète des multiples maux de cette fin de siècle, ce n'est jamais en souhaitant le retour dans le passé. Il y a des moments, des rites, des lieux, des valeurs qu'on regrette, qui appellent à une certaine nostalgie. La rupture avec le passé s'appuie d'abord sur des questions de confort, voire de progrès, et de liberté. Lorsqu'on se

raconte, lorsqu'on parle d'autrefois, c'est le genre de vie (la frugalité de la vie en famille, le caractère rudimentaire des conditions de travail) et la lourdeur des obligations et conventions qui refont écho. Qu'on soit curé, ménagère, entrepreneur, infirmière ou ouvrier, les constats se croisent plutôt qu'ils ne se contredisent. La société d'aujourd'hui a certes ses manques, ses contradictions, ses discriminations, mais celle d'hier semblait en souffrir encore davantage. Nous voilà tous enfin modernes devenus. Les discussions que nous avons tenues avec les croyants en témoignent. Ils sont fort mal à l'aise du passé de leur Église, éprouvent une gêne certaine à s'avouer catholiques, critiquent avec fermeté le caractère sexiste de l'institution, contestent ouvertement des directives pontificales... Enfin, s'ils demeurent catholiques malgré tout, cela est une question de sens et d'espoir plutôt que de bilan et d'histoire.

Si à Microcité, cette Église de l'Ancien régime a perdu à ce point de poids et de terrain c'est, tout simplement, qu'il n'est plus nécessaire d'y adhérer pour être perçu honnête citoyen. Bref, aujourd'hui, la cité n'a plus rien à voir avec celle qui, il n'y a pas si longtemps déjà, traitait pratiquement en proscrit un petit cordonnier qui avait renoncé publiquement à sa foi. Il en était d'ailleurs de même pour les séparés, les concubins, les non-pratiquants et les protestants. Sous l'Ancien régime, battre sa femme ou harceler sa secrétaire représentaient, socialement, un moindre risque que de négliger, plus ou moins publiquement, ses devoirs religieux. Bien des

égarements de la vie privée étaient pardonnés, cachés, oubliés, par l'intermédiaire du sacrement du pardon et du ferme repentir. Ce qui aujourd'hui fait souvent l'objet de procès publics et condamnations, se résolvait fréquemment par un acte de contrition. Et, inversement, ce qui hier faisait parfois l'objet d'une faute plus ou moins grave, est souvent considéré présentement comme un comportement tout à fait banal et sans grandes conséquences. On imaginerait mal de nos jours, à Microcité, un jeune homme réprimandé ou congédié de son collège pour agnosticisme, des parents interdisant formellement à leur fille de vingt ans d'avoir des relations intimes avec son bien-aimé, un mari s'opposant catégoriquement au désir exprimé par sa femme de travailler à l'extérieur de la maison.

Les rapports sociaux, qu'ils soient économiques ou politiques, sont aussi toujours porteurs de sens. Les luttes sociales valorisent certains comportements aux dépens d'autres comportements. Elles affranchissent de certaines contraintes et en créent de nouvelles. Elles ne sont jamais au-delà de toute forme de légitimation et de culpabilisation. Le mouvement social tout en émancipant crée de nouvelles normes. Il est à la fois libérateur et juge. À Microcité, le mouvement ouvrier de l'Ère des ruptures, ère de relative prospérité, voit dans le patron un terrible « boss » avide de profit et prêt à exploiter sans vergogne les ouvriers. Celui de l'Avenir incertain, ère de relatif déclin industriel, y découvre un entrepreneur jugé tout à fait essentiel au bon fonctionnement de l'entreprise. Le mouvement des femmes de l'Ère

des ruptures affranchit des milliers de femmes des contraintes uniques du foyer. Celui de l'Avenir incertain ne les obligent-t-elles pas à se tailler une place sur le marché du travail ? Si bien des jeunes femmes semblent moins féministes que leur mère c'est, peut-être, que dorénavant le féminisme représente à leurs yeux tout autant des devoirs à observer que des espaces de liberté.

Ce que nous percevons à Microcité se situe, bien sûr, dans un monde plus vaste. Les rapports sociaux qui imprègnent la cité sont partie intégrante des rapports sociaux tant nationaux qu'internationaux. Lorsque l'économie américaine vacille, lorsque la concurrence extérieure de papeteries sud-américaines se fait plus vorace, lorsque des investissements européens permettent la création d'une nouvelle entreprise à quelques kilomètres de la ville, tout cela n'est pas sans conséquences sur les gens de Microcité. Des causes et éléments de conjoncture leur échappent mais, paradoxalement, ils sont aussi de ces causes et éléments. Certains acteurs sociaux entendent affronter la concurrence des nouvelles entreprises, d'autres cherchent à créer toutes les conditions nécessaires pour attirer de nouveaux capitaux, d'autres se font une priorité d'investir eux-mêmes dans leur région, d'autres encore sont davantage intéressés par les marchés boursiers continentaux et internationaux. D'autres enfin, contestent ces différentes manières de voir et de faire, et deviennent ainsi les critiques d'un mode de développement hyper-industrialisé et en appellent à une société plus communautaire, conviviale et

écologique. En agissant ainsi, tous ces acteurs s'insèrent dans des rapports sociaux plus larges qui les portent et qu'ils supportent à travers luttes et enjeux économiques et sociaux.

Une époque traduit l'intensité de luttes et enjeux. La période de croissance de l'économie d'après-guerre de l'Ancien régime, l'intensité des luttes du monde du Travail et la mise en cause de la neutralité de l'État de l'Ère des ruptures, le rebondissement d'une forte légitimité du Capital de l'Avenir incertain, se répercutent à Microcité à travers concessions, compromis et affrontements sociaux. Aux combats ouvriers de l'Ancien régime et de l'Ère des ruptures, succèdent aujourd'hui, compromis et concessions. La légitimité de revendications naguère jugées essentielles semble en crise. Ce qui était nécessaire pour combattre l'exploitation éhontée du travail se transforme en comportement irresponsable, voire corporatiste et sectaire. Devant des milliers de sans-emploi et d'exclus, comment s'attarder face aux revendications de celles et ceux qui ont.. « la chance de travailler » ? À Microcité, il y a un surplus de main-d'oeuvre. Et contrairement aux anciennes mères patries qui pouvaient exiler leur excédent de force de travail vers les colonies, ici on est contraint de le garder.³ Voilà pourquoi les gens de Microcité craignent à ce point le « développement du sous-développement ».

Par la pratique d'acteurs tant individuels que collectifs, les événements et tendances d'une époque reflètent ses enjeux et questionnements. Ces événements et tendances témoignent ainsi des rapports sociaux. Ces rapports imprègnent les sphères, économique (production et répartition des biens, des services et des connaissances), politique (distribution du pouvoir au coeur de la société civile et contrôle des appareils d'État) et culturelle (production et reproduction de sens). Au coeur de ces différentes sphères, les luttes sociales font la lumière sur ces rapports. L'intensité de ces luttes, tantôt économiques, tantôt politiques ou culturelles, contraint les acteurs sociaux à se positionner, même se convertir, c'est-à-dire : changer de discours, de valeurs et de camp. Se forge ainsi une relation extrêmement étroite, une fusion, un noeud entre la personne et les luttes sociales. Les mouvements sociaux par leurs multiples discours, organisations et groupes de toutes sortes, en constituent la forme privilégiée d'expression. Le passage d'une époque à une autre signifie la fin d'un cycle de luttes sociales et le début d'un autre cycle, la fin d'un paradigme culturel, c'est-à-dire la fin d'une certaine cohérence entre différents modèles culturels, et l'émergence d'un nouveau paradigme. Des luttes économiques, politiques et idéologiques perdent ainsi de l'ampleur, d'autres se développent et annoncent de nouveaux enjeux. À Microcité, si l'Église catholique et son Dieu, la Pax Americana et son Capital, la famille et son pourvoyeur dominant l'Ancien régime, c'est la contestation de ces pôles qui dominant l'Ère des ruptures, et leur relatif effondrement qui domine l'Avenir

incertain. Ce qui ne signifie pas qu'il n'y ait plus de modèles ni de valeurs ou pôles dominants, mais que ceux-ci semblent continuellement confrontés à d'autres modèles qui entendent jouir également d'une certaine légitimité. Comme si les luttes qui ont conduit à cette situation n'avaient pas réussi à créer de nouvelles formes d'intégration. D'où, sans doute, le caractère plus incertain de cet avenir où les points de repère, quoique réels, se font plus ténus. Les nombreuses remises en question de l'Ère des ruptures et les luttes qu'elles entraînent expliquent, du moins en partie, cette réalité. Depuis déjà quelques décennies, le souci de l'autonomie financière des femmes bouleverse la division du travail et les conventions tout autant au coeur de la famille qu'au coeur de la cité. Le besoin de se sentir épanoui, satisfait dans sa relation avec l'autre, et la nouvelle place qu'y assument le désir et l'authenticité, changent la vie des couples, créent des situations jusque-là inédites, inattendues. La critique virulente des contraintes religieuses, la découverte de nouveaux dieux, l'affirmation d'un humanisme athé ou agnostique déplacent les points d'assise de la morale.

Au chapitre de la quête de sens, tout semble aujourd'hui se passer, à Microcité, comme si nous vivions, et cela massivement, et de manière constante, la problématique de *L'Homme problématique* décrite par Gabriel Marcel, à l'aube de cette dernière moitié de notre siècle : « Des questions entièrement nouvelles se posent, elles insistent pour être posées là où il pouvait sembler jusqu'alors qu'on

fût dans un ordre qui contenait en lui-même sa propre justification [...]. Celui pour qui réfléchir est devenu un besoin, une nécessité primordiale, prend conscience du caractère précaire et contingent des conditions qui constituent le cadre même de son existence. »⁴ Réflexion qui rejoint, malgré les grandes différences et oppositions des cheminements, ce constat de Jean-Paul Sartre, émis à la même époque dans *L'existentialisme est un humanisme* : « Aucune morale générale ne peut vous indiquer ce qu'il y a à faire. Il n'y a pas de signe dans le monde [...]. Le délaissement implique que nous choisissons nous-mêmes notre être. Le délaissement va avec l'angoisse⁵. » Positions qui rappellent les révolutions des savoirs que suscitérent, à la fin du siècle dernier, les pensées de Freud, Marx et Nietzsche.

La généralisation du doute, dont nous faisons une orientation de lecture de nos données d'enquête, comme trait existentiel de la modernité avancée, n'est-elle pas ainsi le prolongement, voire l'aboutissement de la mort de Dieu, ce « grand événement » dont Nietzsche faisait le constat et entrevoyait déjà les multiples conséquences. « Ce qui s'est produit, rappelle Gabriel Marcel, c'est une gigantesque dévaluation à bien des égards comparable à celle qui a lieu dans de si nombreux pays sur le plan monétaire. Cette dévaluation peut être interprétée de diverses manières, selon qu'on mette l'accent sur le fait que certaines valeurs ne sont plus reconnues du tout, ou bien, sur la façon dont elles se pulvérisent [...] »⁶ Quarante

ans plus tard, n'est-ce pas une appréhension semblable qui fait écrire au théologien allemand, Hans Kung, ce qui suit : « Quelle autorité peut se prévaloir aujourd'hui d'être incontestée ? Jadis il suffisait de dire : le pape, l'Évêque, l'Église dit ; ou le maître, le professeur, le père dit... ; qui prétendrait aujourd'hui, mettre fin à une discussion, voire à une démonstration, en faisant appel à l'autorité. [...] La remise en question critique des autorités, instances et traditions reçues, des formes de vie et de la conception des valeurs, semble aussi remettre en question les valeurs elles-mêmes qui y sont liées⁷. »

La sécularisation de l'Occident est maintenant achevée. Et Microcité, où il y a à peine quelques décennies ce processus était encore à parfaire, peut aujourd'hui en témoigner. Là, comme ailleurs, la sécularisation s'est étendue dans tous les domaines de la vie sociale et privée. « De nos jours, ce ne sont plus seulement quelques possessions ecclésiastiques, rappelle Hans Kung, mais presque tous les domaines importants de la vie humaine [...] qui sont soustraits à l'influence des Églises, de la théologie, de la religion, placés sous la responsabilité directe et mis à la disposition de l'homme, lui-même "sécularisé" »⁸

Prolongement de la sécularisation du monde, la généralisation du doute est à la modernité avancée ce que fut l'émergence du doute au début de la modernité. Cela n'a pas à être perçu comme une calamité. La généralisation du doute ne

contraint-elle pas l'être humain à se réfléchir davantage, à créer et recréer sans cesse son propre récit. Comme le soutient Alain Touraine, loin d'avoir projeté la personne dans un monde sans signification, la sécularisation n'a-t-elle pas élargi sa marge de liberté, le sens de ses responsabilités et permis l'affirmation de nouveaux possibles :

La modernité est la création permanente du monde par un être humain qui jouit de sa puissance et de son aptitude à créer des informations et des langages, en même temps qu'il se défend contre ses créations dès lors qu'elles se retournent contre lui. C'est pourquoi la modernité, qui détruit les religions, libère et se réapproprie l'image du sujet, jusqu'alors prisonnière des objections religieuses, de la confusion du sujet et de la nature, et transfère le sujet de Dieu à l'homme. La sécularisation n'est pas la destruction du sujet mais son humanisation. Elle n'est pas seulement désenchantement du monde, elle est aussi réenchantement de l'homme [...].⁹

Ne retrouvons-nous pas des signes de cette humanisation chez les « révolutionnaires de l'intimité » d'Anthony Giddens où développement de soi, liberté de choix, réciprocité, compromis, négociation, alternance, partage des désirs et des sentiments, franchise, confiance, prise en compte de l'individualité de l'autre

semblent devenir les nouvelles composantes d'une « relation pure » qui comprend tout aussi bien, quoique de manière différente, les rapports de parenté, d'amitié que ceux de la vie du couple :

... si quelqu'un peut arriver à placer ses rapports privés sous l'égide de la relation pure et à développer un sens de soi qui s'harmonise avec une telle relation, ce qui en résulte dépasse alors le cadre des rapports privés ; cela indique aussi la possibilité d'une « citoyenneté éclairée » dans les sociétés avancées. L'intimité signifie une démocratisation de la sphère de la vie privée, d'une manière pleinement compatible avec celle de la sphère publique : dans les deux cas, il s'agit de développer une éthique de la vie personnelle. Réciproquement la démocratie ne doit pas être comprise comme uniquement celle de l'État-nation, mais aussi comme celle de la vie privée : démocratie entre hommes et femmes, entre parents et enfants, entre amis, et ainsi de suite.¹⁰

C'est là, face au doute comme trait existentiel de la modernité avancée, « l'utopie réaliste » proposée par Giddens. « Pour la première fois, écrit-il, la partie intime de soi, de nature affective, est liée directement aux possibilités institutionnelles globales de démocratie et à un style de vie satisfaisant¹¹. »

Perspective avec laquelle Alain Touraine, bien qu'il soit animé par des thématiques semblables, prend ses distances. Face à cet individu qui se réfléchit lui-même en se concentrant dans la sphère de la vie privée, en se situant à l'écart de rapports sociaux qui souvent le menacent, Touraine y perçoit « une tâche sans fin, toujours chargée de narcissisme¹² ». D'où son affirmation d'une figure forte, d'un Sujet « qui n'est pas sans souci de soi mais défense de la capacité d'être un acteur¹³ ». Pour lui, la self-identity d'Anthony Giddens est une réalité essentiellement psychologique, la recherche d'un individu constamment retourné sur lui-même, tandis que son Sujet, tel qu'il le propose, « est un dissident, un résistant, et se forme au plus loin du souci de soi, là où la liberté se défend contre le pouvoir. »¹⁴

À Microcité, après une longue période de fragilisation et d'éclatement de milieux de vie (famille, travail, paroisse), d'affaïssement de codes et modèles culturels, après une longue période de scepticisme envers le progrès, la croissance, la généralisation du doute, comme prolongement de la sécurisation du monde, ne peut-elle pas permettre, voire favoriser, chez *Les derniers modernes*, une forme d'humanisation ? Au coeur d'une petite ville d'Occident, si on se met à douter, massivement, du sens qu'on a jusqu'ici donné à son existence, à ses identités, à ses engagements, c'est peut-être que s'affirment, subrepticement, de nouvelles manières d'être dans le monde, de nouvelles manières de vivre ses rapports à l'autre, de l'aimer, d'apprendre à ses côtés, de travailler avec lui, de nouvelles manières

d'imaginer la cité, de se responsabiliser, de créer des solidarités, de façonner des espaces de démocratie et de liberté. Ces nouvelles manières ne sont la plupart du temps que de petits murmures souvent isolés, à mille lieux des bruits et des feux de la rampe, mais ne tracent-elles pas déjà les voies du réenchantement du monde.

NOTES

Avant-propos

1. Dans *Ethnography, Principles and Practices*, Martyn Hammersley et Paul Atkinson (1983) soulignent à ce sujet : « ... we are a part of the social world we study, and there is no escape from reliance on common-sense knowledge and on common-sense methods of investigation. » (p. 25) Poursuivant dans le même ordre d'idées, citons également *Qu'est-ce que la sociologie ?* de Norbert Elias (1991) « Si l'on veut comprendre quel est l'objet de la sociologie, il faut être en mesure de prendre mentalement ses distances avec soi et de se percevoir comme un homme parmi d'autres. Car la sociologie s'occupe des problèmes d'une « société à laquelle appartient quiconque réfléchit sur elle et l'étudie. » (p. 7) John D. Jackson (1975) au tout début de son étude *Community and Conflict*, va aussi dans le même sens : « It is not a sin against science to admit that there are a wide variety of perspectives on any issue and that complete objectivity is virtually impossible. Experiences are never perceived in their raw state either by the participants or by observers. Everyone tends to interpret events through previous concepts and experiences. » (p. 1) Enfin, dépassant en quelque sorte ici les domaines de l'ethnographie et de la sociologie, Bernard J. F. Lonergan (1991) dans *Pour une méthodologie philosophique*, nous invite à une réflexion similaire : « On peut dire, en un certain sens, que chacun de nous vit dans son propre monde. Ce monde est habituellement un monde délimité, dont les limites sont fixées par l'éventail de nos

intérêts et l'étendue de nos connaissances. Il y a des choses qui existent et qui sont connues d'autres personnes, mais dont j'ignore absolument tout. Il y a des objets d'intérêts qui préoccupent d'autres personnes mais qui me laissent totalement indifférent. Ainsi l'étendue de nos connaissances et l'éventail de nos intérêts fixent un horizon à l'intérieur duquel nous nous sommes confinés. » (p. 115)

2. Fidèle à la tradition des études de communautés, nous taisons le véritable nom de notre lieu d'enquête. Cela, non pas tant pour protéger la confidentialité des acteurs de la recherche que pour délocaliser en quelque sorte la portée de notre propos. Microcité, non pas pour microscopique mais pour microcosme, c'est-à-dire une « image réduite du monde, de la société », *Le Petit Robert*. Et puisqu'il s'agit ici de plus d'une centaine de gens qui prennent la parole, eh bien disons aussi Microcité pour microphone, c'est-à-dire « tout instrument augmentant l'intensité des sons de manière à les rendre perceptibles », toujours *Le Petit Robert*.

3. Tout en s'inspirant de la distinction faite par Hannah Arendt (1961), dans *La condition de l'homme moderne*, entre le labeur et l'oeuvre, André Gorz (1988) rappelle, dans *Métamorphoses du travail. Quête de sens*, que le travail dans le sens contemporain du terme ne se confond « ni avec les besognes, répétées chaque jour, qui sont indispensables à l'entretien et à la reproduction de la vie de chacun ; ni avec le labeur, si astreignant soit-il, qu'un individu accomplit pour réaliser une

tâche dont lui-même ou les siens sont destinataires ou bénéficiaires ; ni avec ce que nous entreprenons de notre propre chef, sans compter notre temps et notre peine, dans un but qui n'a d'importance qu'à nos propres yeux et que nul ne pourrait réaliser à notre place. » (p. 25-26) Dans nos sociétés, poursuit Gorz, la caractéristique essentielle du travail « est d'être une activité dans la sphère publique, demandée, définie, reconnue utile par d'autres et, à ce titre, rémunérée par eux. C'est par le travail rémunéré (et plus particulièrement par le travail salarié) que nous appartenons à la sphère publique, acquérons une existence et une identité sociales (c'est-à-dire une « profession »), sommes insérés dans un réseau de relations et d'échanges où nous nous mesurons aux autres et nous voyons conférés des droits sur eux en échange de nos devoirs envers eux. » (p. 26) En fait, tout au long de notre enquête, nous accorderons beaucoup d'importance à la dimension publique du travail tout en portant une attention soutenue, et cela dans la mesure où nous porterons aussi notre regard sur les familles, à sa dimension plus privée, plus intime pourrait-on dire.

4. J'entends par modèles culturels des « contenus, plus ou moins explicites, à partir desquels se repère ce qui est bien, ce qui vaut la peine, ce qui revêt un certain poids de normalité. Le modèle culturel contient toujours un aspect d'évaluation morale, car il fournit les images-guides permettant d'évaluer les réalités et indiquant les voies de la conformité. » Jean Rémy (1974), *La ville et*

l'urbanisation, p 42. Dans un ouvrage plus récent, *Produire et reproduire. Une sociologie de la vie quotidienne* (tome I), Jean Rémy, Liliane Voyé et Émile Servais (1993), reviennent sur cette définition. Le modèle culturel référera « à une combinaison particulière de divers éléments nécessaires à la vie collective et à partir desquels un ordre social se propose et s'impose ». (p. 20)

POSITIONS DE DÉPART

1. Une cité comme reflet de société

1 « ... les hommes, quoi qu'ils fassent, nous rappelle Hannah Arendt (1961) dans *La condition de l'homme moderne* sont toujours des êtres conditionnés. Tout ce qui pénètre dans le monde humain, ou tout ce que l'effort de l'homme y fait entrer, fait aussitôt partie de la condition humaine. » (p. 18)

2. C. Wright Mills (1967), *L'imagination sociologique*, p. 7. Citons également ici Vincent de Gaulejac (1987) qui, dans *La névrose de classe*, écrit « L'histoire inscrit l'individu dans une solidarité, dans une communauté, dans un ensemble qui le “ socialisent ”. En ce sens, il en est le produit. C'est dire que les ruptures, les antagonismes et les conflits, qui traversent l'histoire de ces groupes,

sont au fondement de l'identité de ceux qui les constituent. » (p. 30)

3. Vincent de Gaulejac (1987), *La névrose de classe...* p. 21.

4. Hannah Arendt (1961), *La condition de l'homme moderne*, p. 19

5. Jean-François Lyotard (1986), *La postmodernité expliquée aux enfants*,
p. 42

6. Nous nous inspirons de Ralph Linton (1986) qui, dans *Le fondement culturel de la personnalité*, parle du besoin de réponse affective, du besoin de sécurité et du besoin de nouveauté, p. 13-15.

7. Bernard J. F. Lonergan (1982), *Les voies d'une théologie méthodique*,
p. 32.

8. Si nous avons été au départ tenté par la topique freudienne du Ça, du Moi et du Sur-Moi, il nous est apparu plus pertinent, vu la teneur de nos données, de nous inspirer de la construction du « Self », que nous avons d'ailleurs délibérément choisi de traduire par « la personne », chez George Herbert Mead. Il pourrait être démesuré, dans le cadre de récits de vie ou d'entretiens de groupe, de prétendre

saisir les dimensions ou effets de l'inconscient sur la structuration de la personnalité. On retrouvera les fondements de notre approche dans ces propos de Mead « The "I" is the response of the organism to the attitudes of the others; the "me" is the organized set of attitudes of others which one himself assumes. The attitudes of the others constitute the organized "me," and then one reacts toward that as an "I" [...] That action of the "I", is something the nature of which we cannot tell in advance. [...] The "I" gives the sense of freedom, of initiative. [...] Taken together [the "I" and the "me"] constitute a personality as it appears in social experience. The self is essentially a social process going on with these two distinguishable phases. » George Herbert Mead (1974), *Mind, Self, and Society*, p 175-178. La première édition de ce livre remonte à 1934.

9 On remarquera ici que nous empruntons volontiers à plusieurs auteurs, courants de pensées et traditions sociologiques dont, plus particulièrement, les approches fonctionnaliste, symbolique, marxiste et actionaliste.

10. « Les champs se présentent à l'appréhension synchronique comme des espaces structurés de positions (ou de postes) dont les propriétés dépendent de leur position dans ces espaces et qui peuvent être analysées indépendamment des caractéristiques de leurs occupants (en partie déterminées par elles). Il y a des lois générales des champs : des champs aussi différents que le champ de la politique,

le champ de la philosophie, le champ de la religion ont des lois de fonctionnement en variantes [...] La structure du champ est un état du rapport de force entre les agents ou les institutions engagés dans la lutte ou, si on préfère, dans la distribution du capital spécifique qui, accumulé au cours des luttes antérieures, oriente les stratégies ultérieures. » Pierre Bourdieu (1980), *Questions de sociologie*, p. 113-114.

11. « L'étude de la structuration des systèmes sociaux est celle des modes par lesquels ces systèmes, qui s'ancrent dans les activités d'acteurs compétents, situés dans le temps et dans l'espace et faisant usage des règles et des ressources dans une diversité de contextes d'action, sont produits et reproduits dans l'interaction de ces acteurs, et par elle. [...] Le structurel n'est pas « extérieur » aux agents : en tant que traces mémorisées et en tant que pratiques sociales, il est, au sens durkheimien, plus « intérieur » qu'extérieur à leurs activités. Le structurel n'est pas que contrainte, il est à la fois contraignant et habilitant. » Anthony Giddens (1987), *La constitution de la société*, p. 74-75.

12. « La modernité avancée, me semble-t-il, diffère des périodes précédentes pour la radicalisation et la globalisation de ce qui anime les institutions modernes. En mentionnant leur radicalisation, je veux faire référence à la profondeur grandissante de leur influence qui, aujourd'hui, imprègne totalement la vie de tous

les jours et même l'intimité de l'individu. » Anthony Giddens (1993). « Une théorie critique de la modernité avancée » dans Michel Audet et Hamid Bouchikhi, sous la direction de, *Structuration du social et modernité avancée*, p. 40.

13 Serge Latouche (1989), *L'occidentalisation du monde*, p. 8.

14 *Ibid.*, p. 10.

15. Suite aux données du recensement de 1991, la population de Microcité était de 49 426 habitants. Elle était de 50 122 habitants en 1986, et de 50 466 en 1981. La population de la région métropolitaine de Microcité était estimée à 136 303 habitants en 1991, à 128 888 en 1986 et à 125 343 en 1981. Statistiques Canada.

16 Au moment de notre enquête, la région métropolitaine de Microcité est desservie par trois stations de radio, et trois de télévision. Cela sans compter, bien sûr, toute une série d'émissions diffusées de l'extérieur de la région mais rendues accessibles grâce à la distribution par câble. La presse écrite est représentée par un quotidien dont le tirage est de près de 60 000 exemplaires ainsi que deux hebdomadaires

17. Malgré toutes les distances prises par les gens de Microcité à l'égard des préceptes religieux, il n'en demeure pas moins qu'en 1991, ils se définissent catholiques dans une proportion de 95 %. Nous verrons, dans des parties subséquentes, que ce qu'on entend par ce vocable a, par ailleurs, beaucoup changé. Statistique Canada, catalogue 95-328, p. 141.

18. Larry Lyon (1984), *The Community in Urban Society*, p. 4.

19. *Ibid.*, p. 5.

20. Nous reprenons cette citation de Robert Park (1936) dans Larry Lyon (1989), *The Community in Urban Society*, p. 5. Le texte de Park parut en 1936 dans l'*American Journal of Sociology*.

21. Colin Bell et Howard Newby (1972), *Community Studies*, p. 54.

22. W. Lloyd Warner (1963), *Yankee City*, p. XIII.

23. Robert Park (1925), textes traduits et présentés par Yves Grafmeyer et Isaac Joseph, *L'école de Chicago*, p. 79.

24. Theodore Caplow et al. (1982), *Middletown Families : Fifty Years of Change and Continuity*, p. 3.

25. Adélaré Dugré (1927), *La campagne canadienne*, p. 7.

26. Everett C. Hughes (1964), « French Canada : The Natural History of a Research Project », dans Arthur J. Vidich, Joseph Bensman et Maurice R. Stein, sous la direction de, *Reflections on Community Studies*, p. 72.

27. « Irréductible à un territoire, écrit Serge Latouche (1989) dans *L'occidentalisation du monde*, l'Occident n'est pas seulement une entité religieuse, éthique, raciale ou même économique. L'Occident comme unité synthétique de ces différentes manifestations est une entité « culturelle », un phénomène de civilisation. » (p. 46)

28. Arthur J. Vidich, Joseph Bensman et Maurice R. Stein (1964), sous la direction de, *Reflections on Community Studies*, p. ix.

29. *Ibid.*, p. x

30. William F. White (1964), « The Slum : On the Evolution of Street

Corner Society », dans Arthur J. Vidich, Joseph Bensman et Maurice R. Stein, sous la direction de, p. 4.

31 Le livre de William Foote Whyte (1989), écrit en collaboration avec son épouse Kathleen King Whyte, *Learning from the Field: A Guide from Experience*, fait part de plusieurs confidences de ce genre provenant d'acteurs des plus célèbres études de communautés nord-américaines.

32. William F. White (1964), « The Slum: On the Evolution of Street Corner Society » ..., p. 3-79.

33 « The community study which we reported in *Small Town in Mass Society* was unintentionnally unplanned, had no budget, no a priori theory, no staff, no research stages or phases, and was not conceived as a study or a project until it was almost over », Arthur J. Vidich et Joseph Bensman (1964), « *The Spingdale Case: Academic Bureaucrats and Sensitive Townspeople* » dans Arthur J. Vidich, Joseph Bensman et Maurice R. Stein. p. 313.

34 Everett C. Hughes (1960), « Introduction: The place of Field Work in Social Science » dans Buford H. Junker, *Field Work*, p. iii.

35. Mentionnons deux ouvrages qui ont été en quelque sorte des catalyseurs

dans le type d'approche choisi pour la cueillette de mes données : *Les récits de vie. Théories, méthodes et trajectoires types*, sous la direction de Danielle Desmarais et Paul Grell (1986) , *Les méthodes de la recherche qualitative*, sous la direction de Jean-Pierre Deslauriers (1987). Du premier ouvrage je réfère aux textes de Daniel Bertaux, Gilles Houle, Danielle Desmarais et Paul Grell. Du second, aux textes de Marc-Henry Soulet, Andrée Fortin et Didier Le Gall. Gilles Houle (1986), dans son texte intitulé « Histoires et récits de vie : la découverte obligée du sens commun », nous rappelle l'importance des récits de vie dans la sociologie québécoise, tout particulièrement autour des travaux de l'École de Laval animée, entre autres, par Fernand Dumont

36 Il y a dans cette relation entre l'intervieweur et le chercheur, une collaboration qui exige une précision des rôles. Cela me permet de poser un regard sur les entretiens, de demeurer plus distant, plus neutre, affectivement parlant. Cette division des tâches rappelle, à certains égards, celle qui existe aussi entre l'interprète et l'analyste dans l'intervention sociologique. Voir à ce sujet Alain Touraine (1978), *La voix et le regard*, deuxième partie : « L'intervention ». Voir également Marc Lesage (1986), *Les vagabonds du rêve*, p. 153-160.

2. Enchantements et désenchantements des temps modernes

1 Ferdinand Tönnies (1977), *Communauté et société. Catégorie fondamentale de la sociologie pure*, p. 48. La première édition de cet ouvrage parut en 1887

2. Anthony Giddens, dans *The Consequences of Modernity* (1990), se penche entre autres sur les questions du temps et de l'espace. Sur le temps, Giddens fait ce constat : « Everyone now flows the same data system : the approach of the "year 2000," for example, is a global event. Different "New Years" continue to coexist but are subsumed within a mode of dating which has become to all intents and purposes universal. » Sur l'espace, Giddens ajoute : « The advent of modernity increasingly tears space away from place by fostering relations between "absent" others, locationally distant from any given situation of face-to-face interaction. In conditions of modernity, place becomes increasingly *phantasmagoric*: that is to say, locales are thoroughly penetrated by and shaped in terms of social influences quite distant from them. » (p. 17-18)

3. Talcott Parsons (1973), *Le système des sociétés modernes*, p 91-92

4. *Ibid.*, p. 122.

5 *Ibid.*, p. 122.

6 Herbert Marcuse (1968), *L'homme unidimensionnel*, p. 7

7 Ferenc Feher (1987), « L'ère des Post », dans André Corten et Marie Blanche Tahon, *La radicalité du quotidien*, p. 61-62.

8 Voir Daniel Bell (1973), *The Coming of Post-Industrial Society*, plus particulièrement les chapitres 2 et 3.

9 Voir Alain Touraine, plus particulièrement *La société post-industrielle* (1968) et *Production de la société* (1973).

10 Voir Alain Touraine, Michel Wieviorka et François Dubet (1984), *Le mouvement ouvrier*. Également Alain Touraine (1980), *L'après socialisme*, plus particulièrement la troisième partie : « Naissance d'une société ».

11. Daniel Bell (1961), *The End of Ideology*, p. 372-373.

12. Jean-François Lyotard (1979), *La condition postmoderne*, p.7.

13. Furenc Feher (1987), « L'ère des Post », dans André Corten et de Marie-Blanche Tahon, sous la direction de, *La radicalité du quotidien*, p. 65.

14. Élie Théofilakis (1985), sous la direction de, *Modernes et après ?*, p. IX.

15. Jürgen Habermas (1988), *Le discours philosophique de la modernité*, p. 5.

16. Christian Bouchindhomme et Rainer Rochlitz, « Avant-propos », dans Jürgen Habermas (1988), *Le discours philosophique de la modernité*.

17. Jean-Marc Piotte (1990), *Sens et politique*, p. 71.

18. *Ibid.*, p. 172.

19. Alain Touraine (1984), *Le retour de l'acteur*, p. 79-80.

20. Anthony Giddens, (1990), *The Consequences of Modernity*, p. 3.

3. Les orientations

1. Jean Rémy, Liliane Voyé et Emile Servais (1991), *Produire et reproduire. Une sociologie de la vie quotidienne* (tome I), p. 233.

2. *Ibid.*, p. 33.

3. *Ibid.*, p. 33.

4. *Ibid.*, p. 21.

5. Anthony Giddens (1993), « Identité de soi, transformation de l'intimité et démocratisation de la vie », dans Michel Audet et Hamid Bouchikhi, sous la direction de, *Structuration du social et modernité avancée. Autour des travaux d'Anthony Giddens*, p. 455.

6. Jean-Marie Domenach (1986), *Approches de la modernité*, p. 9.

7. Je reprends ces quelques dernières phrases de mon roman, *L'Exil de Sullivan* (1991), p. 120-121.

8. Anthony Giddens (1993), « Identité de soi, transformation de l'intimité et démocratisation de la vie »..., p. 460.

9. *Ibid.*, p. 461.

10. Alain Touraine (1993), *Critique de la modernité*, p. 267.

11. *Les vagabonds du rêve* (1986) avait, de fait, été influencé par plusieurs de ces auteurs et écoles de pensée. Citons, aussi différentes puissent être leurs approches, Robert Boyer (1981), Guy Caire (1982), Albert Carton (1983), Gilles Dostaler (1982), François Dubet (1987), Jean-François Germe (1981), Paul Grell (1985), André Gorz (1980), Jean Lojkine (1984) et Antonio Negri (1978).

12. Paul Bouffartigue (1993), « Société duale ? », dans *Les temps modernes*, p. 113-137.

13. *Ibid.*, p. 114.

14. *Ibid.*, p. 118.

15. « La jeunesse actuelle n'a, à peu près d'aucune façon, été préparée à faire

face à ce qui l'attend dans son insertion tant sociale que professionnelle. [...] Elle est née durant cette courte période de l'histoire de nos sociétés où le modèle de l'emploi typique, gagné de dure lutte par le mouvement ouvrier, atteignait son apogée par la syndicalisation des employés de l'État. Elle a connu les résultats des luttes successives pour le droit à l'égalité des sexes, pour les droits individuels qui ont conduit à l'adoption d'une multitude de chartes. [...] Les jeunes ont tôt fait de déchanter. Parvenus à la vingtaine, une majorité d'entre eux n'ont pas les moyens de se payer les conditions de l'autonomie, même si, en reportant les responsabilités familiales, ils peuvent se donner un niveau de consommation et vivre librement leur sexualité en dehors d'une union stable. Mais ils ne peuvent se permettre de faire des projets à long terme et, comme ils le voudraient et comme on leur offre la possibilité, se payer la société des loisirs dont on a bercé leurs rêves d'enfance. » Madeleine Gauthier et Lucie Mercier (1994), *La pauvreté chez les jeunes*, p. 137-138.

16. « La précarisation du travail se répand surtout dans les services socioculturels, personnels et commerciaux, c'est-à-dire dans le secteur en pleine expansion des sociétés industrialisées (près de 70 % du produit intérieur brut, le P.I.B., relève maintenant des services). Il n'est donc pas étonnant que la majorité des emplois créés depuis dix ans soit de nature précaire et que plus de la moitié de la main-d'oeuvre canadienne soit maintenant constituée de travailleurs précaires.

» Jean-Marc Piotte (1990), *Sens et politique*, p. 132-133.

17. Hubert Guindon (1989), « L'héritage toujours en quête d'une place », dans Marc Lesage et Francine Tardif, sous la direction de, *Trente ans de Révolution tranquille*, p. 110.

18. « Souvent la réalité supprime la question : que l'on pense au contrôle des naissances ; à la confessionnalité des caisses populaires , aux conflits entre les différentes Églises qui prétendaient toutes avoir l'accès unique au salut , à la laïcisation de l'enseignement, à la déchristianisation des masses, etc. » *Ibid.*, p. 110 et 111.

19. Fernand Dumont (1968), *Le lieu de l'homme*, p. 188.

L'ANCIEN RÉGIME

4. Le grand amour

1 Sans reprendre ici tout le débat sur l'attitude des Canadiens français lors de la Deuxième Guerre mondiale, on ne se précipita guère, du moins au niveau de certaines classes dominantes, pour faire l'éloge de l'effort de guerre. Cela fut plutôt le contraire et eut des conséquences dans tous les milieux sociaux.

2 Dans *The Transformation of Intimacy*, Anthony Giddens (1992) aborde le rapport entre l'amour romantique et l'amour passion en ces termes : « Romantic love became distinct from *amour passion*, although at the same time had residues of it. *Amour passion* was never a generic social force in the way in which romantic love has been from somewhere in the late eighteenth century to relatively recent times. Together with other social changes, the spread of notions of romantic love was deeply involved with momentous transitions affecting marriage as well as other contexts of personal life. Romantic love presumes some degree of self-interrogation. How do I feel about the other? How does the other feel about me? Are our feelings 'profound' enough to support a long-term involvement? Unlike *amour passion* which uproots erratically, romantic love detaches individuals from wider social circumstances in a different way. It provides for a long-term life

trajectory, oriented to an anticipated yet malleable future; and it creates a 'shared history' that helps separate out the marital relationship from other aspects of family organisation and give it a specific primacy. » (p. 44 et 45)

3. « Dans une société de plus en plus caractérisée par la division fonctionnelle du travail, la « jeunesse » devient synonyme de « préfonctionnalité » En d'autres mots, quiconque n'est pas absorbé par une fonction dans la division du travail est « jeune ». » Agnès Heller (1987), « Mouvements culturels et changement des modèles de vie quotidienne depuis la deuxième guerre », dans André Corten et Marie-Blanche Tahon, sous la direction de, *La radicalité du quotidien*, p. 172.

5. La reine du foyer

1 Auger, Geneviève et Raymonde Lamothe (1981), *De la poêle à frire à la ligne de feu. La vie quotidienne des Québécoises pendant la guerre 39-45*.

2. « L'industrialisation entraîne en effet une affectation assez exclusive des hommes et des femmes à des sphères nettement séparées autant par le lieu du travail (usine, bureau vs maison) que par les conditions dans lesquelles il s'est exercé (travail socialisé et salarié dans le cas de l'homme isolé et non salarié dans

le cas de la femme). » Renée B. Dandurand (1988), *Le mariage en question*, p. 14. La sociologue rappelle également, en reprenant les propres d'Anne Gauthier (1983) dans *Les politiques sociales et le travail domestique ou une liaison entre les femmes et l'État*, qu'en Amérique de Nord, et cela jusqu'en 1950, « les femmes mariées sont pratiquement absentes du marché du travail. Elles se trouvent totalement dépendantes avec les enfants, du salaire d'un homme pour leur survie. » (p. 38)

3 Contrairement à la presque totalité des extraits d'entrevues qu'on retrouvera ici et là, tout au long de cet ouvrage, cet entretien n'aura donc été ni filmé ni enregistré.

4. Les fameuses études de Léon Gérin, telles « Le paysan du Saint-Laurent, colonisateur du Saguenay » et « L'habitant casanier » illustrent concrètement l'apport important du travail des femmes à cette époque.

5. « ... le rapport de domination des hommes sur les femmes dans la société conjugale est reconnu socialement dans *l'autorité juridique* conférée au chef de famille, d'autant plus marquée alors, qu'elle s'accompagne d'une minorisation juridique des femmes mariées (voir Code civil du Québec issu du Code Napoléon) ». Renée B. Dandurand (1988), *Le mariage en question*, p. 14.

6. Luttres ouvrières et progrès

1. « L'après-guerre, dans le région de [Microcité] comme dans l'ensemble du Québec, est une période de forte croissance. Sur le plan industriel, c'est la période la plus active de [Microcité]. [...] Cette activité industrielle intense entraîne des modifications importantes dans la vie [des gens]. Cette période de relative prospérité voit la généralisation de l'automobile comme mode de transport privé. Les travailleurs et travailleuses plus aisés peuvent alors se permettre de demeurer dans des quartiers plus éloignés de leur lieu de travail. On assiste à un nouveau type de développement urbain caractérisé par l'apparition du bungalow. » Christiane Carle et Denis Leclerc (1984), *70 ans d'organisation ouvrière. L'histoire des travailleuses et travailleurs du Conseil central de [Cantonville] (1913-1982)*, p. 22.

2. « [Dans le textile] les employeurs n'hésitent pas à congédier pour activités syndicales, à menacer les travailleurs et travailleuses de fermer l'usine, à déménager leurs installations, à recourir aux multiples démarches légales (injonctions, contestations de l'accréditation syndicale, demandes de révocation du certificat de reconnaissance syndicale,...) et, bien entendu, à former des syndicats de boutique. [...] L'anti-syndicalisme des patrons se manifeste aussi lors des interminables négociations des conventions collectives.[...] Mais la grève la plus dure, celle qui

a marqué non seulement la région [de Cantonville] mais l'ensemble du Québec, survient à l'Associated textiles en mars 1952 et se poursuit jusqu'en février 1953. » *Ibid.*, p. 24 Dans l'ouvrage *Histoire du mouvement ouvrier au Québec (1825-1976)* coédité par la CSN et la CEQ (1979), nous retrouvons aussi ce climat de dureté patronale et de luttes ouvrières pour l'ensemble du Québec : « Les attaques violentes du pouvoir visent à freiner et à briser l'élan de syndicalisation et de revendication qui prend de l'ampleur immédiatement après la guerre, ainsi qu'en témoigne la hausse record des effectifs syndicaux en 1945 et 1946. [...] Les arrêts de travail, souvent victorieux, se produisent surtout dans l'industrie manufacturière : textile et vêtement, cuir, meuble, bois et papier. Le mouvement frappe Montréal, mais aussi des villes industrielles. » (p. 120)

3. Sur le syndicalisme de cette époque dans la société québécoise, voir : Louis-Marie Tremblay (1972), *Le syndicalisme québécois (1940-1970). Idéologies de la CSN et de la FTQ* ; Pierre Elliott Trudeau (1970), sous la direction de, *La grève de l'amiante au Québec* ; Hélène David (1975), « L'état des rapports de classe au Québec de 1945 à 1967 », dans *Sociologie et société*. Le chapitre premier du livre d'Yves Vaillancourt (1988), *L'évolution des politiques sociales au Québec (1940-1960)*, offre de précieuses données sur le contexte global des luttes syndicales. Pour cette époque et celles qui suivront, on doit également citer l'ouvrage de Jacques Rouillard (1989), *Histoire du syndicalisme québécois*.

4. Dans *Le syndicalisme québécois. Idéologies de la CSN et de la FTQ 1940-1970*, Louis-Marie Tremblay (1975) nous rappelle qu'au tout début des années cinquante, la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC) « se sensibilise à la question du développement économique, plus particulièrement aux problèmes de l'exploitation des ressources naturelles et de la domination étrangère sur l'économie canadienne, d'où découle un nationalisme économique teinté d'antiaméricanisme. En même temps, le caractère américain des unions internationales est substitué aux motifs initiaux de neutralisme et de matérialisme, comme facteur d'identification de l'adversaire syndical. » (p. 34).

5 Dans son *Catéchisme syndical* publié en 1945, le Chanoine Léopold Gauthier, aumônier de syndicats catholiques, rappelle quelques principes du syndicalisme national catholique : « [Le syndicalisme catholique] accepte le régime actuel, c'est-à-dire le capitalisme, régime où la fonction du capital est séparée de la fonction du travail, mais il travaille à le purger de certains vices. [...] Il ne considère pas le patron comme l'ennemi naturel de l'ouvrier. [...] En un mot il veut la collaboration [...] La collaboration suppose que l'un ou l'autre ne s'arroge pas tous les droits. Tous deux doivent se reconnaître des droits et des devoirs. [...] Les conflits restent possibles, parce que les intérêts sont divergents sans être opposés. » Je reprends ces extraits dans Jacques Rouillard (1981), *Histoire de la CSN, 1921-1981*, p. 160.

6 « L'industrie manufacturière canadienne était contrôlée par le capital étranger, massivement américain, à 35% en 1946, à 50 % en 1953 et à 56 % en 1957 [.] En 1954, le pourcentage du capital étranger et principalement américain était de [] 75 % dans les produits chimiques, de 77 % dans les appareils électriques, [.] de 56 % dans les pâtes et papiers, de 18 % dans le textile, de 20% dans les boissons [...]. » Yves Vaillancourt (1988), *L'évolution des politiques sociales au Québec 1940-1960*, p. 54

7. De la grande présence de L'Église

1. « L'Église Catholique a édifié l'idéologie de la société francophone du Canada. Elle en a fait une société. [...] La société québécoise n'a pas seulement subi le pouvoir religieux; elle a subsisté en tant que société religieuse. Telle fut sa conscience du soi et sa différence. » Fernand Dumont (1987), *Le sort de la culture*, p. 248.

2. Dans la mesure, du moins en grande partie, où les capitaux industriels et financiers échappaient aux Canadiens français, on peut facilement imaginer que l'Église catholique était plutôt absente de ces sphères d'influence.

3. « La tutelle que l'Église exerçait sur la nation touchait toutes les sphères

de la vie sociale, de la politique à la culture, de l'éducation au bien-être social. Au tournant du siècle, elle a englobé aussi le syndicalisme lorsque ses fidèles sont devenus des prolétaires. » Hubert Guindon (1990), *Tradition, modernité et aspiration nationale de la société québécoise*, p. 147.

4. Au Québec, en 1941, chez les femmes de quinze ans et plus, 3% d'entre elles sont religieuses. Ce pourcentage descendra à 2,80% en 1951 bien qu'en fait, en nombre absolu, les religieuses seront plus nombreuses. On en dénombre 34 138 en 1941 et elles seront 38 271 en 1951. Voir à se sujet l'étude de Nicole Laurin, Danielle Juteau et Lorraine Duchesne (1991), *À la recherche d'un monde oublié. Les communautés religieuses des femmes au Québec de 1890 à 1970*.

5. À Microcité, en 1951, sur une population de 46 074 personnes, 44 755 sont catholiques. Statistique Canada, 919530, Recensement 1951, volume I, tableau 41-39

6. Everett C. Hughes (1972), *Rencontre de deux mondes*.

7. « À [Microcité], c'est une grève déclenchée en 1912 par les travailleurs de la Telbutt Shoe affiliés à une union internationale qui provoque la création de la Corporation Ouvrière Catholique par l'évêque de [Microcité], Mgr. Cloutier.

[Microcité] est alors la troisième ville du Québec à voir se développer le syndicalisme catholique. » Christiane Carle et Denis Leclerc (1984)..., p. 3.

8. Greg Marc Nielsen (1994), dans *Le Canada de Radio-Canada*, en commentant les travaux de Gilles Bourque et de Jules Duchastel sur cette époque, émet ce constat . « Devant la poussée de la modernisation, l'Église, la principale institution à reproduire la vision traditionnelle, dut également répondre aux problèmes sociaux de l'époque moderne bien avant la Révolution tranquille ». (p. 88-89). Nielsen y voit là l'explication de l'absence d'enracinement d'un véritable courant social démocrate québécois dans les années trente.

9 Jean Rémy, Liliane Voyé et Émile Servais (1991), *Produire et reproduire*, p. 104.

10. *Ibid.*, p. 106

11. *Ibid.*, p. 106.

8. De l'intégration de masse

1. « La croissance économique d'après-guerre apporte au Québec une prospérité indéniable. Les conditions de vie, même pour les plus démunis, sont nettement meilleures que celles qui prévalaient pendant les années 1930. [...] Le pouvoir d'achat accru est d'abord utilisé pour l'acquisition de biens durables automobiles, meubles, et appareils électro-ménagers, tels des réfrigérateurs (47% des logements en 1951, 92% en 1961) ou des téléviseurs. Il permet en outre un accroissement généralisé de la consommation, stimulée par un appareil publicitaire de plus en plus présent, auquel l'expansion de la radio et de la télévision ouvrent de nouvelles avenues. » Paul-André Linteau et al. (1986), *Histoire du Québec Contemporain. Le Québec depuis 1930*, p. 295-297.

2. On retrouve ici un langage cher aux sciences sociales des années d'après-guerre. Langage qui traduit malgré lui ce fort courant d'intégration qui domine cette époque.

3. « L'urbanisation de la région métropolitaine de [Microcité] depuis 1951 est semblable en tous points à ce qui se passe ailleurs au Québec et en Amérique du Nord. En effet, la plupart des villes canadiennes ont connu, depuis une trentaine d'années, une croissance urbaine en « tache d'huile » causée surtout par la greffe

de nombreux lotissements résidentiels encouragés par les secteurs publics et privés et qui ont facilité l'accès à la propriété d'une maison unifamiliale, d'un duplex ou d'un logement en copropriété. » Statistique Canada (1984), *[Microcité] profil d'une métropole*, p 12-13.

L'ÈRE DES RUPTURES

Présentation de l'Ère des ruptures

1. « Pour la première fois de son histoire, la sociologie québécoise, au cours des années soixante, se trouve associée à l'État, intimité qui nourrit ses espoirs technocratiques. Aux organisations populaires aussi, syndicats, conseils régionaux, municipalités, elle prête ses méthodes et ses idées. Le jeune sociologue animateur, sillonnant son territoire de province, mi-bureaucrate, mi-missionnaire, est un personnage de l'époque. » Nicole Laurin-Frenette (1984), « La sociologie des classes sociales au Québec de Léon Gérin à nos jours », dans Georges-Henri Lévesques, Guy Rocher, Jacques Henripin et al., *Continuité et rupture. Les sciences sociales au Québec*, p. 537.

2. De la génération des sciences sociales des années cinquante et soixante

et de son rapport avec les philosophes de l'époque, Louise Marcil-Lacoste (1984), dans « Le regard de l'autre : la philosophie et l'émergence des sciences sociales », écrit : « Émerge alors un nouveau type d'intellectuel ou de définisseur de situations qui servira de modèle aux philosophes . le théoricien audacieux, à l'aise dans les comparaisons interculturelles, inscrit en faux contre les tendances lourdes de la société québécoise, qui parle publiquement d'un avenir meilleur à la portée de main. Il dit que la tradition n'est pas plus garante de sécurité que de bonheur même si elle a du bon. » Georges-Henri Lévesque, Guy Rocher, Jacques Henripin et al..., p. 447.

3. « ... si notre Révolution a été tranquille, c'est en bonne partie parce qu'elle s'est produite pendant et après le concile. [...] Pour ma part, je crois que l'événement conciliaire explique l'attitude globale des responsables de l'Église québécoise. Une attitude que, dans l'ensemble, je qualifierais de favorable à la Révolution tranquille, compte tenu tantôt de quelques résistances (particulièrement eu égard à la confessionnalité scolaire), tantôt de positions de neutralité, tantôt aussi du silence qu'on leur a reproché. » Mgr. Bernard Blanchet, « La Révolution tranquille et l'âme québécoise », dans Marc Lesage et Francine Tardif (sous la direction de), *Trente ans de Révolution tranquille*, p. 29 et 30.

4. « La région métropolitaine de [Microcité] a été considérée depuis

longtemps comme une région industrielle. [...] Ville industrielle, elle l'est certes encore. Mais l'analyse de sa structure économique permet de faire ressortir son rôle multifonctionnel. Ainsi entre 1961 et 1981, l'activité manufacturière est passée de la première à la seconde place au chapitre de l'emploi. Si cette activité regroupait près du tiers de la population active en 1961, elle n'en occupait plus que le quart en 1981 » Statistique Canada (1984), *[Microcité], profil d'une métropole*, p. 74.

5. « En matière d'éducation, [Microcité] [...] occupe une place enviable au niveau collégial et dans le milieu de l'enseignement secondaire privé. Avec la réforme de l'éducation à la fin des années soixante et la création de l'Université du Québec en 1969, on a assisté à une concentration des établissements d'enseignement supérieur et collégial dans les centres urbains les plus importants, et en particulier dans les métropoles régionales. » Statistique Canada (1984), *[Microcité] profil d'une métropole*, p. 104 et 105.

6 Jean Rémy (1974), *La ville et l'Urbanisation*, p. 42.

9. De l'indissolubilité du mariage à l'amour libre

1. On perçoit ici les effets de ce que François Ricard (1992) a appelé *La génération lyrique*. Dans un sens certain, notre ex-ministre de la famille, ex-bohème aux antécédents amoureux plutôt novateurs, en est un bel exemple. Ricard démontre à quel point, suite à l'arrivée en force de cette génération, la société québécoise, comme d'autres sociétés d'ailleurs, a été transformée : « Notre société a vécu un bouleversement profond de la structure traditionnelle de la population avec l'apparition pendant et après la Deuxième Guerre mondiale, d'une génération que non seulement sa taille, mais aussi son expérience, son éducation et son esprit particuliers ont rendue comme inassimilable au reste de la société, laquelle n'a eu d'autre choix que de se transformer elle-même pour lui faire place et répondre à ses aspirations » (p. 14). Dans l'ouvrage que l'équipe de Jacques Grand' Maison et Solanges Lefebvre a aussi consacré aux baby-boomers, les auteurs signalent, dès le départ, la profondeur de ces changements : « Les baby-boomers ont contesté avant de s'incrimer dans cette société renouvelée que leurs aînés avaient façonnée pour eux qui incarnaient l'avenir. La promotion collective des nouvelles classes moyennes passait par leurs enfants. Devenus adultes, ceux-ci ont vite été conscients de leur poids politique et ils n'ont pas hésité à s'en servir. Mais ce qu'on a moins vu à l'époque, c'est la révolution de l'individu qui s'amorçait, surtout à travers les aspirations affectives et subjectives qui prolongeaient la libération des mœurs. »

Jacques Grand' Maison et Solanges Lefebvre (1993), sous la direction de, *Une génération bouc émissaire. Enquête sur les baby-boomers*, p. 31.

2. « Amorcée dans la décennie 1960, la « modernisation » des modes de vie familiaux va s'accélérer dès 1970 en un mouvement ample et rapide : les transformations matrimoniales, plutôt latentes dans la décennie précédente, vont peu à peu apparaître de façon tout à fait manifeste à travers les indices démographiques. À la suite de la Loi du divorce de 1968, on assiste à une hausse rapide des indices de divorçabilité : chiffrés à 8,7% en 1969, ils atteignent en 1976, 38,2% ». Renée B.-Dandurand (1988), *Le mariage en question. Essai sociohistorique*, p. 66.

3 Cette nouvelle petite bourgeoisie n'incarne-t-elle pas ici, au coeur de l'appareil scolaire, la présence accrue des classes moyennes amenée par la Révolution tranquille au coeur de l'État ? Voir sur cette question Hubert Guindon (1990), *Tradition, modernité et aspiration nationale de la société québécoise*.

4. « Au début des années 1960, on note d'abord un tarissement graduel du recrutement, tant chez les prêtres que parmi les communautés religieuses. Puis très rapidement, au milieu de la décennie, s'amorce un mouvement de départs qui touche d'abord les communautés de frères et les prêtres, pour gagner ensuite les

communautés de soeurs. Les chiffres sont éloquentes. Vers 1960, on compte 8 400 prêtres, mais en 1981, leur nombre n'est plus que de 4 285 ; quant aux communautés, elles voient leurs effectifs passer de 45 253 à 29 173 membres entre 1961 et 1978. Les communautés d'hommes sont davantage touchées, avec une baisse de 75%. » Paul-André Linteau et al. (1986), *Histoire du Québec contemporain. Le Québec depuis 1930*, p. 592.

5. À ce chapitre, l'autobiographie de Marcel Trudel (1987), *Mémoires d'un autre siècle*, est intéressante. Originaire de la région de Microcité, Trudel y fait son « cours classique » : « Les jeunes filles qui rêvaient d'une carrière d'enseignement à un niveau supérieur à celui de la maîtresse d'école du « rang » devaient entrer en communauté. J'étais en somme dans la même situation. Je voulais enseigner les lettres classiques, poursuivre des études supérieures à Paris, visiter la Grèce : il me fallait donc passer par le sacerdoce. C'est pourquoi, sans aucun élan mystique, et je n'étais pas le seul à donner dans le calcul réaliste, j'optai pour le clergé séculier. » (p. 117)

6. Ce modèle dominant recouvre toujours, bien qu'ici sous des itinéraires et formes fort variés, ce que nous avons appelé l'amour romantique. C'est-à-dire le grand récit amoureux qui tend à fondre la durée et la passion et qui cherche ainsi à se matérialiser à travers un certain engagement.

10. Les conquérantes

1 « Le marché du travail se féminise de manière rapide et continue depuis 1960 [...] Les femmes forment actuellement un peu plus de 43 % de la population active québécoise. C'est évidemment dans le comportement des femmes mariées à l'égard du travail rémunéré qu'il faut trouver l'explication principale de cette croissance importante de l'offre de travail féminin. Le taux d'activité des femmes mariées est passé de 22 % à 54 % en 1990. » Jeannine David-McNeil et Evelyne Tardif (1992), « Les femmes : une longue marche vers l'égalité », dans Gérard Daigle, sous la direction de, avec la collaboration de Guy Rocher, *Le Québec en jeu. Comprendre les grands défis*, p. 204.

2 Fréquemment les femmes, qui se sont vu contraintes de quitter le marché du travail, après leur mariage ou la naissance de leur premier enfant, y reviendront en grand nombre au début des années soixante. Voir à ce sujet Harvey J. Krahn et Graham S. Lowe (1993), *Work, Industry and Canadian Society*. Plus particulièrement le chapitre cinq : « Women's Employment ».

3. Suite à une vaste enquête sur les valeurs menée dans plusieurs pays d'Europe, Jean Stoetzel¹ fait ce constat : « Tout le monde en Europe ne considère pas l'obligation de travailler comme un scandale ou une malédiction. Sur une

échelle allant de 100 à 1 000 la moyenne de satisfaction professionnelle en Europe s'établit à 729. Quatre pour cent sont très satisfaits, mais 29 % sont satisfaits ou parfaitement satisfaits. Le lundi matin un tiers regrettent le repos de la fin de semaine, mais un autre tiers disent qu'ils aiment autant le travail que le « week-end » et 27 % disent même qu'ils attendent avec plaisir la reprise de leur activité. Soit sur dix actifs, six personnes qui sont contentes de travailler. » Jean Stoetzel, *Les valeurs du temps présent. Une enquête européenne*, p. 150-151. En fait, la question du travail des femmes à l'extérieur du domicile demeure, même aujourd'hui, une option difficile. Jacques Commaille (1993), dans *Les stratégies des femmes. Travail, famille et politique*, écrit : « ... malgré une tendance vers la reconnaissance de la femme comme individu, malgré ce qui paraît pouvoir être établi comme une forte aspiration de la femme à vouloir se réaliser aussi en dehors de la famille et de ses engagements domestiques, le privé continue pour elle de prévaloir fortement par rapport au professionnel » (p. 32).

4. Jean Rémy, Liliane Voyé et Emile Servais (1991), *Produire et reproduire. Une sociologie de la vie quotidienne* (tome I), p. 66-67.

5. *Ibid.*, p. 35.

11. L'Effervescence syndicale

1 « .. la conscience ouvrière au sens strict est limitée. Enracinée dans l'expérience quotidienne du travail, visant à contester des rapports de production déterminés, elle ne s'identifie nullement à une conscience politique mais répond à une domination de classe qui s'exerce au niveau bien limité des rapports sociaux de travail » Alain Touraine, Michel Wieviorka et François Dubet (1984), *Le mouvement ouvrier*, p. 395.

2 « .. l'acteur syndical se définit non pas comme un groupe d'intérêt, mais comme une catégorie qui conteste les rapports de domination dans lesquels elle est placée » *Ibid.*, p 31-32.

3 On reconnaîtra les titres des trois publications syndicales célèbres qui, à elles seules, illustrent la radicalisation du monde du travail du début des années soixante-dix : *L'État rouage de notre exploitation* (FTQ) ; *L'École au service de la classe dominante* (CEQ) et *Ne comptons que sur nos propres moyens* (CSN).

4 Marcel Pepin, ex-président de la Confédération des syndicats nationaux (1965-1976), commente ces années de tumulte en ces termes : « Quand la Révolution tranquille s'éteint vers les années soixante-cinq et soixante-six, l'action

continue d'être déterminante, souvent avec une grande unité d'action intersyndicale [...] Les fronts communs des années soixante-dix ont marqué le Québec, ils ont fait avancer la cause des travailleurs et de toute la société. L'agitation sociale était aussi forte dans le secteur privé, même si elle était moins spectaculaire. Pensons à United Aircraft, Canadian Gipsen, Firestone, à l'Alcan au Saguenay, au gars de Lapalme, à l'amiante de 1975, à la réouverture des conventions collectives en 1974 ...» Marcel Pepin (1989), « Les leçons de l'unité », dans Marc Lesage et Francine Tardif, sous la direction de, *Trente ans de Révolution tranquille*, p. 135

5. Le livre de Jean-Marc Pôtte (1987), *La communauté perdue. Petite histoire des militantismes*, illustre bien, à travers témoignages et récits de vie, cet écart qu'il pouvait y avoir entre la radicalisation des luttes ouvrières de cette époque et les espérances de militants et militantes dits « révolutionnaires »

6. Voir dans Jacques Rouillard, *L'histoire du syndicalisme au Québec*, le chapitre cinq, plus particulièrement les pages 301-328.

7. Sur le syndicalisme de combat, voir Jean-Marc Pôtte (1977), *Le syndicalisme de combat* et Michel Doré (1975), « Pour un syndicalisme combatif de classe et de masse ». Le texte de Michel Doré est utilisé dans le cadre de la formation syndicale à la CSN. On peut y lire : « Lorsque l'on parle du

syndicalisme de combat, on doit d'abord affirmer que le syndicalisme est une organisation de classe, c'est-à-dire qui regroupe uniquement des travailleurs en lutte contre la classe des patrons (la bourgeoisie), dont les intérêts sont irréconciliables dans le cadre de la société capitaliste. C'est aussi une organisation de masse, c'est-à-dire qui tente de regrouper tous les travailleurs et non pas seulement les couches les plus privilégiées sur le plan économique ou même les plus avancées sur le plan idéologique, cela dans le but de développer au maximum de larges luttes communes. »

8. « ... il existe une réciprocité d'interprétation, une « double herméneutique », entre les scientifiques des sciences sociales et les sujets qui font partie de leurs objets d'étude. D'un côté, les théories et les « découvertes » des scientifiques des sciences sociales ne peuvent être tenues hors de l'univers des significations et des actions de ceux et de celles qui en sont l'objet. De l'autre, ces acteurs qui font partie des objets des sciences sociales sont eux aussi des théoriques du social, et leurs théories contribuent à la constitution des activités et des institutions qui sont les objets d'études des scientifiques des sciences sociales. »
Anthony Giddens, *La constitution de la société*, p. 43.

9. « Les syndicats furent aussi très actifs en tant que mouvement social. En fait, l'affrontement se situait au coeur de la structure des rapports sociaux de la

société capitaliste et cherchait à les modifier soit par les luttes économiques visant l'égalité salariale tant pour le secteur privé que public, soit par la proposition d'un projet de société qualifiée de socialiste et démocratique, ou du moins d'anticapitaliste. » Jacques Boucher (1992), « Les syndicats : de la lutte pour la reconnaissance à la concertation conflictuelle », dans Gérard Daigle, sous la direction de, *Le Québec en jeu*, p. 114.

10. « [Un] élément qui joue en ce qui a trait à la CSN, c'est l'entrée massive d'une nouvelle génération de militantes et de militants du mouvement national (et des luttes de l'époque contre le Bill 63 ou pour le McGill français), du mouvement étudiant (les occupations de cégeps en 68) ou de groupes populaires (FLP, FRAP. .). Enfin, il faut aussi compter avec les variables imprévisibles que sont les hommes singuliers : Marcel Pepin et Michel Chartrand sont de ceux-là. Tous deux opposés et complémentaires, l'un fin négociateur, l'autre rebelle actif, le premier additionneur de forces, l'autre polarisant les options lorsque l'abcès est mûr. » Louis Favreau et Pierre L'Heureux (1984), *Le projet de société de la CSN de 1966 à aujourd'hui*, p. 87.

12. De la mort de Dieu

1 « À [Microcité] au point de vue religieux, l'homogénéité est également très forte en 1981, 95,7 pour cent de la population était de religion catholique. L'Église Unie constitue la deuxième confession religieuse d'importance avec 810 fidèles. Environ 2 200 personnes appartiennent à d'autres confessions, tandis que 1 000 personnes ne déclarent aucune préférence religieuse. » Statistique Canada, *[Microcité] portrait d'une métropole*, p. 41.

2 « En 1965, dans les premières années de la Révolution tranquille, alors que les catholiques du Québec se rencontraient à 83% pour la messe dominicale, les protestants canadiens et québécois pratiquaient à 32%. [...]. Et en 1985, la pratique liturgique dominicale du Québec est de 38%. » Julien Harvey (1990), « Le Québec devenu un désert spirituel », dans Fernand Dumont, sous la direction de, *La société québécoise après 30 ans de changements*, p. 154.

13. De la contestation de masse

1. Les modèles culturels n'existent pas abstraitement, ils n'existent pas seulement en termes de valeurs, de normes ou de lois. Ils s'incrivent dans nos conduites, notre comportement. Ils prennent forme à travers les expériences de vie

de tout et chacun. Voir à ce sujet Klaus Hurrelmann (1988), *Social structure and personality development: The individual as a productive processor of reality*.

2. « Dès qu'une partie importante de la population se met à douter des modèles d'identification jusque là acceptés, elle devient disponible pour des identifications nouvelles et ce, surtout si le doute s'insinue subrepticement et dans une certaine ambiguïté. » Jean Rémy, Liliane Voyé et Émile Servais, *Produire ou reproduire. Une sociologie de la vie quotidienne* (tome I), p. 41.

3. In order to process and manage external and internal reality effectively, a person needs a self-concept. The concept or image of the self is an internal conception of the entirety of motives, attitudes and properties, and action competences, as well as an evaluation of them, and that a person gains when looking at his or her own activities. A self-concept that is not only realistic but at the same time offers a sense of "identity" must be regarded as the prerequisite for the ability to act flexibly and competently in the course of life. Klaus Hurrelmann (1993)..., p. 50.

L'AVENIR INCERTAIN

Présentation de l'Avenir incertain

1. Au moment de notre enquête, on nous dit que la Jeune Chambre de commerce de Microcité comprend plus de quatre cents membres.

2 Bien que la population de la région continue de croître très modérément, celle de la ville même décroît depuis déjà quelques années.

14. Néo-romantisme ou le nouveau modèle amoureux

1. Cela ressort clairement des récits de jeunesse des années quarante et cinquante. Se marier permet de vivre enfin une relation amoureuse avec une forte approbation familiale et sociale.

2. En 1986, il y a à Microcité 22 510 femmes de 15 ans et plus. De ce nombre 10 300 sont partie prenante de la population active. Plus de 3 000 sont employées du bureau, 1 080 travaillent dans la vente et 1 545 sont dans les services. Statistique Canada (1988), Profil des secteurs de recensement, catalogue 95-166. En 1991, plus de 37% des femmes, avec enfants à la maison, ne sont pas

partie prenante de la population dite « active ». Statistique Canada, Profil des secteur de recensement, catalogue 95-328.

3. « Les mises en question des modèles traditionnels peuvent par ailleurs provoquer dans la masse de la population une attitude de retrait ; l'ampleur des mises en doute et l'absence de solution induisant une incapacité de réidentification amènent alors un désengagement et un désintérêt. » Jean Rémy, Liliane Voyé et Emile Servais, *Produire et reproduire : Une sociologie de la vie quotidienne* (tome I), p. 45.

4. « ... les transformations, à nos yeux fondamentales, des conditions de vie des femmes du XX^e siècle, notamment leur entrée massive sur le marché du travail, leurs accès à un revenu, et surtout le droit tout récent d'en disposer à leur guise, ont bouleversé les données culturelles qui faisaient de la maternité le centre de (notre) leur identité de genre. Cette nouvelle autonomie, qui correspond à un bouleversement de la définition traditionnelle du féminin, remet nécessairement en cause le rapport des femmes à la maternité qui était au coeur de leur identité traditionnelle de genre. Ce déplacement transforme les visions que les femmes ont d'elles-mêmes. Elles savent désormais qu'elles ont acquis d'autres moyens de réalisation personnelle que la maternité. Cependant, cette dernière reste incontournable pour les femmes en raison des contraintes liées au corps féminin. »

Rabita Hadj-Moussa et Florence Piron, « Être une femme, être un homme : ambiguïtés des rapports femme-homme au Québec », dans Jean-Marie Fecteau, Gilles Breton et Jocelyn Létourneau, sous la direction de, *La condition québécoise. Enjeux et horizons d'une société en devenir*, p. 258-259.

5 « Le mouvement féministe, nonobstant toutes ses limites, ses erreurs occasionnelles ou ses avatars, constitue, à notre avis, la force sociale la plus vigoureuse et la plus lucide qui se soit manifestée au Québec dans les vingt dernières années. Cette force touche à tout. En passant par les lois, les conventions collectives, les règlements des institutions, les canons de la science, les mœurs et usages sociaux, elle rejoint les fibres les plus intimes de la femme et de l'homme et tend à changer substantiellement leurs rapports personnels et sociaux jusque dans le quotidien. » Jacques Lazure (1990), « Mouvement des générations : condition féminine et masculine », dans Fernand Dumont, sous la direction de, *La société québécoise après 30 ans de changements*, p. 36.

6. Cela se greffe aussi sur cet autre constat exprimé par Jacques Lazure (1990) : « La condition masculine vit plus difficilement [la] transformation des rapports entre sexes. Elle se sent davantage mise en question ; elle nage plus dans une certaine obscurité et confusion. Elle a à se confronter avec la nouvelle incertitude qui enveloppe ses acquis sociaux, son sentiment de supériorité, son

autorité et son pouvoir sur tout le social. La femme, même si elle éprouve aussi de l'ambivalence, se sait plus elle-même. Elle avance dans le mouvement explorateur de la quête de son identité personnelle et sociale, mouvement qui la propulse vers le futur. Elle a quelque chose à construire, tandis que l'homme, hormis sa construction sociale dans le travail extérieur, se voit plutôt sur la défensive, cherche plutôt à défendre et à protéger son passé. » *Ibid.*, p. 37.

7. « Face aux bouleversements actuels et à la crise des institutions traditionnelles de socialisation (notamment l'école et la famille, ainsi que le travail), l'amour prend de nouvelles dimensions. Il devient un mode important d'intégration sociale. Dans la dérégulation sociale et l'affaissement des rôles sociaux, l'irruption de l'affectif fait figure de bien social. » Danilo Martucelle (1995), « Subjectivité et expérience amoureuse », dans François Dubet et Michel Wievorka, sous la direction, *Penser le sujet. Autour d'Alain Touraine*, p. 157.

15. Le syndicalisme revu et corrigé

1. La Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) ; la Confédération des syndicats nationaux (CSN) ; la Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ) et la Centrale des syndicats démocratiques (CSD).

2 « La négociation provinciale dans les secteurs public et parapublic présente, dans les années quatre-vingts, des caractéristiques bien différentes de celles de deux décennies précédentes. Au lieu de constater un progrès constant, on observe plutôt qu'elle piétine, ou même qu'elle recule. » Gérard Hébert (1992), « La négociation collective : bilan », dans Gérard Daigle, sous la direction de *Le Québec en jeu. Comprendre les grands défis*, p. 149.

3. « Il me faut introduire ici quelques réflexions très brèves sur les couches moyennes salariées qui ont pris une expansion importante au sein de cet appareil d'État et des institutions publiques et parapubliques. Acteurs de premier plan dans la réalisation de la Révolution tranquille, et dont les retombées leur auront été profitables en termes d'acquis économiques et de statuts sociaux, ces couches sociales s'orientent-elles maintenant vers un corporatisme professionnel centré sur la défense de leurs intérêts immédiats et d'une déresponsabilisation sociale ? Ce corporatisme défensif divise plutôt qu'il ne contribue à créer des solidarités, à penser des formules de rechange, et je dirai aussi que le syndicalisme qui s'y calque ne me mobilise plus. » Céline Saint-Pierre (1989), « Entre nation et société : Mon pays prendra-t-il forme ? » dans Marc Lesage et Francine Tardif, sous la direction de, *Trente ans de Révolution tranquille*, p. 190.

4 Le membership des centrales syndicales québécoises est aujourd'hui

composé de plus de 40% de femmes. Les femmes sont présentes dans « les instances de direction ainsi que dans les postes de responsabilité. » Voir à ce sujet Mona-Josée Gagnon (1994), *Le Syndicalisme. État des lieux et enjeux*, p. 47-50

5. Voir à ce sujet le texte de Jeannine David-McNeil et Evelyne Tardy (1992), *Les femmes : une longue marche vers l'égalité*, dans Gérard Daigle, p. 189-225. Ce texte couvre les acquis et la présence des femmes dans les champs de la politique du droit civil, de la santé, de l'éducation et du travail. Les auteurs tracent également des avenues possibles pour les luttes de demain.

6. Voir à ce sujet Mona-Josée Gagnon (1994)...., p. 90-96.

7. Voir à ce sujet précis de l'industrie québécoise des pâtes et papier le texte de Daniel Mercure (1992), « Stratégies d'entreprise et flexibilité du travail », dans Daniel Mercure, sous la direction de, *La culture en mouvement. Nouvelles valeurs et organisations* : « ... les papeteries se sont dotées de politiques de flexibilité fonctionnelle ayant pour but de déployer plus librement la main-d'oeuvre dans le procès de travail. Dans plusieurs usines, ces changements ont été négociés avec les syndicats. Ils ont conduit à une modification de l'organisation du travail, notamment sur le chapitre de la division de tâches et de la mobilité de la main-d'oeuvre. Plusieurs papeteries ont aussi obtenu une plus grande liberté dans

l'aménagement des temps de travail. Elles ont également aboli de nombreux postes déqualifiés et mis en place des programmes de formation et de participation adaptés aux nouvelles exigences de flexibilité et de contrôle de la qualité. Cette redéfinition des qualifications s'est traduite par un fort décroisement des postes de travail et une réduction des catégories d'emploi. Dans bien des cas, de tels changements ont été accompagnés d'une modification des structures hiérarchiques chargées d'exercer le contrôle de manière à accroître l'autonomie et le sens des responsabilités des travailleurs. » (p. 156)

8. « L'action ouvrière ne porte plus de revendications de transformation en profondeur de la nature des rapports sociaux de production, mais vise plutôt à l'aménagement des conditions de travail, des salaires et le maintien de l'emploi. » Thierry Rousseau et Céline Saint-Pierre (1992), « Formes actuelles et devenir de la classe ouvrière », dans Gérard Daigle..., p. 289.

9. Jacques Boucher rend compte de ce nouveau contexte dans « Les syndicats », plus particulièrement dans la section intitulée « Les années quatre-vingts la découverte de la concentration ». Jacques Boucher (1992), dans Gérard Daigle , p. 118-126. Sur les nouvelles approches face à l'entreprise, ses responsabilités sociales et celle de ses salariés, on pourrait aussi consulter Renaud Sainsaulieu, Céline Saint-Pierre, Jacques Boulanger et Gabriel Gagnon dans Daniel

Mercure (1992), sous la direction de, *La culture en mouvement. Nouvelles valeurs et organisations*.

16. Le règne de l'entrepreneuriat

1. Face aux travailleurs, c'était l'entreprise, de l'atelier à l'ensemble du système capitaliste de production, qui était l'adversaire désigné des mouvements populaires. Or, partout on assiste à une transformation, spectaculaire par sa rapidité et sa profondeur, de notre entreprise [...] Aujourd'hui, dans de très nombreux pays, l'entreprise a cessé d'être un acteur social pour devenir un acteur proprement économique défini par sa position sur un marché national et surtout international, et non plus dans un ensemble de rapports sociaux de production » Alain Touraine (1991), « Au-delà d'une société du travail et des mouvements sociaux, » *Sociologie et sociétés*, p. 31.

2. Normand Ricard (1989), « Entrepreneurs québécois... et gagnants », dans Marc Lesage et Francine Tardif, sous la direction de, *Trente ans de Révolution tranquille*, p. 158. Monsieur Ricard, entrepreneur de [Microcité], fut invité à collaborer à cet ouvrage.

3. *Ibid.*, p. 159-160.

4 « Les entrepreneurs ont repris au politique et au socio-culturel les thèmes même du nationalisme [...]. Le social, qu'on pourrait ici qualifier de politico-syndical, s'est retrouvé livré à lui-même ; il s'est enfermé dans un domaine de plus en plus particulier et s'est installé dans une sorte de communautarisme limité. Autrement dit, le nationalisme est devenu une affaire d'entrepreneurs. » Alain Touraine (1989), « Commentaires », dans Marc Lesage et Francine Tardif, sous la direction de, *Trente ans de Révolution tranquille*, p. 168.

5. Normand Ricard (1989), « Entrepreneurs québécois... et gagnants » ..., p. 160.

6 *Ibid.*, p. 161.

17. De la distance critique envers les dieux

1. En reprenant des éléments du débat engagé suite à la publication du livre d'Allan Bloom (1987), *L'âme désarmée. Essai sur le déclin de la culture générale*, Charles Taylor (1992), dans *Grandeur et misère de la modernité*, écrit : « ... ce relativisme [présenté par Bloom] était lui-même une ramification d'une forme d'individualisme dont le principe pourrait se définir comme suit : chacun a le droit d'organiser sa propre vie en fonction de ce qu'il juge vraiment important et valable.

Il faut être sincère envers soi-même et chercher en soi-même son propre épanouissement. En quoi consiste cet épanouissement ? En dernière analyse, c'est à chacun de le déterminer pour soi-même. Personne d'autre ne peut ou ne doit essayer de lui dicter quoi que ce soit. » (p. 26)

2. À Microcité, une simple présence à l'église le dimanche illustre à quel point ce sont les gens plus âgés qui assument une certaine fréquentation des offices religieux

3. À ce chapitre, qu'on soit croyant ou incroyant, les propos sont les mêmes. Même au coeur de la hiérarchie catholique de Microcité, on éprouve un inconfort évident sur cette question.

4. Je pense ici à ces propos de Marie Gratton Boucher, professeure de théologie : « Soyons honnêtes et reconnaissons le carcan dans lequel l'Église hiérarchique s'enferme elle-même quand elle refuse l'accession des femmes au pouvoir dans l'Église. N'ayons pas peur des mots : le pouvoir c'est là où se prennent les décisions. Le pouvoir dans les manuels de théologie, c'est le pouvoir de sanctification et de gouvernement. Quand les femmes réclament du pouvoir, elles le réclament pour mieux servir. Et pour mieux servir, il nous faut du pouvoir. Il nous faut nous préparer sans que personne ne décide pour nous où commencent

et où s'arrêtent nos compétences. » Marie Gratton Boucher (1989), « Commentaires », dans Marc Lesage et Francine Tardif, sous la direction de, *Trente ans de Révolution tranquille*, p. 73.

5 À Microcité bien que les gens plus âgés se sentent généralement, « pratiquants », il n'en demeure pas moins qu'ils affichent souvent à l'égard des préceptes religieux une certaine distance critique. Plusieurs nous confient avoir mis beaucoup « d'eau dans leur vin » en ce qui concerne leurs « devoirs » religieux.

6. Des enseignants et enseignantes danois, en stage d'études à Microcité au moment où je fais mon enquête, soulignent aussi ce fait. À la fin de son séjour, l'un d'eux m'écrit : « L'humour des gens [de Microcité] fait beaucoup penser au nôtre. Ils font de l'ironie, ne sont pas très formels, et ne se prennent pas au sérieux. On s'amuse ici en faisant des blagues sur des sujets aussi tabous que la mort. »

7 Voir à ce sujet Julien Harvey (1989), « Le Québec devenu un désert spirituel », dans Fernand Dumont, sous la direction de, *La société québécoise après 30 ans de changements*, p. 153-161.

18. Des marginalisations de masse

1. Au début des années quatre-vingt-dix, le taux de chômage de Microcité est l'un des plus élevés au Canada.

2. En 1986, à Microcité, le taux de chômage des 15-24 ans sera de 26,2 %. En 1991, il sera de 22,2 %. Statistique Canada, Profil de recensement, catalogues 95-166 et 95-328.

3. Cela pourrait aussi rejoindre les propos d'Alain Touraine (1984) qui dans *Le retour de l'acteur* écrit : « Dans beaucoup de pays l'institutionnalisation poussée des revendications syndicales a transformé les militants syndicalistes et la grande majorité du mouvement ouvrier en une masse de défense de nouvelles formes d'intégration sociale, ce qui a eu comme contrepartie la marginalisation d'individus et de groupes, et en particulier de jeunes chômeurs, dont la colère donnait autrefois de l'énergie à un mouvement contestataire, mais qui est maintenant considérée comme l'expression d'une marginalité qui touche vite à la délinquance. Cette remarque peut-être généralisée. Dans la plupart des pays européens, plus ou moins dominés par l'intervention étatique et par divers mécanismes d'institutionnalisation des conflits, les mouvements sociaux tentent à retomber au niveau de « problèmes sociaux », voire des problèmes de la vie privée. »

4. Voir Jacques Grand' Maison (1991), sous la direction de, *Vers un*

nouveau conflit des générations. Profils sociaux et religieux des 20-35 ans.

5 Harvey Krahn et Graham S. Lowe (1990), « Les jeunes travailleurs dans une économie de services », Conseil économique du Canada.

6. « .. nous avons obtenu des indications évidentes de la qualité et de la rétribution relativement bonnes des emplois occupés par nombre de diplômés universitaires dans les segments du marché du travail correspondant aux postes de gestionnaires ou de professionnels. Ainsi, une instruction de niveau universitaire rapporte des dividendes, mais seulement si l'on réussit à se dénicher un emploi au niveau d'entrée dans ces professions plus prestigieuses. » Harvey Krahn et Graham S. Lowe (1990)...., p. 51.

7. Marc Lesage (1986), *Les vagabonds du rêve : Vers une société de marginaux* ?, p. 14.

8. Voir Jacques Grand' Maison et Solange Lefebvre (1993), *Une génération bouc émissaire. Enquête sur les baby-boomers*. Le titre et le ton de cet ouvrage nuancé et traversé de nombreux témoignages rendent bien compte de ce constat.

9. Paul Bouffartique (1993), « Société duale ? », *Les temps modernes*, p.

10. « [L'] évolution des grandes formes de la production tend à faire éclater la conscience de classe. Ce processus est accentué, dans la plupart des grands pays industriels occidentaux, par une « dualisation » ou une segmentation du marché du travail qui sépare de plus en plus les salariés protégés du secteur public ou des grandes entreprises du secteur privé, et la cohorte des intérimaires, contractuels, travailleurs à temps partiel, etc. » Alain Touraine, Michel Wieviorka et François Dubet (1984), *Le mouvement ouvrier*, p. 392. Afin d'illustrer certains contours plus sombres de ce nouveau prolétariat, voir François Dubet (1987), *La galère. Jeunes en survie*, également Marc-André Deniger, Jocelyne Gamache et Jean-François René (1986), *Jeunesses. Des illusions tranquilles*.

11. Paul Bouffartique (1993)..., id. *ibid*.

12. On retrouve ce genre de constat, sous forme de questionnement à tout le moins, même chez les plus ardents analystes et protagonistes des mouvements sociaux. Déjà, dans *Le retour de l'acteur*, Alain Touraine (1994) écrit : « Comptant moi-même parmi ceux qui accordèrent la plus grande importance à ces nouveaux mouvements sociaux et qui voulurent tirer d'une réflexion sur leur action une nouvelle conception de la sociologie, je me dois de jeter un regard critique sur les

faits et les idées auxquels j'ai accordé tant d'importance ; n'avons-nous pas donné une portée exagérée à des phénomènes en définitive peu importants et éphémères ? [] Quelle que soit la réponse à donner aux questions et aux critiques ainsi formulées, il est impossible aujourd'hui de se contenter de décrire de manière volontariste ces nouveaux mouvements sociaux ; il faut s'interroger sur les difficultés qu'ils ont rencontrées, sur les raisons de leur déclin et peut-être de leur disparition. » (p. 272-273). Tout récemment, sous la plume de François Dubet et Michel Wieviorka, on peut aussi lire : « ... les nouveaux mouvements sociaux, après les premières phases inaugurées par les luttes étudiantes, puis féministes, écologistes, régionalistes ou antinucléaires, ont connu des trajectoires certes cahotiques et souvent peu glorieuses, mais sans qu'il soit possible d'affirmer leur disparition. Il est vrai qu'ils ont souvent semblé se dissoudre purement et simplement, tandis que paraissent se déployer l'individualisme généralisé ou le vide social et qu'en réalité se formaient des « antimouvements sociaux », le nationalisme, le populisme, le racisme ou, moins directement inquiétantes, des tendances au communautarisme ou à l'affirmation identitaire. » François Dubet et Michel Wieviorka (1995), sous la direction de, *Penser le sujet. Autour d'Alain Touraine*, p. 12.

Conclusion

1. C. Wright Mills (1968), *L'imagination sociologique*, p. 7.
2. Hubert Guindon (1989), « L'héritage toujours en quête d'une place » dans Marc Lesage et Francine Tardif, sous la direction de, *Trente ans de Révolution tranquille*, p. 110.
3. « Plus ancien que la richesse superflue, il y avait cet autre produit de la production capitaliste : les déchets humains que chaque crise, succédant invariablement à chaque période de croissance industrielle, éliminait en permanence de la société productive, les hommes devenus des oisifs permanents étaient aussi superflus par rapport à la communauté que les détenteurs de la richesse superflue. Tout au long du XIX^e siècle, on avait dénoncé la véritable menace que ces hommes faisaient peser sur la société et leur exportation avait contribué à peupler les dominions du Canada et de l'Australie aussi bien que les États-Unis. » Hannah Arendt (1982), *Les origines de totalitarisme. L'impérialisme* (seconde partie), p. 54-55.
4. Gabriel Marcel (1948), *L'homme problématique*, p. 16-17

5. Jean-Paul Sartre (1970), *L'existentialisme est un humanisme*, p. 47-49.
6. Gabriel Marcel (1946) ..., p. 37
7. Hans Kung (1988), *Pourquoi suis-je toujours chrétien*, p. 11-12.
8. Hans Kung (1974), *Être chrétien*, p. 15.
9. Alain Touraine (1993) *Critique de la modernité*, p. 267
10. Anthony Giddens (1993), « Identité de soi, transformation de l'intimité et démocratisation de la vie, dans Michel Audet et Hamid Bouchikhi, sous la direction de, *Structuration du social et modernité avancée. Autour des travaux d'Anthony Giddens*, p. 472.
11. *Ibid.*, p. 472.
12. Alain Touraine (1993), *Critique de la modernité*, p. 306.
13. *Ibid.*, p. 306.

14 *Ibid.*, p. 306.

OUVRAGES CITÉS

Arendt, Hannah (1961), *La condition de l'homme moderne*, Paris, Calmann-Lévy.

— (1982), *Les origines du totalitarisme. L'impérialisme* (seconde partie), Paris, Fayard.

Arthur J. Vidich et Joseph Bensman (1964), « The Springdale Case: Academic Bureaucrats and Sensitive Townspeople », dans Arthur J. Vidich, Joseph Bensman et Maurice Stein, sous la direction de, *Reflections on Community Studies*, New York, John Wiley and Sons.

Audet, Michel et Hamid Bouchikhi (1993), sous la direction de, *Structuration du social et modernité avancée. Autour des travaux d'Anthony Giddens*, Sainte-Foy, Qué., Les Presses de l'Université Laval.

Auger, Geneviève et Raymonde Lamothe (1981), *De la poêle à frire à la ligne de feu. La vie quotidienne des Québécoises pendant la guerre 39-45*, Montréal, Bcréal Express.

Bélanger, Jacques (1992), « Observation sur le dépassement du modèle traditionnel de gestion du travail », dans Daniel Mercure, sous la direction de, *La culture en mouvement. Nouvelles valeurs et organisations*, Sainte-Foy, Qué.,

Les Presses de l'Université Laval.

Bell, Colin et Howard Newby (1972), *Community Studies: An Introduction to the Sociology of the Local Community*, New York, Praeger Publishers.

Bell, Daniel (1965), *The End of Ideology*, New York, The Free Press.

____ (1973), *The Coming of Post-Industrial Society*, New York, Basic Books.

Bertaux, Daniel (1986), « Fonctions diverses des récits de vie dans le processus de recherche », dans Danielle Desmarais et Paul Grell, *Les récits de Vie. Théories, méthodes et trajectoires types*, Montréal, Éditions Saint-Martin.

Blanchet, Bernard (1989), « La Révolution tranquille et l'âme québécoise », dans Marc Lesage et Francine Tardif, sous la direction de, *Trente ans de Révolution tranquille*, Montréal, Bellarmin.

Bloom, Allan (1987), *L'âme désarmé. Essai sur le déclin de la culture générale*, Montréal, Guérin.

Boucher, Jacques (1992), « Les syndicats : de la lutte pour la reconnaissance à la

concertation conflictuelle », dans Gérard Daigle, sous la direction de, en collaboration avec Guy Rocher, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal

Bouchindhomme, Christian et Rainer Rochlitz (1988), « Avant-propos », dans Jürgen Habermas, *Le discours philosophique de la modernité*, Paris, Gallimard.

Bouffartique, Paul (1993), « Société duale ? », *Les temps modernes*, no. 559.

Bourdieu, Pierre (1980), *Questions de Sociologie* Paris, Minuit.

Boyer, Robert (1981), « Les transformations du rapport salarial dans la crise : une interprétation de ses aspects sociaux et économiques », *Critiques de l'économie politique*, n° 15/16, Paris, François Maspero.

Caire, Guy (1982), « La précarisation des emplois », *Sociologie du travail*, n° 2/82, Paris, Dunod.

Cammille, Jacques (1993), *Les stratégies des femmes. Travail, famille et politique*, Paris, La Découverte.

Caplow Theodore (1982), sous la direction de, *Middletown Families: Fifty Years of Change and Continuity*, Min., Minnesota, University of Minnesota Press.

Carle, Christiane et Denis Leclerc (1984), *Soixante-dix ans d'organisation. L'histoire des travailleuses et travailleurs du Conseil central de [Microcité] 1913-1982*, [Microcité], Conseil central de Microcité (texte ronéotypé).

Carton, Albert (1983), « Restructuration du capital et redistributions du travail », *Contradictions*, n° 35.

Confédération des syndicats nationaux et Centrale de l'enseignement du Québec (1979), *Histoire du mouvement ouvrier au Québec*, Montréal, CSN-CEQ

Corten, André et Marie-Blanche Tahon (1987), sous la direction de, *La radicalité du quotidien*, Montréal, VLB éditeur.

Lefebvre Gérard (1992), sous la direction de, avec la collaboration de Guy Rocher, *Le Québec en jeu. Comprendre les grands défis*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal.

Dandurand, Renée B. (1988), *Le mariage en question. Essai sociohistorique*,

Québec, Institut québécois de recherche sur la culture.

David, Hélène (1975), « L'état des rapports de classe au Québec de 1945 à 1967 », *Sociologie et société*, Vol. VII, n° 2.

David-McNeil, Jeannine et Evelyne Tardif (1992), « Les femmes : une longue marche vers l'égalité », dans Gérard Daigle, sous la direction de, avec la collaboration de Guy Rocher, *Le Québec en jeu. Comprendre les grands défis*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal.

Deniger, Marc-André, Jocelyne Gamache et Jean-François René (1986) *Jeunesse : Des illusions tranquilles*. Montréal, VIB éditeur

Deslauriers, Jean-Pierre (1988), sous la direction de, *Les méthodes de la recherche qualitative*, Sillery, Qué., Presses de l'Université du Québec.

Desmarais, Danielle et Paul Grell (1986), sous la direction de, *Les récits de vie. Théories Méthodes et trajectoires*, Montréal, Éditions Saint-Martin.

Doré, Michel (1975), « Pour un syndicalisme combatif de classe et de masse », Montréal, CSN (texte ronéotypé).

Dostaler, Gilles (1982), « La crise et sa gestion au Québec », *La crise économique et sa gestion*, textes réunis et présentés par Gilles Dostaler, Montréal, Boréal Express.

Dubet, François (1987), *La galère. Jeunes en survie*, Paris, Fayard.

___ et Michel Wieviorka (1995), sous la direction de, *Penser le sujet. Autour d'Alain Touraine*, Paris, Fayard.

Dufour, Stéphane, Dominic Fortin et Jacques Hamel (1991), *L'enquête de terrain en sciences sociale. L'approche monographique et les méthodes qualitatives*, Montréal. Éditions Saint-Martin.

Dumont, Fernand (1968), *Le lieu de l'homme*, Montréal, HMH.

___ (1973), *Chantiers. Essais sur la pratique des sciences de l'homme*, Montréal : Hurtubise HMH.

___ (1986), sous la direction de, *Une société des jeunes*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture.

___ (1987), *Le sort de la culture*, Montréal, l'Hexagone.

___ (1990), sous la direction de, *La société québécoise après 30 ans de changements*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture.

Elias, Norbert (1991), *Qu'est-ce que la sociologie ?*, Paris, Éditions de l'Aube.

Favreau, Louis et Pierre l'Heureux (1984), *Le projet de société de la CSN de 1966 à aujourd'hui*, Montréal, Centre de formation populaire / Vie ouvrière.

Fecteau, Jean-Marie, Gilles Breton et Jocelyn Létourneau (1994), sous la direction de, *La condition québécois. Enjeux et horizons d'une société en devenir*, Montréal, VLB éditeur.

Feher, Ferenc (1987), « L'ère des Post », dans André Corten et Marie-Blanche Tahon, *La radicalité au quotidien*, Montréal, VLB éditeur.

Foote, Raymond L. (1979), *The Case of Port Hawkesbury*, Agincourt, Ont., The Book of Canada Limited.

Fortin, Andrée (1987), « L'observation participante : au coeur de l'altérité », dans

Jean-Pierre Deslauriers, sous la direction de, Sillery, Qué., Presses de l'Université du Québec.

Freitag, Michel (1987), « Le retour du refoulé : La question de la normativité », *Société* n° 1.

Gagnon, Gabirel (1992), « Nouvelles formes de solidarité : le monde du travail », dans Daniel Mercure, sous la direction de, *La culture en mouvement. Nouvelles valeurs et organisations*, Sainte-Foy, Qué., Les Presses de l'Université Laval.

Gagnon, Mona-Josée (1994), *Le syndicalisme. État des lieux et enjeux*, Montréal, Institut québécois de recherche sur la culture.

Gaulejac, Vincent de (1987), *La névrose de classe*. Paris, Hommes et Groupes éditeurs.

Gauthier, Anne (1983), *Les politiques sociales et le travail domestique ou une liaison entre les femmes et l'État*, Québec, Conseil du statut de la femme (texte miméographié).

Gauthier, Madeleine et Lucie Mercier (1994), *La pauvreté chez les jeunes*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture.

Gérin, Léon (1948), *Le type économique et social des Canadiens*, Montréal, Fides.

Germe, Jean-François (1981), « Instabilité, précarité et transformations de l'emploi », *Critiques de l'économie politique*, n° 15/16, Paris, François Maspero.

Giddens, Anthony (1987), *La constitution de la société*, Paris, Presses Universitaires de France.

___ (1990), *The Consequences of Modernity*, Stanford, Cal., Stanford University Press.

___ (1992), *The Transformation of Intimacy: Sexuality, Love and Eroticism in Modern Societies*, Stanford, Cal., Stanford University Press.

___ (1993), « Identité de soi, transformation de l'intimité et démocratisation de la vie », dans Michel Audet et Hamid Bouchikhi, sous la direction de, *Structuration du social et modernité avancée. Autour des travaux d'Anthony*

Giddens, Ste-Foy, Qué., Les Presses de l'Université Laval

— (1993), « Une théorie critique de la modernité avancée », dans Michel Audet et Hamid Bouchikhi, sous la direction de, *Structuration du social et modernité avancée. Autour des travaux d'Anthony Giddens*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval.

Gold, Gerald L. (1975), *Saint-Pascal : Changing Leadership and Social Organization in Quebec Town*, Toronto, Holt, Rinehard and Winston

Gorz, André (1980), *Adieux au prolétariat*, Paris, Galilée.

— (1988), *Métamorphoses du Travail. Quête de sens*. Paris, Galilée.

Grafmeyer, Yves et Isaac Joseph (1984), sous la direction de, *L'école de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*, Paris, Aubier.

Grand' Maison, Jacques (1991), sous la direction de, *Vers un nouveau conflit des générations. Profils sociaux et religieux des 20-35 ans*, Montréal, Fides.

— et Solanges Lefebvre (1993), sous la direction de, *Une génération bouc-*

émissaire. Enquête sur les baby-boomers, Montréal, Fides.

Gratton Boucher, Marie (1989), « Commentaires », dans Marc Lesage et Francine Tardif, sous la direction de, *Trente ans de Révolution tranquille*, Montréal.

Grell, Paul (1985), *Étude du chômage et de ses conséquences : Les catégories sociales touchées par le non-travail*, Montréal, École de service social.

____ (1986), « Une méthodologie pour dépasser les réalités partielles », dans Danielle Desmarais et Paul Grell, *Les récits de vie. Théories, méthodes et trajectoires*, Montréal, Éditions Saint-Martin.

Guindon, Hubert (1989), « L'héritage toujours en quête d'une place », dans Marc Lesage et Francine Tardif, sous la direction de, *Trente ans de Révolution tranquille*, Montréal, Bellarmin.

____ (1990), *Tradition, modernité et aspiration nationale de la société québécoise*, Montréal, Éditions Saint-Martin.

Habermas, Jürgen (1988), *Le discours philosophique de la modernité*, Paris, Gallimard.

Hadj-Moussa, Rabita et Florence Pilon (1994), « Être une femme, être un homme . ambiguïté de rapports femme-homme au Québec » dans Jean-Marie Fecteau, Gilles Breton et Jocelyn Létourneau, sous la direction de, *La condition québécoise. Enjeux et horizons d'une société en devenir*, Montréal, VLB éditeur.

Hammersley, Martyn et Paul Atkinson (1983), *Ethnography : Principles in practice*, London, Tavistock Publications.

Harvey, Julien (1990), « Le Québec devenu un désert spirituel », dans Fernand Dumont, sous la direction de, *La société québécoise après 30 ans de changement*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture.

Hébert, Gérard (1992), « La négociation collective : bilan », dans Gérard Daigle, avec la collaboration de Guy Rocher, *Le Québec en jeu. Comprendre les grands défis*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal

Heller, Agnès (1987), « Mouvements culturels et changements des modèles de vie quotidienne depuis la deuxième guerre », dans André Corten et Marie-Blanche Tahon, sous la direction de, *La radicalité au quotidien*, Montréal, VLB éditeur.

Houle, Gilles (1986), « Histoires et récits de vie : la découverte obligé du sens commun », dans Danielle Desmarais et Paul Grell, *Les récits de vie. Théorie, méthodes et trajectoires types*, Montréal, Éditions Saint-Martin.

Hughes, Everett C. (1960), « Introduction: The place of Field Work in Social Science » dans Buford H. Junker, *Field Work*, Chicago, The University of Chicago Press.

____ (1964). « French Canada: The Natural History of a Research Project », dans Arthur J. Vidich, Joseph Bensman et Maurice R. Stein, sous la direction de, *Reflection on Community Studies*, New York, John Wiley and Sons.

____ (1972), *Rencontre de deux mondes*, Montréal, Boréal Express.

Hurrelmann, Klaus (1988), *Social structure and personality development: The individual as a productive processor of reality*, Cambridge, Cambridge University Press.

Jackson, John, D. (1975), *Community and Conflict*, Toronto, Holt, Rinehard and Winston.

Junker, Buford H. (1960), *Field Work*, Chicago, The University of Chicago Press

Krahn, Harvey et Graham S. Lowe (1990), « Les jeunes travailleurs dans une économie de services », document de travail n° 14, Conseil économique du Canada.

___ (1990), *Work, Industry, and Canadian Society*, Scarborough, Ont., Nelson Canada.

Kung, Hans (1974), *Être chrétien*, Paris, Seuil.

___ (1988), *Pourquoi suis-je toujours chrétien*, Paris, du Centurion.

Langlois, Simon (1990), sous la direction de, *La société québécoise en tendances 1960-1990*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture.

Latouche, Serge (1989), *L'Occidentalisation du monde*, Paris, La Découverte

Laurin, Nicole (1984), « La sociologie des classes sociales au Québec de Léon Gérin à nos jours », dans Georges-Henri Lévesque, Guy Rocher, Jacques Henripin et al., *Continuité et rupture. Les sciences sociales au Québec*,

Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal.

____, Danielle Juteau et Lorraine Duchesne (1991), *À la recherche d'un monde oublié. Les communautés religieuses des femmes au Québec de 1890 à 1970*, Montréal, Le Jour.

Lazure, Jacques (1990), « Mouvance des générations : condition féminine et masculine », dans Fernand Dumond, sous la direction de, *La société québécoise après 30 ans de changements*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture.

Le Gall, Didier (1987), « Les récits de vie : approcher le social par la pratique », dans Jean-Pierre Deslauriers, sous la direction de, Sillery, Qué., Presses de l'Université du Québec.

Lesage, Marc (1986), *Les vagabonds du rêve. Vers une société de marginaux ?*, Montréal, Boréal.

____ et Francine Tardif (1989), sous la direction de, *Trente ans de Révolution tranquille*, Montréal, Bellarmin.

____ (1991), *L'exil de Sullivan*, Montréal, Quinze.

Lévesques, Georges-Henri, Guy Rocher, Jacques Henripin et al., *La culture en mouvement. Nouvelles valeurs et organisations*, Sainte-Foy, Qué., Les Presses de l'Université Laval.

Linteau, Paul-André, René Durocher, Jean-Claude Robert, et François Ricard (1986), *Le Québec depuis 1930*, Montréal, Boréal Express.

Linton, Ralph (1986), *Le fondement culturel de la personnalité*, Paris, Dunod.

Lojkin, Jean (1984), « Décomposition et recomposition de la classe ouvrière », dans Mark Kesselman et Guy Groux, sous la direction de, *1968-1982 : Le mouvement ouvrier français*, Paris, Éditions Ouvrières.

Lonergan, Bernard J. F. (1982), *Les voies d'une théorie méthodique. Écrits théologiques choisis*, Paris, Desclée, et Montréal, Bellarmin.

____ (1991), *Pour une méthodologie philosophique. Écrits philosophiques choisis*, Montréal, Bellarmin.

Lucas, Rex A. (1971), *Minetown, Milltown, Railton*, Toronto, University of Toronto Press.

Lynd, Robert S. et Helen M. Lynd (1929), *Middletown: A Study in Modern American Culture*, New York, Harcourt and Brace and World.

____ (1937), *Middletown in Transition*, New York, Harcourt and Brace.

Lyon, Larry (1987), *The Community in Urban Society*, Philadelphia, Temple University Press.

Lyotard, Jean-François (1979), *La condition postmoderne*. Paris, Minuit.

____ (1986), *Le postmoderne expliqué aux enfants*. Paris, Galilée.

Marcel, Gabriel (1940), *L'homme problématique*, Paris, Montaigne.

Marcel-Lacoste, Louise (1984), « Le regard de l'autre : la philosophie et l'émergence des sciences sociales », dans Georges-Henri Lévesque, Guy Rocher, Jacques Henripin et al., *Continuité et rupture. Les sciences sociales au Québec*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal.

Marcuse, Herbert (1968), *L'homme unidimensionnel*, Paris, Minuit.

Martucelli, Danilo (1995), « Subjectivité et expérience amoureuse », dans François Dubet et Michel Wievorka, sous la direction de, *Penser le sujet. Autour d'Alain Touraine*, Paris, Fayard.

Mead, George Herbert (1974), *Mind, Self and Society*, Chicago, The University of Chicago Press.

Mercure, Daniel (1992), « Stratégie d'entreprise et flexibilité du travail », dans Daniel Mercure, sous la direction de, *La culture en mouvement. Nouvelles valeurs et organisation*, Saint-oy, Qué., Les Presses de l'Université Laval.

Mills, C. Wright (1967), *L'Imagination sociologique*, Paris, François Maspero.

Miner, Horace (1985), *Saint-Denis. Un village québécois*, Ville Lasalle, Qué., Hurtubise HMH.

Moreux, Colette (1982), *Douceville en Québec*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal.

Negri, Antonio (1978), *La classe ouvrière contre l'État*, Paris, Galilée.

Nielsen, Greg Marc (1994), *Le Canada de Radio-Canada*, Toronto, GREF.

Parsons, Talcott (1973), *Le système de sociétés modernes*, Paris, Dunod.

Pepin, Marcel (1989), « Les leçons de l'unité », dans Marc Lesage et Francine Tardif, sous la direction de, *Trente ans de Révolution Tranquille*, Montréal, Bellarmin.

Piotte, Jean-Marc, *Le syndicalisme de combat* (1977), Montréal, Albert Saint-Martin.

___ Diane Ethier et Jean Reynolds (1975), *Les travailleurs contre l'État bourgeois*, Montréal, l'Aurore.

___ (1987), *La communauté perdue*, Montréal, VLB Editeur.

___ (1990), *Sens et politique. Pour en finir avec le grand désarroi*, Montréal. VLB éditeur.

Rayside, David, M. (1991), *A Small Town in Modern Times: Alexandria, Ontario*,
Montréal et Kingston, McGill Queen's University Press.

Rémy, Jean (1974), *La ville et l'urbanisme*, Bruxelles, Duculot.

— Liliane Voyé et Émile Servais (1993), *Produire et reproduire. Une sociologie
de la vie quotidienne. Tome I : Conflits et transactions sociales*, Bruxelles,
Éditions Universitaires / De Boeck Université.

Ricard, François (1992), *La génération lyrique*, Montréal, Boréal.

Ricard, Normand (1989), « Entrepreneurs québécois... et gagnants », dans Marc
Lesage et Francine Tardif, sous la direction de, *Trente ans de Révolution
tranquille*, Montréal, Bellarmin.

Rioux, Marcel et Yves Martin (1971), sous la direction de, *La société canadienne-
française*, Montréal. Hurtibise HMH.

Rouillard, Jacques (1981), *L'histoire de la CSN (1921-1981)*, Montréal, Boréal
Express.

___ (1989), *L'histoire du syndicalisme québécois*, Montréal, Boréal.

Sainsaulieu, Renaud (1992), « Organisations qualifiantes, innovantes, accueillantes », dans Daniel Mercure, sous la direction de, *La culture en mouvement. Nouvelles valeurs et organisations*, Sainte-Foy, Qué., Les Presses de l'Université Laval.

Saint-Pierre, Céline (1989), « Entre nation et société : mon pays prendra-t-il forme ? », dans Marc Lesage et Francine Tardif, sous la direction de, *Trente ans de Révolution tranquille*, Montréal, Bellarmin.

___ Rousseau, Thierry (1992), « Formes actuelles et devenir de la classe ouvrière », dans Gérard Daigle, avec la collaboration de Guy Rocher *Le Québec en jeu. Comprendre les grands défis*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal.

___ (1992), « Nouveaux modèles de production, nouvelles formes d'entreprise et nouvelles valeurs », dans Daniel Mercure, sous la direction de, *La culture en mouvement. Nouvelles valeurs et organisations*, Sainte-Foy, Qué., Les Presses de l'Université Laval.

Sartre, Jean-Paul (1970), *L'existentialisme est un humanisme*, Nagel.

Seeley, John R., Alexander R. Sim et Elizabeth W. Loosley (1956), *Crestwood Heights: A Study of the Culture of Suburban Life*, Toronto, University of Toronto Press.

Soulet, Marc-Henry (1987), « La recherche qualitative ou la fin des certitudes », dans Jean-Pierre Deslauriers, sous la direction de, Sillery, Qué., Presses de l'Université du Québec.

Statistique Canada (1953), Recensement du 1951, Première partie.

___ (1984), *[Microcité] Profil d'une métropole*, Catalogue n° 11-X-525E.

___ (1988), Secteur de recensement, Catalogues 95-165 et 95-166.

___ (1993), Secteurs de recensement, Catalogues 95-327 et 95-328.

Stoetzel, Jean (1983), *Les valeurs du temps présent. Une enquête européenne*
Paris, Presses Universitaires de France.

Taylor, Charles (1992), *Grandeur et misère de la modernité*, Montréal, Bellarmin.

Théofilakis, Élie (1985), sous la direction de, *Modernes et après*, Paris, Autrement.

Tönnies, Ferdinand (1977), *Communauté et Société : Catégories fondamentales de la sociologie pure*, Paris, RETZ/CEPL.

Touraine, Alain (1969), *La société post-industrielle*, Paris, Denoël.

___ (1973), *Production de la société*, Paris, Seuil.

___ (1978), *La voix et le regard*, Paris, Seuil.

___ (1980), *L'Après socialisme*, Paris, Seuil.

___ (1984), *Le retour de l'acteur*, Paris, Fayard.

___ Michel Wieviorka et François Dubet (1984), *Le mouvement ouvrier*, Paris, Fayard.

___ (1989), « Commentaires », dans Marc Lesage et Francine Tardif, sous la

direction de, *Trente ans de Révolution tranquille*, Montréal, Bellarmin.

— (1991), « Au-delà d'une société du travail et des mouvements sociaux », *Sociologie et société*, vol. XXIII, n° 2.

— (1993), *Critique de la modernité*, Paris, Fayard.

Tremblay, Louis-Marie (1972), *Le syndicalisme québécois (1940-1970). Idéologies de la CSN et de la FTQ*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal

Trudeau, Pierre Elliott (1970), sous la direction de, *La grève de l'amiante au Québec*, Montréal, Le Jour.

Trudel, Marcel (1987), *Mémoires d'un autre siècle*, Montréal, Boréal.

Vaillancourt, Yves (1988), *L'évolution des politiques sociales au Québec (1940-1960)*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal.

Vidich, Arthur, Joseph Bensman et Maurice Stein (1964), *Reflections on Community Studies*, New York, John Wiley and Sons.

___ (1968), *Small Town in Mass Society*. Princeton, N. J., Princeton University Press.

Warner, Lloyd W. (1963), sous la direction de, *Yankee City*: One volume, abridged edition, New Haven, Connecticut, Yale University Press.

White, William Foote (1964), « The Slum: On the evolution of Street Corner Society », dans Authur J. Vidich, Joseph Bensman et Maurice R. Stein, sous la direction de, *Reflections on Community Studies*, New York, John Wiley and Sons.

___ et Kathleen King Whyte (1989), *Learning from the Field: A Guide from Experience*, Newbury Park, Cal., Sage.

___ (1981), *Street Corner Society*, Chicago, University of Chicago Press.

ANNEXE

Il n'y a pas d'étude de communauté ou de recherche de terrain sans événements imprévus et histoires cocasses. La meilleure stratégie à leur égard, celle que paraît privilégier les auteurs de ce type d'enquête, semble être de les taire ou plutôt de se les réserver pour un futur lointain, c'est-à-dire lorsque de telles confidences seront sans conséquences tant pour les acteurs de la recherche que la réputation du chercheur. Si je me garde bien, du moins pour l'instant, de relater certaines histoires cocasses qui ont aussi été partie prenante de cette enquête, il serait toutefois peut-être de mauvaise foi de cacher certains événements qui, imprévisibles dans le scénario de départ, auront néanmoins été déterminants pour la suite de toute notre démarche. Si les études de communautés sont à ce point recherches de terrain, il va de soi que ce que nous arrivons à cueillir, aussi la manière dont nous le faisons, ont une portée sur l'ensemble de notre propos.

La rencontre tout à fait par hasard l'été quatre-vingt-sept, rue Bernard à Outremont, d'Yvan Duperré, un vieux copain que je n'avais pas revu depuis plus de quinze ans, est de ces événements. Yvan, réalisateur à la Télé-université de l'Université du Québec, propose de m'accompagner, avec une équipe de techniciens, sur le terrain de mon enquête. Sa proposition me plaît. Elle offre l'avantage de pouvoir faire une collecte de données de grande qualité. Cela d'autant plus que toute la question de l'enregistrement des premières entrevues commence à faire problème. Avec cette proposition mon enquête prend un

nouvel élan Il m'est désormais possible de réaliser certains types d'entretiens qu'il m'aurait été pratiquement impossible de réaliser autrement. Cette assistance technique de qualité tout à fait professionnelle me permet, tout au cours des entrevues et discussions de toutes sortes, de me consacrer essentiellement au contenu de ces rencontres. Certes pourrait-on interpellier, à certains égards, la validité de données d'enquête filmées. Échappent-elles à l'authenticité de l'acteur ? Cette question ne se pose-t-elle pas pour toute technique d'enquête ? Comment être assuré que l'acteur qui raconte dit la vérité ? Je dois d'ailleurs reconnaître que j'en fus moi-même étonné : les gens de Microcité parlent devant la caméra, ils le font même beaucoup Il nous est même arrivé, devant certaines confidences, de proposer d'arrêter le tournage. L'interviewée nous invita elle-même à le poursuivre. Ajoutons que, tout au long de notre enquête, les entrevues filmées ne constituent qu'une partie de notre approche. Le nombre de rencontres qui fut nécessaire à l'enquête peut en témoigner. De fait, la plus grande partie de notre démarche de recherche fut menée en dehors du champ de la caméra.

De ces événements imprévus qui ont de beaucoup facilité le travail d'enquête, sans doute est-il important de rappeler la contribution de Denise Grenier-Doyle Résidente de Microcité, suite à une entrevue que je mène avec elle comme intervenante auprès de nouveaux arrivants, Mme Grenier-Doyle se révèle très intéressée par la recherche et offre de m'aider pour l'organisation des entretiens collectifs. Il s'agit d'établir des listes de personnes, d'organismes et d'entreprises qu'il serait percutant de retrouver au cœur de ces

entretiens, de communiquer avec eux par courrier ou téléphone et de préparer ce que nous pouvons appeler la logistique de la rencontre. La contribution offerte par Mme Grenier-Doyle est déterminante dans la bonne réussite de ces rencontres. De mon côté, je me concentre sur le contenu de ces entretiens qui sont aussi semi-dirigés.

Il y donc dans les études de communauté, et cela d'autant plus qu'elles s'échelonnent dans le temps, des collaborations imprévues qui permettent de faire plus que ce que nous concevions au départ possible. Cela aura été majeur dans le déroulement de cette enquête. Nos problématiques de recherche peuvent en quelque sorte conquérir sur le terrain des individus qui sont tout à fait disposés à collaborer pour l'avancement de nos propos. Si ces derniers répondent aux qualités nécessaires chez les apprentis-chercheurs, il serait regrettable de ne pas en tenir compte.

Revenons brièvement, avant de présenter la liste de personnes rencontrées au cours de notre enquête, sur certains aspects de notre approche sur le terrain. Nous avons déjà distingué trois grands types d'entrevues que nous avons effectuées : l'entrevue individuelle, le récit de vie et l'entretien collectif. L'entrevue dite individuelle est le plus souvent une entrevue de premier contact ou d'information sur un ou des points précis. On retrouve ce type d'entrevue tout au long de notre cheminement mais plus particulièrement au cours de l'automne quatre-vingt-six et de l'hiver quatre-vingt-sept. Ces entrevues sont la plupart du temps semi-dirigées. Elles permettent d'ouvrir en quelque sorte notre champ de

recherche. Le deuxième type d'entrevues, les récits de vie, est d'une nature tout à fait différente. L'individu, d'ailleurs le plus souvent rencontré lors d'une entrevue antérieure, se raconte, de sa naissance au moment de la rencontre, en mettant davantage l'accent sur l'histoire de sa famille, ses études, ses expériences professionnelles, sa vie affective, son cheminement religieux. Les premiers récits de vie, menés au printemps et à l'automne quatre-vingt-sept, ne sont pas filmés, ils sont parfois enregistrés. Plusieurs de ces récits seront, par ailleurs, repris au cours du printemps quatre-vingt-huit et seront alors filmés. Les premiers entretiens collectifs se tiendront à partir de l'automne quatre-vingt-sept, ils seront enregistrés et non filmés. Les autres se tiendront au printemps quatre-vingt-huit, et seront filmés. Plusieurs des interlocuteurs retenus pour les entretiens collectifs auront été rencontrés, d'une manière ou d'une autre, et cela individuellement, avant l'entretien. D'autres auront été référés par différentes personnes et se seront retrouvés dans ce type d'entretien sans rencontre préalable.

Liste des entrevues, récits de vie et entretiens collectifs menés lors de l'enquête sur

Microcité :

1986

Le 4 septembre 1986

P A Julien, universitaire. Entrevue.

R. Levasseur N. Séguin et N. Brouillette, universitaires. Entrevue.

Le 15 septembre 1986

M. Devault, marketing, communication. Entrevue.

C Auger, professeur en milieu collégial et syndicaliste. Entrevue.

C.Masson, journaliste et cadre. Entrevue.

Le 22 septembre 1986

M. Bellemare, syndicaliste. Entrevue.

C. Beaupré, chômeur, ancien travailleur de la métallurgie. Entrevue.

Le 29 septembre 1986

P Gagné, universitaire. Entrevue.

C. Masson, journaliste et cadre. Entrevue.

Le 2 octobre 1986

C. Carle, journaliste. Entrevue.

P Guay, prêtre. Entrevue.

Le 9 octobre 1986

G. Julien, gestionnaire. Entrevue.

M. Laferté, intervenante auprès de jeunes entrepreneurs. Entrevue.

E. Gagnon, syndicaliste. Entrevue.

Le 27 octobre 1986

J. Morasse, administrateur, secteur public. Entrevue.

D. Chevrette, intervenante auprès de victimes d'agression sexuelle. Entrevue.

Le 6 novembre 1986

G. Desmarais, intervenante auprès des sans-emplois. Entrevue.

Le 7 novembre 1986

J.Martin, ex-ouvrier du papier, syndicaliste. Entrevue.

Le 17 novembre 1986

B. Berton, universitaire. Entrevue.

S. Paquette et J. Paquette, entrepreneures. Entrevue.

Le 15 décembre 1986

C. Maire, administratrice et cadre supérieur. Entrevue.

1987

Le 12 janvier 1987

J.Galarneau, ouvrier. Entrevue.

P. Purcell, agent de pastorale en milieu ouvrier. Entrevue.

Le 26 janvier 1987

J.Daviau, Comité de citoyens. Entrevue.

M. Paquette, conseillère en emploi. Entrevue.

Le 16 février 1987

M. Côté, homme d'affaires, directeur général, Chambre de commerce. Entrevue.

J Bergeron, chercheur, Fonction publique. Entrevue.

Le 23 février 1987

G Massicotte et D. Grenier, comité d'accueil des néo-canadiens. Entrevue.

Le 16 mars 1987

B Saint-Onge, curé de paroisse. Récit de vie.

G. Leblanc, notaire. Entrevue.

Le 18 mars 1987

D Grenier-Doyle, consultante, comité d'accueil des néo-canadiens. Récit de vie.

L P Poisson, retraité de l'enseignement et ancien comédien du théâtre amateur. Récit de vie

Le 30 mars 1987

W. Dousett, directeur, école secondaire anglophone. Entrevue.

V Young, enseignante, milieu anglophone. Entrevue.

M Veillette, prêtre. Récit de vie.

Le 6 avril 1987

L. Moreau, enseignante et syndicaliste. Récit de vie.

Le 15 avril 1987

J. Fougère, coordinatrice d'un mouvement de jeunes. Récit de vie.

Le 27 avril 1987

L. Moreau, enseignante et syndicaliste. Deuxième rencontre Récit de vie.

Le 4 mai 1987

P. Boulard, directeur général, Centre-Aide. Récit de vie

Le 5 mai 1987

Session de pastorale à l'université de Microcité. Observation participante.

Le 11 mai 1987

P. Fournier, ouvrier et syndicaliste. Entrevue.

Le 12 mai 1987

P. Boulard, directeur général, Centre-Aide. Deuxième rencontre. Récit de vie.

Le 19 mai 1987

A. Turmel, universitaire. Entrevue.

J. Martin, ex-ouvrier et syndicaliste. Entrevue.

Le 8 juillet 1987

Rencontre avec un groupe d'enseignants suédois en stage de formation (immersion culturelle à Microcité). Entretien collectif.

Le 16 juillet 1987

Rencontre avec un groupe d'enseignants danois en stage de formation (immersion culturelle à Microcité). Entretien collectif.

Le 8 septembre 1987

G. Langevin, artiste. Entrevue.

J. Gibeau, agente de pastorale en milieu étudiant. Récit de vie.

A. Rousseau, intervenant communautaire au niveau des jeunes, animation théâtrale.
Entrevue.

Le 15 septembre 1987

R. Lord, agent d'information et agent de développement, télévision. Entrevue et récit de vie.

J. Caron, ex-ouvrier, syndicaliste. Récit de vie.

J. Gibeau, agente de pastorale. Deuxième rencontre. Récit de vie.

Première rencontre avec groupe de néo-canadiens. Entretien collectif. Présence d'une dizaine de personnes.

Le 21 septembre 1987

S. Cloutier, ex-travailleuse (comis vendeuse, secrétaire médicale...), étudiante à l'Université. Récit de vie.

Première rencontre avec des syndicalistes. Entretien collectif. Présence d'une dizaine de personnes.

Le 28 septembre 1987

Première rencontre avec un groupe de jeunes. Entretien collectif. Présence d'une dizaine de personnes.

Le 13 octobre 1987

Deuxième rencontre avec groupe de syndicalistes. Entretien collectif. Rencontre filmée.

Sont présents:

M. Bellemare

P Boucher

J. Caron

M. Caron

F. Dupont

M. Dupont

D. Giguère

A. Marchand

L. Moreau

S. Pellerin

G. Rhault

Deuxième rencontre avec un groupe de néo-canadiens. Entretien collectif. Rencontre filmée. Sont présents:

M. Belem

J.P. Beunas

L. Pomart-Beunas

M.C. Dearaque

J.L. Gouveia

H. Obaid

R. Ruggieri

L. Russ-Taran

G Salicetti

Le 27 octobre 1987

Rencontre avec un groupe de catholiques. Entretien collectif. Rencontre filmée. Sont présents

H. Blaquière

L. Cloutier

M Desmet

J Gibault

G. Girard

J. Houle

L. Lague

L. Laneuville

G Rousseau

S. Rousseau

B. St-Onge

J St-Onge

A. Soulard

M. Veillette

Deuxième rencontre avec un groupe de jeunes. Entretien collectif. Rencontre filmée. Sont présents:

J.C. Bouchard

L. Boudreau

Y. Buisson

D. Fortin

J. Fougère

C. Haney

A. Jeffret

C. Pautel

P. Pelletier

G. Pépin

S. Stratchers

J. Trudel

S. Trudel

C. Vézina

Le 3 novembre 1987

Rencontre avec un groupe de personnes du milieu des affaires. Entretien collectif.

Rencontre filmée. Sont présents:

M. Bellerose

S. Caron

B. DeCarufel

L. Drouin

G. Julien
A. L'Heureux
C. Martel
N. Milot
A. Moore
J. Paquette
S. Paquette
G. Paquin
B. Ricard
N. Ricard
J. Stimpson

1988

Le 8 janvier 1988

Y. Beaumier, agent de recherche, milieu universitaire, homme politique. Récit de vie.

R. Lord, agent d'information, milieu des médias. Entrevue.

Le 27 avril 1988

J.E. Piché, cadre retraité, secteur privé. Récit de vie.

Le 7 mai 1988

Participation symposium des organismes communautaires. Observation participante.

Le 10 mai 1988

R. Paquin, ex-ouvrier, conseiller syndical. Rencontre filmée. Récit de vie.

J.E. Piché, cadre retraité, secteur privé. Rencontre filmée. Récit de vie.

L. Lajoie de Coteret, journaliste retraitée. Entrevue.

Le 12 mai 1988

M. Fuller, enseignant retraité, milieu anglophone. Rencontre filmée. Récit de vie

M. Poisson-Trudel, secrétaire de direction. Rencontre filmée. Récit de vie

Le 17 mai 1988

M. Veillette, prêtre. Rencontre filmée. Récit de vie.

Y. Beaumier, agent de recherche, milieu universitaire, homme politique. Rencontre filmée.
Récit de vie.

Le 24 mai 1988

C. Maire administratrice et, cadre supérieur, secteur public. Rencontre filmée Récit de
vie.

N. Ricard, entrepreneur. Rencontre filmée. Récit de vie.

Le 26 mai 1988

R. Héroux, journaliste retraité. Rencontre filmée. Récit de vie

R. Grenier, ménagère, retraitée. Rencontre filmée. Récit de vie.

Le 31 mai 1988

M.C. Lacourse et M. Fugère, assistés sociaux, militants écologistes Rencontre filmée.
Récit de vie.

Le 2 juin 1988

C Carle, journaliste. Rencontre filmée. Récit de vie.

M Trudel, intervenante auprès des jeunes. Rencontre filmée. Récit de vie.

Le 7 juin 1988

M A Côté, ménagère. Rencontre filmée. Récit de vie.

C Beaupré, chômeur, ouvrier. Rencontre filmée. Récit de vie.

Le 9 juin 1988

G Beaudoin, homme politique. Rencontre filmée. Récit de vie.